UNIVERSITY OF TORONTO

3 1761 00094652 5

264

LA VIE AGRICOLE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

DANS LE NORD DE LA FRANCE

Artois, Picardie, Hainaut, Flandres

DU MÊME AUTEUR

HISTOIRE DES ABBAYES DE DOMMARTIN ET DE SAINT-ANDRÉ-AU-BOIS AU DIOCÈSE D'AMIENS. *Ouvrage couronné par la Société des Antiquaires de Picardie, Prix Le Prince.* — 1 vol. in-8°.

HISTOIRE DE CINQ CANTONS DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL-SUR-MER. — *Extrait du Dictionnaire historique du Pas-de-Calais.* 1 vol. in-8°.

LA VIE MUNICIPALE AU XV^e SIÈCLE DANS LE NORD DE LA FRANCE, *ouvrage récompensé par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.* — 1 vol. in-8°.

LA
VIE AGRICOLE
SOUS L'ANCIEN RÉGIME
DANS LE NORD DE LA FRANCE

PAR
LE BARON A. DE CALONNE

OUVRAGE RÉCOMPENSÉ PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS
ET BELLES-LETTRES

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS
GUILLAUMIN ET C^{ie}, ÉDITEURS
14, RUE RICHELIEU, 14

—
1885

HD

644

C3

1885

INTRODUCTION

La pensée de retracer la vie agricole sous l'ancien régime est née de la lecture des savantes et consciencieuses enquêtes auxquelles M. Baudrillart se livre sur l'état moral et l'état matériel des populations rurales de la France.

L'intérêt qui s'attache aux travaux de l'éminent économiste nous a suggéré l'idée d'essayer, pour le passé, ce qu'il fait pour le présent. En étudiant l'état de l'agriculture au dix-huitième siècle, nous pourrons constater les progrès qui se sont accomplis depuis lors et dissiper certains préjugés, — préjugés trop répandus, — puisque l'ignorance dans laquelle nous vivons relativement à cette époque, permet d'en dénaturer absolument la physionomie.

Nous sommes encore bien près des règnes de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI, qu'on

est plus particulièrement convenu d'appeler l'*ancien régime*, et ne semble-t-il pas que l'*ancien régime* se perde dans la nuit des temps? Tout le monde en parle, bien peu le connaissent, la Révolution qui nous en sépare ayant produit un effet comparable à l'action des siècles.

M. de Tocqueville et plus récemment M. Taine ont dépeint, de main de maître, les caractères généraux des derniers temps de la monarchie, mais les grandes lignes du tableau qu'ils ont tracé ne leur permettaient pas de pénétrer jusque dans la chaumière, afin de saisir sur le vif l'existence intime du paysan ; encore moins comportaient-elles la description des pratiques agricoles.

Existence du paysan sous l'ancien régime et pratiques agricoles d'autrefois : deux choses continuellement mises en discussion, au point de laisser croire que l'habitant des campagnes était voué jadis à l'oppression et à l'ignorance. La vérité n'est pas, Dieu merci, dans de pareils excès, écrit avec infiniment de raison M. Dareste de la Chavanne ; la vérité est dans une connaissance plus saine des conditions mêmes de l'ancienne société, et elle est surtout dans une appréciation impartiale des besoins particuliers

de chaque époque et du progrès moral et matériel que la Providence lui a assigné.

Afin d'obéir au besoin de vérité qui s'impose chaque jour davantage , nous entreprenons, sur les populations agricoles de l'ancien régime, une véritable enquête. Grands et petits propriétaires, fermiers et ménagers, curés et syndics de village seront mis en scène ; ministres, intendants, sub-délégués, économistes seront appelés en témoignage, et nous enregistrerons fidèlement les dépositions de ces hommes qui se peignent sans fard dans des écrits qu'ils ne croyaient pas destinés aux regards de la postérité.

Ainsi verrons-nous qu'aucune des graves questions actuellement à l'ordre du jour n'échappe à la sollicitude des ministres de Louis XV et de Louis XVI, qui encourageaient de tous leurs efforts les progrès et les améliorations de la science agricole.

Liberté ou prohibition du commerce des grains et des bestiaux, dépopulation des campagnes ; émigration des travailleurs vers les centres industriels et par suite difficulté de la main d'œuvre ; rivalité entre fermiers et ménagers, lutte entre propriétaires et fermiers ; utilité de

répandre l'instruction et surtout l'enseignement professionnel de l'agriculture; nécessité d'améliorer les races de bestiaux, de donner plus d'extension aux pâturages, de perfectionner les méthodes, de rompre avec les traditions de la routine, et bien d'autres questions qui s'agissent de notre temps, préoccupaient à juste titre les économistes de l'ancien régime.

Parce qu'il est difficile de confondre dans une même étude des provinces aux mœurs variées, nous avons, dans une première édition, borné l'enquête à la région qui correspondait aux limites de la Picardie et de l'Artois. Nous l'étendons au Hainaut et aux Flandres françaises dont les populations laborieuses eurent presque toujours l'honneur de devancer le picard et l'artésien dans la voie du progrès, en expérimentant les nouvelles méthodes de culture sous le même climat, mais dans une terre généralement plus fertile.

Le seul mérite de la *Vie agricole* est d'être vraie. On nous permettra d'affirmer qu'il est impossible de pousser plus loin la rigueur du scrupule touchant l'exactitude des recherches. Chaque mot de ce que nous avons écrit a été puisé à des

sources inédites pour la plupart. Si nous avons multiplié les citations, si nous nous sommes attaché à faire parler les témoins de l'enquête, au risque de rendre la lecture moins courante, nous l'avons fait, non certes pour nous donner les dehors d'une érudition facile, mais par un scrupule de sincérité dont on voudra bien nous tenir compte.

LA VIE AGRICOLE

SOUS L'ANCIEN RÉGIME

DANS LE NORD DE LA FRANCE

CHAPITRE PREMIER.

ÉTAT DE L'AGRICULTURE.

Colbert protecteur de l'Agriculture. — L'agriculture sous Louis XV.

— Le cardinal de Fleury. — Opinion de Lady Montague et de Horace

Walpole. — L'abbé Terray, Necker, Turgot. — Opinion de Voltaire.

— L'agriculture aux environs de Soissons, en Artois, en Picardie,

dans les Flandres. — Opinion de Young. — Crises agricoles. —

Avant et après la guerre. — Statistiques. — Renseignements sur les

récoltes. — Rapport entre la production et la consommation. —

Prix de vente et prix de revient. — Nécessité d'un prix rémunérateur.

— Hier et aujourd'hui. — Libre échange, prohibition. — Exportation

et importation — Arrêts de 1763 et de 1787. — Echelle mobile.

Émigration des campagnes vers les villes. — La noblesse en donne

l'exemple. — Mense abbatiale et mense monacale. — Opinion de

M. de Tocqueville. — Le laboureur devenu un *monsieur*. — Gentils-

hommes cultivateurs.

Charges de l'agriculture. — Dîme, taille, capitation, vingtièmes et cen-

tièmes. — Corvée. — Origine de la corvée royale. — Corvée ou pres-

tation en nature. — Abus dans l'organisation des corvées. — Turgot

veut la remplacer par un impôt. — Opposition des paysans. —

Assemblée des intendants. — Arrêt de 1767. — Impôts indirects. —

Aides, gabelles, tabacs. — Pays d'états et pays d'élection. — Milice. —

Tirage au sort. — Recrutement en Artois et en Boulonnais. —

Exemptions en faveur de l'agriculture. — Les droits féodaux.

Tous les actes, tous les édits de Colbert tendaient à rétablir et à raviver l'existence agricole un moment sacrifiée. C'était l'une des préoccupations du grand

ministre que certains historiens représentent à tort comme favorisant injustement l'industrie au détriment des classes rurales. Colbert a tracé les moyens d'égaliser l'impôt, en même temps qu'il ordonnait d'étudier les conditions locales ou les besoins particuliers de l'agriculture.

C'est l'intention du roi, écrit-il aux intendants, que vous examiniez les biens de la terre, la nature des bestiaux et tout ce qui contribue, en chaque élection, à y attirer de l'argent, ou à augmenter la nourriture du bétail et les manufactures¹.

Les meilleurs édits de Colbert, les plus empreints de grandeur sont ceux-là mêmes qui regardent l'agriculture, ceux aussi dans lesquels il considère les intérêts agricoles comme le fond véritable de l'Etat et le principal objet de la reconstitution économique et sociale qu'il poursuit. La classe rurale ressent alors les heureux effets de l'allégement des tailles et des gabelles. Elle profite de mesures utiles, telles que l'interdiction de saisir les bestiaux du fermier. L'ordonnance de 1669 constitue pour les eaux et forêts un régime meilleur. Des communications nouvelles aident à l'écoulement, par terre et par mer, des produits de l'agriculture.

Malheureusement, la bonne volonté de Colbert et de ses successeurs devait trop souvent échouer contre les excès des guerres et les erreurs de la politique. Les mémoires des intendants, dressés par ordre du duc

¹ DONIOL, *Les classes rurales*, p. 402.

de Bourgogne, tracent un tableau affligeant de la situation des campagnes dans les dernières années du grand règne. Il est difficile toutefois d'apprécier exactement, même d'après les documents officiels, le degré d'aisance d'une classe de la société, alors principalement que les statistiques sont demandées pour servir à la répartition de l'impôt et que l'habitant cherche à exagérer sa misère aux yeux de l'intendant, afin d'être épargné dans la fixation des tailles. On connaît l'anecdote de J.-J. Rousseau entrant chez un paysan qui déclare d'abord n'avoir rien à lui donner et qui lui apporte des vivres dès qu'il est sûr de n'avoir point affaire à un commis de contributions.

Nul doute qu'il ne se soit produit une amélioration, sous Louis XV, pendant certaines périodes et malgré les années de disette, conséquence de mauvaises récoltes. Le progrès se manifeste principalement pendant le ministère du cardinal de Fleury qui favorise l'agriculture, laissant au temps le soin de cicatriser les plaies du royaume, et, selon l'expression de Voltaire, traitant l'Etat comme un corps puissant et robuste qui se rétablit de lui-même.

En 1739, lady Montaguë « trouve un air d'abandon et de contentement répandu dans les campagnes ».

Plus tard, en 1765, Horace Walpole, avec un peu plus d'optimisme qu'il ne lui est habituel, avoue qu'en vingt-quatre ans le pays s'est prodigieusement enrichi : « les moindres villages ont un air de prospérité et les sabots ont disparu ». Jugement difficile à concilier,

avec d'autres documents qui attestent une situation beaucoup moins satisfaisante et dont il y a lieu de tenir compte ¹.

Viennent l'abbé Terray, puis Necker, puis Turgot, Turgot surtout qui a vu de près le peuple des campagnes, au temps où il exerçait la charge d'intendant, Turgot qui arrive au pouvoir avec la ferme volonté de donner satisfaction à tous les besoins, et l'on verra se dérouler une série de mesures ayant pour but la restauration des intérêts et le développement de la culture par l'allégement des charges de toute sorte, par la liberté du commerce et du transport des grains, par les récompenses octroyées à ceux qui entreprennent de défricher les landes ou de dessécher les marais.

Tout concourt à développer l'essor des campagnes. C'est le moment d'affirmer, avec les contemporains, les progrès que réalise la région du Nord. Au témoignage de Voltaire, les plaintes qu'on a de tout temps fait éclater sur la misère des campagnes ont cessé d'être fondées. « Il n'y a guère de royaume dans l'univers, où le cultivateur et le fermier soient plus à l'aise que dans quelques provinces de France ; l'Angleterre seule peut lui disputer cet avantage ». Voltaire écrit ailleurs : « Comment peut-on dire que les plus belles provinces de France sont incultes ? Il suffit d'avoir des yeux pour être persuadé du contraire ². »

¹ BAUDRILLART, *Les populations agricoles de la France, de la Normandie*, f° 88.

² *Siècle de Louis XIV*. Ch. XXX.

Ces provinces, le marquis de Mirabeau les énumère : ce sont « celles du Nord, la vallée de la Loire près de Tours, la vallée de la Garonne près d'Agen, les environs d'Orléans, de Lyon, de Marseille, qui présentent l'image de la prospérité et de la fécondité ¹ ».

Il n'y a plus, aux environs de Soissons et de Laon, « de terres incultes que celles qui sont absolument incapables de produire, comme les coteaux escarpés, exposés au soleil brûlant du midi. La culture y est portée au dernier degré d'activité ² ».

On peut dire, à la louange de l'Artois, « que l'agriculture y est arrivée à la plus haute perfection : où la trouver, en effet, aussi variée ? où trouver des hommes plus prompts à s'emparer des méthodes nouvelles, plus dociles aux leçons de l'expérience, plus attachés enfin à la recherche des moyens d'accroître la somme de leurs jouissances ³ » ?

Dans les Flandres, provinces réputées les mieux cultivées du royaume et dans le Hainaut, « la terre est labourée avec une attention et une activité qui n'ont point d'exemples ⁴ ; les moissons y sont distribuées avec intelligence ; celles qui nettoient et améliorent le sol suivant celles qui le gâtent et l'épuisent : ce sont de

¹ *L'ami des hommes*, 1756. I, 176 à 178.

² *Archives départementales de l'Aisne*, C. 36.

³ Mémoire sur les dessèchements présentés à l'académie d'Arras.

⁴ *Archives départementales du Nord. Intendance de Hainaut*, C. 47.

véritables jardins qu'un anglais pourrait visiter avec profit... ¹ ». Précieux aveu tombé de la plume de Young dont l'enthousiasme pour ses compatriotes ne connaît généralement pas de limites.

Aux yeux de Young, il est vrai, la perfection est très relative. Existerait-elle dans quelques cantons des Flandres et de l'Artois, vainement on la chercherait en Picardie.

Si prospère que soit l'agriculture, nul doute qu'elle n'ait traversé des crises du genre de celles que nous déplorons actuellement. De tout temps, les cultivateurs ont été prompts à s'alarmer ; autant de fois le prix du blé et du bétail a diminué, autant de fois ils se sont effrayés, le même phénomène économique devant produire les mêmes conséquences ; autant de fois enfin on s'est écrié : Le bon temps est passé... il ne reviendra plus !

Les leçons de l'expérience n'ont rien fait. Y eut-il jamais, dans l'agriculture, une dépréciation sérieuse qui n'ait été considérée comme très durable ? Bien que les événements viennent ordinairement contredire ces prévisions, elles reparaissent dès que les circonstances y ramènent les esprits. Ainsi en est-il aujourd'hui. Ainsi en était-il autrefois.

Les années calamiteuses sont toujours la cause déterminante des crises. L'hiver de 1709, celui de 1740, figurent en première ligne dans la triste nomenclature de ces années au cours desquelles on crut que tout était

¹ YOUNG, *Voyage en France en 1787*, VII, 49, 53, 61.

perdu. Quand la guerre s'ajoute à la disette, le découragement et la détresse ne connaissent plus de bornes.

Avant la guerre, « l'agriculture est tellement perfectionnée en Artois que la plupart des laboureurs peuvent être proposés comme modèles. On ne voit plus de terrains incultes ; le cultivateur laborieux emploie volontiers partie des profits qu'il réalise sur la ferme, à la rendre plus fertile... »

Après la guerre, « tout est changé. La province ne semble plus être la même. L'agriculture dépérit. Le propriétaire voit tomber les bâtiments utiles, faute de pouvoir les entretenir ¹ ».

La statistique n'est pas d'invention moderne. Le dix-huitième siècle en a compris l'utilité et nous a laissé de curieux essais de cette innovation dont le mérite lui appartient. Le Gouvernement, voulant se rendre compte de la situation bonne ou mauvaise de l'agriculture, dresse, avant et après la récolte, des tableaux imprimés, divisés par colonnes, que l'intendant fait remplir par les subdélégués et les subdélégués par le syndic de chaque paroisse ².

Au mois de juin les renseignements portent sur l'ap-

¹ *Archives départementales du Pas-de-Calais*, C. 545. (*Cahier des Etats d'Artois*, année 1764.)

² Ordonnances adressés aux intendants. *Archives départementales de la Somme*, C. 29 ; — *de l'Aisne*, C. 754 ; — *du Pas-de-Calais*, *Etats d'Artois, agriculture*, 307 ; — *du Nord*, C. 47.

parence de la récolte ¹. Ils comprennent, au mois de septembre, l'ensemble des produits. On y trouve le nombre d'arpents de terres labourables, de vignes, de prairies, de bois, de landes, de jardins; le nombre de bestiaux existants; le produit de l'arpent en gerbes et du cent de gerbes en grain; le rendement des céréales, des fourrages, des vignes, des fruits, des légumes; il y a tant de setiers de grain, tant de chevaux, tant de vaches, tant de moutons, tant de porcs, tant de volailles, tant de vignes ou de fruits donnant ensemble tel produit, déduction faite des frais de culture et de la consommation des habitants.

Pendant longtemps l'intendant évalue le produit moyen en ces termes vagues: un tiers, un quart en plus; ou un tiers, un quart en moins de l'année commune.

¹ Tableau de l'apparence des récoltes en 1774 : (*Archives départementales de la Somme*, C. 29 et du Nord, C. 15.)

Froments. — Bien levés, offrant la perspective d'une belle récolte si le temps continue à être favorable.

Seigles. — Donnant l'espérance d'une belle récolte.

Avoines. — Généralement bien levées.

Orges. — Bien levées.

Fruits. — Les froids d'avril et de mai ont porté un grand dommage à la fleurison (*sic*) des arbres fruitiers qui ne laissent les apparences que d'un produit médiocre.

Observations. — Est-il survenu un orage prématuré ou une gelée tardive?

— L'eau a-t-elle séjourné dans tel ou tel canton?

— Les mulots se sont-ils multipliés outre mesure?

— Reste-t-il oui ou non des fourrages pour atteindre la récolte prochaine?

L'abbé Terray condamne ce système comme absolument mauvais, des fractions idéales, en proportion avec des termes de comparaison indéfinis, étant susceptibles d'occasionner des erreurs considérables, et il réclame des états détaillés établissant nettement, et d'une façon en quelque sorte mathématique, le rapport entre la production et la consommation locales à raison de trois setiers par individu ¹.

Les états de situation éclairent le gouvernement sur les mesures à prendre en vue de maintenir le prix des denrées, « en l'empêchant de tomber trop au-dessous ou de s'élever trop au-dessus de ce qu'elles coûtent au cultivateur. » C'est le moyen, ou du moins ce devrait être un moyen de prévenir les crises du genre de celles qui compromirent l'agriculture dans les dernières années du règne de Louis XV.

Le problème financier de l'économie rurale se compose, en effet, de deux termes extrêmes : d'une part le prix de vente, d'autre part le prix de revient. Parler de l'un sans s'occuper de l'autre serait, — on l'a dit avec raison, — s'éloigner de la pratique des choses du métier pour voyager dans les vagues régions des théories spéculatives.

Pour résoudre ce problème, que demande l'agriculteur du dix-huitième siècle lorsqu'il n'obtient plus un prix rémunérateur ? Il demande la liberté d'expor-

¹ Avec la mouture économique deux setiers et un quart suffisent. (*Archives nationales*, F. 10, 1 bis, 18.)

tation, parce que, du jour où l'édit du 12 juillet 1731 et ceux du 11 juin 1741 et du 14 mars 1747 avaient interdit le commerce des denrées non seulement hors du royaume, mais encore d'une province à l'autre, une ou deux années d'abondance suffisaient à encombrer les marchés. Alors, la production étant supérieure aux besoins de la consommation locale, le prix des grains et des bestiaux s'avalissait au point de n'être plus rémunérateur.

On réclamait, il y a cent ans, le libre-échange, comme on réclame maintenant la protection et absolument pour les mêmes raisons. On était échangiste hier, comme on est protectioniste aujourd'hui.

« La permission d'exporter, écrit un économiste le 8 février 1772¹, paraît le moyen le plus sûr et peut-être le seul moyen d'animer efficacement l'industrie des cultivateurs, de mettre en valeur les moindres terres. En effet, dans la Picardie, par exemple, il est essentiel que le blé soit cher pour que la moitié des terres ne reste pas en friche. Le blé, que le cultivateur récolte dans les terres de médiocre qualité, lui coûte actuellement à lui-même 8 livres — 21,44 le quintal. Il coûte davantage dans les petites terres, parce qu'elles rapportent moins, quoique les frais de l'exploitation soient égaux. Si le blé tombe au-dessous de ces cours et qu'il y reste quelques années, il faut que le laboureur

¹ *Archives départementales de la Somme*, C. 119. — Lettre du subdélégué de Montdidier à l'intendant.

abandonne la culture de ses terres, devenue ruineuse pour lui. Le prix moyen au-dessus duquel l'exportation pourrait être tolérée est de 10 à 11 livres — 26,80 à 29,48 le quintal ¹.

« On objectera, continue notre économiste s'adressant à l'intendant, on objectera que le pauvre souffre et que le seul moyen de le soulager, c'est de faire baisser le prix du blé.

« Le pauvre souffre, il est vrai; loin d'être insensible à ses souffrances, je voudrais au prix de tout mon sang les lui épargner pour toujours. Le pauvre souffre et il a toujours souffert. La vraie cause de sa misère ne consiste pas tant dans le prix du blé que dans le défaut de moyens de s'en procurer. On a vu le blé beaucoup plus cher qu'il n'est et le peuple trouver, dans les profits de son industrie, de quoi se nourrir. Il y a des malheureux qui meurent de faim quand le blé est au plus bas prix. Aucun laboureur ne peut alors les soulager. Quand le blé se vend un prix raisonnable, le laboureur les soulage. Les pauvres travaillent et ils vivent. Leurs salaires se mettent peu à peu au niveau du prix des denrées dans les campagnes. »

« On nous parle de la vie à bon marché, s'écrie M. Pouyer-Quertier le 4 *février* 1880, donnez-nous d'abord de l'argent pour payer le pain. Or c'est par le travail que nous nous procurerons cet argent. Vous avez beau donner le pain à bon marché aux ouvriers,

¹ *Archives départementales de la Somme*, C. 119.

s'ils n'ont pas de travail, s'ils n'ont pas de salaires, ce sera toujours la détresse, ce sera toujours la misère. »

Le *Journal de l'agriculture, du commerce et de l'industrie* (numéro du mois de septembre 1765), s'inspire de la même pensée :

« *Il faut que le peuple vive* : c'est une maxime aussi incontestable que sacrée. *Il faut même qu'il vive avec facilité*. Mais de quoi vit-il ? *De pain*. Le lui donne-t-on gratis, ce pain ? *Non, il faut qu'il l'achète*. Avec quoi l'achète-t-il ? *Avec l'argent qu'il gagne par son travail...* Ah ! c'est donc de l'argent qu'il faut procurer au peuple ; ce sont des salaires qu'il faut le mettre à portée de gagner. Mais pour que le peuple travaille, pour qu'il gagne des salaires, il faut que ceux qui tiennent les richesses des mains de la nature, il faut que les propriétaires des terres aient le moyen de faire de la dépense ; car le peuple ne peut travailler si personne ne paie son travail, et, s'il ne travaille point, à quelque bas prix que soit le pain, il n'en pourra point avoir.

« Pour que les propriétaires des terres puissent faire de la dépense qui paie le travail du peuple, il faut que leurs terres leur donnent du revenu. Plus ce revenu sera grand et plus leur dépense sera forte, et plus le travail sera multiplié, et plus le peuple aura de facilité pour acquérir du pain. Or encore, pour que les terres donnent un grand revenu, il faut que les denrées que produisent ces terres se vendent un bon prix. Tout ce qui tendra donc à faire baisser le prix des productions de la terre, tend à diminuer le revenu des propriétaires des

terres et, par conséquent, leur dépense et, par conséquent, les seuls moyens que le peuple ait pour acquérir du pain. »

Même raisonnement en Bretagne : « Le laboureur qui ne retiroit pas ses frais de culture ne pouvoit payer le propriétaire, et l'un et l'autre estoient hors d'état d'occuper ceux qui ne subsistent que de leur travail et de leur industrie. Ainsi le bon marché du bled causoit la disette de l'argent, sans lequel le peuple ne peut avoir du bled, à quelque prix qu'il se vende ¹ ».

En 1778, trente des principaux fermiers de l'Artois déclarent que « s'ils ne peuvent évacuer leurs blés à l'étranger, ils ne pourront ni exister ni satisfaire leurs propriétaires ». Parmi ces fermiers figurent Charles Froissart, habitant de Grigny et Baillencourt dit Courcol ².

En accordant, dès 1754, la libre circulation des grains à l'intérieur du royaume, Louis XV avait donné une première satisfaction à l'agriculture, mais il prenait soin de la protéger contre les importations de l'étranger, parce que les importations ont l'inconvénient « de faciliter la consommation du cru de l'ennemy, de favoriser et d'encourager sa culture ».

On imitait en cela les Anglais, « peuple fier et ambi-

¹ Corps d'observations de la Société d'agriculture de Bretagne. — 1760. — T. I, p. 115.

² *Archives départementales du Pas-de-Calais. Etats d'Artois*, 309.

tieux, souvent comme aujourd'hui (1760) notre ennemy déclaré et dans tous les temps rival dangereux, dont la jalousie et la haine ne peuvent se calmer par les égards ny même par les bienfaits ¹. »

Nous venons d'entendre les doléances du cultivateur ; on connaît d'autre part les sept épîtres fameuses de Turgot, alors intendant de Limoges, écrivant que les disettes sont souvent le résultat des entraves que la prohibition met au commerce.

Cependant le Gouvernement montre sur la question des céréales la même indécision que sur d'autres ; il est soumis aux mêmes tiraillements.

Turgot, devenu ministre, se prononce immédiatement pour la libre circulation des grains à l'intérieur du royaume ; mais la liberté d'exportation, qu'il envisage comme une conséquence forcée de cette mesure, ne fut accordée qu'en 1787 ¹ : « Que les négociants dirigent leurs spéculations vers l'étranger. La Pologne, la Suède, le Nord de l'Allemagne ont souvent des récoltes abondantes, qui peuvent suppléer au besoin des provinces moins favorisées, et peut-être arrivera-t-on à tirer profit des *farines de l'Amérique du Nord* !... »

Tel est le vœu de Turgot. Comme Mirabeau, il rêve le commerce des grains libres en tout temps, « en paix

¹ Archives départementales de la Somme, C. 116. — Rapport à l'intendant au sujet de l'importation du beurre d'Irlande.

² DARESTE DE LA CHAVANNE, *Histoire des classes agricoles*, p. 452.

et en guerre, avec amis et ennemis ». Toutefois, le Gouvernement, en levant les entraves qui s'opposaient jadis à la liberté du commerce, se réserve expressément le droit de la suspendre pour un temps, à la demande, reconnue légitime, des Etats ou des Assemblées de province.

Désormais la liberté du commerce est la règle ; la prohibition est l'exception. On vivra sous le régime de l'échelle mobile.

II

Parmi les questions adressées aux intendants se trouve celle-ci : Les gentilshommes de votre province aiment-ils à rester chez eux ou à en sortir ? Et la plupart de répondre : La noblesse donne le fâcheux exemple de la désertion des campagnes ¹. Effectivement, l'émigration vers la ville, devenue de mode d'abord dans le Beauvaisis et le Laonnois, gagne insensiblement les châteaux les plus isolés du Boulonnais, de l'Artois et des Flandres. On a souvent attribué l'abandon des campagnes par les gentilshommes à l'influence de Richelieu, à la politique de Louis XIV et de Louis XV. Admettons pour un instant que la pensée des princes ait été de séparer la noblesse du peuple en l'at-

¹ *Archives départementales de la Somme*, C. 40. — Lettre du 25 septembre 1762.

tirant à la cour, toutefois la cause principale et permanente de cette émigration est bien plutôt dans l'action lente et incessante des institutions qui allaient se modifiant insensiblement.

A mesure que le seigneur voit s'évanouir son influence politique, la vie des champs lui devient insipide et il trouve plus commode d'affermir « tellement quellement » ses terres que de les exploiter lui-même. Ce ne sont pas seulement les nobles qui désertent la campagne. Le voyageur instruit distingue, à l'état des cultures, le domaine affermé par l'abbé commendataire, qui est ordinairement absent, du domaine surveillé par les religieux résidant à l'abbaye. Chez le commendataire, la terre est mal entretenue, presque épuisée, et présente un contraste affligeant avec les champs environnés de fossés soigneusement plantés et couverts de riches moissons qui s'épanouissent sous l'œil des moines ¹.

La mense abbatiale, disait Lefranc de Pompignan, a souvent l'air du patrimoine d'un dissipateur ; la mense monacale, d'un patrimoine où l'on n'omet rien pour améliorer ; les deux tiers dont l'abbé jouit, rapportent moins que le tiers réservé à ses moines ².

M. de Tocqueville signale comme un trait de désor-

¹ DE BONNEFOI et BERNARD, *de l'état religieux*, 1784, p. 287, 291.

² TAINÉ, *Les origines de la France contemporaine. L'ancien régime*, p. 64.

ganisation de l'ancien régime, nulle part au même degré qu'en France, une sorte d'horreur qui existe chez le cultivateur pour la profession qui l'a enrichi. Le désir inquiet d'arriver vite à la fortune et le dégoût de sa condition, constituent à ses yeux un immense danger. Mirabeau voit avec peine le *plus ultra* devenir la maxime à la mode du haut en bas de l'échelle sociale.

« Le villageois habiterait un bourg s'il pouvait perdre son champ de vue; le bourgeois n'aspire qu'à s'établir à la ville, et le citadin envie le sort des habitants de la capitale. Ce désir universel de parvenir fait perdre à l'État la forme de la pyramide pour prendre celle d'un cône renversé. L'étymologie du mot nous apprend qu'une capitale est aussi nécessaire à un état que la tête l'est au corps; mais si la tête grossit trop et que tout le sang s'y porte, le corps devient apoplectique et tout périt ¹. »

L'exemple venu de haut est contagieux. « Le cultivateur n'a point plutôt acquis un peu de bien, qu'il fait quitter la charrue à son fils pour l'envoyer à la ville et le pourvoir d'un office. Il le place chez le procureur de la bourgade voisine afin de lui donner ce qu'on est convenu d'appeler une bonne éducation. Au bout de quelques années le jeune homme revient dans la famille avec quelques vertus de moins et quelques vices de plus. Il est devenu un *monsieur*, ne rêvant que chicane, chasses, jeux, plaisirs et désœuvrement..... Des tra-

¹ *L'ami des hommes*, I, p. 89.

vaux de la culture il s'inquiète peu. Il les trouve indignes de lui. Si, au lieu d'avoir des fils, le riche laboureur a des demoiselles, son premier soin est de les envoyer au couvent et alors, ou elles se font religieuses, ou elles rentrent dans le monde. Au second cas, elles profitent peu des leçons d'humilité qui leur ont été enseignées ; elles affichent des airs de vanité, de dédain et jouent le rôle de *Précieuses* que Molière a si fidèlement tracé ¹. »

Sous l'empire de l'entraînement, « la plupart des paysans aisés ont fait leurs enfants prêtres, moines, procureurs, notaires ou marchands ². » C'est pourquoi, les économistes déplorent de voir désertir la culture et par ceux que M. le Play appelle les *autorités sociales* et par le *laboureur*. Nous aurons à parler, dans un chapitre suivant, de l'abandon des travaux des champs au profit de l'industrie.

Les intendants signalent çà et là d'heureuses exceptions en la personne de gentilshommes qui se refusent à abdiquer leur devoir, et qui n'ont garde de compromettre l'influence résultant du contact permanent entre le seigneur et son vassal, entre le chef d'une vaste exploitation agricole et le nombreux personnel d'ouvriers et d'artisans qui dépendent de lui.

On cite avec éloge, à la veille de la révolution, les

¹ Archives départementales de la Somme, C. 40, et de l'Aisne et MATTON, la généralité de Soissons au XVIII^e siècle.

² Ibidem, C. 40. Rapport du 25 septembre 1762.

cultures modèles du comte de Neuville, à Valtauchen ; du baron de Dion , à Vandonne ; du vicomte du Tertre, à Cormont ; du comte de la Fontaine-Solare, à Verton ; du baron de Torcy, à Authie ; du marquis de Clermont-Tonnerre , à Bertangles ; du marquis de Monchy, à Francières ; de M. Danzel de Boffle, à Hocquelus ; de M. Danzel de Trionville, à Trionville ; du marquis de Valanglart, à Moyenneville ; du marquis de Fercourt, à Frohen ; du duc de la Rochefoucauld, à Rollot et à Liancourt ¹. Ceux-là du moins et d'autres encore, en partageant les joies et les tristesses, la bonne et la mauvaise fortune de l'ouvrier agricole, contribuent à rattacher le paysan au sol qu'il cultive.

III

Bien que l'augmentation de la prospérité et la diminution de la valeur de l'argent expliquent la progression constante de l'impôt de 1698 à 1789, il est incontestable que l'agriculture souffre de l'inégalité dans la répartition des charges publiques. Sans accepter les attaques trop souvent déclamatoires et passionnées dirigées contre les impôts de l'ancien régime, il faut reconnaître que plusieurs ne sont point à l'abri des cri-

¹ GILBERT, *tableau comparatif des terres labourables, des herbages..... dans toute la généralité d'Amiens*, 1787.

Archives départementales de la Somme, C. 41.

tiques formulées, notamment les charges incombant aux classes rurales.

Si la dîme, la plus ancienne de toutes les redevances, présente, au point de vue agricole, l'inconvénient d'être proportionnée à la quantité des récoltes, au produit brut et non pas au produit net, c'est-à-dire au gain réel ; elle n'est point impopulaire comme la taille, attendu que le décimateur ne prend le plus souvent que le douzième, le quinzième et quelquefois le vingtième des fruits.

La taille a le tort d'être variable d'une année à l'autre au gré des répartiteurs qui, pour avoir été nommés à l'élection, n'en sont pas moins accessibles à la corruption, malgré les recommandations de l'intendant, et bien qu'il leur soit enjoint de procéder d'après le revenu moyen des terres classées en bonnes, moyennes et mauvaises ¹. Ou la taille est réelle, alors le prélèvement se fait sur les héritages taillables à raison de l'exploitation ; ou elle est personnelle ², alors le prélèvement a lieu en proportion de la fortune, du commerce, de l'industrie d'un chacun. C'est l'*income tax*.

Il n'entre pas dans notre plan d'étudier le mécanisme et les formes diverses de la *taille* non plus que de la *capitation* levée sur tout individu noble ou roturier, dont personne ne devait être exempt, pas même

¹ Cf. DE BEAUVILLÉ, *documents inédits*. II, 398, Mémoire concernant l'élection de Clermont.

² Cf. HESSE, *L'administration provinciale en France et en Europe, 1785-1870*, p. 184,

les princes du sang ; non plus que des *vingtièmes* et *centièmes* qui ne connaissent pas de privilégiés et qui frappent le revenu net de toutes les propriétés ; mais la *corvée* ne saurait être passée sous silence, parce que la corvée atteint plus particulièrement le cultivateur et que toutes les autres charges lui paraissent légères.

La corvée royale ne remonte pas au-delà des premières années du dix-huitième siècle. Jusqu'à la fin du règne de Louis XIV, les grands chemins n'étaient guère entretenus. Quelques intendants, désireux de les améliorer et de les multiplier, introduisirent l'usage de les faire réparer à *corvée*, expédient que le contrôleur général Orry jugea si ingénieux et si économique, qu'il s'empressa d'appliquer à tout le royaume le régime que lui-même avait expérimenté dans la généralité de Soissons, lorsqu'il en était gouverneur.

Depuis 1737, chaque fois que le commerce s'accroît, à mesure que se développent le goût et le besoin des belles routes, la corvée s'étend à de nouveaux chemins et les charges augmentent pour la population agricole.

L'ordre de l'intendant suffit pour diriger sur un point donné et pendant un temps, d'abord fixé arbitrairement, puis limité en moyenne à douze journées de travail, toute la population valide d'un village.

Au commencement de chaque année, les syndics sont tenus de faire le dénombrement exact de tous les habitants et des animaux sujets à la corvée. On inscrit sur des rôles imprimés le nom des laboureurs et *laboureuses*, de leurs fils et de leurs valets, des conducteurs des bêtes

de somme, des manouvriers et des exempts, avec indication du nombre des chevaux, des vaches, ou des bœufs tirants qu'ils possèdent ¹. Quinze jours avant l'époque désignée pour les travaux, le syndic reçoit l'ordre de se trouver à tel endroit déterminé, avec un nombre prescrit de manouvriers et de voitures attelées. Quand les travailleurs ne peuvent rentrer chez eux le soir, on leur fournit le gîte avec paille fraîche pour les hommes et litière pour les bêtes ; ils travaillent sous la surveillance d'un *voyer*.

Sagement réglementée, pratiquée avec la modération, la mesure que le roi ne cesse de recommander aux intendants, la corvée n'eût point constitué cette charge contre laquelle tant d'auteurs se sont élevés, cet impôt si détesté, si habilement exploité par les adversaires de l'ancien régime, que Condorcet qualifie d'usage barbare et qui a tout simplement reparu sous le nom de PRESTATION EN NATURE.

¹ Étaient exempts de la corvée les sexagénaires, les infirmes, les officiers de justice gradués, les veuves, les filles, les anciens officiers des troupes du roi, leurs domestiques et leurs enfants, les soldats provinciaux, les invalides pensionnés et les soldats retirés avec la récompense militaire, les gardes du gouvernement, les employés des fermes et régies du roi, les inspecteurs et préposés des manufactures, les chirurgiens, les maîtres d'école établis en vertu de lettres de l'évêque diocésain, les bergers, les vachers, les collecteurs et préposés des vingtièmes, les préposés au service des étapes et aux convois militaires, les garde-chasses et garde-bois, les messagers publics, les syndics et leurs adjoints, les maîtres de poste, les garde-haras et les garde-étalons.

La prestation en nature, exécutée avec bon vouloir par tous les citoyens sans exception, n'est autre chose que la corvée dégagée des exemptions et des privilèges. D'ailleurs, les économistes ne critiquent pas le principe de la corvée mais les abus regrettables qui se produisent dans la pratique : les surintendants des ponts et chaussées et les piqueurs abusent le plus souvent de la latitude qu'on leur laisse, convoquent les contribuables hors de saison et sans nul souci des labours, des semailles, des moissons ; envoient hommes et chevaux à six, sept, huit lieues de leur demeure, quand il serait facile de les employer dans le voisinage ; imposent pour huit journées une tâche qu'un mois ne suffirait souvent pas à accomplir en travaillant sans relâche depuis la pointe du jour jusqu'à la nuit close ; surveillent ou dirigent mal des ouvrages que l'inexpérience du corvéable le met dans la triste nécessité de recommencer¹.

Voilà comment, « sous un roi sage et bienfaisant, le peuple se trouve opprimé parce que le cœur paternel de ce cher prince ignore la dureté impitoyable des préposés aux travaux publics ² ».

L'opinion devait s'en émouvoir. Depuis 1760, les réclamations sont unanimes. Elles portent principalement sur ce que la corvée empêche de labourer en temps opportun, sur ce qu'elle oblige à le faire très

¹ *Archives départementales du Pas-de-Calais*, C. 152 ; de l'*Aisne*, D. 1.

² *Mémoires de la Chambre des comptes*, MATHIEU, 204.

légèrement : « les terres sont égratignées ¹. » La corvée nuit en général aux progrès de la culture, bien que le fermier n'oublie pas d'en alléger les inconvénients et que le *prix du bail soit toujours réglé en conséquence*.

L'idée de remplacer la corvée par la contribution pécuniaire n'était pas neuve, lorsque Turgot tenta de l'appliquer en 1776. Lui-même l'avait essayée dans la généralité de Limoges, inventant et mettant en pratique notre système moderne pour l'entretien des routes par des hommes qui, moyennant quinze sols par jour, se chargeaient de garnir le chemin de cailloux et de combler les ornières sur une longueur de trois lieues ².

A la corvée, Turgot propose de substituer une imposition répartie sur tous les habitants de la communauté. Il croit obéir ainsi au vœu de la nation et ne doute pas que cette nouvelle ne soit accueillie, d'un bout à l'autre du royaume, comme dans ce petit village des environs de Soissons où hommes, femmes et enfants courent à l'église, pour entonner le *Te Deum* « le plus beau et le mieux appliqué que le curé ait jamais entendu ³ ».

Quelle ne dut pas être sa surprise quand il se trouva

¹ Archives départementales de l'Aisne, D. 1. Lettre à l'intendant, 1761.

² BONNEMÈRE, *Histoire des paysans*, II, 417.

³ *Petites affiches de Picardie*, n° du 4 mai 1776.

en opposition avec le parlement soutenu par la résistance des provinces ! Hier, le cultivateur n'avait point assez d'imprécations contre la corvée ; aujourd'hui que le gouvernement le met en demeure d'opter entre « le travail et la dépense », il préfère le travail et les populations du Santerre se distinguent entre toutes celles de la Picardie pour repousser ce qu'elles considèrent comme « un nouveau moyen d'oppression déguisé sous une apparence de justice ¹ ».

Turgot quitte le pouvoir sans avoir fait prévaloir son système. Necker se borne à atténuer les charges en réduisant de douze à huit le nombre des journées de travail ; puis vient Calonne, qui réunit les intendants en une assemblée plénière afin de les consulter sur cette grave question. Tous proclament la nécessité de supprimer la corvée et de soumettre le rachat à des règles fixes. L'arrêt du 6 novembre 1786 prépare la déclaration royale du mois de juin 1787, qui convertit définitivement la corvée en une prestation pécuniaire ².

¹ BOYER DE SAINTE-SUZANNE, *Les intendants de Picardie*, p. 399.

² « La valeur des journées d'hommes et de chevaux employées par corvée en nature dans cette province, évaluée au plus bas prix, formoit un objet de 900,000 livres au moins. Les essais que j'ai tentés avec un grand nombre de propriétaires éclairés et qui ont été exécutés par les ordres de S. M. pour la conversion des corvées en argent ont réduit cette valeur à la somme de 335,000 francs par an. » (*Discours de M. d'Agay à l'ouverture de l'Assemblée provinciale, le 17 novembre 1787.*)

Entre l'Artois, la Flandre wallonne, le Cambrésis, pays d'États ; et la Flandre maritime, une partie du Hainaut et la Picardie, pays d'élection ; existe, sous le rapport de l'impôt, une différence très grande.

Dans le pays d'élection, où la province n'a pas de représentants, l'impôt est levé directement par les agents du roi. Dès que le montant en est connu, la répartition se fait entre les généralités.

Dans le pays d'États, l'intendant sollicite de la province la somme fixée par le roi et les députés, membres des États, la votent sous le nom de *don gratuit*.

Cette différence s'accuse plus particulièrement dans la perception des impôts indirects : aides sur les boissons, droits sur les tabacs ¹, douanes extérieures et intérieures. Le paysan du Hainaut ne connaît ni la gabelle ² ni le monopole du tabac. L'Artésien ne paie point la moitié des charges qui incombent au Picard. Il ignore, lui aussi, le monopole du tabac qu'il cultive en franchise.

Trente villages, situés sur les rivières de l'Authie et de la Canche, aux confins de la Picardie et de l'Artois, ont joui pendant près d'un siècle, en vertu de privilèges

¹ La ferme des tabacs vendait, au début du XVIII^e siècle, en Picardie, près de 400,000 livres de tabac. — *Rapport de Bignon*.

² L'ordonnance de 1680 oblige toute personne au-dessus de sept ans à acheter, chaque trimestre, une quantité de sel équivalant à sept livres par an. — Cf. TAINE, *L'ancien régime et la Révolution*, t. I.

anciennement octroyés par le roi, de *l'exemption absolue de tous impôts*. Avait-on pris en considération les pillages que leur valut trop souvent cette position frontière ? Peut-être, mais le fait est que, jusqu'en 1743 et depuis les premières années du règne de Louis XIV, Argoules, Raye, Dominois, Brimeux, Lépinoy et autres paroisses eurent la bonne fortune d'être oubliées par les collecteurs. Un arrêt du Conseil mit un terme à ce trop heureux état de choses, soumettant ceux-ci au droit commun d'Artois et ceux-là au droit commun de Picardie.

IV

A considérer la multitude des procès-verbaux de maréchaussée qui remplissent les cartons d'une intendance et qui tous se rapportent à la poursuite de miliciens réfractaires ou déserteurs, il ne paraît pas qu'il y ait eu de charge publique plus insupportable aux gens de la campagne que l'obligation du service militaire. Nous nous en étonnerons, étant donnée la facilité avec laquelle s'opère aujourd'hui le recrutement, alors que, sous Louis XVI, à l'époque où le nouveau système de guerre, qui a détrôné l'ancien, obligea à entretenir une infanterie régulière avec le tirage au sort, ce tirage n'enlevait annuellement aux campagnes que *dix mille hommes* sur une population de *vingt-quatre millions* d'habitants ; *dix mille hommes* tirés au sort parmi les jeunes gens et les hommes veufs sans enfants de dix-huit ans à qua-

rante. Deux, trois, quatre communes et parfois davantage fournissaient un seul milicien.

En Artois, le contingent se recrutait différemment. Les soldats étaient achetés à l'aide des deniers provenant d'une imposition supportée par les trois ordres, le clergé, la noblesse, le tiers-état, sans distinction ni privilège.

Les troupes boulonnaises étaient réputées les meilleures entre toutes les milices provinciales. Destinées spécialement à la garde du Boulonnais, elles étaient aussi réparties le long des côtes de la Flandre et de la Picardie et plus d'une fois elles se mêlèrent aux opérations lointaines dans les guerres des règnes de Louis XIV et de Louis XV. Le mode de recrutement des troupes boulonnaises était spécial à la province ; la levée se répartissait non sur les personnes, mais sur les habitations ; les fermes fournissaient la cavalerie montée, les maisons des villes et des campagnes l'infanterie. Les officiers étaient les gentilshommes du pays brevetés par le roi, à l'exception des lieutenants qui recevaient leur commission du gouverneur de la province.

Le législateur se préoccupe avant tout des intérêts de l'agriculture dans le recrutement de l'armée.

Sont exempts de la milice :

Le fils unique et, à défaut, le valet d'un laboureur ayant le labourage d'une charrue, âgé de 65 ans ou infirme ;

Le fils unique et, à défaut, le valet d'une veuve de laboureur, ayant le labourage d'une charrue, ayant 60 ans ou infirme ;

Le fils ou, à défaut, le valet d'un laboureur ayant quatre chevaux de labour toute l'année ;

Le fils et un valet, et, à défaut de fils, deux valets d'une veuve de laboureur, ayant quatre chevaux de labour toute l'année ;

Le fils et, à défaut, le valet d'un laboureur, payant 50 livres — 134 francs — du principal de la taille ;

Le fils unique ou le valet du fermier d'une terre au-dessus de 1,000 livres — 2,680 francs — de revenu ;

Le garçon vivant seul avec ses domestiques, ayant charrue ;

Le garçon vivant seul avec ses domestiques, tuteur de ses frères et sœurs, et qui aura gestion de biens ;

Le garçon vivant seul avec ses domestiques tenant moulin à ferme et payant 30 livres au moins du principal de la taille ;

Le berger commun, s'il a au moins cent bêtes à laine ;

Le maréchal ou le charron de la paroisse. S'il y en a plusieurs, le plus ancien ou le plus nécessaire ¹.

V

Le gouvernement ne tient aucun compte des droits féodaux dans l'assiette de l'impôt, dont la quotité ne varie pas, là où le champart est du vingtième des fruits et là où il ne dépasse pas le quart. Beaucoup

¹ GEBELIN, *Histoire des milices provinciales*, p. 87.

des droits féodaux, représentés comme écrasants, consistaient le plus souvent en obligations et en hommages bizarres, ne portant nul préjudice à la bourse du vassal, et que d'ailleurs le dix-huitième siècle a trouvés extrêmement adoucis. Ainsi, par exemple, les habitants de Noyelles-sur-Mer, qui payaient, à l'origine de la commune, trente livres pour le four banal, n'en rendaient plus que quatre au XIV^e siècle, et dès le XVII^e siècle, ils ne devaient plus qu'une poule.

Dans un grand nombre de localités, écrit M. Louandre, dont le témoignage ne saurait être suspect, « la somme totale des impôts et des redevances de toute nature ne dépassait pas, et quelquefois même n'égalait pas, pour un arpent de terre, ce que paie aujourd'hui la même contenance en fermage et en impôts dûs à l'Etat, au département et à la commune ¹ ».

¹ *La noblesse française sous l'ancien régime.*

CHAPITRE II.

ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE.

Création des sociétés d'agriculture. — Amiens, Arras, Laon, Cambrai. — But de ces sociétés, leurs travaux. — Comment elles se recrutent. — Procès-verbaux des séances. — Abbés et grands seigneurs. — L'homme pratique se tient à l'écart. — Résultats obtenus. — Elles préparent les perfectionnements et ne les réalisent guère. — La routine est un obstacle au progrès. — Concours académiques. — Traités de Gilbert. — Le duc de Charrost. — Cours d'agriculture. — Ecole d'agriculture. — Annel-les-Bertinval. — Ferme modèle de Liancourt. — Gilbert réclame des faveurs et des distinctions pour le cultivateur. — Comité consultatif d'agriculture. — Ses correspondants. — Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt. — Gazette agricole. — Journal d'agriculture et cours d'agriculture. — Cours publics de botanique. — Dom Robbe. — Agronomes ambulants et inspecteurs de l'agriculture. — Les assemblées provinciales.

Dès 1750, grâce aux traités des économistes, aux articles répandus dans l'*Encyclopédie* et à l'impulsion donnée par les Trudaine, les Lamoignon, tous les esprits se tournent vers l'agriculture. Y rechercher la source la plus féconde de la richesse comme de la prospérité est moins une affaire de mode que le résultat d'une conviction sincère et réfléchie.

« Choiseul est agricole et Voltaire est fermier. »

Alors que nobles et bourgeois subissent un entraînement irrésistible vers la ville, le roi sent la nécessité de mettre l'agriculture en honneur afin d'arrêter, s'il

est possible, la trop funeste émigration. Pénétrée de ces pensées, Sa Majesté autorise la création de sociétés destinées à encourager le zèle « de ceux qui se consacrent avec empressement et intelligence à l'amélioration du sort des campagnes. Elle espère remédier ainsi à la routine dont les préjugés et l'ignorance sont la cause ordinaire ¹ ».

Presque toutes les généralités du royaume obtiennent l'autorisation de fonder des sociétés d'agriculture établies sur un plan uniforme.

L'intendant d'Invaux réunit les plus riches propriétaires de la généralité d'Amiens et leur fait adopter un règlement analogue à celui de la société de Bretagne fondée en 1756. Le duc de Chaulnes accepte la présidence de cette société, divisée en plusieurs bureaux qui relèvent d'un bureau central et dont le but est :

1° De faire les épreuves des cultures qui réussissent dans les autres généralités.

2° D'analyser les cendres et les engrais.

3° D'élever des bestiaux modèles.

4° D'étudier les remèdes à appliquer en cas d'épizootie.

5° De rechercher les moyens d'améliorer les laines.

6° De faire cultiver les terres incultes.

7° D'établir dans chaque ville un dépôt de bonnes graines à vendre le meilleur marché possible.

¹ Arrêt du 7 septembre 1761 portant ratification des statuts de la société d'agriculture de Laon.

8° D'entretenir des relations avec les autres sociétés, d'échanger une correspondance active avec les membres de l'association ¹.

La société d'agriculture de la généralité d'Amiens, si bien organisée, si bien patronnée, ne fonctionna jamais, non plus que celle qui fut projetée à Arras ².

Celles qui furent créées à Laon, avec bureau à Soissons, et à Cambrai, avec bureau à Valenciennes, ont été plus heureuses. Voici les neuf commissions qui se partageaient les études à Laon :

1° Culture des terres, instruments de labourage.
2° Engrais de toutes espèces et mélanges de terre.
3° Légumes et arbres fruitiers. 4° Abeilles et vers à soie. 5° Prairies naturelles et artificielles, bestiaux, volailles. 6° Vignes et bois. 7° Plantations d'arbres qui ne portent pas de fruits. 8° Défrichement des terres. — Dessèchement des marais. 9° Houilles et cendres de toutes espèces.

Les sociétés se recrutent parmi les personnages de distinction et les riches propriétaires capables d'essayer

¹ BOYER DE SAINTE-SUZANNE, *Les intendants de Picardie et d'Artois*, p. 200.

² « L'utilité d'une société d'agriculture en Artois ne saurait « faire question: fournir aux cultivateurs de nouvelles lumières, « remédier aux abus qui ne sont que trop ordinaires et qui « n'ont pour cause que l'ignorance, détruire les préjugés « qu'une routine qui n'a jamais été combattue soutient et fait « valoir, ce serait procurer le véritable bien. » (*Délibération de l'Assemblée des États d'Artois.*)

les nouvelles méthodes et d'en prescrire l'application à leurs fermiers ; trop rarement, hélas ! parmi les *vrais cultivateurs*, auxquels est réservé le titre de *correspondant*, et dont les patientes observations et la science pratique pourraient plus sûrement prévenir les écarts de la spéculation.

Cependant, les laboureurs admis dans une société d'agriculture établie par lettres patentes, jouissaient personnellement de l'exemption du tirage au sort pour la milice. Il semble que cet avantage n'ait pas suffi à vaincre leur indifférence.

Le bureau se réunit une fois par semaine ; il se compose d'un président élu pour l'année, d'un secrétaire perpétuel et d'un censeur. L'intendant y a « séance » et voix délibérative en qualité de commissaire du roi.

Les délibérations et les mémoires approuvés sont adressés au contrôleur général pour, sur le compte-rendu qui en sera par lui fait au roi, « être pourvu ainsi « qu'il appartiendra ¹ ».

L'évêque duc de Laon accepte avec enthousiasme le titre d'associé du bureau d'agriculture, « bien que ne se flattant pas d'apporter de grandes lumières ». L'abbé de Prémontré, le duc de Gesvres, le duc de la Trémoille, le duc de Coigny, le duc de Charrost, les comtes de Mailly et de Flavigny ne s'en montrent pas moins reconnaissants.

¹ *Mémoires de la Société académique de Laon*, V. f° 316. — Etude par MM. Rouit et Matton.

Le curé de Montmorency apprécie l'honneur de partager les travaux de la société, et l'abbé de Bucilly déclare, avec une simplicité charmante, « qu'il croirait manquer à toute la compagnie s'il ne la prévenait de sa parfaite ignorance des choses de la campagne : il a passé toute sa jeunesse à Paris, où il n'y a ni prés ni champs, et il est un peu tard pour commencer à faire des observations sur la culture. Mon nom, ajoute-t-il, ne peut que grossir infructueusement la liste des associés et ne contribuera en rien à leur gloire ».

M. Lobjois saisira « avec plaisir toutes les occasions de seconder les vues de la société, sans trop se distraire du bonheur que lui fait goûter, dans une chère solitude, une femme mille fois plus chère encore ».

Les membres fondateurs du bureau de Cambrai et de celui de Valenciennes ¹ figurent parmi les personnalités les plus influentes de la province.

Ce sont, à Cambrai, le suffragant de l'archevêque, le marquis de Wargnies, le chanoine Cottiau, l'abbé de Saint Aubert, messieurs de Berlaymont, le Sart du Castelet, de Frémicourt, négociant, de Gillabos, avocat.

A Valenciennes, le marquis de Nicolay, commandant pour le roi dans la province de Hainaut ; le prince de Croy, le marquis de Cernay, les abbés de Vicogne, d'Hasnon et de Crépin, le président du séminaire, messieurs de Ramsault, ingénieur en chef, de Benoist, d'Artois,

¹ Arrêt du 4 septembre 1763 portant ratification des statuts de la société de la province de Hainaut.

de Briffeuil, Desmaisières, Sgr de Templeuve, Blondel, avocat, etc....

Est-ce à pareilles gens qu'on peut demander d'imprimer un heureux essor à la science agricole et d'en diriger les progrès? Suffit-il de « se tenir très honoré de faire partie d'un bureau d'agriculture » pour entrer dans les vues de l'administration?

Parmi les associés figurent, il est vrai, les Parmentier, les Ducarne de Blangy. On y voit des gentilshommes exploitant eux-mêmes leurs domaines, comme le marquis d'Hervilly et messieurs de Pradines et de Poupaincourt; des religieux « cultivateurs et envieux de bien des choses pour le bien public », comme les moines de Foigny; des prêtres « très propres à se rendre utiles par leur zèle et leur capacité », comme les curés de Leuze et d'Hirson, mais l'homme essentiellement pratique se tient à l'écart.

II

La bonne volonté ne manque cependant pas au président. Il rappelle souvent à ses collègues l'engagement qu'ils ont pris de communiquer au bureau le résultat des expériences faites dans leur canton ou par eux-mêmes : « Vos observations, écrit l'un d'eux, et les faits recueillis par vous, présentés avec méthode, nous éclaireront mieux que les dissertations les plus savantes et nous mettront plus à portée de faire valoir les ressources et les productions du pays que nous habitons ».

Le président trouve peu d'écho. Moins de quinze ans après la fondation de la société de Laon, M. l'Eleu de Servenay déclare « que rien d'utile n'en est jamais résulté et qu'elle a uniquement profité au secrétaire perpétuel..... C'est une vraie duperie ».

Malgré tout, il y a assemblée publique annuelle pour distribuer les prix que le roi ou de généreux citoyens ont établis, prix qui consistent soit en une somme d'argent, soit en un objet « destiné à être porté publiquement comme marque de distinction ». Quelquefois aussi l'intendant propose, comme sujet de récompense, des faveurs particulières, une exemption d'impôts ou de corvée, par exemple.

Les sociétés échangent une correspondance active avec toutes les institutions analogues du royaume et de l'étranger ; elles accueillent favorablement les essais tentés en vue d'améliorer les procédés de culture et de perfectionner les instruments agricoles. Elles recommandent le défrichement des terrains incultes, le dessèchement des marais.

Elles encouragent des assolements variés et la création des prairies artificielles, l'élevage du bétail, le croisement des races les plus estimées. Elles indiquent les soins qui doivent donner aux toisons plus d'abondance et de finesse. Elles décernent des récompenses aux mémoires traitant de toutes les matières se rattachant à la science et à la pratique agricole ¹. En un mot,

¹ *Archives départementales de l'Aisne.* C. 36 et D. Registre

jugées trop sévèrement peut-être par l'Eleu de Servenay, les sociétés d'agriculture préparent les heureux perfectionnements dont notre siècle a profité, sans toutefois passer du domaine théorique dans le domaine pratique, parce que « les cultivateurs étudiant surtout le métier dans les exemples, les leçons écrites sont peu utiles ». Ces deux lignes, extraites de la lettre d'un intendant à Necker, dénoncent le véritable écueil contre lequel toutes les améliorations dictées par les sociétés d'agriculture devaient fatalement échouer en même temps qu'elles expliquent comment la plupart tombèrent en désuétude. En 1786, le bureau de Valenciennes, encore présidé par le prince de Croy, ne compte plus que six membres sur vingt.

Ce n'est point, en effet, chose facile de faire faire ce qu'on souhaiterait à l'habitant de la campagne : il faut, avant, le persuader et lui démontrer par une expérience frappante que ce qu'on lui conseille est plus avantageux que ce qu'il fait ou ce qu'il a vu faire par ses pères. Il a une routine ; il la suit et n'écoute pas les personnes instruites ¹.

aux délibérations de la Société d'agriculture ; la dernière est du 20 mars 1787.

¹ *Archives départementales de la Somme*, C. 33. Lettre du subdélégué de Montdidier à l'intendant.

III

Les concours académiques s'occupent également des questions agricoles. En même temps que le duc de Charrost fonde à l'Académie d'Amiens un prix annuel de six cents livres afin de récompenser le meilleur mémoire « touchant des objets relatifs à l'agriculture », les Etats d'Artois mettent annuellement à la disposition de l'Académie d'Arras une médaille d'or, de la valeur de cinq cents livres, destinée à l'auteur qui traitera le mieux soit un sujet d'économie rurale, soit un sujet de commerce, ou qui enseignera, par une méthode nouvelle, à tirer parti des productions du pays.

Des deux académies, l'une s'arrête à cette question (1787) : Indiquer les moyens propres à étendre et à développer la culture des prairies artificielles ¹.

L'autre propose de rechercher si toutes les terres sont susceptibles d'être ensemencées chaque année et quelle serait la méthode à suivre pour faire produire avec avantage des récoltes annuelles.

Les biographes du duc de Charrost le signalent à la reconnaissance publique comme un économiste distingué et un ardent philanthrope. Tous parlent de l'immense

¹ Les deux sujets ont été traités par *Gilbert*. Le mémoire concernant la Picardie a été récemment publié par M. Charles Dufour, l'autre appartient à M. Delafouchardière, de Châtelleraut, petit neveu de Gilbert.

fortune et de l'inépuisable charité de cet homme de bien, fondateur de plusieurs hospices, créateur de nombreuses écoles, qui, vingt ans avant la Révolution, avait aboli la corvée dans ses vastes domaines. Louis XV disait de lui :

« Il n'a pas beaucoup d'apparence, mais il vivifie trois de mes provinces. »

Aux yeux du duc de Charrost, les académies justifient la protection du souverain et l'affection du peuple en dirigeant les travaux d'utilité publique. C'est pourquoi le grand seigneur suggère à celle dont il a l'avantage de faire partie, l'idée de rechercher les moyens d'améliorer l'agriculture, en conseillant aux populations les prairies artificielles auxquelles l'Angleterre doit la prospérité des campagnes.

A côté des sociétés d'agriculture et des académies, il faut des cours pratiques où l'on enseigne le métier du laboureur autrement que dans les livres. Les voici venir.

Peu d'années après la création du cours d'agriculture d'Angoulême, le premier qui ait été fondé dans le royaume, le ministre Bertin inaugure en personne la ferme d'Annel-les-Bertinval, située non loin de Compiègne et dont M. Surcey de Suttières, « l'un de nos meilleurs philosophes agriculteurs, » accepte la direction.

Douze laboureurs de vingt à trente ans, jeunes gens de bonne vie et mœurs, agréés par le ministre, passent une année dans cette institution, afin de se former à la

culture « suivant les principes que justifie une longue expérience ». Ils sont logés, nourris et blanchis aux frais de l'Etat. Chacun d'eux reçoit, à la sortie de l'école, un certificat d'aptitude. De plus, le ministre accorde une charrue neuve, « construite suivant les principes de l'institution, » et une herse, à ceux qui se distinguent par leur bonne conduite et leur assiduité au travail ¹.

Le duc de la Rochefoucauld établit alors la ferme anglaise de Liancourt, donnant l'exemple de la culture des prairies artificielles, de celle des racines tuberculeuses, de l'acclimatation des bestiaux de provenance suisse ou anglaise ².

Alors aussi les économistes sollicitent pour le paysan, que les crises agricoles découragent, des récompenses, des honneurs, des distinctions. « Accordez, disent-ils ³, au laboureur qui, dans chaque paroisse, aura le mieux cultivé, quelque prérogative extérieure qui le distingue de ses confrères; donnez le même encouragement à qui introduira l'usage d'une plante utile.

« N'oubliez pas que l'un des plus puissants mobiles des actions de l'homme réside dans l'opinion publique: quelque force d'esprit, quelque philosophie qu'on ait, personne ne peut se soustraire absolument à son em-

¹ *Les affiches de Picardie*, nos des 18 janvier et 25 avril 1772.

² GRAVE, *Statistique du canton de Liancourt*, f° 63.

³ GILBERT, *Edition de M. Dufour*, p. 47.

pire. C'est ce ressort que tous les législateurs se sont attachés à faire mouvoir; c'est lui et lui seul qui amena l'univers entier sous le joug de la Grèce et de Rome. C'est lui qui fit, dans tous les temps, les grands guerriers, les grands magistrats, les grands artistes... Pourrait-on douter qu'il fit de grands cultivateurs? »

Gilbert va plus loin. Sachant qu'il est parmi les cultivateurs une classe — c'est la plus nombreuse — sur laquelle distinctions et honneurs n'agissent guère « parce qu'ils ont la volonté de faire sans les moyens », il demande qu'à ceux-là le gouvernement rembourse une partie des avances pratiquées en vue d'améliorer, dans le cas où les essais ne réussiraient pas; il demande même des distributions gratuites de graines et des prix pour qui aurait tiré le meilleur parti de ces graines.

IV

De 1785, date de la création du *Comité consultatif d'agriculture*, chargé d'examiner toutes les questions relatives à cette science. Le Comité correspond avec les sociétés agricoles, avec les intendants et, parce qu'il a reconnu l'inconvénient d'envoyer les instructions destinées au paysan par l'intermédiaire de ceux qui exercent habituellement des actes de rigueur et d'autorité de nature à faire disparaître la confiance, il correspond surtout avec le curé de campagne. Après quelques mois d'existence, le Comité compte neuf cents corres-

pondants parmi lesquels, dans le Hainaut, le duc de Croy et le prince d'Arenberg ; en Picardie, M. Galoppe, seigneur d'Armancourt, M. Varet, curé de Villers-les-Roye et M. Torchon, maître de poste.

Le duc de la Rochefoucauld, dont l'action bienfaisante s'exerce principalement aux environs de la somptueuse résidence de Liancourt, devient, avec l'abbé Lefebvre, l'âme de la nouvelle compagnie.

Il veut que, indépendamment du recueil de mémoires destiné aux savants, chaque société d'agriculture publie une feuille bi-mensuelle envoyée gratis à tous les curés, à tous les syndics de village, aux principaux cabaretiers des villes et des campagnes. La rédaction en serait confiée à un comité de gens spéciaux ; à côté des expériences reconnues les plus utiles, on y trouverait des conseils pratiques. Nul doute que cette gazette, négligée et peu lue dans le principe, ne devienne à la longue un besoin pour les populations auxquelles elle s'adresserait en termes simples, clairs, précis et mis à la portée de leur intelligence ¹.

En 1767 paraît le *Journal de l'agriculture, du commerce et des finances*, qui compte parmi ses collaborateurs le marquis de Mirabeau, auteur de l'*Ami des hommes*, et le fameux Dupont de Nemours. Quelques années plus tard, vient le *Cours d'agriculture*, grand dictionnaire qui contient une série d'articles très remarquables signés des agronomes les plus autorisés de l'époque.

¹ *Archives nationales*, F. 101 bis, fo 110.

Les principales villes établissent des cours publics de botanique, autre moyen d'encourager l'agriculture. Toujours attentif à multiplier les ressources du cultivateur, le botaniste lui présente sans cesse des productions nouvelles, découvre des propriétés inconnues et augmente par là ses richesses en le dédommageant, par la multiplicité des espèces, de la perte que la stérilité de quelques-unes occasionne parfois. La botanique et l'agriculture se prêtent donc un secours mutuel : l'une est le principe de l'autre ; celle-ci travaille pour rendre celle-là utile ¹.

Les considérations qui précèdent et d'autres du même genre déterminent la création de jardins botaniques. Des documents authentiques nous montrent un savant religieux, dom Robbe, prieur du couvent des Feuillants, provoquant, à Amiens, l'installation de ces jardins : une docte assemblée, née de la veille, déjà féconde et pleine de vie, se chargeant du soin de sa prospérité ; un grand personnage, le duc de Chaulnes, abandonnant gracieusement un droit d'usufruit et sollicitant la faveur royale pour cet établissement ; enfin ils nous montrent la puissance souveraine intervenant pour accorder une portion du domaine.

Le 1^{er} juillet 1754 eut lieu l'inauguration du cours en présence d'un nombre considérable de personnages de distinction. Dom Robbe le continua longtemps ; il ne se bornait pas à faire connaître les plantes, il ensei-

¹ *Archives départementales de l'Aisne*, D. 8.

gnait leurs propriétés multiples pour la médecine, l'art, l'agriculture et l'industrie ¹.

Moins pratique semble avoir été l'idée de créer des *agronomes ambulants*, « physiciens éclairés qui devaient « parcourir les provinces, afin d'étudier l'état de l'agriculture ». Le gouvernement eût préféré quatre *inspecteurs* actifs possédant de vastes connaissances mathématiques, physiques et chimiques, à l'instar de ceux qui existaient déjà pour les mines et les manufactures.

Les agriculteurs eux-mêmes les réclament: « pourquoi le Gouvernement ne nomme-t-il pas des inspecteurs qui iraient une fois par an dans les provinces voir l'état des cultures, enseigneraient aux cultivateurs à les changer pour le mieux, leur diraient ce qu'il faut faire des bestiaux, la façon de les mettre à l'engrais, de les élever, de les vendre. On devrait bien rétribuer ces inspecteurs. Le cultivateur qui donnerait des preuves de la meilleure culture recevrait des marques d'honneur ². »

Agronomes ambulants et inspecteurs n'existaient point encore à l'avènement des assemblées provinciales ³.

Celles-ci entrent résolument dans la voie du progrès agricole et des encouragements. Elles n'ignorent pas que le roi désire ardemment tout ce qui « paraît tendre « à l'amélioration du sort des cultivateurs ». S'inspirant

¹ JAMES, *Discours historique*.

² TOCQUEVILLE, *L'Ancien régime et la Révolution*, 6^e édition, p. 101.

³ *Archives nationales*, F. 10, 1 A, f^o 101.

de ses augustes paroles, elles recommandent de « chercher dans chaque généralité et d'indiquer, s'il en existe, les bons procédés à imiter, sans toutefois heurter trop directement la routine et l'habitude des gens de la campagne qui répugnent presque toujours aux innovations ¹ ».

Le duc d'Havré, président de l'Assemblée de Picardie, constate avec satisfaction que les députés ne négligent rien de ce qui peut contribuer aux progrès « d'un art dont les succès si consolants pour l'humanité, si décisifs pour la splendeur des empires, si intéressants pour leur politique, forment l'espoir et presque l'unique ressource de la classe la plus nombreuse et la plus indigente ² ».

Favoriser l'agriculture, en multiplier les essais en accordant des primes, assurer protection au cultivateur, tourner toutes les découvertes au soulagement et au profit des individus, à leur conservation, à leur propagation, tels sont les moyens les plus sûrs d'augmenter la prospérité du royaume. Voilà, s'écrie le duc d'Havré, les moyens que l'Assemblée de la province a employés jusqu'ici avec autant de zèle que de succès. Ils lui méritent reconnaissance et attachement.

¹ *Ordonnance sur la tenue des assemblées provinciales.*

² HESSE, *L'administration provinciale et communale en France et en Europe*, n° 248.

CHAPITRE III.

PROPRIÉTAIRES ET FERMIERS.

Morcellement de la propriété et de la culture. — Les sociétés d'agriculture le déplorent et Young s'en étonne. — Le paysan propriétaire d'une grande partie du sol. — Les terres se vendent au-delà de leur valeur. — Fermiers et ménagers. — Grande et moyenne culture. — Régime adopté dans le Hainaut. — On propose de l'imiter en Artois.

Métayage. — Bail à ferme. — Clauses ordinaires des baux. — Garanties nécessaires pour le propriétaire et pour le fermier. — Instabilité des baux des bénéficiers. — Durée des baux. — Baux de trois, de six, de neuf ans. — On réclame de plus longs baux. — M. le Sergeant d'Isbergue. — Baux de 27 ans en Calaisis. — Droit de marché ou de mauvais gré. — Dépointeur. — Impuissance de la justice. — Arrêts royaux.

Redevance en nature. — La redevance en espèce devient en usage. — Termes de paiements. — Obligations diverses. — Prix moyen des locations. — Progression des loyers. — L'accroissement des loyers prouve la fortune du fermier.

« En général nous n'avons plus de ces gros cultivateurs qui existaient il y a cinquante ans, ni presque pas de gentilshommes ou propriétaires qui cultivent leurs domaines. Pour entreprendre une exploitation, il faut une avance plus ou moins considérable suivant son importance, et les fonds sont rares dans les campagnes. Les maladies des bestiaux, les mauvaises récoltes sont autant d'obstacles qui, insensiblement, ont fait morceler

les fermages en petites portions, outre qu'on se dégoûte de cultiver par rapport à l'infidélité des domestiques. »

Ces lignes adressées à l'intendant de Picardie, à la date du 25 septembre 1762 ¹, révèlent les principales causes du malaise de l'agriculture sous Louis XV. Elles résument à merveille et en peu de mots les plaintes qui s'élèvent d'un bout à l'autre du royaume, dès que l'argent devient rare au village. Toutefois, — chose digne de remarque — la véritable cause du morcellement de la propriété est précisément la cherté des grains. Une multitude de fermiers, peu scrupuleux pour remplir leur bourse, conservent dans les greniers, jusqu'au moment de les écouler avantageusement, les céréales dont la vente en temps utile eût empêché la disette.

La cherté des grains, lisons-nous dans un document de l'époque ², a prouvé aux gens de la campagne combien il est précieux d'exploiter les terres. Les marchés affermés se subdivisent à l'infini, la majeure partie du sol est achetée par les laboureurs ; ainsi peut-on affirmer que la cherté des grains a répandu l'aisance dans le peuple.

On se persuade que la division de la propriété est née de la Révolution. Rien n'est moins vrai. M. de Tocqueville prouve que, vingt ans auparavant, toutes les sociétés d'agriculture déplorent le morcellement exagéré

¹ *Archives de la Somme*, C. 40.

² *Ibidem*, C. 754.

des terres. Young mentionne cet état de choses parmi les nouveautés qui le frappent quand il visite notre pays, et nulle part il ne le trouve au même degré qu'en France.

Déjà Forbonnais signalait, vers 1750, beaucoup de nobles et d'anoblis réduits à une pauvreté extrême avec des titres de propriété immense et vendant leurs biens au petit cultivateur à bas prix, ... « souvent pour le montant de la taille ¹, de manière que près d'un quart du sol passait entre les mains des travailleurs agricoles ². »

Le nombre des petites propriétés rurales va toujours croissant. Necker déclare qu'il y en a *une immensité*. La plupart avaient leur origine dans l'antique censive, qui s'était peu à peu transformée entre les mains de ses possesseurs et qui, grevée jadis d'une rente fixe, en argent ou en nature, avait fini par s'amoinrir au point de devenir dérisoire.

Jetons les yeux sur les anciens plans. Ils sont autant et plus divisés que de nos jours, excepté aux environs des grands domaines monastiques.

En établissant l'impôt foncier, la loi de 1790 exigea de chaque paroisse un état des propriétés alors existantes. Beaucoup de ces états ont disparu ; néanmoins on en retrouve un grand nombre et, comparés aux rôles

¹ TAINE, *L'ancien régime, le peuple*, II, f° 453.

² DONIOL, *Histoire des classes rurales*, f° 455. M. Louandre a publié dans le *Moniteur* de 1875 une étude sur le morcellement de la propriété dès le quatorzième siècle.

d'aujourd'hui, ils prouvent que le nombre des propriétaires fonciers s'élevait à la moitié, souvent aux deux tiers du nombre des propriétaires actuels, bien que, depuis lors, la population totale de la France se soit accrue de plus d'un quart.

Déjà l'amour du paysan pour la propriété foncière est extrême. Les terres se vendent toujours au-delà de leur valeur, en raison de la passion qu'ont les habitants de devenir propriétaires..... Toutes les épargnes de la basse classe en France sont destinées à l'achat des terres ¹.

Tandis que le privilège cherchait à immobiliser les biens, l'égalité dans le partage des successions roturières fournissait chaque jour, chaque heure, de petits capitaux à une foule de travailleurs infatigables. La terre était divisée « presque à l'infini, dans le Haynaut » et dans l'espace de huit lieues carrées entre Avesnes, Landrecies et Givet, il ne se trouvait pas cinq fermiers occupant cent vingt mencaudées de terre ².

II

Si la propriété se divise, le fermage en subit le contre-coup : tout ménager propriétaire de quelques arpents, s'empresse d'augmenter son occupation, aux dépens de

¹ Young, *loc. cit.*

² *Archives du Nord*, mémoire des habitants du Haut-Haynaut contre l'arrêt du 14 août 1782. *Haynaut*, C. 67.

la grande ou de la moyenne culture. Il n'est pas d'ouvrier laborieux qui ne rêve de louer, « à n'importe quel prix des terres qu'il n'a souvent ny laisance ny la force de bien tenir ¹ ». Il en résulte que la main-d'œuvre renchérit et que le cultivateur, très complaisant jusqu'alors à l'égard du ménager, dont il labourait volontiers le petit patrimoine tant que celui-ci était son moissonneur ou son ouvrier, se refuse à méconnaître ses propres intérêts au profit de locataires devenus des rivaux. Il exige une rétribution exorbitante pour le labour d'un arpent de terre ².

Alors commence entre *fermiers* et *ménagers* une lutte acharnée : protestations des uns contre la division des fermages qui « finira par ruiner le pays » ; doléances des autres, attachés de temps immémorial à leur petit domaine, qui déclarent ne point vouloir accepter la loi des cultivateurs, dont le but est « de les réduire eux et leur famille à la misère ». Dieu sait ce qu'il en coûta de procédures, de 1770 à 1787, pour concilier le moins mal possible des intérêts absolument opposés, jusqu'au jour où le ministre régla d'office entre 18 et 22 livres, — 45,56 à 58,96 francs, — suivant la nature du terrain, le prix exigible pour le labour d'un arpent de *grain de saison*.

Très curieuse encore est la lutte engagée, vers la même époque, entre la grande et la moyenne culture.

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 35.

² *Archives du Pas-de-Calais*, C. 668 et *États d'Artois*, agr. 9. Rapport de Delambre sur les labours.

Un décret de l'impératrice-reine Marie-Thérèse (2 décembre 1755) avait décidé que, à l'exception des propriétaires occupant leurs biens, aucun fermier ne pourrait « défructuer » à l'avenir, dans le Hainaut, plus de soixante bonniers de terres labourables et de dix bonniers de prairies, à peine de cinquante florins d'amende. Ce décret, justement condamné parce qu'il est contraire au droit qu'a le propriétaire de faire de son bien tel usage que bon lui semble et de l'affermier comme il lui convient, ne laisse pas que de tenter certains novateurs artésiens, qui trouvent charmant ce moyen sommaire de donner des terres à cultiver à qui n'en a point.

Ils entreprennent de démontrer que la grande culture est plus nuisible qu'utile au bien-être des populations. « Vous oubliez, leur répond-on, que les grosses exploitations font la principale richesse de la province : parcourez le Santerre, une partie de la Picardie et même certains cantons de l'Artois où il n'y a que de petits laboureurs, et vous verrez combien la culture est négligée ; vous y rencontrerez peu de bestiaux ; les pauvres manquent de tout et la vie est loin d'être aussi aisée que du côté de Douai, pays de grandes cultures... »

L'Académie d'Arras s'occupe de la question et la met au concours. Les mémoires présentés offrent peu d'intérêt : d'un fatras de grandes phrases et de grands mots redondants ne se dégage aucune idée pratique ¹.

¹ *Archives du Pas-de-Calais, États d'Artois, agr. 9, et Bibliothèque de l'Académie d'Arras.*

La question comparée des avantages de la grande et de la petite culture est très complexe et on peut l'envisager sous des faces très différentes. Il n'y a pas lieu de reproduire ici tous les arguments en faveur de l'un ou de l'autre système. On est à peu près d'accord pour reconnaître qu'aucun des deux ne doit prétendre à une prééminence économique absolue ; l'important, c'est le juste rapport établi entre la terre à cultiver et les moyens d'exploitation. Or, historiquement, c'est la division des exploitations et le progrès du fermage qui ont permis d'établir sur beaucoup de points la proportionnalité désirable.

III

Le *métayage*, forme primitive du contrat agraire, en usage dans les sept huitièmes des terres du royaume¹, se retrouve exceptionnellement aux environs de Soissons et de Calais² ; mais le *bail à ferme* est partout adopté dans les provinces du nord de la France.

Le bail à ferme est le régime des pays agricoles les plus

¹ YOUNG, *loc. cit.*, fo 250.

² *Archives de l'Aisne*, C. 34 et du *Pas-de-Calais*, C. 194, 43 : « Certains propriétaires dans le Calaisis ont la moitié du net de la dépouille et le laboureur l'autre, après que du tout la dîme et les salaires des moissonneurs ont été prélevés. Le propriétaire est alors chargé des impôts. » Cf. YOUNG, *loc. cit.*, p. 250.

avancés ; même dans les régions de la Picardie qui ne méritent pas cette qualification, il règne seul et sans partage.

L'histoire et la géographie expliquent les fortunes diverses de ces deux régimes de culture. Dans les provinces frontières où l'activité commerciale prend de bonne heure un vif élan, on connaît, on goûte les avantages du bail à ferme, à mesure que se constitue la classe moyenne riche. Dans le centre, au contraire, le paysan resté pauvre et ignorant demeure volontiers et forcément sous la dépendance du propriétaire dont les capitaux l'aident à vivre.

A peine est-il nécessaire de rappeler les clauses qui sont le fond ordinaire et essentiel des baux.

L'usage comme la coutume établissent que le preneur acquitte les impôts ; qu'il doit fumer les terres de son exploitation, autant les mauvaises et les médiocres que les bonnes, autant les lointaines que les prochaines, autant pendant les dernières années de la jouissance que pendant les premières. Il ne doit point *dessoler*, c'est-à-dire déranger le nombre et l'ordre des soles sujettes au repos ; il ne doit point *décomposer*, c'est-à-dire épuiser la terre en lui faisant porter deux années de suite des récoltes dites *fortes*.

Le fermier fournira tant de voitures, tant de corvées diverses, tant de volailles, de beurre, de porcs, de moutons, tant de toile de lin ou de chanvre, etc...., il entretiendra la clôture des herbages, les digues des rivières, les étangs, les fossés ; il donnera la boisson

aux ouvriers occupés aux travaux de réparation, etc., etc...

Les risques d'incendie sont prévus et réglés. Le fermier sera responsable de l'incendie qui ruine les bâtiments de son exploitation, quand on pourra lui reprocher de la négligence ou même simplement quand le feu n'aura pas commencé en dehors de la clôture de la ferme.

En revanche, les risques qui résultent de la guerre sont à la charge des propriétaires.

Si les baux comprennent des garanties pour le propriétaire, comme sont la caution et l'hypothèque, les baux doivent assurer au fermier une certaine durée de la jouissance, de manière qu'il soit à l'abri de toute éviction et assuré de ne pas travailler ou dépenser pour autrui. Malheureusement, à cette garantie destinée à protéger le capital agricole, il est une exception, exception regrettable, contre laquelle intendants et sociétés d'agriculture ne cessent de protester, parce qu'elle nuit au progrès général, en plaçant une nombreuse catégorie de fermiers dans une situation précaire.

Le jurisconsulte Coquille nous apprend, en effet, que déjà, de son temps, les bénéficiers, — usufructiers de biens ecclésiastiques, — n'étaient pas tenus à l'observation des baux consentis par leurs prédécesseurs. C'est, dit-il, la commune et vulgaire opinion. Ils n'observent même pas les années de *mortuaire vacant* en usage dans l'ordre de Malte et pendant lesquelles interviennent des arrangements amiables.

Un prélat loue la ferme de son évêché. Il meurt. Son successeur peut évincer l'occupéur en lui payant une somme due pour le temps qui reste à courir. On comprend dès lors que ce dernier, n'étant jamais sûr du lendemain, cherche à tirer parti de la terre qu'il ruine faute d'engrais ; il jouit comme devant bientôt cesser de jouir, combine sa culture avec le temps présumé de la jouissance, et en tire la substance au risque de ne laisser le plus souvent au décès du bénéficié, qu'une terre épuisée ¹.

A ce propos, Smith remarque combien les lois françaises sur la garantie due au fermier sont plus tardives et moins complètes que les lois anglaises ².

IV

La durée des baux varie selon la richesse des pays et l'état plus ou moins avancé de la culture. Les plus longs sont en général les plus favorables au fermier, dont ils confondent l'intérêt avec celui de la terre. A la suite des guerres qui désolèrent fréquemment le royaume et aux époques de crises, le fermier ne se souciant point de s'engager à long terme, et le propriétaire espérant dans un avenir meilleur et prochain,

¹ *Archives de l'Aisne*, D. 4. — Mémoire sur les inconvénients de l'instabilité des baux, 1762.

² DARESTE DE LA CHAVANNE, *loc. cit.*, p. 274.

les baux de trois, de six, de neuf années se multiplient. « On a grand tort de louer pour un long bail à la fin de la guerre, quand la terre est sans valeur et qu'on ne peut savoir qu'elle en reprendra promptement. Il est préférable alors de louer les dîmes d'an en an et les terres pour trois ans ¹. »

En 1750, le bail de neuf ans prévaut à peu près partout ; jouissance de durée moyenne qui permet au propriétaire d'imprimer à ses revenus une marche progressive et ascendante à mesure qu'augmente la valeur du sol et de ses produits.

Le bail de neuf ans ne satisfait point encore les économistes du dix-huitième siècle. Ils croient rencontrer, dans le délai trop restreint accordé au fermier pour faire valoir la terre, la principale cause de l'infériorité de l'agriculture française comparée à l'agriculture de l'Angleterre.

En Angleterre, écrit M. le Sergeant d'Isbergue, gentilhomme de la province d'Artois, l'usage a établi pour tous les biens fonciers des baux à long terme de 18 et 27 ans : par là, le fermier, sûr de retirer les avances qu'il fait, ne néglige aucun des moyens d'engrais qui peuvent fertiliser le sol dont il se regarde en quelque sorte comme propriétaire. On pourrait considérer les Anglais comme un peuple de propriétaires cultivant eux-mêmes leurs terres ; on sent l'avantage que l'agriculture de ce pays doit avoir et qu'elle

¹ LÉDÉ,¹ *Chron. de St-André en Artois.*

a effectivement sur celle de France, où l'usage a borné la durée des baux à neuf ans au plus et à six ans pour le clergé des Flandres, suivant le synode de Cambrai. Il résulte d'une si courte limitation dans la durée des baux, que les changements de fermier s'opèrent très fréquemment; que celui qui finit un bail, s'il n'en obtient un nouveau de bonne heure, ne cultive qu'imparfaitement les trois dernières années, de peur d'être augmenté en raison des améliorations qu'il aurait faites. Il arrive alors que celui qui le remplace jouit aussi imparfaitement les trois premières années des terres qui ont été négligées par son prédécesseur, et il n'y a donc à bien dire que les trois années du milieu du bail dont un fermier prudent se décide à porter la culture à sa juste valeur ¹. »

Gilbert, recherchant les moyens d'encourager l'agriculture, se demande quel est le fermier à bail de trois, six ou neuf ans, qui ferait les frais, partout assez considérables, d'une *luzernière* dont il ne peut retirer de profit que deux années après son établissement, et il conclut « à la prolongation des baux qui sont, en général, à termes beaucoup trop courts ² ».

Le propriétaire ne peut aliéner le domaine qu'il possède pour un laps de temps indéfini, ou pour une vie d'homme. Cet engagement le priverait des accroissements de fermage qu'il est en droit d'attendre de l'aug-

¹ *Archives du Pas-de-Calais, États d'Artois, agr. 9.*

² GILBERT, *édition de M. Dufour*, p. 56.

mentation continue de la richesse publique et du développement de fécondité qu'une bonne culture imprime à sa terre ; mais, entre le bail de trois ou de six années et le bail emphytéotique il y a de la marge, et les baux, qu'il était d'usage de souscrire pour neuf et douze années, dans la dernière moitié du siècle, concilient les intérêts du propriétaire et du locataire.

Est-ce au voisinage de l'Angleterre qu'il faut attribuer certains baux de vingt-sept ans signalés, en 1776, dans le Calaisis ¹ ?

V

Prenant par trop à la lettre les avantages du bail à long terme, un grand nombre de cultivateurs de la région comprise entre Péronne, Bapaume, Cambrai, Guise, Saint-Omer et Laon, prétendent se perpétuer, eux et leur famille, dans la jouissance des terres, en vertu d'un droit consacré par l'usage des siècles, droit dont l'origine, à peine connue, se perd dans la nuit des temps, le *droit de marché* ou de *mauvais gré* ².

Ils se croient libres de transmettre la terre louée à

¹ Archives du Pas-de-Calais, C. 152, 96.

² G. SAUDBREUIL, *Discours de rentrée du 3 novembre 1864*. — O. VION, *Le droit de marché*. — G..., ancien notaire, *Le droit de marché, son passé, son avenir, sa transformation*. — Archives de l'Aisne, C. 754 ; — du Pas-de-Calais, *Etats d'Artois, agriculture*, 94.

qui bon leur semble, de la donner en dot, de la céder à titre gratuit ou onéreux, de la diviser, de la léguer par testament sans même consulter le propriétaire. Celui-ci, ne pouvant ni changer de fermier, ni augmenter le fermage, ni modifier les conditions de la jouissance; réduit à percevoir, aux époques déterminées par la coutume ou par le bail, une redevance dont le chiffre est invariable, n'a plus qu'un simple droit de créance, semblable au droit d'emphythéose.

Si, à l'expiration du bail, le propriétaire parle d'augmenter le loyer, le fermier ne voudra pas y consentir. Reçoit-il un congé, pas de résistance.... il se retire, mais personne ne se présentera pour lui succéder. La solidarité est générale et l'accord est unanime. Nul n'y manquera, dût la terre demeurer en friche, puisqu'on ne peut songer davantage à la vendre. Qui donc oserait l'acheter?

Quand le propriétaire se détermine à cultiver lui-même ou s'il parvient à trouver au loin un nouvel occupé, l'un ou l'autre doit se préparer à une vie de réprouvé. Nulle main dans le village ne s'approchera de la sienne, nul bras ne lui viendra en aide. Le charron refusera de réparer ses charrues, le maréchal de ferrer ses chevaux. Autour de lui se murmure sans cesse un mot, le comble de la haine et du mépris : *Dépointeur !*

Dépointeur ! c'est-à-dire traître aux usages, ennemi public auquel on n'épargnera ni les menaces, ni les tracasseries, ni les vengeances. Le *dépointeur* a le chagrin de voir scier ses instruments de labour, mutiler les

arbres de ses prairies, incendier ses granges pleines de récoltes. Malheur à qui lui porterait secours ! La réprobation qui enveloppe le *dépointeur* l'atteindrait à son tour.

Les magistrats se transporteront sur les lieux pour rechercher les malfaiteurs ou les criminels ; conviction, terreur ou complicité, toutes les bouches seront muettes et la justice sera le plus souvent impuissante.

On comprend ce qui arrive dans de si tristes circonstances : tôt ou tard le nouveau fermier, découragé ou ruiné, abandonne la ferme et le propriétaire se résigne à subir la loi du *dépointé*, ou plutôt, comme il connaît les tribulations qui l'attendent et les dangers qui le menacent s'il engage la lutte, il accepte d'avance le pacte qu'on lui propose et ne croit pas payer trop cher le repos et la sécurité.

Vainement le Gouvernement épuise contre le droit de marché tout l'arsenal de ses mesures d'exception : édit du 4 novembre 1679, édit du 17 juin 1707, édit du 3 novembre 1714, édit du 25 mars 1724, édit de 1732, édit de 1747, tous plus sévères les uns que les autres. Il semble que, sous les coups de l'autorité royale, le mal acquiert une ardeur nouvelle.

Un moment limité aux biens du Tiers-État, le droit de marché envahit les propriétés de la noblesse et du clergé. Et voici qu'il s'étend aux simples commissions ou emplois de village : aux moissonneurs, aux batteurs en grange, aux bergers, aux gardes de bois et autres fonctions du même genre qui sont également regardées

comme héréditaires, en sorte qu'il n'est plus possible d'associer ou de substituer personne à ceux qui les remplissent, que les associés ou les remplaçants ne soient aussitôt exposés aux derniers excès de la part des anciens titulaires.

Nous renonçons à enregistrer la triste nomenclature des meurtres, des incendies, des actes de vengeance de toute sorte que la justice du dix-huitième siècle eut à rechercher. Les crimes demeuraient le plus souvent impunis, attendu que, soit par crainte, soit par esprit de parti, rarement les témoins déclaraient la vérité.

La propriété des terres dans les quatre bailliages de Péronne, Montdidier, Roye, Saint-Quentin, était pour ainsi dire fictive. Les anciens fermiers se maintenaient dans l'exploitation des biens, malgré les possesseurs et moyennant une redevance toujours fort modique.

VI

La redevance en espèces est encore rare au commencement du XVIII^e siècle : le numéraire manque, le métal circule peu et n'est pas indispensable, les échanges directs étant encore très en usage. La nécessité des temps impose donc la redevance en nature destinée à la consommation du propriétaire, surtout quand le propriétaire est une abbaye, un hôpital, un collège.

En 1720, le débit des grains est encore si peu favorable dans la généralité de Soissons que les terres sont

affermées en grains, tant il serait difficile d'être payé en argent ¹.

Pour la redevance en argent, les termes ordinaires de paiement sont Noël, Pâques, la Saint-Jean, la Saint-Rémy. La redevance en nature s'acquitte au premier octobre. Quand l'argent devient plus commun, la redevance en nature tend à disparaître, mais elle subsiste dans presque tous les baux, dans une moindre proportion. Ainsi, sept journaux de terre seront affermés moyennant 50 livres, un setier de graines de navette, la façon d'une paire de bas et un setier de cendre.

L'année 1740 vit se produire un fait heureusement bien rare. La récolte ayant manqué au point de rendre impossible le paiement des redevances fixes en grains, le parlement décida qu'elles seraient partout réduites d'office, conformément à un tableau qui fut établi dans tout le royaume pour chaque nature de grain suivant que le fermier avait été plus ou moins mal traité par la rigueur des saisons. — Arrêt du 14 décembre 1740.

Au prix principal s'ajoutent des obligations fort diverses que les circonstances de temps, de lieu, de voisinage, de situation réciproque entre bailleur et preneur, multiplient à l'infini.

Un fermier fournira des animaux de basse-cour, du beurre, des œufs, de la cire, du miel, des fromages, des légumes, des fruits, des pâtisseries; une certaine

¹ *Archives départementales de l'Aisne*, C. 765.

quantité de blé, de seigle, d'avoine, d'orge ; du fourrage, des graines oléagineuses, de la toile, etc., etc.

Un autre voiturera les bois, les provisions de toutes sortes dont le propriétaire peut avoir besoin ; il ira quêrrir jusqu'en Champagne le vin de ses caves ; il tiendra à sa disposition des chevaux, des voitures ; il fera, en un mot, les corvées les plus variées.

Un troisième entretiendra un chapelain et pourvoira à toutes les exigences du culte, recueillera, annuellement, tant de pauvres qu'il hébergera, fera dire des messes pour les trépassés... cette obligation de prier pour les défunts figure même dans le prix de vente de la terre. Nous en avons relevé un exemple dans un aveu de la seigneurie de Floris, au comté de Saint-Pol, en 1664 ¹.

En un mot, ce sont les conventions qui font les marchés et les conventions affectent mille et mille formes diverses.

De Calais à Clermont en Beauvaisis, les meilleures terres se louent, en 1787, 24 livres — 64,32 — l'arpent de Paris. Même proportion en Artois et augmentation d'un bon tiers dans les Flandres et dans le Hainaut, à cause de l'absence des jachères.

De cette moyenne il convient d'excepter les environs de Béthune et de Saint-Omer, les environs de Saint-Amand et d'Orchies où la culture du lin permet d'atteindre le chiffre à peine croyable de 100 livres — 268

¹ Pièce communiquée par M. de Puisieux.

francs — ainsi que certaines paroisses du comté de Saint-Pol où les planteurs de tabac donnent des prix analogues.

Sur ces bases, la propriété rapporte trois pour cent en Artois et en Picardie ; tandis que dans les Flandres, le revenu ne dépasse guère deux pour cent par suite de la passion de posséder qui anime des habitants jaloux d'acheter les terres même plus qu'elles ne valent.

Le revenu des terres est donc à peu près identique à un siècle de distance. C'est un fait simple et naturel, car le prix d'achat varie, suivant que varient les produits. Le rapport en argent est demeuré dans une proportion constante avec le prix d'achat, proportion qui n'oscille en plus ou en moins que par suite de circonstances locales ou accidentelles. Les seules causes qui aient pu la modifier résultent des alternatives de trouble et de sécurité qu'éprouve la société, ainsi que de la comparaison des avantages relatifs qu'offrent les divers placements de fonds.

L'augmentation progressive des loyers se chiffre par une plus-value moyenne de trente pour cent dans les cinquante premières années et de près de cent pour cent dans les cinquante dernières années du siècle.

Une exploitation est louée 350 livres en 1675, — 450 livres en 1714, — 450 livres en 1720, — 500 livres en 1729, — 475 livres en 1738, — 475 livres en 1747, — 800 livres en 1757, — 1,000 livres en 1774.

Une autre est louée 1,800 livres en 1709, — 2,600 livres en 1746, — 3,800 livres en 1784.

Une troisième est louée moyennant redevance en nature de 9 muids de blé en 1708, — 16 muids en 1726, — 16 muids en 1735, — 17 muids en 1743, — 19 muids en 1770, — 19 muids en 1779.

La location de détail suit la même progression : le fermage de cent vingt-sept journaux de terre, divisés en 69 pièces, sera de 150 livres en 1709, — 250 livres en 1723, — 250 livres en 1732, — 250 livres en 1740, — 350 livres en 1753, — 450 livres en 1770.

L'augmentation des fermages ne se produit pas seulement dans une région plus favorisée : elle est générale. Le mouvement ascensionnel qui arrive à son apogée à la veille de la Révolution, et qui correspond avec la division croissante de la propriété rurale, prouve que le paysan s'est enrichi pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI, malgré les crises agricoles, malgré et peut-être à cause du renchérissement du prix des denrées.

En effet, nulle indication n'a l'importance de l'accroissement des baux comme symptôme de la condition économique pour le bailleur et pour le preneur. Il n'en est pas du fermier qui loue, comme du propriétaire qui achète. Celui-ci peut payer la terre à un taux trop élevé. Il paye alors le prix de sa vanité, de son influence, les douces jouissances attachées à la possession du sol. Ces considérations n'agissent pas sur le fermier qui n'obéit qu'à ses intérêts. S'il met aux baux un haut prix, c'est qu'en réalité, pour lui, l'affaire se présente bien, c'est que la terre louée, exploitée, offre au capital

et à l'esprit d'entreprise un placement qui le satisfait. Le fermier de tous les temps est un spéculateur, il faut ajouter le plus habituellement, un spéculateur prudent.

CHAPITRE IV.

MÉTHODES DE CULTURE.

Agriculture française et agriculture flamande. — Assolements picard et artésien. — Jachère. — Parallèle établi par Young. — Sainfoin, trèfle rouge, luzerne, minette. — Chanvres, lins, colzas. — Proportion nécessaire entre les herbages et les terres labourables. — Prés hauts et prés bas. — Concours des académies en vue d'encourager la création des prairies artificielles. — Gilbert trois fois lauréat. — La jachère est abandonnée dans certains pays. — Extension donnée à la culture des plantes fourragères et des légumes. — La betterave champêtre, le turneps. — La pomme de terre — Parmentier la fait connaître. — Une fête à la cour. — Un dîner composé par Parmentier. — M. Dottin propage la pomme de terre.

Manque d'engrais. — Engrais animal, engrais minéral; marnage. — Les cendres pyriteuses; un moment en faveur, puis abandonnées. — Labours et façons. — Les chevaux et les bœufs. — Le maréchal d'Estrée et M. Quarré emploient les bœufs. — Laboureurs à bras. — Laboureurs à *chuchon*.

La carie du blé. — Chaulage. — Semoirs de Valioud et de Thul. — Le semeur. — La moisson. — Faux, pique ou faucille. — Arrêts du parlement pour ou contre l'usage de la faux. — Javelles. — Engrangement des récoltes. — Ducarne de Blangy enseigne la méthode des moyettes. — Le carillon du fléau. — Machine à battre. — Machines agricoles. — Routine.

Culture de la vigne. — Elle disparaît. — Le haricot, le pois, l'asperge. — Le tabac, le lucblon, la garance.

I

Aux environs de Bouchain commence la ligne de démarcation entre l'agriculture française et l'agriculture flamande. Au-delà de cette limite, la jachère n'est plus connue et les champs ne se reposent jamais. Les récol-

tes d'été ne satisfont pas le fermier ; à peine la moisson est-elle terminée que la terre reçoit de nouvelles semences qui fournissent de nouveaux végétaux, lesquels couvrent les champs, automne et hiver, jusqu'à ce que le printemps avertisse de la préparer pour la saison suivante ¹. Il en résulte une différence notable dans la valeur vénale et dans la valeur locative du sol ; non seulement la culture est beaucoup meilleure, mais encore il est évident que trois récoltes sont généralement plus lucratives que deux, étant donnée d'ailleurs, entre les prairies naturelles ou artificielles et les terres labourables, en Flandre, la proportion déterminée par la nécessité de nourrir, dans toute exploitation agricole, la quantité de bestiaux jugée suffisante pour que l'engrais qu'ils fournissent entretienne la fertilité du sol ².

Voici l'assolement triennal usité en Picardie et en Artois :

1. — *Grains d'hiver* : Froment blanc et roux ; seigle, méteil.

2. — *Grains de mars* : Avoine noire, blanche, rouge ; orge de mars ou pamelle ; blé noir ou sarrasin.

3. — *Jachère*.

Voici maintenant, d'après Young, la rotation ordinaire de la culture flamande :

1. froment ; — 2. avoine ; — 3. trèfle ; — 4. froment ;

¹ BRANDTS, *Essai historique sur la condition des classes rurales en Belgique*, p. 213.

² *Archives du Nord*. Intendance de Hainaut, C. 47. Mémoires contre l'arrêt de 1722 limitant le nombre des moutons,

— 5. chanvre ; — 6. froment ; — 7. lin ; — 8. colza ;
— 9. froment ; — 10. fèves, et ainsi de suite.

« En Flandre, vous êtes dans un jardin ; traversez une rivière, et vous êtes dans le champ du paresseux. Ici l'esprit humain paraît actif et intelligent ; là, il est dans un état de torpeur et de mort. » C'est Young qui établit ce parallèle évidemment exagéré et que nous ne saurions admettre comme la peinture des mœurs agricoles des provinces dont nous étudions le passé.

Ne semble-t-il pas, à entendre le voyageur d'Outre-Manche, que, partout où règne la jachère, trèfle, sainfoin, luzerne, légumes, plantes oléagineuses et textiles, sont absolument inconnus.

Young oublie trop facilement que le *sainfoin*, déjà cultivé dans l'Amiénois au xvi^e siècle, a pénétré en Artois vers 1730 ; que le *trèfle rouge* est très répandu dans les bailliages d'Aire, de Lillers et de Béthune ; que la *luzerne* ne l'est pas moins dans le Vermandois ; que la *minette* est usitée depuis longtemps dans le Boulonnais pour la nourriture des moutons. Il oublie que les *chanvres* du Ponthieu, du Laonnois, et de la vallée de Ressons, sont réputés jusqu'en Bretagne ; que les *lins* de l'Amiénois et du Vermandois alimentent une puissante industrie ; que la culture du *colza*, introduite des Flandres en Laonnois en 1750, par messire de Camp, seigneur de Berneville, puis adoptée dans le Ponthieu et le Vimeu, est fort anciennement connue dans l'Artois ; et que, précisément l'année de son voyage en France, un négociant hollandais expédiait des ports de

Boulogne et de Saint-Valery-en-Caux douze mille rasières de graines de colza récoltées en Picardie ¹.

II

Toutefois, il est incontestable que la proportion entre les herbages et les terres labourables, proportion essentiellement variable d'une localité à l'autre, est loin d'être suffisante en Picardie, où elle est dans le rapport moyen de 1 à 8, et en Artois, où ce rapport est de 1 à 6. Non seulement les herbages sont insuffisants, mais, tels qu'ils existent, il s'en faut des $\frac{3}{5}$ que les bestiaux y trouvent la nourriture nécessaire à leur subsistance. En effet, si les *prés bas* arrosés par les rivières se ressentent toujours de l'absence des travaux de dessèchement et ne produisent qu'une herbe aqueuse et peu substantielle, les *prés hauts* sont le plus souvent de vastes friches envahies par la ronce, l'épine, le genet, la bruyère : « Ce n'est que par leur étendue que ces *pâtis* font vivre ou mieux empêchent de mourir un petit nombre d'animaux d'espèce fort médiocre ². »

On cherche, dans l'extension des prairies artificielles, le remède à ce fâcheux état de choses. On s'efforce de

¹ DE BOULAINVILLERS, *Etat de la France*, II, p. 179. — *Archives de la Somme*, C. 142; — *de l'Aisne*, D. 14; — *du Pas-de-Calais*, C. 19, 37, 79, 146, 257, et DARSY, *Bénéfices de l'église d'Amiens*.

² GILBERT, *Mémoire pour l'Artois*.

prouver au paysan que la jachère disparaîtra tout naturellement le jour où des prairies artificielles permettront d'augmenter le nombre des bestiaux et, par suite, la somme des engrais. On démontre qu'il n'est pas de terre rebelle au pâturage, si l'on sait approprier à la nourriture du terrain l'espèce de plante qui lui convient.

« N'est-ce pas le moment, écrit le duc de Charrost, 22 juin 1785, de rechercher s'il existe entre les terres labourables et les prés une proportion suffisante, et si ce n'est pas à ce défaut de proportion que l'on peut attribuer le peu d'aisance dans les provinces abondantes en grains ; de rechercher aussi les moyens d'améliorer les prés naturels, de multiplier les prairies artificielles et d'encourager les cultivateurs à suivre une méthode à laquelle l'Angleterre doit la prospérité de sa culture ! »

Trois concours sont simultanément ouverts.

Par la Société d'Agriculture de France : Quelles sont les espèces de prairies artificielles qu'on peut cultiver avec le plus d'avantage dans la généralité de Paris et quelle en est la meilleure culture ?

Par l'Académie d'Amiens — nous l'avons dit déjà — : Quels sont les moyens d'étendre et de perfectionner la culture des prairies artificielles en Picardie ?

Par l'Académie d'Arras : Quelle est la meilleure méthode à employer pour faire des pâturages propres à multiplier les bestiaux en Artois ?

Le lauréat des trois concours fut François Henri Gilbert. Loin de traiter le sujet d'une façon uniforme, il prit soin de présenter des considérations variées, et cha-

cun de ses mémoires a le mérite d'être une étude approfondie et pratique sur la richesse du sol et sur les ressources de la province. Sa conclusion est celle-ci : De la réunion intelligente de la culture des céréales et de la culture des prairies artificielles, dépend essentiellement l'aisance du cultivateur et, par conséquent, l'état florissant de l'agriculture.

III

Les premières années du règne de Louis XVI marquent le point de départ de la révolution dans le vieil assolement triennal. Gilbert est en quelque sorte l'apôtre de la nouvelle méthode. Ses ouvrages, les encouragements du Gouvernement¹, l'exemple de quelques agronomes, du duc de la Rochefoucauld-Liancourt entre autres, ébranlent fortement la routine. La jachère improductive, « véritable dimanche accordé à la terre, » cède le pas à la jachère améliorante, notable progrès de l'économie rurale.

« Que les riches fermiers portent le premier coup à l'antique ordre des soles, s'écrie Gilbert ; qu'ils couvrent leurs jachères de trèfles, de vesces, de pois, de féverolles, de navets, de carottes, de maïs ; qu'ils prélèvent, sur la totalité de l'exploitation, ou un tiers, ou un quart, ou un cinquième pour le cultiver en luzerne

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 38, et du *Pas-de-Calais*, *loc. cit.*, Circulaire de M. de Vergennes.

ou en sainfoin; qu'ils ne défrichent jamais cette réserve sans avoir employé à la même culture la même étendue de terre; que cette distribution soit telle que les mêmes plantes, et surtout les céréales, ne reviennent sur le sol qui les a déjà portées qu'après une révolution de plusieurs années; que les propriétaires effacent des baux de leurs colons la clause absurde de ne marnier ni desoler. »

Pratiqués d'abord en Laonnois et en Santerre, ces principes ne tardent pas à se vulgariser, et, resserrée jusqu'alors dans telle ou telle région qui lui semblait plus favorable ¹, la culture de chacune des plantes fourragères s'étend indistinctement. *La luzerne, le sainfoin, le trèfle de Flandre* sont particulièrement en honneur. *Le trèfle incarnat ou trèfle anglais, la minette, l'hyvernache, les warats, (vesces, féverolles, bisailles, lentillons)*, viennent en seconde ligne.

Quelques agronomes d'Artois et des Flandres essayent d'introduire le *maïs*. Enfin les chartreux de Neuville-sous-Montreuil sont à peu près les seuls à employer, pour la nourriture des chevaux, le *genet épineux* ou jonc marin qu'ils préparent à la façon normande. Chaque jour on en coupe une certaine quantité que l'on écrase sous la meule du pressoir à cidre, afin d'émousser les piquants dont les tiges sont armées.

La culture des légumes destinés à l'alimentation des bestiaux, prend aussi une plus grande extension et,

¹ GILBERT, *Edition publiée par M. Dufour*, p. 116.

parmi ces légumes, *le chou, le navet ou turneps*¹ importé d'Angleterre, *la betterave champêtre* ou *racine de misère* importée d'Allemagne, la *carotte* et la *pomme de terre*.

Le lin et le colza font la fortune des Flandres. Les lins rapportent tant de profit, écrit l'intendant Le Peltier de Souzy, que, lorsqu'ils viennent bien, ils valent presque le prix du fonds de la terre sur laquelle on les a dépouillés. Ceux des environs de Marchiennes et de Saint-Amand sont tellement fins qu'ils produisent « des fils de dentelle et de toilette. »

La *betterave* est nouvelle venue et fut introduite en France vers 1775. Dix ans après, l'abbé de Commerel et le baron de Thosse ayant acheté en Allemagne mille livres de graines de betteraves, on décida que cette graine serait distribuée aux intendants, aux bureaux d'agriculture « non pas comme une culture à adopter dans toutes les provinces, mais comme un objet d'essai et de tentative » dont ils étaient invités à rendre compte à M. de Vergennes.

Gilbert ne connaît que les chartreux d'Abbeville qui aient récolté des betteraves en Picardie, avant 1788. Elles avaient de trois à quatre pouces de diamètre.

En Artois, le baron de Dion² en obtint de grosseur

¹ En 1786, une somme de 12,905 livres fut consacrée à l'achat de graines de turneps en Angleterre. M. de Lormoy a publié un travail sur le turneps et quelques autres notices, sous le titre de *Mémoires sur l'agriculture*, 1789.

² *Archives de l'Aisne*, C. 38 et 978. PIGEONNEAU et DE FOVILLE. *Procès-verbaux du comité d'agriculture*, p. 76.

considérable ; il les semait sur couche et les repiquait en les espaçant régulièrement.

IV

Ce n'est certes pas la moindre gloire de la Picardie d'avoir vu naître Antoine-Augustin Parmentier, de tous les philanthropes du dernier siècle le plus pratique ; celui à qui le peuple doit d'avoir connu les ressources incomparables de la *pomme de terre*.

La découverte d'un mets nouveau, dit avec infiniment d'esprit Brillat-Savarin, fait plus pour le bonheur du genre humain que la découverte d'une étoile. Que penser d'un mets qui se prête à toutes les combinaisons, à tous les raffinements de l'art culinaire ?

Moins de cinquante années après les expériences tentées par l'illustre enfant de Montdidier dans la plaine des Sablons ; moins de cinquante années après cette réception fameuse pendant laquelle les plus grands personnages de la Cour de Louis XVI avaient orné la boutonnière de leur vêtement d'un bouquet de fleurs du précieux tubercule considéré comme une rareté, la France récoltera cinquante millions d'hectolitres de pommes de terre, soit le dixième de la production totale des céréales.

Au risque de passer pour être atteint de la manie des pommes de terre, Parmentier a voulu décrire lui-même un repas demeuré légendaire.

« On nous donna d'abord, dit-il, deux potages : l'un de purée de pommes de terre, l'autre d'un bouillon gras dans lequel le pain de pommes de terre mitonnait sans s'émietter; vint ensuite une matelotte, suivie d'un plat à la sauce blanche, puis d'un autre à la maître d'hôtel et enfin d'un cinquième au roux.

« Le second service consistait en cinq autres plats non moins bons que les premiers : d'abord un pâté, une friture, une salade, des beignets et le gâteau de Savoie à base de fécule de pommes de terre. Il y avait deux sortes de pain : celui mêlé de pulpes de pommes de terre et de farine de froment représentait assez bien le pain mollet; le second, fait de pulpes de pommes de terre avec leur amidon, portait le nom de pâte ferme. Chacun fut gai et, si les pommes de terre sont assoupissantes, elles produisirent sur nous un effet tout contraire ¹ ».

Certain jour de mars 1766, un grand agriculteur de Villers-Bretonneux, M. Dottin, déjeûnait au château de Fortmanoir-lès-Amiens. On lui servit un plat de pommes de terre dont la châtelaine n'usait encore que pour l'alimentation des domestiques. Emmerveillé de la saveur de ce légume, M. Dottin en planta dans la partie la mieux préparée de son exploitation et, le résultat ayant été merveilleux, il s'empessa d'envoyer à l'intendant un rapport enthousiaste sur les avantages du nouveau tubercule pour l'alimentation de l'homme et pour la nourriture des bestiaux.

¹ DE BEAUVILLÉ, *Biographie montdidérienne*, p. 167.

L'autorité dont M. Döttin jouissait dans la province engagea une foule d'agriculteurs à l'imiter ¹. C'est à lui, après Parmentier, que la Picardie est redevable de la culture de la pomme de terre qui prit naissance à la même époque aux environs d'Aire, pour de là se répandre, en très peu de temps, jusqu'aux limites les plus reculées des Flandres et de l'Artois et qui, importée dans le Beauvaisis par des marchands ambulants lorrains, s'y développa à la suite des expériences tentées par le duc de la Rochefoucauld-Liancourt.

V

« En comparant les différentes provinces du royaume, soit entre elles, soit avec les royaumes voisins où la culture est plus florissante, reconnaissons que si les récoltes sont médiocres même dans les terrains fertiles, si les nouvelles plantes qu'on a cherché à y introduire n'ont pas eu tout le succès dont on s'était flatté, il faut l'attribuer principalement au manque d'engrais, défaut d'engrais qui accuse l'insuffisance du nombre des bestiaux. »

Ainsi s'exprimait le roi parlant aux assemblées provinciales en 1787. Si en effet, de riches troupeaux sont l'âme de l'agriculture, si l'engrais qu'ils fournissent est le premier élément des végétaux, il est indispensable,

¹ *Archives de la Somme*, C. 37.

avons-nous dit, d'établir partout une juste proportion entre les prairies et les bestiaux, d'une part, les terres labourables d'autre part.

Afin d'accroître le nombre des bestiaux, — il s'en faut de moitié qu'ils soient en quantité suffisante, — on a tenté de remplacer la jachère par les prairies artificielles. Ajoutons qu'on pratique le *marnage* sur une grande échelle et que, dans certaines régions, l'*engrais minéral* vient au secours de l'*engrais animal*.

La culture connaît les effets féconds de la cendre de tourbe et déjà les expériences, tentées aux environs de Laon par François Degouge, ont révélé les propriétés fertilisantes des cendres pyriteuses découvertes à Suzy en 1758. Ces expériences démontrèrent qu'un sac et demi de cendre, du poids de 500 livres, suffisait pour un arpent ; mais leur succès fut de courte durée parce qu'on en abusa comme de toutes les bonnes choses. Beaucoup de cultivateurs, émerveillés des premiers résultats, pensèrent que, telle dose de cendre minérale donnant tel produit, il était tout simple qu'une dose double et triple donnât un produit double et triple. Trompés dans leur attente, ils aimèrent mieux crier haro sur l'engrais que s'accuser eux-mêmes d'ignorance et d'impéritie. Voilà pourquoi les cendrières de Suzy, de Rollot, de Beaurain, de Beuvraignes et autres, un instant très à la mode, étaient abandonnées ou du moins très négligées à la fin du siècle ¹.

¹ *Archives de l'Aisne*, D. 1.

VI

Supposons que la terre a reçu 35,000 livres d'engrais à l'arpent, ainsi que le conseillent Young et Gilbert, et voyons le cultivateur à l'œuvre.

La *charrue à oreille*, dite aussi *charrue à flotte* et la *charrue à versoir* sont avec le *binot* les seuls instruments de labour en usage.

De l'Etang les décrit en ces termes :

« Au soc de la *charrue à oreille* se trouve adaptée une planche contournée et mobile qui renverse la terre toujours de la même façon, soit à droite, soit à gauche. L'oreille se change de côté à chaque nouveau sillon. La *charrue à versoir* présente une pièce de bois fortement attachée au côté droit de l'instrument qui ne varie jamais, retournant toujours la terre du même côté. »

La *herse* triangulaire ou quadrangulaire garnie de dents de fer ou de bois et le *rouleau* complètent le mobilier du cultivateur.

Les terres destinées à la production du froment et du seigle ¹ reçoivent communément trois *façons* et même quatre sur les sols à base d'argile. Deux suffisent à la production de l'avoine et de l'orge. Le nombre et la succession des façons varient d'ailleurs d'une paroisse

¹ « Dans la Picardie on ne sème le seigle que pour faire des liens. » DE LÉTANG, *loc. cit.*, p. 345.

à l'autre, selon les circonstances locales, l'étendue des parcelles et la nature des produits à obtenir.

En Flandre et dans la meilleure partie de la Picardie, le labour à plat rend plus aisé l'emploi de la herse et du rouleau, en même temps qu'il permet d'éviter la perte de terrain qu'occasionne le profond sillon du labour en planche ¹.

Des trois façons qui se donnent ordinairement, la première se nomme la *gacherée* ou *jacherée* ; la seconde est le *binage* ; la troisième est le *rebinage* ou *tierçage*. Faire ou lever la *gacherée* dans le Nord est synonyme de faire les *sombres* en Bourgogne, de *froisser la jachère* en Normandie et de *faire la cassaille* dans d'autres provinces.

VII

Le cheval est le seul animal employé aux travaux de l'agriculture. Les attelages de bœufs sont encore rares. Conseillés par Chauvelin, qui cherche à les multiplier comme « étant moins chers à acheter et à nourrir que les chevaux » ; introduits dans le Soissonnais par le maréchal d'Estrées, qui trouve quelques rares imitateurs parmi les gentilshommes ses voisins ; employés par M. Quarré du Repaire dans son exploitation d'Hermaville en Artois, les bœufs demeurent la grande ex-

¹ *Archives de la Somme*, C. 129.

ception, « principalement à cause de la difficulté de se procurer de bons bouviers ¹ ».

Les Assemblées provinciales examineront cependant attentivement si, dans telle région, « la culture avec les chevaux ou réciproquement la culture avec les bœufs ne serait pas préférable et si les usages suivis à cet égard sont bien adaptés à la nature du sol ² ».

M. Léopold Delisle a rencontré, au moyen âge, en Normandie, « des laboureurs de bras ». Nous avons de ces laboureurs de bras aux environs de Béthune, de Lillers et d'Hazebrouck, gens courageux qui tirent une petite charrue légère, ou qui cultivent à la bêche ou à la hotte jusqu'à sept et huit arpents de terre. Leur pays passe « pour le paradis des chevaux et l'enfer des hommes ».

Parfois deux individus s'associent pour cultiver en commun, chacun amenant son cheval à la charrue ; c'est ce qu'on appelle, en Picardie, labourer à *chuchon*.

Depuis les expériences pratiquées à Trianon sous les yeux du roi et à la suite des ravages opérés par la *nielle* ou la *carie* du blé, personne ne sème sans avoir au préalable soumis la graine à l'opération du *chaulage*, soit avec de l'eau de mer étendue de chaux vive, soit avec de l'eau saturée de vert-de-gris et d'alun, soit tout

¹ *Archives du Pas-de-Calais, États d'Artois, ag. 9.* Rapports de M. Delambre sur les labours.

² *Archives de l'Aisne, D. 4 ; — de la Somme, C. 122,* circulaire de l'intendant Chauvelin.

simplement avec de l'eau de fumier, trois moyens conseillés par les instructions de l'intendance ¹.

M. Gosselin, des environs de Roye, écrit au comité consultatif d'agriculture que la plupart des cultivateurs se servent de *lait de chaux* et qu'ils n'ont jamais de blé noir.

Le semoir de Valioud, de Laon, le semoir moins perfectionné de Thul, n'obtiennent aucun succès, malgré les recommandations des sociétés d'agriculture et bien qu'on puisse se les procurer à des prix abordables. On leur reproche d'être encore trop compliqués. Une machine exigeant beaucoup de précision n'est pas pratique pour l'agriculture qui a besoin d'instruments solides ne courant aucun risque d'être brisés ni dérangés par des mains grossières et maladroites. Il faut des choses simples, d'un usage commode et facile, que l'ouvrier du village ou le cultivateur puisse construire et réparer ². Le semoir Valioud pratique et garnit deux sillons à la fois avec un écartement de cinq à six pouces. La semence s'enterre au moyen d'une planche adaptée à la machine et, les socs se haussant et se baissant à volonté, on sème plus ou moins profondément. Un cheval suffit à traîner l'instrument qui se vend 50 livres, — 13¼ francs ³.

¹ LAPOSTOLLE, *Traité de la carie du blé noir*, 1788.

² DUHAMEL DE MONCEAU, *Traité de la culture des terres*, suivant les principes de M. Tull, anglais. II, p. 134.

³ *Archives nationales*, F. 10, 1 bis, p. 137 ; — *de l'Aisne*, D. 8 ; — *du Pas-de-Calais*, C. 50, 257.

Le semeur à la marche est toujours en faveur. Il sait régler la quantité de semence qu'il emploie, à ce point que, « si, après avoir semé un setier de froment dans un arpent, il n'en veut semer que la moitié dans un autre arpent, il ne se trompera pas d'une demi-écuellée ¹ ».

Vienne le jour de la moisson. De quel outil s'armera l'ouvrier ? Du pic d'Artois, de la faux de Flandre, de la faucille de Picardie ? Grosse question depuis qu'un arrêt du Parlement (1756) a défendu, sous peine de cent livres d'amende, de se servir de la faux importée des Flandres et dont « l'usage prive le pauvre de la ressource du chaume ».

Le cultivateur réclame énergiquement contre les termes de l'arrêt, demandant de quel droit on lui interdit la faux ; déclarant qu'il doit être juge d'apprécier les avantages de l'un ou de l'autre instrument parce qu'« en le forçant à scier le grain, l'administration l'oblige à ralentir les opérations de la moisson, à faire en huit jours ce qu'il peut terminer en trois jours. S'il laisse sur la terre un chaume qui protège le sol contre les ardeurs du soleil et qui sert à couvrir les bâtiments du pauvre, il n'ignore pas que le chaume, employé à tout autre usage qu'à produire des engrais, est un vol fait à la terre, vol considérable, puisque dans certaines localités la paille de blé se coupe par moitié. »

Le pauvre répond qu'en substituant la faux à la fau-

¹ DE LÉTANG, *loc. cit.*—PARMENTIER, *Mémoire sur les semailles.*

cille, « le tyran français des nouvelles modes » augmentera sa misère déjà si grande, par la privation du chaume qui, en sa cabane, le couvre et qui sert à réchauffer ses membres engourdis par le froid ¹. L'abandon des éteules à la Saint-Remy est d'ailleurs un usage fort ancien, usage consacré par le temps et par les coutumes et qui donne lieu, dans certaines localités, à une cérémonie solennelle que terminent des repas officiels payés par les municipalités.

On vit alors, dans les élections de Saint-Quentin et de Péronne, des cultivateurs s'obstiner à faucher les blés, se laisser traîner en justice, en appeler jusqu'à Paris des sentences qui les condamnaient. On vit quarante paroisses se liguier pour supporter en commun les frais des procès et obtenir des plus fameux avocats de la Capitale une consultation toute en leur faveur.

Le Gouvernement n'insista point et laissa à chacun la liberté de scier, de piquer ou de faucher.

A mesure que les grains sont abattus, ils sont *javelés*, c'est-à-dire étendus par javelles ou par trainées. Huit javelles ou poignées forment une gerbe. Les gerbes sont amoncelées en *dizeaux*, puis conduites à la grange après perception des dîmes, du champart et du salaire des moissonneurs.

L'usage d'engranger toute la récolte oblige le propriétaire à entretenir des bâtiments considérables et très dispendieux. Ce n'est qu'à la fin du siècle que l'on

¹ Archives de l'Aisne, C. 38; — de la Somme, C. 24, 38, 40.

commence à laisser une partie des grains dans la campagne, « ajustés en meulons couverts de genets, de jones ou de roseaux, et si proprement qu'ils n'ont rien à craindre de la pluie ¹ ».

Ducarne de Blangy raconte, sous forme de dialogue humoristique entre un voyageur et trois laboureurs, la scène se passant dans une auberge de village, comment il enseigna la méthode « de mettre les grains en petites moies sur le champ même, aussitôt qu'on les a fauchés ou sciés », afin de les préserver contre les intempéries de la saison...

Vivent les gens d'esprit comme ceux de votre pays, s'écrie l'un des laboureurs, enchanté de connaître un procédé cependant bien simple, « vivent les gens d'esprit et la peste soit des ignorants comme nous!! ² »

Avec l'automne commence dans tous les villages, ce qu'un moine chroniqueur appelle « le carillon » du fléau, le seul instrument connu du batteur, quoique les Anglais aient déjà perfectionné une *machine à battre* employée dans quelques rares exploitations du royaume, machine composée de plusieurs pièces de bois faciles à mouvoir par le secours de ressorts, et qui donne treize cent vingt coups à la minute, c'est-à-dire autant que trente-trois hommes vigoureux en peuvent donner dans le même espace de temps. La machine fait l'ou-

¹ *Ordonnance sur la tenue des Assemblées provinciales.*

² DUCARNE DE BLANGY, *méthode pour recueillir les grains en temps de pluie, 1771.*

vrage de quarante ouvriers dans une journée, et elle nettoie si bien la gerbe qu'on en tire six pour cent plus de grains qu'avec le fléau. Un cheval suffit à la mouvoir, si mieux on n'aime attacher la manivelle à l'arbre d'un moulin qui lui communique le mouvement tout en faisant tourner les meules ¹.

L'honneur d'avoir perfectionné la machine à battre appartient aux Anglais, mais l'idée première de cet utile auxiliaire de l'agriculture fut soumise, en 1737, à l'académie des sciences par un français, le nommé Meiffren, commissaire général des haras de Provence, l'inventeur d'un instrument capable de donner en douze heures la somme de travail de six hommes vigoureux. Avant lui, Malassigni et Duquet avaient présenté « une manivelle coudée qui faisait jouer plusieurs fléaux à la fois » mais leurs compatriotes laissèrent dans un impardonnable oubli ces premières tentatives dont Ewert de Swillington sut en partie du moins s'attribuer tout le mérite ².

Outre la machine à battre, les Anglais emploient déjà le hache-paille et le hache-navets, la machine à glaner servant en même temps « à peigner les prairies », la machine à vanner et un instrument perfectionné « qui fait plusieurs sillons, qui herse et qui sème ³ ».

Un très petit nombre de ces machines ont franchi le détroit. Le Français, routinier par nature, obéit servile-

¹ *Maison rustique*, II, 651.

² LEGRAND D'AUSSY, *Vie privée des Français*, t. I, p. 17.

³ *Archives nationales*, F. 10, 1^{bis}, fo 131.

ment aux pratiques locales établies de temps immémorial dans un territoire par suite de la nature du sol et du tempérament des habitants, après l'expérience de plusieurs siècles, et l'inventeur le mieux inspiré reçoit pour toute réponse la maxime d'Olivier de Serres, renouvelée de Caton :

Ne change point de soc ayant pour suspecte toute nouveleté.

VIII

La vigne, autrefois cultivée jusque sous les murs de la ville d'Amiens et bien plus loin encore¹, tend chaque jour à disparaître de notre sol. Les titres anciens sont remplis d'indications de vignobles dont il n'existe plus de traces, et quantité de lieux dits de Picardie rappellent que, à une époque qui semble presque légendaire et qui ne remonte cependant pas au-delà du seizième siècle, nos ancêtres récoltaient du raisin sur les coteaux où les treilles les mieux exposées languissent actuellement faute de chaleur.

Est-ce à dire que le vin de la vallée de Somme fût bien exquis? Nous croyons que la majeure partie de ces vins était consommée sous forme de soupe, plutôt à titre d'aliment tonique que comme breuvage. Cependant il est certain qu'à l'Hôtel-Dieu et dans beaucoup de cou-

¹ *La vie municipale dans le nord de la France*, p. 95.

vents on n'en trouvait jadis pas d'autre, et que les seigneurs de Rambures et de Rivery vendaient assez chèrement le produit de leurs clos.

Le dix-huitième siècle ne trouve guère de vignobles au-delà des limites de Montdidier. Il les voit végéter, puis disparaître de beaucoup de localités de l'Amiénois ¹, du Beauvaisis, du Soissonnais et du Laonnois, après que les facilités des communications eurent permis d'introduire dans ces provinces les vins plus estimés de Bourgogne et de Bordeaux ; après surtout que les hivers de 1709 et de 1780 eurent détruit jusqu'à la racine la plupart des plants de vignes. Le découragement s'empara alors du vigneron. Beaucoup trouvèrent plus avantageuse la culture des céréales ou des prairies artificielles.

Dans le pays de Laon et de Soissons, la vigne cèda la place au haricot, au pois, à l'asperge, trois sources de prospérité pour les populations, « à en juger par l'état d'aisance dans lequel vivent les habitants des villages dont le sol est susceptible de produire ces

¹ « Nous soussignés, vigneronns demeurant à Boves, attestons, autant qu'il est en notre connoissance, que le prix du vin nouveau du cru de Boves a été vendu sur les lieux depuis 40 ans, 50 livres jusques à 54 livres le muid de 36 veltes, ce qui fait cinquante deux livres pour l'année commune jusque ce jourd'huy. Fait à Boves, ce 30 juillet 1764.

« François Brant, François Brant, cabaretier. »
(DE BEAUVILLÉ, *Documents inédits*, II, p. 394.)

légumes ¹ ». Les pois se vendaient verts, en mai et en juin, pour les marchés de Beauvais, d'Amiens, de Senlis, de Montdidier, de Compiègne. L'arpent planté de pois donnait, année commune, cent vingt douzaines de bouquets valant depuis 1 livre 10 sols jusqu'à 3 livres la douzaine, soit un revenu moyen de 120 livres — 321,60 — à l'arpent, sans grands frais, puisque les gens, dont c'est l'industrie, se livrent en même temps à d'autres ouvrages et qu'ils ne travaillent pour ainsi dire les légumes qu'à leurs moments perdus.

La production du haricot offre les mêmes avantages. « Moins lucrative est la culture de l'asperge qui exige des frais considérables dont on n'est pas récompensé avant quatre années : du 15 avril au 15 juin un arpent peut donner six cents bottes communément vendues 7 sols l'une, soit 210 livres — 216 fr. — dont il faut déduire 80 livres pour les façons. Dans la seule élection de Clermont, la production des légumes est estimée à 15,000 livres net ² ».

Enfin il est encore quelques cultures d'exception : celle du *tabac*, « plante devenue si usuelle que tout le monde la connaît et en prend ³ » ; celle de la *garance*, usitée comme la précédente dans les Flandres et l'Ar-

¹ *Archives départementales de l'Aisne*, D. 15 : lettre concernant la culture de l'asperge, 30 décembre 1772.

² *Mémoire de l'intendant Méliand*.

³ *Archives du Pas-de-Calais. États d'Artois*, Tabacs, 3^{me} farde. — *Archives de la Somme*, C. 112 ; et cf. les *Traité*s sur la culture de la garance de *Flachat* et *Altphen*.

tois, que les intendants et les États ne cessent de conseiller comme particulièrement lucrative ; celle du *houblon* qu'on appelle déjà la vigne du Nord.

De ces cultures, non plus que de celles qui précèdent, on n'attend de nous la description..... Ce serait refaire *la Vie rustique*, la meilleure encyclopédie rurale du dix-huitième siècle : elle existe dans toutes les bibliothèques.

CHAPITRE V.

PRODUITS DE LA CULTURE. — MARCHÉS.

Les prix d'autrefois et les prix d'aujourd'hui. — Avilissement de l'argent. — Prix moyen des denrées. — Le pouvoir de l'argent. — Comment l'établir. — MM. Leber, de Foville. — La livre du XVIII^e siècle et le franc de 1885. — Diversité des mesures agraires et des mesures de capacité. — Origine de cette diversité de mesures. — Louis XV veut un tarif comparé des poids et mesures du royaume. — Le système métrique. — Mémoire de l'intendant Méliand. — Produit moyen des terres bonnes, médiocres, mauvaises. — La France exporte plus qu'aucune autre nation.

Marchés. — Police des marchés. — Ordonnance de 1723. — Défense de trafiquer des grains ailleurs que sur le marché. — Blattiers. — Approvisionnement des marchés. — Droits d'octroi et de place. — Le roi voudrait abolir les droits de mesurage. — Révision des titres. — Mercuriales. — Les marchés aux époques de disette. — Scènes de révolution.

Les denrées coûtent-elles relativement plus aujourd'hui qu'autrefois ? L'hectolitre de blé, qui se vend 18 francs, se vend-il plus cher que la mesure correspondant à l'hectolitre qui se vendait 8 livres en 1737, année tout à fait normale pour la récolte ?

Non, parce que les espèces métalliques et la monnaie fiduciaire qui les représente ont singulièrement diminué de valeur.

La prodigieuse quantité de métaux précieux jetée sur le monde depuis trente ans, dit quelque part

Maxime Ducamp, a bouleversé les rapports qui existaient entre la valeur nominale et la valeur réelle.

Le pouvoir de l'argent, c'est-à-dire la différence entre la quantité de marchandises que procuraient dix grammes d'argent en 1785 et que procurent dix grammes d'argent en 1885, s'est modifié, voilà tout.

Pour apprécier le pouvoir de l'argent, on a dû rechercher le prix des choses nécessaires ou simplement utiles à la vie, à telle ou à telle époque.

Le prix de quelques objets isolés n'eut pas donné une solution exacte. Il fallait tenir compte de ce qui sert à l'existence ; des fluctuations des prix et de l'importance respective de toutes les branches du commerce. Il fallait rechercher dans quelle proportion l'argent dépensé se répartit entre les principaux emplois dont le numéraire est susceptible.

Ainsi, prendre uniquement le cours du blé comme base du calcul, n'eut pas suffi, attendu que l'homme ne vit point seulement de pain. Il use de comestibles variés, il se chauffe, il s'éclaire, il doit se procurer des vêtements, des meubles ; éléments divers et multiples qui concourent à l'établissement du pouvoir de l'argent.

M. Leber a étudié, dans cet esprit général et synthétique, la dépréciation des monnaies depuis Charlemagne jusqu'au commencement du XIX^e siècle. Il a suivi les variations de la livre, depuis le jour où la livre cessa d'être une livre pesant d'argent fin, pour être successivement rognée au point de ne plus contenir que quelques grammes de métal, et il établit que, de

Louis XV à la fin du règne de Charles X (1830), le pouvoir de l'argent a diminué de moitié.

Appliquant la même méthode aux cinquante dernières années, M. de Foville, l'un des économistes les plus distingués de notre temps, arrive à cette conclusion que, dans leur ensemble, les prix ont augmenté d'un tiers depuis 1830 et que, par conséquent, le pouvoir de l'argent a encore diminué d'un tiers.

Combinant les évaluations de Leber et de Foville, il faudra doubler, puis augmenter du tiers ¹ toute somme exprimée en livres, sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI, pour obtenir l'équivalent en francs et centimes, en 1885.

La livre vaudra. 2,68

Le sol vaudra. 0,13

Le denier vaudra 0,01

Young donne le prix moyen des principales denrées de consommation en 1787 ; nous le faisons suivre de l'équivalent en francs et centimes :

	Sols	Deniers	Francs
Bœuf, la livre	7	»	0,93
Mouton, la livre	7	»	0,93
Veau, la livre	7	6	1,00
Porc, la livre.	9	»	1,21

¹ Cf. LEBER. *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge*.

DE FOVILLE, *l'économiste français*, 3 mars 1877.

Les chiffres donnés dans la première édition de la *Vie agricole*, basés sur un autre principe, sont en dessous de la vérité.

	Sols	Deniers	Francs
Beurre, la livre	16	9	2,24
Fromage, la livre	9	»	1,21
Pain, la livre.	3	»	0,39
Vin, la bouteille	4	6	0,60
Volailles, la pièce, prix moyen.	22	»	2,94
Dindons, la pièce	68	»	9,38
Canards	22	»	2,94
Oies.	50	»	6,70
Poissons	7	»	1,07

De ce qui précède, il résulte que le métal trouve un principe d'avilissement dans l'abondance même. Ce qui nous coûte aujourd'hui dix francs, valait un petit écu, il y a soixante ans, et moins encore il y a cent vingt ans. Le prix de l'objet n'a pas varié, seulement notre pièce de dix francs vaut le petit écu de nos pères.

II

Etablir le rendement moyen des bonnes terres, des médiocres et des mauvaises, est chose très difficile, pour ne pas dire impossible, à cause de la diversité des mesures agraires et des mesures de capacité, qui variaient à l'infini d'un canton à l'autre, d'une paroisse à l'autre, et quelquefois dans la même paroisse. L'arpent de Paris et l'arpent du roi, — cent verges de vingt-deux pieds carrés de dix pouces, — qui sont, ou plutôt qui devraient être les mesures légales, sont peu répandus.

L'arpent (Artois et Picardie), *le journal* (Amiénois et

Boulonnais), *la mesure* (Boulonnais et Ponthieu), *le setier* (Noyonnais et La Fère), *la setérée* (Cambrésis et Chauny), *la mine* (Compiègne et Beauvaisis), *l'aissain* (Coucy et Saint-Gobain), *le jallois* (Laonnois), *la boisselée* (Artois et Vermandois), *le bonnier* (Hainaut et Flandres), *la mancaudée* (Artois et Flandres), *la faux* (mesure pour les prairies), renferment plus ou moins de mancauds, de mines, de verges et par conséquent plus ou moins de pieds carrés. Si encore le pied carré était uniforme ! Mais il sera ici de douze pouces, là de onze pouces et ailleurs de dix pouces.

Dans la seule élection de Péronne se rencontrent dix-sept journaux de terre d'étendue variable et composés de perches de valeur différente.

La diversité provient de ce que nos pères tenaient compte moins de l'étendue du sol que de sa fécondité. Là où le sol est plus léger et par conséquent d'une culture plus aisée, le journal — *jornale* — espace qu'on peut labourer en une journée, sera plus grand ; de même en sera-t-il du bonnier et de l'arpent. La *faux* répond à l'étendue de terrain couvert de foin qu'un homme peut couper en un jour avec la faux.

La plupart des anciennes mesures agraires empruntent leur nom aux mesures de capacité. Une *setérée*, une *mine*, une *mancaudée*, un *jaloï*, un *aissain*, une *boisselée* représentent une terreensemencée avec la valeur d'un *setier*, d'une *mine*, d'un *mancaud*, d'un *jaloï*, d'un *aissain*, d'un *boisseau* de grain.

Aussi variables sont les mesures de capacité : le

muid vaut plus ou moins de setiers ; le setier, plus ou moins d'aissains, de minots, de piquets ou de mancauds ; le minot et le mancaud, plus ou moins de boisseaux, plus ou moins de pintes, etc., etc.

De cette incertitude résultent des fraudes, des erreurs dans les transactions. Le commerce en souffre. La nécessité d'une mesure et d'un poids uniformes s'impose à tous les esprits ¹.

Louis XV décide en conséquence la rédaction d'un tarif de poids et mesures matrices qui seraient l'once et la livre poids de marc, la toise de six pieds de roi et l'aune de Paris. En 1786, M. Tillet demande au gouvernement d'achever le travail d'unification pour lequel « on a déjà fait des dépenses considérables ² ».

La monarchie n'eut pas le temps d'achever l'œuvre éminemment utile dont elle avait préparé et recueilli les éléments. A l'Assemblée Constituante était réservé de décréter l'uniformité des poids et mesures, avec le mètre pour base du système merveilleusement conçu dans lequel toutes les mesures sont liées entre elles par un rapport immédiat avec le globe terrestre.

¹ Cf. les tableaux de comparaison des mesures et des poids anciens de chaque département avec les mesures et les poids nouveaux publiés par ordre du Ministre de l'intérieur. An XIII.

² PIGEONNEAU ET DE FOVILLE, *loc. cit.*, p. 127.

III

On connaît les mémoires qui furent composés à la fin du dix-septième siècle par Bignon et par Sanson. Au XVIII^e, les intendants reprirent le travail en lui donnant plus de développement.

Ils examinaient avec soin les rapports que les sub-délégués transmettaient, les renvoyaient en demandant de plus amples informations lorsqu'ils paraissaient incomplets ; aussi les économistes, auxquels s'adresse plus particulièrement la publication de ces enquêtes d'un autre âge, y trouvent-ils matière aux comparaisons les plus instructives. Ce sont de véritables traités d'agriculture.

Le mémoire de l'intendant Méliand est remarquable entre tous ¹.

Voici la moyenne à l'arpent du roi qui résulte des statistiques :

Pour les très bonnes terres, 250 gerbes et environ 9 setiers de blé à raison de 12 boisseaux, équivalent au setier de Paris, — 156 litres — pour 30 gerbes.

Pour les bonnes terres, 200 gerbes et environ 7 setiers.

Pour les terres médiocres, 150 gerbes et environ 5 setiers.

¹ DE BEAUVILLÉ, *documents inédits concernant la Picardie*. II, p. 398.

Pour les terres mauvaises, 75 gerbes et environ 2 setiers et demi.

La proportion est la même pour les autres céréales.

Le Hainaut, les Flandres, l'Artois, la Picardie produisaient plus de blé qu'il n'en fallait pour la consommation locale et les farines picardes étaient estimées à l'égal de celles de la Beauce. La boulangerie de Paris les payait le même prix ¹.

Aucune nation n'exportait au XVIII^e siècle autant de blé que la France ².

Vauban estime qu'il y avait en 1700, par habitant, vingt ares de blé; il y en aurait, d'après la statistique contemporaine, 19 ares en 1876. Si le chiffre de Vauban est exact, le nombre des terres à blé aurait doublé, puisque la population a doublé depuis 1700 et que la part de chaque habitant est demeurée la même. Il est vrai de dire que le rendement sur la même surface est le double de ce qu'il était alors.

IV

Le cultivateur a l'embarras du choix pour l'écoulement de ses produits, puisqu'il n'y a guère de bourg important qui n'ait un ou plusieurs marchés par mois.

¹ *Le parfait boulanger*, p. 123.

² *Le Journal officiel* du 20 octobre 1881 cité par le VICOMTE D'AVENEL, *Richelieu et la monarchie absolue*.

La police des marchés ne badine pas. Tous les grains amenés doivent être vendus au dernier prix sans qu'on les puisse « ni augmenter, ni remporter, ni mettre en magasin tant qu'il y a des acheteurs ». Qui essaierait de tromper sur la qualité ou sur la quantité de la marchandise, la verrait impitoyablement confisquée au profit des pauvres.

En renouvelant pour le bien public les règlements précédents, la déclaration du roi, du 9 avril 1723, veut que dorénavant blés, farines, orges, avoines et autres grains ne soient vendus, ni mesurés ailleurs que dans les halles et les marchés ; elle défend expressément à tous marchands, laboureurs, fermiers, boulangers, pâtisseries, brasseurs, meuniers et autres de vendre et d'acheter sur échantillon, à peine de confiscation et de mille livres — 2,680 fr. — d'amende.

Pas de grâce pour les délinquants, fût-ce un malheureux dont tout le crime est d'échanger un *jalo*y de blé « contre la charge de cerises d'une bête asine » avant d'entrer en ville ; fût-ce haute et puissante dame, madame de Sabran, abbesse d'Origny-Sainte-Benoîte, qui affirme cependant n'avoir vendu du blé à ses vassaux que pour soulager leur misère ; fût-ce un curé qui ne croyait mal faire en cédant des grains à ses paroissiens qui mouraient de faim, à cause de l'éloignement de la halle¹.

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 7, 9, 15 ; — *de la Somme*, C. 7. — *du Pas-de-Calais*, États d'Artois, 307.

On a beau faire : les sévérités de la loi n'empêchent pas le cultivateur de chercher des intermédiaires. Il les trouve en la personne des *blattiers*, gens peu fortunés qui conduisent le grain à la ville et pour lesquels la différence des mesures est souvent le meilleur bénéfice. Les *blattiers* transportent la marchandise à dos de mulets et se mettent en rapport avec les *munitionnaires* chargés d'acheter pour le compte de l'administration.

Le gouvernement veut éviter les accaparements ; mais il n'est pas moins résolu à pourvoir aux approvisionnements des marchés, en obligeant le cultivateur à y conduire une quantité de blé proportionnée à celle qu'il récolte.

« Je vous prie, écrit un intendant à ses subdélégués, de fixer la quantité de blé que chaque laboureur doit transporter régulièrement chaque jour de marché à..... de façon que le peuple en trouve sa subsistance. »

Et, quand il s'agit du ravitaillement de Paris : « Établissez un état de ce que chacun peut fournir de blé et de seigle, à raison de cinq setiers du poids de 240 livres pour chaque charrue ¹. »

V

Les campagnes se plaignent de l'exagération des *droits d'octroi* et de toutes les taxes qui frappent les

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 7, 8, 34.

produits de l'agriculture exposés en vente dans les marchés, sous prétexte de *mesurage*, de *piquetage*, de *minage*, de *sterlage*, de *palette*, d'*écuellée*, de *pied fourchu*, de *langayage*, d'*éprouvage*, d'*étalage*¹, etc..... :

« Qui de nous, s'écrient les habitants de Talmas, pourrait sans se plaindre payer les droits d'entrée excessifs que nous impose la ville d'Amiens ? A quoi emploie-t-on le produit de ces droits ? Disons-le, puisqu'il faut parler : à bâtir de fastueuses salles de comédie, à élever de superbes édifices à des gens en place, à éclairer à grands frais, par des lanternes à réverbère, les rues de la ville ² ».

On conçoit l'immense concours de vendeurs et d'acheteurs que les *foires franches* attiraient à certains jours. Turgot ne voulait point cependant en augmenter le nombre. Si les foires enrichissent quelques villes, disait-il, c'est aux dépens du reste du pays ; l'intérêt de l'État n'est point d'en créer de nouvelles, mais plutôt d'abandonner celles qui existent, de leur retirer les pri-

¹ Droits de *mesurage*, *piquetage*, *minage*, *palette*, *écuellée*, perçus à raison de tant par chaque setier de grain vendu.

Droit de *pied fourchu* : tant par chaque vache, chaque porc, chaque mouton.

Droit de *langayage* : tant par chaque porc vendu

Droit de *sterlage* : tant sur le blé amené par les étrangers.

Droit d'*étalage* : tant sur les paniers contenant des volailles, des œufs, du beurre, du fromage, etc.

Droit d'*éprouvage* : tant par chaque cheval essayé et vendu.

² *Archives de la Somme*, B. 300, cahiers des états généraux.

vilèges, de laisser le commerce suivre son cours et de maintenir l'égalité absolue des transactions.

Déjà en 1762, le roi avait rêvé la suppression de la plupart des droits de mesurage. Les jugeant très onéreux, il estimait que les abolir ou les racheter, constituerait « l'un des meilleurs biens qu'il procurerait à son peuple ». Les difficultés suscitées par les villes empêchèrent de donner suite à la généreuse initiative de Louis XV et tout se borna à une sévère révision des titres en vertu desquels communautés et particuliers s'attribuaient la perception des droits¹.

Chaque numéro des *Affiches de Picardie, Artois, Soissonnais et Pays-Bas français*, journal hebdomadaire qui parut pour la première fois en 1771, contient une mercuriale indiquant le prix des céréales sur les places d'Amiens, d'Arras et de Lille, les trois grands centres du nord du royaume².

Les intendants des Flandres font dresser des états de quinzaine qui donnent le prix du sac de deux cents livres pour les céréales et le prix du quintal pour la paille et le fourrage.

Voici l'état de janvier 1785 ; les cours sont ceux d'une année ordinaire :

Froment, le sac de 200 livres . . .	18 l. 8 s. 2 d.	= 49, 30.
Seigle	13 2 2	= 34, 15.
Méteil	16 3 10	= 43, 37.
Orge	12 11 5	= 33, 64.

¹ *Archives de la Somme*, C. 142.

² *Archives du Nord. Hainaut*, C. 15.

Avoine, le sac de douze boisseaux	8	5	7	= 21, 51.
Paille, prix du quintal	1	13	7	= 4, 44.
Foin	3	4	8	= 8, 64.
Ration de paille pour un cheval.		3	4	= 0, 43.
Ration de foin		6	6	= 0, 84.
Ration complète	$\left. \begin{array}{l} (2/3 \text{ boisseau d'avoine}) \\ 10 \text{ livres foin} \\ 10 \text{ livres paille} \end{array} \right\}$			9 sols = 1, 17.

Les grains s'élevèrent aux plus hauts prix pendant les années 1709, 1740, 1757, 1769, 1770, 1790, 1794, et ils descendirent à des prix très inférieurs pendant les années 1705, 1717, 1733, 1755, 1764. Le sac de blé, du poids de 200 livres, valant, en moyenne, 18 livres, — 48,24 — atteindra exceptionnellement le chiffre *maximum* de 40 livres — 107,20 — et le chiffre *minimum* de 10 livres — 26,80.

Toujours difficile dans les années de disette, la police des marchés devient presque impraticable à la veille de la Révolution. La récolte de 1789 ayant été médiocre, celle de 1791 absolument insuffisante, la situation prend un caractère des plus alarmants.

Comme les arrivages et les transactions ne sont pas suffisamment protégés au milieu du désordre général, les marchés ne se garnissent plus. Le cultivateur cache son blé, pour n'en point manquer lui-même, et il redoute d'être la victime des scènes de pillage qui se multiplient au point de compromettre la sécurité des grands chemins.

Les administrateurs s'efforcent de parer aux dangers d'une situation sans précédent dans l'histoire. Nul soin,

nulle fatigue, nuls sacrifices ne leur coûtent afin de conjurer un péril qu'ils voient s'avancer, grandir et menacer la vie des malheureux et la tranquillité des cités ¹.

En ce temps-là, malheur à ceux qui ont dans leurs attributions la garde, l'acquisition, le commerce, la manutention des grains ! L'imagination populaire a besoin de victimes auxquelles elle puisse imputer ses maux et sur lesquelles elle puisse décharger ses ressentiments ; pour elle, tous ces gens-là sont des accapareurs et, en tout cas, des ennemis publics.

A Amiens, le peuple se dispose à piller et peut-être à brûler les maisons de deux commerçants qui ont fait construire des moulins à mouture économique ; contenu par les soldats, il se borne à casser les vitres, tandis que d'autres pelotons viennent tout briser ou piller chez trois ou quatre particuliers qu'ils soupçonnent d'accaparements.

La première des propriétés, celle des subsistances, est violée en mille endroits et partout menacée. Les intendants, les subdélégués appellent à l'aide, déclarent la maréchaussée impuissante, réclament des troupes régulières..... C'est la révolution qui commence !

¹ DARSY, *Amiens et le département de la Somme pendant la Révolution*. LECESNE, *histoire de la Révolution*, II, p. 295.

CHAPITRE VI.

TRAVAILLEURS AGRICOLES.

Ordonnance de Charles IX. — Infidélité des domestiques sous Louis XV.

— Règlement du 25 juin 1751. — Salaire des serviteurs en nature ou en argent. — Salaires au XVIII^e siècle et au XIX^e. — Valets de charrue, servantes, bergers, journaliers, ouvriers d'état, manouvrières. — Moissonneurs et batteurs. — Projet d'une caisse de retraite pour les vieux serviteurs.

L'industrie menace de dépeupler les campagnes. — Arrêt de 1762. — Remontrances des économistes. — Parallèle entre les travaux des champs et la manufacture. — Les grands seigneurs créent des fabriques dans leurs terres. — L'Artois et les Flandres résistent à l'entraînement. — Plus de moissonneurs. — Young juge l'agriculture des pays industriels. — Les domestiques au XVI^e siècle. — Le rouet. — Une page de M. Baudrillart.

I

Une ordonnance de Charles IX défendait à toute personne gagée pour un temps déterminé, de quitter son maître avant l'expiration du délai convenu, sans une permission écrite. Quiconque prenait un domestique en rupture de service, encourait l'amende de cent livres au profit de celui qui avait été injustement délaissé.

C'était le moyen d'assurer l'exécution des contrats passés entre maîtres et valets et de prévenir la spécu-

lation des individus qui, dans l'espoir d'obtenir des conditions meilleures ¹, choisissaient, pour signifier leur départ, le moment des semailles ou de la moisson.

A la longue, l'ordonnance de Charles IX tomba en désuétude au point de n'être plus observée sous Louis XV. C'est alors qu'on commence à se dégoûter de cultiver par rapport à l'infidélité des serviteurs ² et que Blaise Méliand se plaint des changements de domestiques qui se produisent en toutes saisons dans la généralité de Soissons. « Ils ne connaissent plus de subordination, abus très préjudiciable à la culture des terres, » écrit-il quelque part ³. C'est alors aussi que les intendants ressuscitent les anciens règlements portant « défense expresse aux valets de charrue et autres domestiques de quitter leurs maîtres avant l'expiration du terme convenu, sans permission écrite, sous peine d'être arrêtés et punis des rigueurs de la loi. » Il en était de même en Allemagne et dans les Flandres ⁴.

Par une conséquence naturelle de la rareté du numéraire, très souvent le domestique rural ne reçoit pas de gages. Ordinairement logé, nourri, vêtu, s'il a quelque chose de plus, c'est ou un nombre déterminé de mesures de grains, ou le profit d'une tête de bétail, ou le rendement d'une pièce de terre. Il y a entre maîtres et ser-

¹ Ordonnance du 24 février 1565.

² *Archives de la Somme*, C. 40.

³ *Archives de l'Aisne*, C. 34.

⁴ Ordonnance du 25 juin 1751 affichée dans toutes les paroisses. BRANTS, *loc. cit.*, p. 66.

viteurs échange de produits et de travaux, mais l'argent tient peu de place dans la rémunération. Le fermier peut faire avec ses ouvriers toutes les conventions que bon lui semble ; les prendre à la journée, à l'année, — l'année compte de la Toussaint ou de la Saint-Martin d'hiver — ; les occuper à la tâche ; leur donner une part d'intérêt dans les bénéfices ; leur assigner tel ou tel travail. Les conventions n'ont pas de règle, pas de limite. Chaque province obéit à ses usages.

A toutes les époques, le salaire représente la somme des choses nécessaires à la subsistance et à l'entretien de l'ouvrier, même, dans une certaine mesure, il garantit la subsistance et l'entretien de sa famille. C'est un principe absolu que des circonstances variables altèrent ou modifient, mais qui ne saurait disparaître.

Le prix des salaires a été réglé dans tous les temps par le prix des denrées alimentaires, sauf à augmenter avec la rareté des bras et à s'abaisser avec la concurrence des travailleurs. Le manouvrier qui gagne actuellement 2,25 ¹ est rétribué comme celui qui

¹ L'enquête de 1852 donne fr. 1,41, comme salaire moyen du manouvrier agricole ; la statistique cantonale, fr. 1,42. Ce chiffre est donc solidement établi. M. de Lavergne dit : « Le prix moyen de la journée s'est beaucoup accru puisqu'on ne peut pas l'estimer aujourd'hui (1859) à moins de fr. 1,50 tandis qu'il était alors (1789) de 19 sous. » (ARTHUR YOUNG. *Voyages en France*, 2 vol. Paris, 1860. Introduction par Léonce de Lavergne.)

L'enquête de 1862 fixe le salaire du journalier agricole à

gagnait 19 sols de 1750 à 1787 et comme celui qui gagnait un sol et demi, il y a quatre cents ans.

19 sols en 1787 valent 2,47, 1 sol et demi ou 18 deniers, sous Charles VIII, en 1485, représenteraient maintenant 3 francs.

A l'avènement de Louis XV, le maître valet de charrue gagnait annuellement de 90 à 120 livres, soit, en monnaie actuelle, 236,07 à 314,76.

Le second valet, de 50 à 80 livres, — 131,15 à 209,84.

Le petit valet, de 30 à 50 livres, — 78,69 à 131,15.

La maîtresse servante, de 45 à 60 livres. — 118,03 à 157,37.

La petite servante, de 28 à 40 livres, — 73,44 à 104,92.

Le berger a de 60 à 70 livres, — 157,37 à 163,61, — et le droit de mettre au troupeau plusieurs brebis — généralement douze — usage abusif « parce que ses brebis vivent à l'étable aux dépens des autres et que, respectées des chiens qui les connaissent, elles pâturent les champs ensemencés ; usage tellement abusif qu'un arrêt du Conseil d'Etat l'a supprimé dans le Soissonnais ¹.

Le salaire du journalier qui est de 12 sols — 2,19 —

fr. 1,85. En 1862 ce chiffre est de 2 fr. environ (DE FOVILLE. — *Economiste français* — du 8 janvier 1876.) En 1880 le salaire est de 2,25.

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 754, Mémoires sur les haras et les bestiaux ; — *et de la Somme*, C. 86 ; *et Archives du Pas-de-Calais*, B. 125, f° 186 et B. 330, f° 613.

pendant la première moitié du siècle, s'élève à 19 sols — 2,50 — après 1750 et il augmente encore sous Louis XVI.

L'ouvrier d'état — maréchal, charpentier, menuisier, maçon, couvreur, etc. — gagne cinquante pour cent de plus — 3,29, puis 3,82, — et les femmes gagnent deux tiers en moins — 0,73 puis 0,84.

Aux moissonneurs, l'ordonnance de 1717 attribue la douzième gerbe pour piquer et lier les grains d'hiver et 9 sols — 1,25 — plus trois gerbes du cent pour couper et lier une mesure de grains de mars.

Aux batteurs, la même ordonnance alloue le vingtième du rendement des grains d'hiver et seulement 2 sols — 0,26 — de chaque rasière de grains de mars.

Les uns et les autres se contentent de deux repas quand ils sont en corvée chez le fermier et ne peuvent, hiver et été, exiger plus de 2 sols — 0,36 — pour les travaux à la journée. Réciproquement celui-ci ne doit pas réclamer des moissonneurs plus de 9 livres — 32,85 — pour le labourage d'une mesure de blé ; 7 sols 6 deniers — 1,36 — pour le charriage d'une voiture de grains ¹.

¹ Une ordonnance du 16 juillet 1588 fixait les salaires ainsi qu'il suit :

L'ouvrier des champs, 4 sols — 2,48 — ; le maître valet de charrue, 20 livres — 248,60 — pendant les six mois d'été et 13 livres — 161,59 — pendant les six mois d'hiver ; le berger également 20 — 248,60 et 13 — 161,59 — suivant la saison. Le labourage d'une mesure de terre coûtait 7 livres

En vertu d'une coutume fort ancienne connue sous le nom de *droit de picoré*, chaque année, au début de la moisson, les ouvriers de Cysoing et de quelques paroisses de la Flandre wallonne s'assemblaient au son des cloches et les fermiers du pays étaient obligés de les prendre, pour les travaux de la récolte, à l'exclusion de tous étrangers. Ce droit au travail fut aboli par arrêt du Parlement — 14 août 1782 — comme attentatoire à la liberté que tout cultivateur doit avoir de faire faire la moisson par qui bon lui semble. Les ouvriers protestèrent énergiquement ; il leur fut répondu par les peines les plus sévères ¹.

Les moissonneurs *au gagnage* sont tenus de faire, en temps utile et toutes besognes cessantes, les corvées de la ferme, c'est-à-dire l'*épandage* du fumier avant les labours, le *ramassage* des pierres dans les prairies, l'*échardonnage* dans les avoines, le *rétoupage* des haies de clôture. De son côté, le maître fait les charrois de bois et de fumier pour les moissonneurs. Ajoutons que

— 67,15 — pour les grains d'hiver et 4 livres — 49,72 — pour les mars. Les moissonneurs recevaient la dixième ou la onzième botte pour la moisson de blé et trois du cent pour l'avoine.

Alors le ferrage d'un cheval se payait 18 deniers — 1 fr.— le mouton valait 2 sols — 1,24 — la livre ; le bœuf, 18 deniers — 0,93 ; — le porc, 2 sols — 1,24 — ; le beurre, 3 sols, — 1,86 ; — Un chapon se payait 10 sols — 6,20 — et un lièvre, 12 sols — 7,44. — LE COMTE DE HAUTECLOQUE, *Arras et l'Artois sous le gouvernement des archiducs*, p. 179.

¹ *Archives du Nord, int. de Hainaut. C. 67.*

l'engagement réciproque oblige les parties du 1^{er} novembre au 31 octobre de l'année suivante et que l'accord se renouvelle tous les ans.

Les documents de la fin de l'ancien régime, et, parmi ces documents, les procès-verbaux des assemblées provinciales dénotent que l'amélioration du sort des travailleurs est la préoccupation constante des économistes. Ceux qui ayant vieilli dans la maison qui les a vus grandir et dans laquelle ils ont appris leur métier, se voient, à la fin de leur vie, obligés de mendier le pain de la charité, sont particulièrement intéressants. C'est pour eux qu'un philanthrope amiénois suggéra l'ingénieuse pensée de créer une caisse de retraite : tout charretier, tout pâtre, présentant une suite non interrompue de vingt années de service dans la même exploitation agricole, jouirait ainsi d'une rente de vingt livres — 53,60 — dont le brevet émanerait de l'intendant. Le motif qu'il donnait mérite d'être cité : « Il est juste d'accorder quelques distinctions aux bras qui ont cultivé pendant vingt années la terre qui nourrit le soldat son défenseur. » L'idée n'était assurément pas mauvaise, mais on ne la mit point en pratique ¹.

¹ *Archives de la Somme*, C. 80.

II

Louis XV, pour augmenter l'aisance des gens de la campagne, leva les barrières qui renfermaient certaines industries dans l'enceinte des villes. Jusqu'alors, la plupart des provinces avaient des industries particulières qui contribuaient à accroître, surtout dans la saison d'hiver, les ressources des populations agricoles, mais les restrictions apportées au développement de la manufacture au village ne permettaient point d'abus. Du jour où le roi signa l'arrêt de 1762, commença entre l'industriel et le cultivateur une rivalité dont les conséquences ne sauraient être douteuses.

« Vouloir établir des manufactures dans la campagne, c'est vouloir soutirer par l'appas du gain les bras employés à l'agriculture; c'est accroître les salaires précisément dans les mêmes proportions. Partout où l'agriculture fleurit, il est très dangereux que l'industrie attire les forces du travailleur ¹ ».

M. de Laverdy a beau proclamer la nécessité de l'arrêt de 1762 « rendu dans les bons principes »; dès que l'agriculture et l'industrie sont en présence, l'ouvrier agricole émigre vers les centres manufacturiers, si mieux il n'aime « battre un métier » chez lui, persuadé

¹ GILBERT, *Mémoire pour la province d'Artois*.

qu'il trouvera un salaire plus considérable et un travail à toutes les époques de l'année.

Ah ! qu'ils sont logiques les membres du bureau du commerce d'Amiens écrivant à l'intendant :

« Les travaux des champs sont très durs et pénibles ; du plus grand produit pour l'État, parce que tout est profit, mais du plus médiocre rapport pour le cultivateur. Le travail de la manufacture, au contraire, est bien moins pénible, et, par conséquent, d'un plus grand rapport pour le fabricant, en sorte que, partout où la profession de fabricant sera en concurrence avec la profession de cultivateur, elle aura la préférence.

« L'habitude des ouvrages de la campagne ; la difficulté apparente des autres professions, leur éloignement, l'ignorance même de leur existence, attachent à la terre presque tous ceux qui la cultivent. Leur présenter des objets de comparaison qui puissent exciter leur cupidité, c'est anéantir cette ignorance. L'introduction des manufactures dans les campagnes opérera cet effet. Bientôt tout sera rempli de fabricants. La manufacture s'étendra de proche en proche ; elle gagnera tous les jours de nouveaux sujets, et la terre perdra tous les jours des cultivateurs.

« Les plus aisés des paysans vendront leurs chevaux et leurs bestiaux pour faire des fonds et se mettre en état de monter des métiers. Les pauvres travailleront pour le compte de ceux-ci. Les uns abandonneront leur charrue ; les autres, leur travail journalier. Les bestiaux seront négligés ; les femmes et les enfants qui en ont le

soin ont des parties dans les manufactures qu'il faudra remplir.

« Un journalier de la campagne gagne 12 à 15 sols, — 1,60 à 2,01 — par jour; un ouvrier de la manufacture gagne 15, 20 ou 25 sols, — 2,01, 2,68, 3,35. Il est donc plus avantageux d'être fabricant que cultivateur. Ce ne sera pas son désœuvrement que le paysan donnera à la manufacture, mais tout son temps. Ce ne sera pas le vide du temps de la culture qui sera rempli par le travail de la manufacture, ce sera le cultivateur tout entier dont la fabrique s'emparera ¹. »

Vaines protestations ! Malgré les remontrances justes, mais un peu intéressées des chambres de commerce, malgré les difficultés que devait rencontrer la surveillance d'une fabrication disséminée en cent endroits ², malgré les réclamations du cultivateur, les grands seigneurs entrent immédiatement dans les vues de l'arrêt de 1762 en créant des industries diverses.

Le marquis de Caulaincourt encourage celle des

¹ *Archives de la Somme*, C. 80.

² *Ibidem*, C. 107. — Des inspecteurs visitent périodiquement les métiers et dressent un rapport de leur visite. — Le fabricant est tenu de faire marquer d'un plomb les pièces d'étoffes et cette marque a lieu au bureau dont il dépend, après que trois gardes jurés ont constaté la bonne qualité de la marchandise. Les bureaux de marque sont assez multipliés pour faciliter l'accomplissement de cette formalité à laquelle on ne peut se soustraire sans encourir l'amende. Voir aussi DE BEAUVILLÉ, *Histoire de Montdidier*, II, fo 294.

mousselines et des gazes de soie façon de Hollande ¹ ; le marquis de Louvencourt propose de fonder à Longpré une manufacture de toiles destinée à procurer du travail aux pauvres de ses terres ² ; le marquis d'Hervilly installe, près de son château de Lanchelles, un tissage de toiles imitation de Courtrai ³ ; la duchesse de Choiseul-Gouffier fonde une filature de cotons à Heilly ⁴ ; la comtesse de Lameth, « adorée dans le pays par le bien qu'elle fait au-dessus même de sa fortune, » fait distribuer cent rouets à Hénencourt ⁵.

On ne rêve plus aux champs que manufacture.

Les curés appellent de tous leurs vœux ce qu'ils ont la naïveté de considérer « comme un élément de moralisation ⁶ » ! En voici un qui « n'épargne ni soins, ni dépenses, pour introduire et faire goûter dans son village la filature de coton ⁷ ».

Un autre constate avec bonheur « le changement qui s'opère parmi ses paroissiens depuis qu'ils fabriquent des gazes de soie : le travail, les mœurs, l'aisance,

¹ *Bulletin académique de la ville de Laon*, IV, p. 218.

² *Archives de la Somme*, C. 64. Lettre du 22 septembre 1778 à l'intendant.

³ *Bulletin académique de la ville de Laon*, IV, p. 218.

⁴ *Archives de la Somme*, C. 64.

⁵ *Ibidem*, C. 99. Rapport de M. Ducastel à l'intendant, du 4 février 1768.

⁶ *Ibidem*, C. 113. Lettre du curé d'Auxi-le-Château.

⁷ *Bulletin de la Société académique de la ville de Laon*, IV, p. 121.

l'acquit des dettes et des impôts, l'instruction et l'éducation des enfants, le soin des parents âgés, tous les biens semblent être venus se fixer là où plus de soixante maisons avaient été abandonnées et où on ne comptait pas moins de cent ménages de mendiants.»

Quand, par hasard, il se trouve des gens peu empressés de se rendre aux écoles de filature, de ces gens qui croient avoir tout perdu quand ils ont perdu de vue le clocher de leur village ¹, les promesses et les avantages qui leur sont offerts, finissent par triompher de leur indifférence, et les plus rebelles échangent la faucille contre le rouet ou contre la navette.

Au sein des agglomérations rurales se rencontrent les méthodes de travail les plus perfectionnées, les procédés anglais, hollandais, les plus réputés. La sayetterie, les serges, les bouracans, les camelots, les toiles filées, les toiles d'emballage, les tricots, les cordages pour la navigation, prennent beaucoup d'extension dans les élections d'Amiens, de Montdidier, de Péronne, d'Abbeville, de Saint-Quentin.

Nul doute que, dans les temps où l'agriculture était exposée à des souffrances fréquentes, où l'existence du paysan était à la merci d'une disette locale ou d'un chômage prolongé, ce travail complémentaire n'ait apporté aux familles rurales un précieux soulagement. Mais tandis que les Flandres et l'Artois retrouvent la prospérité dès qu'une crise agricole est calmée, parce

¹ *Archives de la Somme*, C. 104 et 112.

que les provinces résistent à l'envahissement industriel, moins de dix ans après l'arrêt de 1762, les laboureurs du Santerre se plaignent de ne plus trouver de batteurs; de gros villages des environs de Péronne, qui fournissaient des moissonneurs aux petites paroisses, n'en ont plus assez pour récolter leurs propres grains; beaucoup manquent de la moitié des domestiques qui leur sont nécessaires.

Pourquoi cela? Parce que les fabricants donnant des salaires très considérables que les agriculteurs ne peuvent atteindre, tous les bras se portent vers la fabrication¹, et parce que « beaucoup de métiers battent dans les villages au fort des moissons² ».

Pour prévenir l'émigration des ouvriers de la campagne, Louis XVI promet une gratification de 24 sols — 3,12 — et une subvention de 3 sols — 0,39 — par lieue à ceux qui consentent à retourner dans leurs foyers, et s'engagent à reprendre les travaux des champs³.

« Young a visité toutes les manufactures de la Picardie et examiné l'agriculture des régions environnantes. « Elle était, en général, si mauvaise qu'on serait porté à croire qu'il y a quelque chose de pestilentiel pour l'agriculture dans le voisinage d'une manufacture. Les immenses fabriques d'Amiens et d'Abbeville n'avaient

¹ *Archives de la Somme*, C. 33.

² DE BEAUVILLÉ, *hist. de Montdidier*, II, 298.

³ *Archives de l'Aisne*, C. 33.

pu bannir les jachères d'un seul arpent de terre et le pays de Caux, qui possède un des plus riches sols du monde, avec des manufactures dans chaque chaumière, offrait une perspective non interrompue de mauvaises herbes, d'ordures et de misères ¹ ».

III

Ce n'est pas seulement l'industrie qui enlève des bras à l'agriculture, que de campagnards quittent aussi leur clocher pour devenir « laquais, valet de pied, valet de chambre, palefrenier, piqueur, limonadier, tailleur, aubergiste, gargotier, décrotteur ! » Que de soldats libérés du service qui ne veulent plus revenir au village, parce qu'ils croient déroger en se livrant aux travaux des champs après avoir porté l'épée ! ²

On se plaignait donc au XVIII^e siècle de la dépopulation des campagnes. Cependant en 1791 la proportion des habitants de la campagne était encore des quatre cinquièmes par rapport à la population des villes.

¹ YOUNG, *loc. cit.*, p. 449.

² *Les intérêts de la France mal entendus*, 1756. — T. I, p. 29, 159.

IV

La rareté des travailleurs fait accroître les gages, et leurs exigences augmentent en proportion. Ils prétendent gagner, disait-on alors, de quoi vivre sans rien faire, et les cultivateurs deviennent esclaves de leurs valets. A mesure que s'élève le salaire, la quantité du travail journalier diminue, en sorte que l'exploitation des terres est de plus en plus difficile. Partout on se lamente.

« Les domestiques ne connaissent plus ni respect, ni obéissance, écrivaient jadis des sujets alsaciens s'adressant à leur seigneur. Se sont-ils entendus pour fêter le carnaval ? ont-ils à manger l'oie de la moisson ou le rôti de la vendange ? ils ne se contentent pas, comme autrefois, d'une journée. Il leur en faut trois et quatre, et cela revient trois fois l'an, sans compter les fêtes patronales et autres occasions de réjouissance.

« On les voit alors tabler dans les auberges, courir où bon leur semble, ne s'inquiéter en rien des travaux urgents qui les appellent aux champs ou ailleurs. Si un maître, bien qu'il n'ait que trop de motifs de mécontentement, se permet à ce propos quelque observation, aussitôt le valet, poussé et monté par les autres, réclame son congé.

« Le maître fermera donc les yeux sur ces débauches et entretiendra son valet pendant l'hiver, où il ne peut

s'en servir dans les vignes et dans les champs. Qu'arrive-t-il au printemps ou en été, quand le valet peut réellement gagner son salaire, quand on a besoin de lui, quand il rend des services sérieux ? Le valet profite du prétexte le plus frivole, d'une parole un peu vive qu'il n'a que trop méritée, de la moindre lenteur à lui servir ce qu'il réclame, — car il veut être mieux traité et nourri qu'un bourgeois, — pour quitter le maître et aller travailler comme journalier, afin de ne dépendre de personne.

« Et voilà le maître contraint d'engager de nouveaux serviteurs à des conditions onéreuses ou à cultiver avec des journaliers plus coûteux.

« Mêmes désordres chez les servantes. Elles courent les fêtes, pendant qu'à la maison, la maîtresse est obligée de soigner les bêtes et de vaquer au ménage ; au moindre reproche, elles menacent de partir et s'excitent l'une l'autre à l'insolence et à l'insubordination.

« Si l'on n'y trouve remède, ces abus ne feront que grandir. Les domestiques voudront avoir par semestre autant qu'ils recevaient naguère pour toute l'année, et leurs dérèglements n'auront plus de frein.

« Grâce aux exigences des domestiques et des ouvriers, nous marchons à notre ruine et on nous verra laisser nos terres en friche, les abandonner, descendre à la condition de valet et de journalier. »

Ces pages ne sont-elles pas l'écho des plaintes qui retentissent journellement à nos oreilles en l'an de grâce 1885 ?

Eh bien ! elles ont été écrites le 31 octobre 1579 ¹.
Il y a plus de trois siècles !

Que les temps changent peu ou comme ils sont
redevenus les mêmes !

V

Il était une industrie chère entre toutes aux populations du nord de la France, incapable celle-là de nuire aux travaux de la culture, bien qu'elle constituât, pour des milliers de pauvres ouvrières, une précieuse ressource, c'était le rouet, que la mécanique devait bannir, au point de le faire absolument disparaître de toutes les maisons où il fut si longtemps l'objet indispensable.

M. Baudrillart, visitant naguère une ferme, aperçoit caché dans le coin le plus obscur de la maison... un vieux rouet. Saisi d'une sorte de mélancolie, indigne peut-être de l'éminent économiste, — il l'avoue lui-même ², — il se prend à regretter la destitution brutale du travail à la main, se disant qu'après tout le pauvre engin, aujourd'hui méprisé et honni, n'est pas sans mérite, puisqu'il a pendant des siècles représenté une des faces de l'existence de la femme rurale.

¹ L'ABBÉ HANAUER. *Etudes économiques sur l'Alsace ancienne et moderne*. II, p. 511.

² *Revue des Deux-Mondes*, 1882. N° du 15 août, p. 862.

Quand le labourage et les semailles étaient finis et que les garçons s'occupaient à soigner le bétail à l'étable, les femmes reprenaient les ouvrages d'hiver. Elles filaient pendant de longues heures le lin qu'on employait dans les fabriques et la renommée des fileuses picardes, des fileuses flamandes, de celles de Tourcoing principalement, s'étendait par de là les frontières, jusqu'en Angleterre et en Hollande, — Boulainvillers le constate ¹.

Filles, elles s'essayaient à une tâche qui était aussi une distraction et qui ne les éloignait pas du regard de leur mère. Femmes, elles y trouvaient une occupation utile et lucrative pour la famille. Aïeules, elles y employaient des heures qui risquent parfois aujourd'hui de se consumer dans l'ennui. Ce petit salaire représentait pour la femme comme son apport personnel ; on l'en estimait davantage et elle en ressentait quelque fierté.

Actuellement, la jeune fille se livre encore au travail de son sexe. Elle file, mais le métier à filer n'est plus là comme l'image d'un bon génie domestique : il est dans un atelier commun qu'on va gagner chaque matin pour ne revenir que le soir, dans un de ces nombreux centres de fabriques, ruches banales où les laborieuses abeilles viennent se grouper, pour se disperser à heure fixe. Le salaire a augmenté, il est vrai, et c'est un bienfait incontestable ; mais on se demande s'il n'a pas fallu payer cet

¹ *État de la France. — Archives de la Somme, C. 92.*

avantage matériel d'un prix moral trop élevé, et si rien peut compenser suffisamment le faisceau de la famille, rompu à un âge où la faiblesse a le plus besoin de ménagement et d'appui.

CHAPITRE VII.

PATURAGES.—BESTIAUX.—ÉPIZOOTIES.

PATURAGES. — Rareté du bétail résultant du manque de pâturages. — Les Flandres font exception. — La France tributaire de l'étranger. — Les communaux. — Partage des communaux. — Défrichements ; leurs résultats. — Peu de prairies vraiment dignes de ce nom. — Prés flottés. — Dessèchement des marais. — Essais imparfaits. — Les Moères. — M. de Lormoy dans le Marquenterre ; avantages qui lui sont accordés. — Vaine pâture et parcours ; leur origine. — Comment s'exerce la vaine pâture. — Pâtre commun.

BESTIAUX. — Le cheval employé seul aux travaux de la culture. — La race boulonnaise. — Pays de production. — Furnes et Bourbourg. — Commerce de chevaux. — Le poulain boulonnais dans le Vimeu. — Les haras de Colbert. — Le garde étalon. — Étalons danois. — M. de Maurepas. — Concours institués à Arras. — Système proposé par l'Assemblée provinciale. — Espèces et nombre de vaches. — L'importation des bestiaux étrangers entravée par Colbert, pourquoi. — Beurres et fromages. — L'élevage. — Bêtes à laine. — On n'élève pas d'agneaux en Artois. — Infériorité de la laine de France. — Raisons de cette infériorité. — Race flammande. — Races santerrienne, artésienne, picarde, du Vexin, du Vermandois. — Colbert et Bertin veulent améliorer les races. — Essais infructueux. — Parcs à l'anglaise. — Parc de Boves, comment il est peuplé. — Le prince de Croy achète des reproducteurs anglais ; à quel prix. — Insuffisance des moyens employés. — Anes, mulets, porcs, volaille.

EPIZOOTIES. — Maladie des bêtes à cornes. — Fièvre maligne ou pourpreuse. — Précautions édictées par les intendants. — Visite du vétérinaire. — Isolement des bêtes contaminées. — Punitions réservées aux contraventions. — Cordons sanitaires. — Ordonnances de salubrité. — Sollicitude du Gouvernement. — Consultations envoyées dans les campagnes. — Mêmes mesures prises contre les autres contagions.

I

Tous les auteurs qui ont traité de l'agriculture sous l'ancien régime, depuis Vauban jusqu'au marquis de Turbilly et à Gilbert, jusqu'à Young et aux contemporains de la Révolution, constatent le même fait : la rareté du bétail résultant de l'insuffisance des pâturages et de ce que l'élevage est le plus souvent abandonné à des paysans dépourvus de capitaux. Desmars est peut-être le seul à reconnaître que le Boulonnais abonde en pâturages et, par conséquent, en bestiaux¹ : avantage commun aux Flandres et qui constitue la fortune de ces régions favorisées de la nature.

Young s'étonne de voir la France produire tant de blé et si peu d'animaux, qu'on en est réduit, dans plusieurs provinces, à ne manger que du pain. Un autre écrivain de la fin du siècle constate que le royaume est tributaire de l'étranger pour la moitié de la viande nécessaire à la consommation, outre que l'industrie demande des suifs et des cuirs à la Russie et des laines à l'Espagne ou à l'Angleterre. Cependant il existe une étendue considérable de *communaux* : vastes larris sur lesquels paissent les moutons, marais immenses qui occupent ensemble, dans la seule généralité de Sois-

¹ *De l'air de la terre et des eaux de Boulogne-sur-Mer et des environs*, p. 26.

sons, plus de cent mille arpents. Mais l'usage des communaux donne lieu à une foule de contestations, surtout quand les territoires voisins appartiennent à des seigneurs différents, et il ne faut pas croire qu'ils enrichissent l'agriculture ; bien au contraire, ils sont un obstacle sérieux à toute espèce d'amélioration, dans l'impossibilité où se trouvent les paroisses d'entreprendre quoi que ce soit en vue de les rendre productifs ¹.

Déjà, sous Louis XV, l'exemple donné en Angleterre par le Parlement, en Prusse par le grand Frédéric, en Autriche par Marie-Thérèse, engage un certain nombre de généralités à solliciter le partage. La Flandre et l'Artois obtiennent en même temps l'autorisation de dessécher les marais et de partager les communaux entre les ménages. Dans la Flandre, les lots ne sont que des concessions temporaires destinées à retourner à la communauté après le décès des concessionnaires. Dans l'Artois, les concessions se font à perpétuité ².

Le partage des communaux, qui avait donné d'excellents résultats dans la généralité de Soissons, fut inauguré sans succès ailleurs à cause de l'opposition des ménagers. Ceux-ci avaient effectivement intérêt à les conserver pour y mener les vaches dont le lait et le beurre étaient les douceurs ordinaires de leur ménage ³.

¹ DARESTE DE LA CHAVANNE, *loc. cit.*, p. 466.

² Arrêts du Conseil du 27 mars 1777 pour la Flandre et du 25 février 1779 pour l'Artois.

³ *Archives de la Somme*, C. 147.

En Artois, le partage n'avait point été accueilli partout avec la même faveur. Les villages de Courrières, de Sanghem, d'Annay et d'autres encore qui ne devaient qu'à l'attrait de leurs communaux d'avoir vu se développer une population relativement considérable, perdaient beaucoup à la division, parce que le nombre des bestiaux diminuait aussitôt. On allait jusqu'à prétendre qu'un terroir composé de mille arpents de bonne terre sans biens communaux produirait infiniment moins de bestiaux que le terroir d'une paroisse voisine composé de mille arpents de mauvaise terre avec cent cinquante arpents de communaux ¹.

En autorisant le défrichement des terrains vagues et des bois, Bertin avait pensé favoriser l'agriculture. Il en fut tout autrement. En effet, la plupart des riez servant de subsistance à de grands troupeaux de moutons, les changer de destination eut pour résultat de diminuer les pâturages sans profit pour le fermier. Mieux eût valu cent fois améliorer les bonnes terres que porter la bêche ou la charrue dans un sol essentiellement ingrat ².

Gilbert fait à ce propos des observations fort judicieuses :

« On a dit et on ne cesse de répéter que vouloir étendre son domaine en défrichant les *communes*, c'est

¹ *Bibliothèque de l'Académie d'Arras. Mémoires pour et contre le partage.* LOUIS LEGRAND, *Sénac de Meilhan*.

² *Archives du Pas-de-Calais, C. 45, 78. Lettre de M. Dauphin d'Halinghem.*

faire le plus grand tort à l'agriculture. On l'a dit et on a eu raison, et pourquoi a-t-on eu raison? Parce que les défricheurs des communes ne donnent point à ces terres la véritable destination qu'elles devraient avoir, celle de nourrir beaucoup de bestiaux. Il fallait les mettre en herbages. Vous auriez vu alors qu'au lieu de faire diminuer le nombre des bestiaux et des engrais, le défrichement des *communes* les aurait considérablement augmentés; il est incontestable qu'un arpent cultivé ou en trèfle, ou en luzerne, ou en sainfoin, donne vingt fois plus de nourriture qu'un arpent de commune. En accordant le partage des communes, il semble que le Gouvernement devait y mettre la condition expresse que le tiers au moins serait continuellement employé en prairies naturelle et artificielle. On n'aurait plus à craindre que le défrichement amenât la disette des bestiaux. »

II

En dehors de la Flandre ¹ dont les pâturages sont universellement réputés, il est très peu de prairies vraiment dignes de ce nom. Prenons comme exemple celles situées au nord de la ville d'Arras, et dont une grande partie appartient aux abbayes de Saint-Vaast et de

¹ Cf. *Les instructions du 30 août 1678 réglementant les pâturages des bords de la Deule et de la Marque.*

Mont-Saint-Eloi : dominées par la rivière, elles se trouvent dans des conditions exceptionnelles pour l'irrigation. « La nature en a fait tous les frais, eh bien ! on n'en profite pas et les rigoles mal entretenues sont presque toujours engorgées ; on ne songe même pas à y introduire le système d'arrosage importé d'Angleterre en Artois par mylord Ogilvy ¹, » et que seuls M. Alexandre de Menca et le baron de Dion, ont adopté dans les domaines des environs de Fauquembergues et de Vandonne. Leurs prés flottés sont les plus beaux de l'Artois ; nulle part il n'existe de meilleurs animaux.

Il n'est pas douteux que le dessèchement des marais ne soit un excellent moyen d'encourager l'élevage. L'intendant de Caumartin le comprend, et, en 1744, il suggère au Gouvernement la pensée d'imiter les travaux qui firent la fortune de la Hollande, en obligeant « les communautés à pratiquer dans les marais des coupures reliées par des canaux qui les mettroient bientôt à sec ».

De tous les travaux exécutés à cette époque aucun n'égale l'importance de ceux entrepris par le comte d'Héronville pour rendre à la culture l'immense plaine des Moères située dans la châtellenie de Berghes. C'était un vaste lac d'eau salée desséché une première fois, au siècle précédent, sous la direction d'un ingénieur français nommé Wenceslas Cobbergher et que le

¹ GILBERT, *Mémoires sur l'agriculture de l'Artois*.

marquis de Leyde avait inondé de nouveau en 1646 pour défendre l'accès de la place de Dunkerque.

Le 14 juin 1764 — parut l'ordonnance sur l'assainissement des marais, prélude de procès interminables entre propriétaires et usagers. Les difficultés suscitées par les tentatives de dessèchement découragèrent les meilleures volontés, si bien qu'à la fin du siècle, les Moères, les environs de Péronne et de Laon, la vallée d'Authie, le Marquenterre ¹ bénéficiaient à peu près seuls d'essais d'ailleurs très imparfaits.

On parle beaucoup des expériences pratiquées par M. de Lormoy dans le Marquenterre, ce canton jadis le plus fertile de la Picardie que l'envahissement des eaux de la mer avait rendu inculte et désert, et que des travaux d'endiguement entrepris par ordre du roi ont restitué à la culture. Mais, outre qu'on ne saurait citer, comme offrant l'expression vraie de la situation des campagnes, ce grand propriétaire faisant servir des capitaux considérables à l'amélioration d'une concession de mille arpents qu'il faut défendre par des digues de neuf pieds de haut, n'oublions pas que M. de Lormoy, auteur de savants *Mémoires sur l'agriculture*, est en quelque sorte l'enfant gâté de l'administration. Il a reçu une première subvention de 70,000 livres — 187,600 fr. — remboursables en quatre années pour

¹ *Archives du Pas-de-Calais*, C. 78, 102 et de la Somme, C. 122, 145. *Procès-verbaux de l'Assemblée provinciale de Picardie*, année 1787, p. 175.

l'aider à renclorre la concession. Le Roi lui a avancé 40,000 livres — 107,200 fr. — Il lui a donné 250 brebis et 15 béliers d'Angleterre. Enfin il est encouragé de toutes façons et les hommes éminents, membres du comité d'administration de l'agriculture, ne dédaignent pas de venir visiter son établissement agricole ¹.

III

Le droit de pâturage et de glandée s'exerçait de temps immémorial au profit des communes dans les vastes forêts qui couvraient jadis le nord de la France. Lorsque les moines entreprirent de faire naître et fleurir l'agriculture dans des contrées d'où la barbarie semblait l'avoir à jamais bannie, il fallut, à mesure que s'opéraient les défrichements, accorder aux habitants une juste compensation pour la nourriture que leurs bestiaux n'avaient plus dans les forêts. On trouva cette compensation dans l'obligation imposée aux propriétaires des terrains nouvellement mis en culture, de souffrir le libre parcours des troupeaux après l'enlèvement des récoltes.

La *vaine pâture*, que nous considérons comme une servitude sans raison d'être, fut donc, à l'origine, l'indemnité nécessaire d'une expropriation pour cause d'utilité publique et le dédommagement du préjudice

¹ *Archives nationales*, F. 10, 1 bis, p. 255.

apporté aux communes par la restriction des droits d'usage dans les forêts.

La *vaine pâture* s'exerce, conformément aux règlements, sous la surveillance des autorités locales, auxquelles il appartient de fixer le contingent individuel de tous les cultivateurs de la paroisse et d'assigner les cantonnements aux troupeaux communs et particuliers. Sous l'empire du droit coutumier, la vaine pâture se trouve limitée par justices ou par « finages » de paroisses. Dans le premier cas, on accorde généralement le parcours réciproque de clocher à clocher aux paroisses voisines dépendant d'une même juridiction. Dans le second cas, les troupeaux franchissent les limites du territoire ¹.

Partout où existe un pâtre commun, les cultivateurs doivent lui confier leurs bestiaux, ce garde étant alors responsable des dommages causés par les animaux. Tolérée pour moins de cent moutons, « la garde séparée » n'est jamais permise pour les bêtes à cornes.

La vaine pâture est déjà très combattue. M. de La-zowski lui reproche de rendre commune à tous la propriété qui n'appartient qu'à un seul, ce qui est une injustice; de perdre un tiers de la récolte des fourrages, de sacrifier les regains, de défoncer les terres par le piétinement des bestiaux, ce qui est une maladresse. Le plus grand inconvénient de ce vieil usage est encore de s'opposer « à la clôture des héritages », que Young et

¹ BOUTHORS, *les sources du droit rural*, p. 122.

bien d'autres considèrent comme le meilleur moyen d'améliorer l'agriculture. Lors donc que les académies d'Amiens et d'Arras réclameront l'abolition de la vaine pâture, accordée depuis longtemps en Franche-Comté, en Bourgogne et en Champagne, elles feront surtout valoir cette raison que le cultivateur ne travaillera jamais à perfectionner des pâturages « qu'il doit livrer à la merci du public pendant les deux tiers de l'année¹. »

IV

Les grands propriétaires et les fermiers se servent communément de chevaux de race boulonnaise. Quelques écuries sont peuplées de chevaux des environs de Bourbourg, de Furnes et de Poperinghe où se trouvent des foires très réputées. Le bon cheval de labour vaut de 300 à 400 livres — 700 à 933 fr.²

Il n'existe pas, dans le nord du royaume, de race plus estimée que la race boulonnaise. La supériorité de ses produits est universellement reconnue pour le trait et pour la remonte des armées. Personne ne s'étonnera donc de voir les intendants, les États, puis les Assem-

¹ *Archives du Pas-de-Calais*, C. 78, 102. — Années 1770 et suivantes.

² *Archives de la Somme*, C. 49. Mémoire de l'intendant de Madrys. — *Bulletin de la commission historique du Nord*, XI, p. 260.

blées provinciales rechercher d'abord, appliquer ensuite les moyens de multiplier le pur sang boulonnais.

Le Boulonnais est le pays de production par excellence. Les environs d'Hesdin et de Saint-Omer font également beaucoup d'élèves. Le poulain de six mois, — prix vingt écus, — 160,80 — et celui de dix-huit mois, — prix quarante écus, — 321,60 — se vendent aux foires d'automne, à Hucqueliers, à Fruges, à Fauquembergues, au nombre de plus de trente mille ¹.

Ils passent de là dans les différentes subdélégations de Picardie et d'Artois, notamment dans le Vimeu. Les meilleurs sont achetés, à l'âge de trois ans, par les marchands normands qui les exposeront à cinq ans sur les marchés de Brie, à Luzarches principalement, comme les plus purs produits des bords de la Seine et de la vallée d'Auge. Les documents de l'époque estiment que la seule région du Vimeu livre, chaque année, au commerce plus de douze mille bêtes de trois à quatre ans ².

Colbert imagina un système de haras qui reposait sur le concours de l'industrie privée encouragée et soutenue par l'État, système maintenu, bien que légèrement modifié, jusqu'à la Révolution, et dont le principal avantage était d'épargner au fisc les dépenses occasionnées par l'administration des haras.

Sous l'empire de ce système, le particulier, proprié-

¹ GILBERT, *Mémoires sur l'Artois et Archives de la Somme*, C. 49; — *du Pas-de-Calais*, C. 49.

² *Archives de la Somme*, C. 49.

taire d'un étalon approuvé, se trouve être le *garde étalon* d'une circonscription nettement définie. C'est un personnage auquel on accorde des privilèges. Pour lui, plus de charges publiques, plus de corvées et de convois militaires ; sa capitation subit une réduction notable ; son fils est exempt de la milice, et, en échange de toutes ces faveurs, il n'est tenu qu'à une seule chose : présenter une fois, chaque année, à la visite de l'inspecteur, l'étalon confié à ses soins. Il est entendu que l'inspecteur, « séduit par les politesses dont on l'accable au cours de ses tournées ¹ », déclare invariablement que l'animal est en parfait état.

Vers 1740, le directeur général des haras, M. de Maurepas, introduit dans le Boulonnais douze étalons danois répartis dans les meilleurs pâturages ; la tentative demeure infructueuse, puisqu'on en revient presque aussitôt à choisir les types reproducteurs dans le pays même. « Instituez des primes d'encouragement, » écrivait l'inspecteur de Grandpré s'adressant à l'intendant, « instituez des primes pour les particuliers qui montreront le plus d'activité dans le perfectionnement de la race boulonnaise ². »

Les États d'Artois donnent l'exemple : « Ayant reconnu que la bonne qualité des chevaux est le nerf de l'agriculture et que l'espèce diminuait et dépérissait par le peu de soin des habitants de la campagne », ils

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 754 et de la Somme, C. 49.

² *Archives du Pas-de-Calais*, C. 79, 155.

décident qu'un concours d'étalons et de juments aura lieu à Arras chaque année pendant le mois de janvier : seize prix d'une valeur de cinquante à quatre cents livres seront décernés aux meilleurs sujets. La liste imprimée des cultivateurs lauréats se distribuera par toute la province. Afin d'accroître l'importance du concours et de le mettre à la portée des gens les moins aisés, on remet les frais de route, à raison de trois livres par sept lieues, à tout individu amenant un cheval qui n'obtient pas de récompense ¹.

¹ *Ibidem*, *États d'Artois*, agr. 9. — 1767. Les étalons présentés doivent être âgés de quatre ans et mesurer quatre pieds dix pouces de taille ; les juments auront au moins trois ans.

Prix pour étalons :

- 1^{er} prix, 400 livres. — 1,072 fr.
- 2^e et 3^e prix, 300 livres. — 804 fr.
- 4^e et 5^e prix, 250 livres. — 665 fr.
- 6^e et 7^e prix, 150 livres. — 402 fr.
- 8^e prix, 100 livres. — 268 fr.

Prix pour juments :

- 1^{er} prix, 300 livres. — 665 fr.
- 2^e et 3^e prix, 200 livres. — 536 fr.
- 4^e prix, 150 livres. — 402 fr.
- 5^e et 6^e prix, 80 livres. — 212 fr.
- 7^e et 8^e prix, 50 livres. — 134 fr.

Le 1/4 du prix est payé le jour de la revue et le surplus au premier juillet.

Voici les membres qui composèrent la première commission d'examen :

Les abbés de Saint-Vaast et de Chocques, le marquis de Crény, le comte de Brandt de Marconne, M. d'Aix de Remy, M. Lefebvre de Gouy.

La Commission intermédiaire de l'Assemblée provinciale de Picardie s'occupa tout spécialement d'un projet de réorganisation des haras, projet présenté par l'État et consistant à réduire le monopole administratif et à encourager l'industrie privée, comme par le passé. Les cultivateurs devenaient libres d'employer des étalons de leur choix et d'établir des haras particuliers ; l'État répartissait soixante étalons dans la province, distribuait des primes et organisait, au centre du Vimeu, un dépôt subventionné. Le roi donna 18,000 livres — 41,000 fr. et la province 10,000 — 26,800.

Les Assemblées des départements, consultées sur les avantages du projet, furent unanimes à déclarer que le régime des haras nuisait à l'élève du cheval. Elles en réclamaient la suppression et demandaient que les sommes considérables affectées à cette administration, fussent distribuées aux éleveurs par les soins des membres de l'Assemblée provinciale ¹.

V

Le riche fermier possède une vache par dix arpents de terre ; le fermier moins aisé en possède une par vingt arpents. Si l'on tient compte de celle que le ménager

¹ *Cahiers des États généraux* : « Qu'on supprime dans tout le royaume les étalons royaux et qu'on laisse le cultivateur libre d'élever des étalons. »

nourrit le long des chemins ou qu'il envoie au troupeau commun, la moyenne des bêtes à cornes sera d'une tête par quinze arpents de culture ¹.

Dans les Flandres, les vaches appartiennent à la race flamande plus ou moins dégénérée; en Picardie et en Artois, c'est la race dite picarde qui domine. Il y a quelques normandes, principalement dans le Beauvaisis; les meilleures étables de l'Artois sont peuplées de flamandes, mais le commerce est à peu près nul, excepté dans les environs de Valenciennes, d'Avesnes et d'Hazebrouck parce qu'ailleurs les pâturages « des prés hauts » sont absolument insuffisants — nous l'avons prouvé — et que les vallées n'offrent la plupart du temps que des marais inabordables pendant huit mois de l'année.

Engraisser les bêtes à cornes était en quelque sorte le privilège des Flandres et de la Normandie, où cette industrie donnait lieu à un commerce considérable avec l'étranger, depuis que Colbert avait jugé nécessaire de frapper les importations d'un droit assez élevé pour que l'introduction des animaux venant de Danemarck, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Angleterre, ne diminuât point le prix et le rapport des pâturages au point de les avilir comme autrefois : cet avilissement de la propriété constituait, aux yeux de l'illustre homme d'État, un « immense détriment » pour le royaume.

Sans jouir de la réputation du beurre et des fromages

¹ *Archives nationales*, F. 10, 1 bis, p. 132.

des Flandres et de la Normandie¹, le beurre et les fromages de certaines contrées sont très estimés, notamment ceux du Boulonnais, des environs de Béthune et du Marquenterre.

Pendant le dix-huitième siècle, le Gouvernement se montre extrêmement soucieux des intérêts de l'élevage, et les encouragements qu'il accorde à la création des prairies artificielles n'ont pas d'autre but. Le comte de Winants a cent fois raison de dire que le bétail fait une partie de la richesse du village², comme aussi Lavoisier, de proclamer l'utilité multiple des animaux « à raison de l'engrais qu'ils fournissent à la terre, de leur chair qui sert de nourriture à l'homme et de leurs cuirs ou de leurs laines destinés à le vêtir ».

Comme il importe de procurer de belles races de bestiaux aux habitants de la campagne, le Comité d'administration de l'agriculture s'occupe des moyens de répandre dans les provinces, à mesure que l'abondance des fourrages le permet, des taureaux et des vaches d'Allemagne et de Suisse, ainsi que des béliers d'Espagne et d'Angleterre. Guidé par la théorie et les expériences de Daubenton, il cherche encore les moyens de perfectionner les races nationales.

¹ Fromages de Flandres : les Marolles et les Dauphins. Fromages de Normandie : les Pont-l'Évêque, les Pont-Audemer, les Angelots du pays de Bray. — *Maison rustique*, I, 333.

² BRANTS, *loc. cit.*, p. 233.

VI

Tandis qu'il n'existe peut-être pas en Picardie d'exploitation importante sans troupeau de bêtes à laine, de paroisse sans troupeau commun, et que l'élevage des agneaux s'y pratique sur une grande échelle; en Artois, — le bailliage de Saint-Pol excepté, — le cultivateur n'élève pas. Il demande aux provinces voisines les moutons dont il a besoin, bien que « les animaux nés et nourris en Artois soient, au dire des Picards eux-mêmes, plus beaux, meilleurs, plus faciles à engraisser, moins sujets aux maladies, enfin d'un produit plus certain ». Il ne fallut rien moins que la disette des fourrages de l'année 1784, qui l'obligea à payer les agneaux au poids de l'or, pour que l'Artésien se décidât à changer de système ¹.

La Flandre maritime, le Calaisis, le Santerre, les environs de la Fère et de Chauny ² paraissent être des régions particulièrement propres à l'éducation des bêtes à laine. Les habitants du Marquenterre en ont entretenu jusqu'à huit et dix mille à certains moments ³, dans les

¹ GILBERT, *Mémoires sur l'agriculture de l'Artois*.

² *Archives de la Somme*, C. 40 et de l'Aisne, C. 36. — Chaque paroisse de la subdélégation de Chauny nourrit de 200 à 1200 moutons, à raison d'une bête par arpent de culture.

³ DARSY, *Appendice aux histoires de Picardie*, II, p. 232.

immenses pâturages disputés à la mer et vulgairement connus sous le nom de *mollières* ou de *renclotures* à cause des digues qui les protègent contre le flux.

Young prétend que la laine de France est partout de qualité inférieure, sauf dans le Berry, dans le Roussillon, — province plus espagnole que française, — et dans les Flandres. Les raisons de cette infériorité seraient, suivant lui, l'insalubrité des bergeries qui ne sont nettoyées qu'une fois l'an et « la *détestable manière de gouverner les moutons* uniquement nourris de paille, c'est-à-dire affamés pendant l'hiver parce qu'il n'existe pas, depuis un bout du royaume jusqu'à l'autre, un seul fermier qui fasse provision de fourrage exprès pour eux, ce qu'un bon cultivateur anglais n'oublie jamais.»

L'usage, universellement répandu en France comme en Allemagne, de mélanger du sel à la nourriture des bestiaux, ne compense pas les inconvénients d'une alimentation aussi défectueuse, lors même que l'on donnerait régulièrement deux quintaux de sel par cent moutons pour cinq mois ¹.

La race flandrine est la plus répandue ² : bêtes sans cornes avec tête blanche et oreilles soyeuses et pendantes. Les races santérienne, artésienne, picarde, sont autant de croisements sans traits caractéristiques, comme le mouton du Vexin ou celui du Vermandois. On rencontre peu de *normands* ; les *hollandais*, intro-

¹ YOUNG, *loc. cit.*, p. 277.

² Importée des Indes en Hollande, puis en Flandre.

duits vers 1750 dans quelques cantons, donnent des toisons dignes de rivaliser avec les plus fines laines de leur pays d'origine ¹.

Un troupeau se renouvelle tous les cinq ans, un propriétaire en vendant annuellement une portion qui se remplace par les agneaux. Depuis le mois de novembre jusqu'au mois de juillet, les moutons se nourrissent à l'étable; pendant le reste du temps ils n'ont d'autre alimentation que celle qu'ils trouvent dans les champs moissonnés et sur les friches ².

Les toisons se vendent sans préparation ou lavées, et dans le second cas, elles valent de 26 à 28 sols, — 3,48 à 3,74 — la livre sur le marché d'Oisemont, l'un des mieux approvisionnés du nord de la France. Il ne s'y vend pas moins de cent quinze mille livres de laine à ce prix ³. L'Australie n'encomrait pas le marché!!

L'établissement des manufactures de drap, sous le ministère de Colbert, révéla l'impérieuse nécessité d'améliorer l'espèce ovine. Toutefois le résultat des essais tentés sur différents points du royaume n'ayant pas été jugé suffisant, il fallut, près d'un siècle plus tard, la sollicitude du contrôleur général Bertin pour

¹ *Archives de la Somme*, C. 40.

² *Ibidem*, C. 41. — Le gouvernement avait songé à déterminer, par un règlement général, l'époque de la tonte au 14 juin. Il y renonça; c'est une question de climat, ainsi dans le Calaisis n'a-t-elle lieu qu'après la saint Jean.

³ *Archives de l'Aisne*, C. 36; — *de la Somme*, C. 64. — Rapports des intendants, 1782 et 1784.

imprimer un nouvel essor à cette branche si importante de l'économie agricole.

Bertin n'ignore pas ce qu'il en coûte à la France d'alimenter les manufactures avec les laines étrangères ; ce qu'il en coûte à la France quand la boucherie doit attendre de l'importation le mouton nécessaire à la consommation. Il se souvient que deux années de disette, de fourrage ayant réduit les troupeaux de moitié en 1743 ¹, Chauvelin dût défendre aux cultivateurs de vendre des agneaux ou des brebis, et aux bouchers de tuer pendant neuf mois, mesure qui suffit à peine au repeuplement des bergeries. Il envoie donc partout des inspecteurs chargés d'examiner l'état des troupeaux, en même temps qu'il décide de faire importer d'Espagne et d'Angleterre des béliers et des brebis de choix ².

L'insuffisance de pâturages, le défaut de soins ou l'influence du climat firent que les animaux importés dégénérent bientôt. De plus, à la suite des défrichements autorisés par l'édit de 1766, les troupeaux diminuèrent d'une façon inquiétante : telle paroisse qui nourrissait jusqu'à mille moutons, n'en avait plus quatre cents, et, la proportion étant à peu près la même partout, dans un pays où la laine est la base de la manufacture,

¹ *Archives de la Somme*, C. 40, 115 ; de l'*Aisne*, C. 36.

² Colbert avait donné l'exemple de ces importations. Voir *l'avis aux cultivateurs et propriétaires de troupeaux sur l'amélioration des laines*. Circulaire de l'an VII.

c'était la principale industrie livrée à la merci de l'étranger et menacée dans son existence¹.

À la veille de la Révolution on comptait dans la Flandre wallonne plus de deux cents mille moutons, car le règlement édicté jadis pour limiter le nombre de ces animaux à dix par chaque bonnier de culture était tombé en désuétude. Ce règlement, dicté par la nécessité de protéger les pâturages contre l'envahissement des troupeaux de bêtes à laine, avait d'ailleurs rencontré une vive opposition et soulevé de nombreuses réclamations².

Louis XVI inaugura un nouveau système : les parcs à l'anglaise précurseurs des bergeries royales.

La direction des parcs était confiée à des hommes intelligents auxquels l'État fournissait des béliers provenant de l'Espagne, de l'Angleterre ou de l'Asie. Ils étaient personnellement exempts de toute espèce d'imposition, et recevaient chaque année une quantité de sel proportionnée à l'importance de leur troupeau.

On aurait dû se disputer la faveur d'obtenir des parcs ; mais les intendants se virent au contraire dans la nécessité de les imposer en quelque sorte, car ils étaient rares les cultivateurs qui ressemblent au marquis d'Hargicourt. Celui-ci s'engage à soigner les animaux qui lui seront confiés, « non-seulement en amateur, mais en homme comblé de coopérer au bien que ses compa-

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 36; *de la Somme*, C. 59 et *du Pas-de-Calais*, C. 78, 102.

² *Archives du Nord*. — *Intendance de Haynaut*, C. 67; *Ordonnance du marquis d'Argentan*. — 2 novembre 1722.

triotés doivent attendre des parcs à l'anglaise et heureux d'être pour quelque chose dans les vues bienfaisantes du gouvernement. ¹ »

Il y a, dans le parc de Boves-les-Amiens concédé à M. Delahaye, cent quatre-vingt-dix brebis de pays, toutes de premier choix, deux brebis hollandaises, quatre brebis anglaises, quatre béliers anglais et deux béliers de Barbarie achetés à Andrinople ².

Nous avons parlé de l'établissement de M. de Lormoy dans le Marquenterre ³, celui de M. Deporte à la Capelle, près de Boulogne, contient près de deux mille bêtes de race anglaise ⁴. Le duc de Laroche foucauld introduit le mouton espagnol dans ses domaines, et le prince de Croy se procure, au prix de l'or, des béliers et des brebis du Lincolnshire ⁵.

¹ *Archives de la Somme*, C. 40 ; lettre du 12 octobre 1787.

² *Ibidem*, C. 42. 190 brebis de pays à 18 livres l'une, 48,24.—2 brebis de Hollande à 69 livres —184,92.—4 brebis anglaises à 96 livres — 257,28. — 4 béliers anglais à 372 livres — 996,96.—2 béliers de Frise à 74 livres —198,32. — 2 béliers de Barbarie à 480 livres — 1286, 40.

Les béliers de Barbarie débarquent à Marseille, venant d'Andrinople sur la *Blonde Sophie*. L'intendant de Picardie écrit aux intendants de la santé pour les recommander tout particulièrement aux soins du capitaine qui les prendra sur son navire en destination de Saint-Valery, parce que le gouvernement « prend intérêt à leur heureuse arrivée ».

³ *Archives nationales*, F. 10, 1 bis, p. 255.

⁴ L'établissement cessa d'exister faute de soins en 1785. *Archives du Pas-de-Calais*, C. 44, 79.

⁵ Les béliers coûtent 36 livres sterlings pièce et les brebis

Quand nous disons à prix d'or, ce n'est pas assez ; c'est au prix de leur vie que de hardis contrebandiers parviennent à faire sortir du royaume d'Angleterre des types reproducteurs dont l'exportation est défendue sous peine de mort !

Nos voisins d'Outre-Manche entendaient alors la protection de leur richesse nationale !

Après tant de sacrifices et tant d'efforts, comment expliquer que la France soit réduite à importer pour vingt-sept millions de laines en 1790 ? Sauf de très rares exceptions, le gouvernement avait eu le tort de confier l'acquisition, puis l'éducation des animaux destinés à régénérer les races, à des gens dont la profession et les travaux étaient étrangers à la culture, à des habitants de la capitale ou d'autres villes, absolument incapables de réussir.

Young croit qu'il en eût été tout autrement si l'on avait, en vue d'introduire la laine d'Espagne, établi un fermier espagnol avec des bergers espagnols dans un canton comme la plaine de Crau en Provence et si, pour introduire la laine anglaise, on avait établi un fermier du Lincolnshire ou du Leicestershire dans la vallée d'Auge, en accordant à l'un et à l'autre un

30 livres sterlings, soit 810 livres — 2,170 fr. — et 700 l. — 1,859,25 — plus vingt guinées payées au contrebandier « à cause des risques pour l'embarquement, la sortie étant « prohibée sous peine de la vie ». — *Archives de la Somme*, C. 41. Les chiffres sont au change de 32 d. s., pour l'écu tournois de 60 sols. SAVARY, *le parfait négociant*, 1772.

salaires suffisamment rémunérateurs. On aurait acquis la conviction que la France est susceptible de produire des laines rivales des meilleures laines d'Espagne et d'Angleterre. Le succès de pareils établissements dépend uniquement du choix des hommes chargés de les diriger.

VII

Nous avons passé en revue les principaux auxiliaires de l'agriculture. Est-il bien utile d'étendre notre enquête jusque dans les coins les plus reculés de la basse-cour, afin de constater la présence de l'âne qui sert à porter le blé au moulin et les denrées au marché ; afin de voir quelques mulets dont le sort est d'être acheté par les marchands de grains , par les meuniers ou par le médecin du village, parce que tous ne peuvent prétendre à l'honneur de servir de monture à un puissant seigneur le jour de son entrée solennelle dans ses domaines ; ou bien encore afin de nous assurer qu'il se fait un très grand commerce de porcs appartenant aux races picarde et normande et que partout pullulent les volailles qui offrent une ressource considérable à l'alimentation ?

VIII

Vers 1740 éclate en Bohême une peste bovine qui exerce dans toute l'Europe de terribles ravages. La maladie, désignée sous le nom de fièvre maligne ou pourpreuse, et telle que de mémoire d'homme on n'en avait vu de semblable, pénétra en France par les Flandres et, de la Châtellenie de Bergues, se répandit dans nos plus riches provinces du Nord. Les années 1745 et 1746 virent succomber une quantité prodigieuse de bestiaux. Le fléau reparut plus intense en 1763, 1770, 1775 et nous le trouvons sévissant encore en 1786 dans la généralité de Soissons.

Cette peste, qui fait aux animaux la guerre,

Mal que le ciel en sa fureur

Inventa pour punir les crimes de la terre,

occasionne une véritable désolation.

Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés, et l'isolement des bêtes contaminées semblait être le seul remède, vu que les prescriptions édictées par le gouvernement pour arrêter le commerce des bestiaux et des cuirs avec les royaumes d'Angleterre, d'Autriche et de Hollande, n'avaient pu empêcher le fléau de franchir nos frontières¹.

¹ *Archives du Pas-de-Calais*, C. 193, 83. Circulaire du duc de Praslin, du 4 février 1770,

La maladie se déclare dans une localité. Le subdélégué — lisez le sous-préfet — envoie un artiste vétérinaire qui procède à la visite des étables, en compagnie du syndic, et qui commet le plus habile maréchal de l'endroit pour distribuer en son absence les remèdes qu'il ordonne.

Tous les animaux sont marqués au fer rouge, de l'une des trois lettres — S — sain, — M — malade, — G — guéri. Il n'est jamais permis de laisser sortir des limites de la commune, encore moins de conduire aux foires du voisinage les animaux, ceux-là même qui ont été reconnus parfaitement sains. Pendant longtemps, alors que l'accès des marchés sera redevenu libre, tout vendeur devra se munir d'un certificat signé des gens de loi et constatant que la maladie ne sévit pas chez lui ¹.

Si le fléau est très violent, on abat les animaux et, dans ce cas, le gouvernement paye le tiers de la valeur à dire d'experts ².

Cent livres — 268 fr. — d'amende pour qui laisserait circuler une bête malade, et ordre au plus prochain juge royal ou seigneurial de la faire tuer sur le champ.

A toutes les issues du village vous lisez une affiche rappelant les sévérités de la loi et les prescriptions que les circonstances exigent ³.

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 31 ; — *de la Somme*, C. 24 ; — *du Pas-de-Calais*, B. 387, p. 40. — Ordonnances des 29 juillet 1746, 24 mars 1774, 15 septembre 1779.

² *Archives du Pas-de-Calais*, C. 186.

³ *Archives du Nord*, Int. du Hainaut, C. 10.

L'intendant le Pelletier de Montméliand prit des mesures plus énergiques encore en 1775. Par son ordre, deux escadrons des hussards Esterhazy établirent des cordons sanitaires de Serry à Mézières et Hirson. L'occupation des pays infestés dura au moins une année. Un premier cordon de troupes empêchait de pénétrer dans la zone empestée ; un second cordon garnissait l'intérieur de cette zone ; un troisième détachement parcourait les villages avec mission de faire abattre les bestiaux malades et de désinfecter les étables ¹.

Vers la même époque, le conseil d'Artois organisait une garde perpétuelle dans toutes les paroisses situées sur la frontière de Flandres où sévit l'épizootie ².

Montméliand ordonne également l'affichage à douze cents exemplaires des ordonnances de salubrité édictées par ses prédécesseurs et complétées par lui ³.

Les archives contiennent une foule de rapports très détaillés, très circonstanciés, sur les progrès de la maladie. C'est la grande préoccupation des intendants et c'est la grande préoccupation du gouvernement :

« Envoyez-moi, écrit Bertin, un état des maladies

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 30 ; — VICQ D'AZIR, *instruction sur la manière de désinfecter les étables*.

² *Archives du Pas-de-Calais*, B. 386, p. 320.

³ *Archives de l'Aisne*, C. 33.—Ordonnances des 19 décembre 1760, 30 octobre 1773, 30 novembre 1775, 20 décembre 1775 ; — *du Pas-de-Calais, Conseil d'Artois*, fardes 1, 2, 3, 4.

des bestiaux avec le nom et le surnom qui les distinguent dans chaque canton. »

Cet objet mérite toute l'attention du gouvernement¹ et Bertin n'a pas tort, attendu que les maladies reçoivent dans chaque province des noms différents qui font naître de dangereuses équivoques, le même nom étant parfois appliqué à des maladies qui réclament un traitement tout opposé.

Turgot rappelle qu'on ne saurait prendre trop de précautions pour arrêter le mal dans son principe. « Je vous recommande fort, dit-il à Montméliand, d'y donner toute votre attention, je me réfère à tout ce que je vous ai mandé à ce sujet² ».

En conséquence, les municipalités rivalisent de zèle, principalement dans les subdélégations d'Avesnes, de Cambrai, de Valenciennes, pays d'herbages, plus exposés à la contagion. Dans la seule province de Hainaut on abattit, en 1744, 3880 bêtes à cornes représentant une valeur totale de 226,161 livres, soit une moyenne de 59 livres — 158,12 — par tête. Le village de Crespin en perdit 141 et la ville de Landrecies 557.

On distribue à profusion dans les campagnes des opuscules intitulés :

« Recueil d'observations sur les différentes méthodes proposées pour guérir la maladie épidémique qui atta-

¹ *Archives de la Somme*, C. 47, et *du Nord*, intendance de Hainaut, C. 10, lettre de l'intendant aux subdélégués.

² *Archives de l'Aisne*, C. 27, lettre du 20 décembre 1778.

que les bêtes à cornes, sur les moyens de la reconnaître partout où elle pourra se manifester et sur la manière de désinfecter les étables ».

« Remèdes pour préserver et guérir les bestiaux attequés des maladies contagieuses, suivant les expériences qui en ont été faites par M. Hermant, médecin du roi et docteur de la faculté de Paris ¹ ».

Les consultations, rédigées en termes clairs, simples, à la portée du paysan, indiquent les caractères de la maladie, les mesures à prendre afin de l'éviter et les remèdes à employer afin de la guérir.

Partout on affiche des placards :

« Remède éprouvé avec succès contre la maladie qui règne sur les bestiaux. »

« Instruction sur les remèdes et précautions à employer dans les lieux suspects ou infectés par la maladie. »

A toutes les issues du village on plante des poteaux qui portent cet avis :

« Il est défendu de par le Roy, à toute personne, de faire sortir ou d'introduire par ce chemin, dans la paroisse de.....

« Aucune bête à corne, sous peine d'amende contre

¹ *Archives de la Somme*, C. 39. *Archives du Nord*, intendance du Hainaut, C. 141. ORDONNANCES des baillis de Lille, Douai, Orchies, — de Charles de Choiseul, archevêque, duc de Cambrai et des magistrats de cette ville, — des prévôts, jurés et échevins de la ville de Valenciennes, etc., etc., etc.....

les propriétaires, et de voir mettre à mort sur le champ les animaux qu'ils conduiront.

« Il est pareillement défendu, sous peine d'amende et de punition corporelle, de déchirer, barbouiller, enlever ou autrement soustraire à la connaissance du public la présente affiche.

« Fait par nous subdélégué, à.....

Signé. »

Chacun des placards est remis, par voie d'huissier assermenté, au mayeur de la commune qui en donne récépissé officiel, et la sanction ne se fait point attendre longtemps.

Le marchand de bestiaux, le boucher, convaincus d'infraction aux règlements sont emprisonnés sur le champ et impitoyablement condamnés à l'amende au profit des pauvres, attendu qu'il est « nécessaire de punir semblables infidélités si contraires au bien public. ¹ »

Mêmes précautions, même sollicitude de la part des

¹ *Archives de la Somme*, C. 24. Dès le XVII^e siècle avait été publiée : « La conduite assurée du désinfectement des personnes, des maisons, des animaux et des étables en tems de contagion, pour en arrêter le cours et conserver la vie à plusieurs. Dieu y donne sa bénédiction ! par messire Armand Baric, prêtre, bachelier en théologie. Paris, in-16, 1668. » *Archives du Nord, intendance du Hainaut*, C. 10, liste des reçus des mayeurs de 25 villages de la subdélégation d'Avesnes. Cf. Nombreuses procédures contre des délinquants.

intendants pour les maladies contagieuses qui affectent soit les chevaux, soit les moutons ¹.

Toutes les ordonnances, imitées du remarquable édit de 1770 publié dans les Flandres, forment un vrai code de police sanitaire dont s'inspirent les règlements modernes.

¹ *Archives de la Somme*, C. 24, 130 ; — *de l'Aisne*, C. 30 ; — *du Pas-de-Calais*, fardes 1, 2, 3, 4, du Conseil d'Artois, — *du Nord*, les 4 intendances, *épizooties*, notamment les instructions de Blair de Boisemont, 1760.

CHAPITRE VIII.

POLICE RURALE.

Origine du droit de police. — *Ban de mars*. — Commerce des denrées alimentaires. — Salubrité et sécurité publiques. — Précautions contre l'incendie. Police des cabarets, elle n'est pas observée. — Protection des propriétés. — Fausse voie. — Destruction des animaux et des insectes nuisibles. — Divagation des chiens. — Voirie. — Alignements sur la voie publique.

Ban d'août. — Glanage. — Le messier ou blavier, ses fonctions, ses gages. — Banalités. — Droits de travers et de péage. — Leur origine, comment ils sont réglementés. — Révision des titres. — Dégâts dans les terres ensemencées. — Police de la chasse au moyen âge et au dix-huitième siècle.

Le plus ancien et le moins contestable de tous les droits reconnus aux communautés d'habitants, est celui de réglementer la jouissance des choses qu'elles possèdent en commun. Même à l'époque où les seigneurs avaient la propriété des forêts, des pâturages, des cours d'eau et des chemins, tous les chefs de maison devaient assister, sous peine d'amende, à l'assemblée annuelle du *plaid général* où se discutaient les conditions de cette jouissance et l'opportunité des changements à apporter aux règlements.

L'affranchissement des communes eut pour effet de

transférer aux villes ou villages constitués en corps de loi, la seigneurie des communaux ainsi que les profits de la justice vicomtière, notamment des amendes dont le taux maximum ne dépassait pas soixante sols. Ainsi les paroles injurieuses, les coups et blessures, le fait par les taverniers, les bouchers, les boulangers, d'avoir vendu à faux poids ou à fausse mesure ; le fait, par les particuliers, d'avoir fouillé ou creusé la terre avec une bêche à moins de trois pieds des bornes de leur champ, d'avoir enlevé des gazons dans le pâturage commun ; d'avoir pratiqué, sans permission, des tranchées sur le fléguard des rues ou des chemins, d'avoir arraché, coupé, déplanté les arbres qui les bordent, constituaient des délits communs dont les communes pouvaient poursuivre la répression, et qu'elles punissaient d'une amende ¹.

I

Le *ban de mars* et le *ban d'août* présentent le double cadre dans lequel s'enchâssent pour ainsi dire les divers règlements qui forment le code de la police rurale. Le premier tire son nom de l'époque où il se publie ; le second, de la saison pendant laquelle il est obligatoire.

Le *ban de mars* comprend d'une façon générale toutes

¹ A. BOUTHORS, *Les sources du droit rural cherchées dans l'histoire des communaux et des communes*. — Paris, 1865.

les mesures d'ordre édictées dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques ; celles qui concernent le commerce des denrées alimentaires et des boissons, la vérification des poids et mesures, la police des cabarets, les dégâts aux propriétés, les poids et mesures, les jeux de hasard, le logement des étrangers, les cours d'eau, les pâturages, les moulins, les fours banaux, les puits communs, à l'entretien desquels chacun doit contribuer à *l'équivalent de sa puissance* ; les mares publiques où il est défendu « de laver les laines et les langes d'enfants » ; les fêtes patronales où « nul ne peut se présenter armé d'un bâton », les mesures qui prescrivent la visite des cheminées, des réservoirs d'eau pluviale, etc., etc. . .

La sécurité du commerce et l'intérêt des acheteurs exigent une grande loyauté dans les transactions.

Il faut, en conséquence, que « toutes balances et tous pois soient bons et loyaux » ;

Que « toutes aulnes soient bonnes et loyales pour aulner justement draps de layne et lynges » ;

Que « toutes mesures de liqueur soient bonnes et droytes » pour mesurer « à pleine mesure le vin, la bière, la cervoyse et le myel » ;

Que tous cabaretiers ou « hôtelains » débitant vins et boissons quelconques, en fassent connaître d'abord la « léalle qualité » ;

Que tous bouchers soumettent à l'inspection des échevins ou des eswars, là où il en existe, les viandes destinées à la consommation publique ;

Que surtout ils ne vendent « aucunes bestes malades, ni chair de taureau, ny chair de brebis, ny chair de vache, qu'il n'y ait ung enseigne fiché avec un baston rouge » ;

Que « nul ne vende chair mal sallée » etc....

L'autorité locale a l'œil sur toutes les fraudes. Elle va jusqu'à vouloir que les paiements ne se fassent qu' « en appert » c'est-à-dire publiquement, en plein marché, sous peine d'une double amende de soixante sols frappant l'acheteur et le vendeur.

« *Les usaiges et anchiennes coustumes de la conté de Guysnes* » résument en deux mots les prescriptions multiples que le moyen âge avait inventées et que l'ancien régime n'a cessé de pratiquer, à la ville comme à la campagne, en vue de protéger le peuple contre la mauvaise foi des vendeurs, deux mots qui constituent tout un programme de loyauté :

« Que chacun fasse *nectement* son métier sous l'amende de 10 sols parisis ¹ ! »

La salubrité ne veut pas d'immondices dans les rues² ; elle ne permet pas d'infecter les fontaines et les abreuvoirs³. La sécurité publique impose l'obligation de ré-

¹ HAIGNERÉ, *Boulogne*, III, p. 40 et COMBIER, *les règlements de police*.

² Faisons défenses à toutes personnes de jeter sur les rues des cendres qu'ils ont tirez de dessus leurs lessives, ny autres immondices. (*Règl. pour Crécy-s.-Terre.*)

³ Défenses à toutes personnes de mettre aucuns fumiers sur les rues. (*Règl. pour Laon*, art. 27.)

parer les puits¹, de combler les trous pratiqués pour l'extraction de la marne², de veiller à l'entretien des chemins et des cours d'eau, etc., etc. Avant tout et surtout les règlements et précautions contre l'incendie.

La plupart des maisons étant couvertes de chaume, il n'est pas rare de voir un village entier devenir la proie des flammes, malgré les prescriptions suivantes.

Il est défendu de fumer dans les granges, les écuries et autres lieux combustibles;

De porter aucunes torches de pailles allumées pendant la nuit, par les rues et les ruelles du village;

De battre les grains pendant la nuit, même à la lanterne ;

D'allumer le four et d'y cuire le pain avant le lever et après le coucher du soleil;

D'entrer dans les écuries, granges, étables, sinon

Défendons à toutes personnes de laver dans les fontaines, d'y mettre roiser le chanvre, de puiser de l'eau aux fontaines destinées à boire avec des vaisseaux sales et chaudrons noirs. (Art. 26, 27. Vicomté d'Espiez.)

Se aucuns des habitants de Beauquesne vont ou envoient laver leurs drapeaux ou autres wardes, laines, ou font aucunes immondices au flot du Boille sans le congé des eschevins, ils eschéent par chacune fois à 5 s. p. d'amende. (*Coutumes locales du bailliage d'Amiens*, II, 165.)

¹ Les marselles et murs des puits qui seront dans les rues et places publiques seront élevés à la hauteur de trois pies. (*Règ. pour Laon*, art. 26.)

² Enjoignons à tous ceux qui font des puits à marne de les combler aussitôt. (*Archives de la Somme*, C. 147.)

avec des lanternes hermétiquement fermées et telles que chacun des habitants est tenu d'en avoir ;

D'aller chercher du feu hors de chez soi autrement que dans des vases couverts ;

D'emmagasiner du bois ou de la paille à moins de trois pieds des fours et cheminées.

Il est prescrit, de se prêter deux fois l'an à la visite des fours et cheminées ;

De nettoyer les puits et les mares pour que l'eau ne manque pas ;

De mettre un vaisseau portatif plein d'eau devant chaque maison, depuis Pâques jusqu'à Notre-Dame de septembre ;

D'avoir dans chaque commune quatre crochets de fer emmanchés de vingt pieds de long.

Obligation pour chaque habitant de se rendre en hâte sur le terrain de l'incendie dès que le tocsin se fait entendre, et de prêter secours jusqu'à extinction complète du feu ¹.

¹ *Archives de la Somme*, C. 34 et 147 ; — COMBIER, *Les règlements de police de la ville de Laon*.

II

On se plaignait déjà, au seizième siècle, de la fréquentation immodérée du cabaret, signalée comme la principale cause de la ruine et du malheur des familles. On déplorait les blasphèmes qui se proféraient, le tumulte qui se faisait, souvent même les crimes qui se préparaient dans les tavernes et hôtelleries où « les hommes consomment la meilleure part de leur subsistance, délaissans enfants, femmes et famille mourans de faim », à tel point qu'on ne craint pas de requérir la peine de mort et la confiscation des biens contre le propriétaire de ces établissements de débauche et contre leurs habitués ¹, moyen radical, mais peu pratique.

Mieux valait essayer de réglementer sagement la police du cabaret, en prescrivant la retraite à huit heures en hiver et à dix heures en été, à neuf heures en toute saison dans la Picardie ²; en ordonnant de les tenir fermés pendant les offices; en défendant, sous les peines les plus sévères, d'y admettre des personnes mal famées, d'y souffrir aucuns jurement ou blasphème et autres actions deshonnêtes contraires aux bonnes mœurs et à la religion catholique, apostolique et romaine; en punissant enfin non seulement les individus

¹ BABEAU, *Le village sous l'ancien régime*, p. 203.

² *Mémoires de la Société académique de Soissons*, III, fo 180.

qui s'adonnent à l'ivresse, mais encore les cabaretiers qui tolèrent leur présence ¹.

On le voit, la police tient en réserve tout un arsenal de mesures très sages, très utiles, destinées à protéger le peuple contre les entraînements de la débauche. Par suite de la négligence coupable des agents chargés de les appliquer, les règlements manquaient le plus souvent de sanction. En effet, maintes paroisses déplorent que « faute d'être repris, de pauvres misérables passent leurs nuits au cabaret où ils dépensent l'argent dont ils auraient grand besoin pour nourrir leurs enfants qui, en conséquence de la débauche des pères, deviennent à charge au public..... ². »

III

Le *ban de mars* comprend pareillement les mesures destinées à protéger les propriétés, les bois aussi bien que les champs.

Amende pour qui entre dans un taillis armé d'une

¹ Cf. L'arrêt du Parlement du 10 février 1724 qui reproduit les dispositions de l'article 4 de l'ordonnance de 1458 ; des articles 2 et 82 de celle de 1567 ; de l'article 11, titre IX de l'édit du mois de décembre 1666 et des arrêts des 12 janvier 1672 et 15 décembre 1711.

² COMBIER, *Archives du Greffe de Laon*, cahier des remontrances de la paroisse de Saint-Jullien.

faucille ou d'un instrument tranchant, à moins que ce soit pour y couper de l'herbe.

Amende pour qui arrache les oyats plantés sur les bords de la mer.

Amende pour qui cueille les herbes dans les céréales après la montée de l'épi.

Amende pour qui met au troupeau commun plus de brebis qu'il n'en a le droit.

Amende pour qui fait parquer les moutons hors le territoire de sa commune.

Celui qui se sert, sans permission, de la charrue d'un autre encourt une peine comme celui qui, faisant des labours pour autrui, est convaincu de négligence ou de malfaçon.

Le berger qui traverse avec son troupeau un champ hersé, le laboureur qui foule, avec des instruments aratoires, une terre ensemencée, le voyageur qui suit un sentier interdit font ce qu'on appelle *fausse voie*, et sont condamnés à une amende de deux sols, qui peut être doublée s'ils ne rebroussent pas chemin après avertissement ¹.

Le *ban de mars* n'a garde d'oublier l'échenillage des arbres et la destruction des chardons. Il prescrit de faire la guerre aux corbeaux, aux pies, aux taupes, aux mulots, aux chenilles, aux pucerons, aux hannetons, et autres animaux ou insectes nuisibles ².

¹ BOUTHORS, *Source du droit rural*, passim.

² Ordonnances des 15 août 1736, 30 janvier 1751, 30 jan-

Il rappelle que la divagation des chiens « non munis d'un billot pendant sur leurs pattes jusqu'à quatre pouces de terre, » est interdite ¹. Sous ce rapport il y a bien à faire, malgré les sévérités du règlement, qui permet aux gardes de tuer les chiens errants dans la campagne, puisque M. Gouges expose à la Société d'agriculture de Laon que sur trois villages de Picardie, choisis au hasard et comprenant ensemble 228 feux, il s'est trouvé 177 chiens, dont 140 appartenant « à gens de journée et pauvres auxquels le chien demande souvent le pain nécessaire à la famille ² ».

IV

Le *ban de mars* s'occupe de la voirie.

Comme les rues et les places publiques, les chemins sont rangés dans la catégorie des frocs et flégards, sous la juridiction du seigneur vicomtier ou de la commune. C'est ainsi qu'il est défendu d'entreprendre quoi que ce soit sur les chemins sans une permission expresse, d'y faire des travaux de terrassement, d'y

vier 1755. — *Archives de l'Aisne*, D. 12 ; — *du Pas-de-Calais*, Conseil d'Artois, f. 64 ; — *de la Somme*, C. 35.

¹ COMBIER. *Les règlements de police de la ville de Laon*, p. 133.

² *Archives de l'Aisne*, C. 40. — Rapport à la Société d'agriculture, 8 août 1769.

suspendre des enseignes, d'y installer des jeux ou des danses.

Toutes les voies doivent être assez larges pour livrer le passage à deux voitures ; sinon, il est ordonné de ménager des retraites de distance en distance. La largeur est fixée à 20 pieds pour les chemins de marché à marché ; à 16 pieds pour les chemins de village à village ; à 10 pieds pour les chemins de culture.

Les haies et les arbres doivent être élagués et les fossés bien entretenus.

La coutume de l'une des plus anciennes communes privilégiées du nord de la France, celle d'Hénin-Liétard, prévoit les constructions nouvelles qui empiéteraient sur le flégard. Après double sommation de rétablir les lieux en l'état primitif dans un délai de sept jours et sept nuits, l'amende est encourue. Même sommation se répète, de huitaine en huitaine, jusqu'à complet enlèvement des édifices qui dépassent l'alignement.

Dans le ressort du bailliage d'Amiens, la levée de quelques pelletées de terre, sans « congé », constitue une contravention, tandis que, en Artois, il faut, pour motiver l'amende, que le contrevenant ait agi par malice, dans l'intention de nuire, ou qu'il n'ait pas obéi aux sommations de l'autorité.

V

Le *ban d'août* règle plus spécialement le charriage de récoltes, la vaine pâture et le glanage.

Le glanage étant le privilège des vieillards, des infirmes et des tout jeunes enfants, permettre aux gens valides qui peuvent s'occuper aux travaux de la moisson de partager ce patrimoine du pauvre, ce serait enlever à l'agriculture des bras qui lui sont indispensables et diminuer les ressources destinées à la véritable indigence : deux considérations qui dictent les arrêts défendant à tous ceux qui sont en état de travailler, de glaner ou faire glaner leurs enfants, à tous, propriétaires ou fermiers, de vendre le droit de glanage dans leurs champs, d'éloigner les glaneurs ou de favoriser la famille des moissonneurs ; à tous, propriétaires ou fermiers, de laisser pâturer les champs récoltés avant trois jours écoulés.

S'il est important de sauvegarder les droits du pauvre, il ne l'est pas moins de prévenir et de réprimer le maraudage. Le glaneur, pris en contravention, sera puni comme *voleur public* : l'amende, les verges, la prison, quelquefois les galères, lui apprendront à ne pas enfreindre les règlements ¹.

¹ Arrêts du Parlement des 14 juillet 1729, 4 juillet 1755, 16 février 1784, et du Conseil d'Artois des 13 août 1725, 9 août 1780.

Citons, entre mille exemples, celui d'une femme de Chauny condamnée à être mise au carreau sur la place de cette ville avec un double écriteau portant ces mots : *Voleuse d'avoine dans les champs pendant la moisson* ¹. Son fils devait assister à l'exécution de la sentence.

Aux termes d'un règlement édicté par Sénac de Meilhan, les mayeurs et échevins dressaient, chaque année, de concert avec le curé, une liste de tous les pauvres, infirmes et nécessiteux dans le cas de glaner ; cette liste devait être publiée à l'issue de la messe paroissiale et des vêpres le dernier dimanche de juillet, puis remise au garde des champs qui était chargé d'en assurer l'exécution ².

Le *messier* ou *bluvier*, commis à la garde des moissons, désigné d'abord par les juges royaux ou seigneuriaux, devient, à dater de 1709, l'élu des habitants qui le

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 34 ; — *du Pas-de-Calais*, B. 426 ; — *de la Somme*, C. 24 et B. 728 ; — *du Nord*, C. 67.

L'ordonnance du Conseil d'Artois de 1725 est le rappel d'un *placard* de 1557 « qui fait défense d'entrer dans le « champ et d'y glaner avant que les avesties soient liées et « mis en dizeaulx ou monts égaux à peine d'être puni comme « larcin qualifié, et qui ordonne que les laboureurs, soyeurs « et moissonneurs fassent les garbes, bottes, loyures ou moyes « les plus égales qu'il pourront et aussy les mettre en ordre « par dizeaulx ou wizeaulx à peine que sy on faict fraude « malicieusement, de payer le double de la disme des terres et « despouilles... » 16^{me} registre aux Commissions du Conseil d'Artois, 1^{re} série, p. 163 V^o.

² *Archives du Nord*, C. 67.

nomment à la Saint-Jean. Ses fonctions annuelles, et quelquefois triennales, cessent avec le temps de la moisson. Il prête serment par devant le bailli. Responsable de tous les dégâts, il peut confisquer, sans les maltraiter cependant, et séquestrer, jusqu'à ce que l'amende ait été acquittée, les bestiaux trouvés en contravention.

Les procès-verbaux du messier font foi. Il doit les rapporter dans les vingt-quatre heures et au plus tard dans les trois jours. La rétribution du messier se composait jadis de la centième gerbe de tout le produit du canton confié à sa garde ; il avait en outre 9 sols et 7 deniers par chaque procès-verbal. Plus tard, à ce mode de rémunération, on substitua un salaire fixe en nature, puis un salaire fixe en argent.

VI

L'usage des établissements banaux n'est pas abandonné à l'arbitraire des seigneurs. Les ordonnances royales défendent d'exiger la banalité si elle n'est fondée en titre, et le code coutumier de police rurale se montre sévère à cet égard. Le titre exigé par le roi doit être un contrat authentique, mais il arrive souvent que la possession tient lieu du contrat. A une époque où la construction du four, du moulin ou du pressoir, et l'achat ou l'entretien des animaux reproducteurs étaient trop dispendieux pour les paysans, le seigneur s'en

chargeait moyennant l'obligation, constatée par ceux-ci, de n'user du moulin, du four, du pressoir, que moyennant une certaine redevance.

Quelque plausible, quelque justifié même que fût le principe des banalités, elles devinrent extrêmement impopulaires : c'est pourquoi Turgot aurait voulu qu'elles fussent toutes rachetées et que le gouvernement les remplaçât par une légère imposition sur les villages ¹.

VII

Le paiement des droits de travers et des droits de péages sur les ponts, les bacs et les routes, se trouve également réglementé. Refuser de les acquitter entraîne l'obligation de rebrousser chemin.

En présence d'une fiscalité qui multiplie les obstacles sur les pas des voyageurs et qui entrave la libre circulation des marchandises par terre et par eau, beaucoup s'indignent et ne veulent point se souvenir que les péages sont en quelque sorte le résultat d'un contrat d'assurance intervenu jadis avec le seigneur qui avait non seulement pris à sa charge l'obligation d'entretenir la voirie, mais qui devait encore réprimer, dans les limites de son fief, les attentats contre les personnes et contre les choses.

¹ DARESTE DE LA CHAVANNE, *loc. cit.*, p. 364.

En retour de la protection dont il est tenu de couvrir le voyageur, le marchand et la marchandise, le suzerain, quel qu'il soit — ville ou particulier — réclame une compensation et il la trouve dans le *travers*.

Il appartenait à la législation royale d'enlever aux *péages* le caractère arbitraire qui a pu marquer leur origine et de faire observer aux seigneurs les obligations que leur imposait la réciprocité du contrat. On cite des arrêts rendus au temps de saint Louis, arrêts condamnant à restitution certains péagers coupables d'avoir laissé voler et tuer des marchands qui traversaient leurs terres.

Des vérifications, des abolitions de péage eurent lieu sous tous les règnes, jusqu'à Louis XIV qui publia le tarif uniforme destiné à être affiché au lieu de la perception.

Louis XV exigea une nouvelle production de titres par devant des commissaires spéciaux qui reçurent des instructions fort sévères. Faute de les présenter en temps utile, le titulaire d'un droit de *travers* se voyait dépossédé. Ainsi les habitants de la ville d'Aire, ne s'étant pas mis en règle pour les droits de chaussée qu'ils prétendaient avoir sur le chemin de Saint-Omer, apprirent à leurs dépens que le roi entendait être obéi (1750) ¹.

¹ Les commissaires ne trouvent, dans la généralité d'Amiens, que 60 péages sur terre et 10 pour bacs. Quarante-six furent maintenus et sur les quarante-six, seulement neuf bacs, savoir : trois sur la Lys, deux sur l'Authie, deux sur

VIII

La conservation des grains étant d'utilité publique, tous les dégâts commis soit par les personnes, soit par les animaux, dans les terres ensemencées, sont défendus et sévèrement punis. On peut saisir les bestiaux trouvés en flagrant délit et les garder jusqu'à ce que le propriétaire les réclame.

Par la même raison, il est interdit de chasser, *de quelque manière que ce soit*, depuis « que le bled est en tuyau jusqu'à ce que la récolte soit terminée. »

Une ordonnance du 5 juin 1734 stipule que la chasse sera fermée du premier mars au quinze août de chaque année. Les contraventions sont punies de la confiscation des armes et d'une amende de cent livres pour la première fois, amende à partager entre l'hôpital de la ville la plus voisine, et le cavalier de maréchaussée qui a dressé procès-verbal ¹.

Un sentiment plus intéressé, des préoccupations plus personnelles, paraissent avoir dicté les prohibitions et les peines qui ont pour objet la conservation du gibier

l'Aa, un sur la Canche, un sur la Basse-Deûle. Voici les travers supprimés dans la généralité de Soissons : ceux du chapitre de Ham, à Pithon ; de M. de Miremont, à Montaigu ; du marquis d'Augenne, à Sissone ; de la dame de Flavigny, à Chambry ; de la dame de Proisy, à Eppe ; de la comtesse de Roye, à Pierrepont ; de l'évêque de Laon, à Anisy. — *Archives de l'Aisne*, C. 332, et de la Somme, C. 136.

¹ *Archives de la Somme*, C. 24.

dans les *cantonnements* réservés, dans les garennes, comme on les appelait au moyen âge. Les étrangers qui traversaient une *garenne*, ne pouvaient s'écarter des chemins s'ils étaient suivis de chiens, et les habitants des communes environnantes devaient tenir les leurs enchaînés, sous peine de 60 sols d'amende.

Les *garennes* des grands seigneurs embrassaient dans leurs limites des forêts, des champs, des prés, des eaux, des villages, des territoires entiers. Il était défendu d'y « chasser à courre ou au vol », d'y prendre des oiseaux ou des bêtes sauvages. Quiconque y était rencontré avec panneaux, filets ou autres engins, était passible de la confiscation des engins et de tout le gibier trouvé en sa possession.

Les coutumes de la France, de la Suisse et de l'Allemagne donnent lieu à de curieux rapprochements concernant la police de la chasse au moyen âge.

Avant l'invention de la poudre, le braconnage était d'autant plus facile sous les épaisses futaies des forêts, que l'attention des gardes n'étant pas, comme aujourd'hui, attirée par le bruit de l'explosion des armes à feu, le braconnier, dont rien ne trahissait la présence, disparaissait avec sa proie à la faveur des ombres de la nuit. C'est pour cela que la saisie d'une flèche sur un homme rencontré dans la forêt suffisait pour motiver sa condamnation ¹.

¹ BOUTHORS, *loc. cit.*, p. 216, et PETIT, *Traité complet du droit de chasse*.

Le dix-huitième siècle trouve le code de la chasse singulièrement modifié et ses rigueurs très amoindries. La plupart des seigneurs, s'inspirant des ordonnances royales et notamment de celle du 21 août 1719, se contentent de cette triple mesure :

La divagation des chiens est prohibée ;

Il est défendu de couper les sainfoins avant la Saint-Jean et de cueillir les herbes dans les grains après le premier mai ;

Les cultivateurs devront épiner les terres aussitôt après l'enlèvement de la récolte.

L'interdiction de la vente et du colportage du gibier en temps prohibé semble être alors le seul moyen pratique d'en empêcher la destruction clandestine : ce n'est pas seulement au braconnier qui le tue que la loi doit s'en prendre, mais encore au consommateur qui l'achète.

Pour la chasse, comme pour d'autres délits, les mesures les plus efficaces ne sont pas celles qui répriment les infractions, mais celles qui les préviennent, en les rendant inutiles pour ceux qui auraient la pensée de les commettre. Ce principe est aussi ancien que le monde et longtemps avant nous les législateurs en firent une utile application.

CHAPITRE IX.

LES HABITATIONS RURALES.

Aspect du village. — L'église. — L'esprit de clocher. — Les cloches. — Difficultés des communications. — Matériaux employés pour les constructions. — Essais de pisé. — Châteaux, fermes, presbytères, fermes d'abbayes. — Toits de chaume. — Incendies fréquents. — Ordonnance de 1786 prescrivant les couvertures en tuiles. — La panne. — Panneteries d'Hesdin et de Villers-sur-Authie — L'art des constructions rurales. — Bâtiments insalubres. — L'intérieur de la chaumière. — La cheminée et ses accessoires. — Ustensiles de cuisine. — Ameublement. — Le fauteuil du père de famille. — Potières et bahut. — Faïences de luxe. — Le lit. — Les outils. — Le paysan propriétaire de sa maison. — Les feux.

I

Le village forme une agglomération dont les maisons, séparées par les jardins et les herbages, sont groupées en un petit nombre de rues convergeant vers la place de l'église, ou venant aboutir à une artère principale qui le traverse dans toute son étendue.

L'église est à la fois le centre de la paroisse et de la communauté. La flèche ou la tour de l'église qui s'élève au dessus des habitations apparaît, de loin en loin, comme la marque distinctive de la localité. Fier ou

modeste selon le degré d'opulence des seigneurs qui le firent jadis construire de leurs deniers, le clocher est pour les habitants un motif de légitime orgueil, un objet d'attachement ; et l'on désigne encore sous le nom d'esprit de clocher l'amour de certains hommes pour les lieux qui les ont vus naître.

Le clocher est comme le beffroi de la communauté. Les cloches qu'il renferme marquent les heures du travail, du repos, de la prière, de la délibération, de l'alarme ; elles éveillent les sentiments qui émeuvent le plus profondément le cœur de l'homme. On leur croit même une puissance contre les forces de la nature et, lorsque gronde l'orage, le maître d'école les met en branle. Les cloches sonnent tous les jours pour les habitants du village, célébrant leurs deuils, leurs naissances, leurs mariages, les heures des offices, de l'Angelus et du couvre-feu.

II

Les villages de la Flandre maritime, du Boulonnais, du Ponthieu, du Vimeu, du pays de Bray, présentent un aspect particulier résultant de la nécessité de s'abriter des vents de mer. Les plantations qui les entourent font que le voyageur les distingue difficilement des bois qui couvrent le pays.

D'une paroisse à l'autre, les communications, toujours difficiles, deviennent presque impossibles pendant

la saison d'hiver, à cause du mauvais état des chemins. On ne circule qu'à pied ou à cheval, et le commerce des grains se fait à dos de mulet.

Partout où la pierre ne fournit pas de matériaux à bon compte, les habitations sont construites en *bouge* ou en *torchis*, — espèce de mortier mélangé de terre grasse détrempée et de paille, — avec encadrement en charpente placée sur soubassement de cailloux ou de grés. La brique est réservée pour les bâtiments plus importants.

Sous Louis XVI, un ingénieur de Lyon, M. Cottereau, le même qui remporta un prix à l'Académie d'Amiens pour un remarquable mémoire sur les moyens de prévenir les incendies, vint faire aux environs de cette ville, sous le patronage de l'administration, des essais de *pisé*, genre de construction économique déjà connu dans le Laonnois, très en faveur dans le centre du royaume, et qu'il mit à la mode en Picardie ¹.

Généralement, les habitations ne manquent pas aux habitants : c'est plutôt le contraire qui arrive. Nous avons lu toutefois qu'il existait, en 1772, dans la paroisse de Franleu « douze jeunes hommes qui prendraient le party de mariage, sil s'y trouvait des maisons ² ».

De loin en loin, quelque pignon à étage rompt la triste monotonie des constructions aux toits de chaume couverts de plantes parasites et couronnés de joubarbes.

¹ *Archives de l'Aisne*, D. 13.

² Franleu en Vimeu. — *Archives de la Somme*, C. 172.

Frappez et demandez l'hospitalité, car c'est, à n'en pas douter, la meilleure auberge de l'endroit.

L'aspect des fermes les plus considérables n'est pas plus élégant, et le manoir seigneurial lui-même se présente sous les dehors d'une simplicité excessive. En dépit du vieux préjugé qui veut que tout gentilhomme possède donjon et hautes tours, les grands châteaux, construits avec le luxe que comporte la riche architecture du temps de Louis XIII, de Louis XIV, de Louis XV, forment l'exception et, dans la plupart des paroisses, l'habitation du seigneur s'élève sur le plan d'une ferme, au fond d'une cour entourée de bâtiments d'exploitation.

On sait que le château ne fait pas le gentilhomme.

Quant aux presbytères, ce ne sont pour la plupart « que cabanes couvertes de paille sans pignon de pierre, sans cave, sans bûcher, et dénuées des pièces les plus nécessaires ¹ ».

Largeement conçue, solidement bâtie, véritable ferme modèle, la ferme d'abbaye demeure au contraire, à travers les âges, enseignant, par un témoignage irrécusable, comment les moines entendaient jadis le progrès et le confort agricoles.

Tandis que la tuile et même l'ardoise égayaient presque partout le dehors des constructions urbaines, la maison du paysan est généralement couverte de chaume, quelquefois, dans le voisinage des forêts,

¹ *Ibidem*, B. 340. Cahier de la paroisse d'Outrebois.

d'*aissangles* ¹, matières très inflammables qui font que l'incendie d'une pauvre mesure menace le village d'un embrasement complet.

Une ordonnance de la généralité de Paris, homologuée en 1786 au Parlement et rendue partout exécutoire, obligeait à couvrir en tuiles toutes les maisons neuves; mais, la force de l'habitude l'emportant sur la faiblesse des autorités locales, si le chaume disparaît, c'est que les intendants ont pris le parti de n'accorder de secours aux incendiés qu'à la condition de couvrir en dur. Ainsi est-il vrai de dire que le feu seul détruit l'usage du chaume, parce que toutes les mesures préventives échouent devant l'insouciance des populations. Voyez-vous dans tel village un certain nombre de toits en tuiles; concluez-en que l'incendie y a passé depuis peu et vous ne vous tromperez presque jamais.

L'avènement de la panne date de 1770. Les États d'Artois, « toujours attentifs à procurer le bien de la province, » accueillent avec faveur l'établissement à Hesdin d'une fabrique de tuiles d'un nouveau modèle depuis longtemps usitées en Brabant, tuiles appelées pannes et qui recourbées des deux côtés de façon à s'emboîter l'une dans l'autre, forment une couverture légère, sillonnée et solide ², qui concilie à merveille les

¹ *Aissangles* : planchettes de chêne fendues à la manière des ardoises, mais plus étroites. Beaucoup de moulins sont entièrement revêtus d'aissangles.

² *Archives de la Somme*, C. 68.

intérêts du cultivateur avec les exigences de la sécurité publique.

La première panneterie installée en Picardie fut celle du comte de Houdan à Villers-sur-Authie. Le gouvernement ayant promis une subvention annuelle de deux mille livres à toute personne qui imiterait son exemple, la panne ne tarda pas à devenir à la mode, ce qui n'empêche pas qu'en 1806 la statistique trouve des cantons où, sur 2,585 maisons, 2,200 sont encore couvertes en chaume ¹.

En résumé, l'art des constructions rurales est dans cet état d'enfance qu'un inspecteur général de l'agriculture, M. Malo, retrouvait naguère sur beaucoup de points : nul choix dans la situation, nul goût dans la distribution. La majorité des cultivateurs ne semble même pas se douter de l'importance d'une installation mieux entendue.

La plupart de leurs habitations sont étroites, basses, incommodes, malsaines. Les cours sont souvent mal nivelées et inabordables. Les étables manquant d'air et de pente, deviennent insalubres par suite de l'accumulation prolongée des animaux. On n'enlève les fumiers de l'écurie, où ils séjournent fort longtemps, que pour les entasser devant la porte des habitations, ordinairement placées en contre-bas, dans l'oubli des lois de l'hygiène la plus élémentaire.

¹ GRAVE, *le département de l'Oise*.

III

Franchissons le seuil de la première maison venue. Un peu plus ou un peu moins spacieuses, toutes se composent d'une seule pièce très basse flanquée de quelques réduits. Les mieux aménagées comprennent deux ou trois « places », aux poutres surbaissées et noircies, aux murailles jaunies, dont l'aire est formée de sable durci. Le jour pénètre par une étroite fenêtre que garnit un verre grossier hérissé de nœuds en forme de fonds de bouteille et par le volet supérieur de la porte, porte basse que ferme à peine, pendant la nuit, une serrure de bois :

Tirez la chevillette, la bobinette cherra.

Dans l'âtre flambent les sarments de vigne, le chaume, le bois, le charbon ou la tourbe, suivant que nous sommes chez le vigneron, chez le glaneur, chez le bûcheron, chez l'habitant des vallées de la Picardie ¹ ou dans le voisinage des fosses.

¹ Les tourbes forment le chauffage de presque toute la Picardie et « surtout de la portion indigente du peuple ». Une charrette de tourbes doit en contenir 1,500 et vaut 7 livres ; — la sachée en contient 150 et vaut 16 sols 6 deniers ; — la manne en contient 20 et vaut 6 deniers.

On extrait la tourbe avec le *louchet à aileron*. Le duc de Chaulnes introduisit dans les marais de Picquigny une machine très perfectionnée de son invention pour tirer la

En Boulonnais, la houille extraite des mines d'Hardinghem et de Réty, permet d'économiser le bois dont la rareté commence à se faire sentir ¹.

La cheminée, c'est la pierre angulaire de la maison. Lorsque l'incendie ou la ruine a passé, sa masse noircie se dresse encore comme le dernier témoin de son existence.

La cheminée se présente avec de lourds accessoires : les *landiers* — grands chenets de fer à tête recourbée ou terminée en boule, — l'indispensable *cramillie* destinée à suspendre la marmite de fer ou d'airain et chez quelques-uns la broche qui indique qu'on ne se contente pas de mettre la poule au pot et que parfois on la fait rôtir.

Une tige de fer retient au *manteau* de la cheminée le *crasse*, lampe primitive en forme d'huître allongée, à un, à deux ou à trois becs, dans laquelle brille, le soir, une lueur vacillante et incertaine.

La cheminée n'est pas seulement le lieu où la famille, au retour du travail, vient se sécher et se réjouir à la flamme des ramées, c'est l'endroit où les aliments se préparent et se cuisent dans la marmite ; c'est encore le coin où les parents passent les veillées d'hiver, assis sur de grossiers escabeaux, ou sur le

tourbe dans l'eau sans avoir besoin d'épouseurs. *Dissertation sur la tourbe de Picardie*. Amiens, 1755. — *Archives de la Somme*, C. 123, et *Archives d'Abbeville*, H. 39.

¹ HENRY, *Hist. de Boulogne*, p. 220.

traditionnel fauteuil « le *cados* ou la caïelle à dos » qui fait le pendant de la *huche au sel*.

Pas de différence sensible entre l'ameublement du riche fermier et l'ameublement du manouvrier.

Sur la *dresche* ou *potière* s'étaient quelques objets, précieux souvenirs des générations passées : « Bon Dieu de bois ou de cuivre, » représentations de la « madone », « pots à boire » de grès, de faïence ou d'étain, « fioles au ratafias », autant de bibelotz qui font aujourd'hui la joie des collectionneurs, l'ornement des musées, et qui furent de tout temps l'orgueil des ménagères.

A la vaisselle de terre rouge avait succédé d'abord la faïence à fond noir vernissé. Le dix-huitième siècle ayant apporté la faïence aux vives couleurs, peu à peu la *potière* se garnit de plats, d'assiettes, de soupières, de salières, de poteries de toutes les formes, de toutes les dimensions sorties des fabriques du voisinage ou achetées aux « porte balles » qui, se multipliant alors dans les campagnes, répandirent « le luxe dans le sein de la rusticité ¹ ».

La finesse de la pâte distingue les produits de Rouen, de Lille, de St-Amand et de Douai. Lille imite les fabriques de Delft, de Rouen et de Sinceny, tandis que les « bleu-empois » de St-Amand sont rehaussés de semis de fleurs en surcharge blanche alternant avec bouquets en camaïeu bleu.

Le Sinceny est la copie de Rouen ; il se vend cher

¹ *Intérêts de la France mal entendus*, I, 83.

et se rencontre moins souvent que le Saint-Omer aux personnages chinois groupés dans des jardins agrémentés de pagodes, moins souvent aussi que le Desvre aux cavaliers qu'on appelle des Malbroucq, aux saints Nicolas, aux saints Martin qui s'harmonisent avec les oiseaux et les paysages grossiers qui proviennent de Vron ¹.

Le *bahut* de chêne aux panneaux sculptés renferme le linge et les habits de fête que les gens moins fortunés serrent dans la *huche* taillée par le charpentier de l'endroit et qui se place au pied du lit.

Qui parcourrait les inventaires d'un bailliage rural au dix-huitième siècle serait surpris, comme nous l'avons été nous-même, de tout ce que renferme le bahut du fermier ou la huche du moindre laboureur : sans parler des pièces d'argenterie plus communes chez le fermier qu'on ne saurait le croire, des fourchettes de fer ou d'acier et des cuillères d'étain, il n'est pour ainsi dire pas de ménagers qui ne possèdent plusieurs paires de draps de toile.

¹ Les fabriques de faïence du Nord de la France avec la date de la fondation :

Lille — 2 ^e moitié du XVII ^e siècle.	Hesmeri-Hallon (Somme) 1750.
Dunkerque, 1749.	Arras, 1770.
Douai, 1782.	Aire, 1730.
St-Amand, 1741.	Desvres, 1732.
Cambrai, milieu XVI ^e siècle.	St-Omer, 1751.
Bailleul, 1717.	Sinceny, 1733.
Tournai, 1676.	Villers-Côterets, 1735.
Vron, 1790.	La Buerie (Aisne), 1748.

On trouve dans la huche jusqu'à douze et dix-huit chemises, des nappes, des serviettes, quelques rares mouchoirs de poche, des mouchoirs de col dont les femmes se parent, des bonnets et souvent une provision de toile fine ou de toile de gros, filée pendant les longues « sérées ».

Le coton importé sous Louis XVI eut pour effet de diminuer la richesse du vêtement en lui donnant toutefois plus de fraîcheur.

Tandis que le gros *censier* repose mollement sur un lit garni de paille, matelas et lit de plumes avec « cate-longe » — couverture — de laine verte et courte pointe de toile peinte, le manouvrier se contente d'une paille, d'un traversin et d'une couverture ¹.

Le vieux fusil suspendu au-dessus de la cheminée, quelquefois une horloge à poids, l'*étinier* ou séchoir à vaiselle, la *maie* pour faire le pain, la *cherainie* pour battre le beurre, la *seille* remplie d'eau, complètent le mobilier auquel s'ajoute le matériel spécial des occupations de la famille : instruments aratoires, outils de jardinage, outils employés à la fabrication des tissus, à la carde de la laine, à la façon du chanvre et du lin, en un mot à chacune des industries ordinaires au village.

¹ Archives du Pas-de-Calais, C. 568 et de la Somme, B. 1289.

IV

Cette rapide inspection de la maison rurale, d'après de nombreux inventaires conservés dans les dépôts de nos archives, prouve que le paysan jouissait d'un bien-être matériel qui devait suffire à son ambition, puisque les cahiers de 1789 ne trahissent que fort peu de récriminations du genre de celles qu'on lui prête volontiers. Il se plaint de l'inégalité des impôts, de l'obligation de la milice, des charges résultant des droits seigneuriaux, mais il ne déplore point sa propre misère comme ses ancêtres l'avaient fait à la veille des états généraux de 1576 et de 1614.

Généralement, surtout dans les Flandres, le paysan est propriétaire de la maison qu'il habite; de même le manouvrier. Tantôt ils l'ont reçue en héritage; tantôt elle a constitué la dot ou le premier acquet de la communauté. Elle est pour chacun l'abri nécessaire, le domicile qui distingue l'habitant du vagabond et qui lui donne un rang dans la société communale.

Si l'on peut comparer la commune à une ruche, écrit M. Babeau ¹, la maison en est la cellule, cellule qui renferme toute une famille groupée sous le même toit, autour du même foyer. Les légères colonnes de fumée qu'on voit s'élever vers le soir au-dessus du village

¹ BABEAU, *la vie rurale*, p. 14.

indiquent l'existence et le nombre de familles qu'il renferme. Dans les recensements officiels, comme dans les décisions relatives à la répartition des tailles entre les localités, la population se compte par feux et non par têtes, et comme on estimait, au dernier siècle, que chaque feu correspondait à quatre ou cinq habitants, nous pouvons établir la population moyenne. Aux élections de 1789 même, le nombre des députés aux assemblées de bailliage accordé à chaque paroisse fut calculé d'après le nombre des feux.

CHAPITRE X.

LE COSTUME.

Habits de fête. — Costumes des femmes. — Bonnet rond et coiffe. — Bavettes. — Bonnets de mousseline. — La mode. — Juste, jupe, tabliers, pelices, mantelets, fraises. — Poêle, faille et ahotoir. — Étoffes et couleurs en vogue. — Bijoux. — Les villageoises de Téniers et de Van der Meulen. — Habits de travail. — Costume des hommes. — Habit, veste, culotte, manteau, chapeau. — La coiffure. — La blouse et son histoire.

I

Le costume des paysans et des paysannes se montre dans tout son éclat aux jours de fêtes, à ces jours où les hommes s'assemblent, à l'issue de la messe paroissiale, devant le porche de l'église, à l'ombre de quelques arbres séculaires, afin de traiter des intérêts de la *communauté* ; jours de rendez-vous auxquels « manans et habitans » viennent, parés de leurs plus beaux vêtements, nommer les collecteurs de la taille, décider des réparations à faire à l'église, au presbytère, à la maison d'école ; choisir le messier et le berger ; tirer au sort la part qui revient à chacun dans les prés communs ; dénoncer les abus ; proposer les améliorations.

II

Les femmes portent le *bonnet rond* ou la *coiffe*, la mode du *bonnet cauchois* des normandes n'ayant jamais franchi les limites du Ponthieu et du Vimeu. Les flamandes ornent de dentelles cette coiffure dont le nom indique suffisamment la forme : coiffure très simple ornée de bavolets qui encadrent la physionomie et qui, retombant légèrement sur l'épaule, laissent apercevoir les larges anneaux d'or ou d'argent suspendus aux oreilles.

Le bavolet sied particulièrement aux jeunes filles. D'elles on dit au figuré :

« Voilà jolies bavolettes ¹. »

Le bonnet rond, avec ou sans passe de ruban, se faisait d'étoffe généralement assortie au costume. Après 1750 on le porte en mousseline ou en « estinguette ». Sa forme ne varie guère des bords de la Somme aux bords du Rhin, si nous en croyons les œuvres des Desrais, des Leclerc, des Binet, des Lebas et autres graveurs. Greuze l'a en quelque sorte poétisé. Le bonnet à la Greuze est encore bien porté.

La mode subissait autrefois peu de révolutions. La mode est difficile à saisir ; ses transformations sont rapides et fugitives et les caprices de l'élégance exigent

¹ *Grand dictionnaire de Trévoux*, art. BAVOLET.

une certaine souplesse de corps et d'esprit. La paysanne faisait le sacrifice d'acheter de belles étoffes, mais, les renouveler souvent n'étant point chose possible, elle suivait de très loin les exemples de la ville ou du château.

Tandis donc que, pendant les deux derniers siècles, le vêtement des hommes se modifie en changeant de dénomination, la toilette de la femme se compose invariablement du *juste*, corsage à longues basques dans le genre de celui que portent les religieuses de Saint-Vincent-de-Paul, corsage d'étoffe plus ou moins fine suivant le degré d'aisance, avec *jupe* « de pareil » et *tablier* de serge, le tout dissimulé dans les plis du grand *mantelet* ou de la *pelice à capuchon* que les riches portent de drap fin et les autres d'étamine.

Une *fraise* ou *collerette* plissée complète le costume des Flamandes.

Toutes portent pendue à la ceinture la longue chaîne de cuivre ou de fer à laquelle s'accrochent les clefs, les ciseaux, et autres menus objets.

Le voile noir, dont les femmes mariées se couvrent la tête et les épaules, se nomme la *faille* en Flandre, le *poêle* en Artois, et l'*ahottoir* en Picardie.

Voici les étoffes en vogue :

Tissus de laine plus ou moins résistants : les draps de France, d'Amiens et de Silésie ; les serges de Londres, d'Aumale, de Flandre ; les camelots de toute nuance ; les tricots, ratines, espagnolettes, callemandres.

Tissus de laine et fil : le droguet, la ratine, la tiretaine.

Tissus de fil et coton : la futaine, la siamoise, le basin.

Les couleurs voyantes dominant, — le rouge et le bleu principalement, — le marron est réservé à la vieillesse.

Catherine est revêtue d'un juste de « serge bleue » avec jupe de « callemandre rayée ».

Françoise, d'un juste de « serge rouge » avec jupe et « tablier de siamoise » de même couleur.

Marianne a préféré le juste de « serge canelle » à « manches rouges » avec « jupe bleue ».

Madeleine, le juste et la jupe de « basin orange » avec tablier de « siamoise rouge », etc., etc., etc...

Presque toutes étalent fièrement les bijoux qu'elles reçurent à l'époque du mariage et dont leurs filles se pareront après elles : Croix, Saint-Esprit, cœurs d'or et d'argent « à brillants », suspendus soit à un ruban de couleur, soit à une longue chaîne d'or ou d'argent. Il faut en effet qu'une femme s'avoue bien pauvre pour n'avoir pas un anneau et une croix d'argent.

Un auteur du siècle dernier, parlant du costume des français, avance que les paysannes picardes portent de temps immémorial corsets rouges et jupes bleues et que celles des autres provinces adoptent les couleurs qui les flattent le plus ¹. Le fait est que David Téniers habille ses villageoises du juste rouge et du jupon bleu et que Van der Meulen les a revêtues des mêmes couleurs

¹ CONTANT DORVILLE, *Précis général de la vie privée des françois dans tous les temps*. Paris, 1789, p. 194.

dans le tableau fameux de l'entrée de la reine dans Arras en 1617 ¹.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Les « blancs bonnets » hier si pimpantes ne sont plus reconnaissables en habit de travail, avec le « corps de baleine » recouvert de drap lacé par devant qui monte jusqu'au-dessous des bras, la jupe de toile grise ou de flanelle grossière, le mouchoir roulé sur la tête en fanchon, la *marmotte*, la *calipette*, le *serre-tête* et quelquefois..... le bonnet de coton.

L'été, les flamandes coiffent pour aller aux champs un large chapeau de paille assez semblable à une écuelle renversée.

III

Chez les hommes, le costume des grands jours ne diffère du costume de la semaine que par la couleur et la qualité.

Sous Louis XV, l'*habit*, la *veste* (le gilet), la *culotte*, succèdent au *justaucorps* — veste qui descendait jusqu'au genou et qui s'ajustait à la taille — et au *haut-de-chausses*, comme le *justaucorps* et le *haut-de-chausses* avaient succédé, sous Louis XIV, au *pourpoint* et aux *braies* du moyen âge.

¹ Voir dans les galeries du Louvre les numéros 513, 515 et 124 du salon Lacaze.

L'*habit*, agrémenté de larges boutons de métal, est de drap, d'espagnolette ou de velours de laine ; la *veste*, de serge, d'impériale ou de basin ; la *culotte*, de drap ou d'un tissu plus résistant comme est le pinchinat, grosse étoffe de laine qui se fabrique en Champagne et qu'on imite en Picardie. Ne pas oublier le solide manteau de bouracan.

Les nuances le plus usitées sont le bleu, le marron, le vert olive, le gris de fer, le rouge ; toujours en teintes pâles.

Le paysan porte de longs bas de laine roulés, au-dessus du genou, sur la culotte qu'il fixe à l'aide de rubans ou de simples cordons. La galoche à semelle de bois, le sabot, le soulier servent de chaussure, suivant les régions. Sous Louis XVI apparaissent les guêtres de toile bleue ou de toile grise.

Le chapeau est de feutre noir, gris ou marron, à larges bords relevés sur deux ou trois côtés, comme le chapeau des ecclésiastiques de notre temps.

Un flamand se vante d'avoir

« Un' bell' perruque frisée
A trois boucauts,

qu'il démêle

.....Fet et dimanches
Avec un ratiau ¹».

¹ DURIEUX et BRUYELLE, chansons populaires du Cambrésis. *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai*, XXVIII, p. 374.

Toutefois, il est certain que la perruque ne vécut pas longtemps au village, même parmi les gens aisés qui s'habituèrent vite à relever les cheveux en tresse à un ou à deux *marteaux*. La tresse devint la petite queue ornée de rubans que nous avons encore connue dans notre enfance et dont les grenadiers de Napoléon firent si tristement le sacrifice ¹.

La *blouse* est moderne, du moins dans nos provinces. Sous Louis XV, on ignorait jusqu'au nom de la blouse qui s'est répandue de nos jours à tel point qu'Henri Martin a voulu y voir la *saie*, un vêtement national d'origine gauloise. Furetière n'en parle pas. Nous avons soigneusement parcouru, sans la rencontrer, les illustrations de Restif de la Bretonne, ainsi que de très riches collections de gravures du XVIII^e siècle. Elle n'existe pas davantage dans les scènes populaires de la Révolution et du Directoire signées Prieur ou Duplessis-Bertaux.

Au dire de Monteil, le paysan du Rouergue mettait par dessus les habits une saie de toile grise, en forme de grande chemise, avec ouvertures latérales pour passer les mains dans les poches. C'était le *sarrau* de nos provinces du Nord, la *blaïde* des provinces du

¹ Cf. pour le costume, les gravures représentant des scènes populaires dans le nord de la France, notamment les illustrations par *J. Cats*, par *Rutz*, celles de *Restif de la Bretonne* ; les inventaires après décès, les tapisseries de Flandres, le *Dictionnaire du mobilier* de Viollet-Leduc et le *Costume* de Quicherat.

centre, la *cotte* ou le *doublet* du moyen âge , vêtement de dessus que Viollet-Leduc définit « une tunique à manches justes, assez ouverte pour laisser passer la tête, ne descendant point plus bas que les genoux, maintenue autour des reins par une ceinture et dont les extrémités étaient souvent ornées de broderies. »

Ce vêtement qui s'est appelé encore *jaque* ou *surcot*, et qui se portait plus ou moins long, tomba en désuétude pour reparaître, sous le nom de *blouse*, dans les dernières années de l'empire.

CHAPITRE XI.

L'ALIMENTATION.

Le souper au village. — Maîtres et valets à la même table. — Frugalité des uns et des autres. — L'ordinaire. — Le pain. — Parmentier introduit de nouvelles méthodes. — Beurre, fromages. — Beurre de Flandres. — Régat des grands jours. — Boissons diverses. — Bouillie et piquette. — La vigne disparaît et le pommier la remplace. — Cidre picard et cidre normand. — Bières de Flandres. — Fabrication de la bière. — Chaudières ambulantes. — Le café.

Usage du tabac. — Différence entre les pays d'Etat et les pays d'Élection. — Le tabac devenu seconde nature. — Doléances des picards.

I

Lisons dans la *Vie de mon père* le panégyrique naïf et touchant que Restif de la Bretonne consacre à la mémoire de ses parents et assistons avec lui au souper de la famille ; on ne saurait se rendre mieux compte de la vie des gens de la campagne, des gens aisés, bien entendu.

« Tous les soirs au souper, le seul repas où la famille pouvait être réunie, le père se voyait comme un patriarche vénérable à la tête d'une maison nombreuse : on était ordinairement vingt-deux à table y compris les

garçons de charrue et les vigneron qui étaient batteurs en hiver, le bouvier, le berger et deux servantes.

« Le père de famille se plaçait au bout, devant le feu ; sa femme à côté de lui, à portée des plats à servir, car elle seule se mêlait de la cuisine ; les servantes, qui avaient travaillé tout le jour, étaient assises et mangeaient tranquillement ; ensuite les enfants de la maison dont l'âge seul réglait le rang ; puis le plus ancien des garçons de charrue et ses camarades ; ensuite les vigneron après lesquels venaient le bouvier et le berger ; enfin les deux servantes qui ne pouvaient dérober aucun de leurs mouvements.

« Tout le monde mangeait le même pain : la distinction odieuse du pain blanc et du pain bis n'avait pas lieu dans cette maison. Pour le vin, comme le père de famille en usait peu et qu'il n'en avait pris l'usage que fort tard, il n'en buvait que du vieux. La mère de famille ne buvait que de l'eau, que son mari n'avait pas eu de peine à l'engager à rougir seulement par une idée de vin ; les enfants buvaient tous de l'eau, sans exception. Les garçons de charrue et les vigneron buvaient un vin qui leur était beaucoup plus agréable que celui du maître ne leur aurait paru : c'était le vin du *pressurage* passé sur un *rapé* de *rale* de raisin ¹. »

Maîtres et valets mangent donc partout à la même table ou à la même « gamelle » et la table de l'ouvrier

¹ *La Vie de mon Père*, publiée en 1779.

ne diffère pas beaucoup de celle du fermier, car les maisons dont parle Guicciardin « qui fallent tous les ans un bœuf ou deux ¹ » sont tellement rares, qu'à peine en cite-t-on dans la province.

Les plus pauvres, la femme veuve, le vieillard vivant seul, se nourrissent comme les plus riches ².

On vit frugalement, s'en tenant aux vieilles mœurs, et la santé publique s'accommode à merveille d'une « diette austère » ³; — quantité d'anciens le prouvent par la verdeur de leur vieillesse.

Le paysan mange de la viande de boucherie aux jours de noces et d'enterrements, le mardi gras, à Pâques et à la kermesse ⁴. Les plus fortunés s'accordent du lard une ou deux fois par semaine. Le poisson constitue le régal ordinaire des populations voisines de la mer et le pain, le lait, le beurre, le fromage ⁵, les

¹ *Description des Pays-Bas.*

² *Un village du Soissonnais*, Société académique de Laon, 1882, p. 92.

³ DESMARS, *loc. cit.*, p. 46.

⁴ « A la différence de l'Angleterre où la consommation de « viande faite par le journalier est considérable, parce que le « prix du pain se rapproche du prix de la viande. » (YOUNG, *loc. cit.*, p. 504.) — COMBIER, *Archives du greffe de Laon*, p. 25.

⁵ « Le beurre et les œufs forment avec le pain la nourriture « ordinaire des gens du pays. » *Archives du Pas-de-Calais*, C. 86, 33, 1782.

« La nourriture des paysans se compose de pain, de beurre, « de fromage, des légumes et fruits de leurs jardins. » — *Archives de l'Aisne*, C. 35, 1775; — *Archives de la Somme*, C. 119.

œufs, les légumes ¹, les fruits forment la base de l'alimentation.

L'huile de navette et l'huile de fêne servent à accommoder les légumes. L'huile d'œillette est encore réputée nuisible et malsaine parce qu'au dire de l'abbé Rosier, « la capsule renfermant la graine étant essentiellement narcotique et produisant les sucs de l'opium, on croit que la graine elle-même possède une vertu soporifique ² ».

II

Peu de familles s'accordent le luxe du pain de farine de froment. La farine de méteil, — tiers froment et deux tiers seigle, — est la plus usitée dans la classe moyenne ; le pauvre se contente de farine de seigle ou d'orge. Si la misère des temps impose parfois la farine d'avoine, elle s'emploie plutôt sous forme de bouillie, à la méthode Anglaise, que sous forme de pâte ³.

Les fours banaux ayant été presque partout rachetés, la plupart des maisons en ont un, dont l'ouverture se place sous le large manteau de la cheminée. La ména-

¹ YOUNG est étonné de trouver jusque dans les plus petits villages de Picardie et d'Artois, plus de fruits, principalement de prunes, de cerises, de raisins et de melons qu'on n'en voit en Angleterre dans les étés les plus chauds, *loc. cit.*, p. 35.

² *Le Patriote artésien*, 1761.

³ *Archives de l'Aisne*, C. 754; — *de la Somme*, C. 119; — *du Pas-de-Calais*, C. 86.

gère y cuit le pain qu'on n'a pas l'habitude d'aller quérir chez le boulanger, bien que déjà Parmentier ait enseigné que la femme la plus habile et la plus économe ne peut rivaliser avec lui pour la qualité et pour le prix de revient ¹.

L'avis aux bonnes ménagères des villes et des campagnes sur la meilleure manière de faire le pain, que Parmentier publia en 1777, eut un succès immense et produisit une véritable révolution dans l'économie domestique. La municipalité de Montdidier écrivit à l'auteur pour lui témoigner sa reconnaissance et pour lui demander un homme capable de professer les préceptes renfermés dans l'ouvrage. Parmentier se rendit lui-même à l'invitation de ses compatriotes : on le vit, non sans un étonnement mêlé d'admiration, exécuter à plusieurs reprises toutes les manipulations de la boulangerie.

Dans les Flandres, le beurre est l'accompagnement par excellence du pain et l'assaisonnement de la soupe ; dans le centre, en Auvergne, par exemple, c'est le fromage.

La nation qui consomme le plus de beurre, dit Legrand d'Aussy, ² « c'est la Flamande. Elle ne passe aucun jour, ni aucun repas sans en manger et Champier s'étonnait qu'elle n'ait pas essayé d'en mettre dans sa boisson, aussi l'appelle-t-on par dérision *beurrière*. »

¹ DE BEAUVILLÉ, *Hist. de Montdidier*, 1^{re} édition, II, 808.

² *Histoire de la vie privée des Français*, II, p. 52.

La Bretagne et la Normandie partageaient avec les Flandres la renommée du beurre; on le salait, on le mettait dans de longs pots de grés cylindriques et on l'expédiait dans tout le royaume.

III

Avec le beurre et le fromage, le paysan avait sous la main les œufs qui se cuisent dans la poêle et les œufs ne sont pas loin, car bien souvent il possède six, huit, dix, vingt, trente poules.

La poule nous fait songer au vœu populaire du bon roi Henri. « Nous n'avons pas, disaient les paysans de Normandie en 1789, selon les vœux d'un de nos rois, tous les dimanches le morceau de lard et la poule au pot ¹. » La poule au pot a toujours fait rêver. Le peuple chantait en ces termes les louanges de Turgot ²:

Grâce au bon Roi qui règne en France,
Nous allons voir la poule au pot !
Cette poule, c'est la Finance
Que plumera le bon Turgot.

Le quatrain suivant circulait aussi :

Enfin, la poule au pot sera bientôt mise ;
On doit du moins le présumer :
Car, depuis si longtemps qu'on nous l'avait promise,
On n'a cessé de la plumer.

¹ HIPPEAU, *Les cahiers de 1789 en Normandie*, II, p. 417.

² A. NEWMARCK, *Turgot et ses doctrines*, I, p. 188.

Aux jours de fête tous se régalent. Avouez que c'est chose bien permise, puisque c'est chose rare. Il faut être témoin de la voracité des gens de la campagne pour croire à la quantité de viande que mangent aux noces, des hommes qui s'en excusent, disant : Nous n'en mangeons que là ! C'est une profusion de mets qui apparaissent, disparaissent et sont aussitôt remplacés ; et ce, pendant deux jours entiers. Le dessert en tartes est servi avec la même profusion ! » Par contre, ajoute le témoin de ces repas de gargantua, on boit peu.....¹.

IV

Quelle est la boisson ordinaire ? Le paysan boit communément de l'eau. La bière est chère ; le cidre ne l'est guère moins ; le vin tend à devenir rare.

Le fermier du Boulonnais et celui de la province d'Artois ont adopté depuis les temps les plus reculés une *bouillie* dont voici la recette : « Son bien lavé, houblon et miel ; faire bouillir avec une quantité d'eau suffisante pour emplir la chaudière ; quand la liqueur est passée, y délayer le levain de froment ; verser le tout dans des barriques qu'on bouche après la fermentation ². »

¹ *Un village du Soissonnais..... loc. cit.*

² *Le Patriote artésien*, p. 252.

A l'exemple des Anglais, le boulonnais consomme une grande quantité de thé.

Dans les pays de vignobles, la *piquette*, « faite d'eau qu'on a laissé fermenter avec le marc des raisins pressurés », remplace la *bouillie* comme boisson domestique.

Le vin, la bière, le cidre et le poiré, voilà, suivant les contrées, le régal des buveurs de *bouillie* et de *piquette*.

A mesure que la vigne disparaît du sol picard, le *pommier à cidre* se propage. Or, dans telle région où la fin du dix-septième siècle voyait récolter vingt mille pièces d'un vin de qualité très suffisante, il n'existe plus, à cent années de là, vingt journaux de vignobles¹. Le *romrée* et le *vermeil* du Laonnois et du Soissonnais jouissent bien encore d'une certaine réputation, mais dans les campagnes avoisinant Chauny, Saint-Quentin, Soissons, Beauvais, Clermont, le pommier tend à détrôner le cep, parce qu'il est plus approprié au climat et parce que la renommée du cidre va grandissant, depuis cette époque féconde en améliorations où les Chauvelin encouragèrent en Picardie la culture d'un arbre jusqu'à peu connu².

En 1741, M. de la Bourdonnaye, consulté sur l'opportunité d'interdire l'exportation des cidres et poirés hors de la Normandie, avoue qu'on a tellement planté de pommiers en Picardie depuis 20 ans, que cette pro-

¹ DE BEAUVILLÉ, *Hist. de Montdidier*, II, p. 304.

² *Archives de la Somme*, C. 107.

vince, qui demandait autrefois à l'élection de Neufchâtel une énorme quantité de cidres, suffit actuellement à la consommation locale ¹.

Quelle différence cependant entre le cidre normand et le cidre picard ! « Celui-ci blanc, limpide, aigre, fade et sans consistance, aussi pauvre en goût que pauvre en force et en coloris ; froid à l'estomac et bientôt corrompu ; celui-là réunissant au contraire la couleur du jaune d'œuf et la fraîcheur de la bière, l'onctueux et le transparent avec le spiritueux qui le fait le plus souvent boire avec de l'eau ; offrant un piquant et une saveur où l'on trouve encore celle du fruit, en même temps qu'une vigueur qui permet de le transporter et de le conserver pendant cinq et six années ². »

Le cidre, « c'est l'avoine des chrétiens » ! s'exclame, dans un élan d'enthousiasme, certain normand fanatique : « souvent on voit l'homme opulent le préférer au vin de Bourgogne et toujours le travailleur y trouver son réconfort ³ » !

Il existe peu de plantations de pommiers en Artois. Un membre de l'Académie d'Arras constate, en 1783, que la Picardie et le Boulonnais offrent, sous ce rapport, un bien bon exemple à ses compatriotes. Plusieurs seigneurs de nos États, écrit-il, ont introduit dans leurs

¹ « La Picardie est devenue l'émule de la Normandie pour la quantité de cidre qu'on y fait. » 1789. — HESSE, *loc. cit.*, p. 382. — DE BOUTEVILLE ET HAUCHECORNE, *le Cidre*, p. 80.

² *Petites affiches*, n° 42, 12 octobre 1775.

³ *Ibidem*.

domaines l'usage du cidre et ils y trouvent un avantage réel ¹.

L'Artésien et les habitants du Ponthieu, principalement ceux de la région située entre la Somme et l'Authie ², préfèrent la bière, peut-être à cause du voisinage des Flandres où cette boisson est tellement appréciée, qu'un voyageur raconte avoir vu suspendre au cou des enfants à la mamelle, une grande bouteille en forme de biberon et remplie de bière, afin de les habituer de bonne heure à ce breuvage ³ !

Déjà au XVIII^e siècle, la bière de Cambrai était réputée la meilleure de France.

Le fermier fait ordinairement sa provision de bière. Il loue, à certaines époques, des *chaudières ambulantes* montées par des industriels, dont c'est la profession de parcourir le pays en « brassant » pour le compte d'un chacun. On n'épargne alors ni le grain, ni la cuisson, ni les préparations, ni les ingrédients nécessaires afin que la bière soit de qualité supérieure et qu'elle se conserve longtemps.

En 1773, l'interdiction des *chaudières ambulantes*, dont le grand inconvénient, aux yeux du Conseil d'État,

¹ Bibliothèque de l'Académie d'Arras. *Mémoire sur la culture des pommiers*. — *Le Patriote Artésien*, p. 25. « On fait de la bonne bière surtout à Aire. »

² Archives de la Somme, C. 67. *Mémoire contre la suppression des chaudières ambulantes*. — 15 novembre 1774.

³ DINAUX, *Archives du Nord de la France*. Nouvelle série, II, p. 518, et *mémoire de Madrys* précité.

était de faciliter la fraude des *aides*, excita d'unanimes réclamations. Dans le seul district de Doullens, cette mesure impopulaire eut pour effet de réduire quinze cents familles à boire de la bouillie ou de l'eau ¹.

V

Le démon de la gourmandise a peu d'empire sur les habitants de la campagne qui demeurent indifférents même aux attraits des denrées coloniales, dont l'introduction commence à révolutionner les habitudes alimentaires de nos grandes villes.

« Grâce à Dieu, mon bon peuple ne tombe pas dans la mollesse, écrit vers 1761 un vieux curé du Boulonnais ; le sucre reste encore chez le pharmacien ; les plus riches fermières seules en ont, dans leurs armoires, pour le cas de maladie, quelque menue provision bien serrée à côté de deux ou trois bouteilles de vin. Sur les mille habitants de mon village, je suis convaincu que neuf cent cinquante n'ont jamais bu ni du vin, ni du café. Le café n'est connu que des bourgeois qui y trempent leurs lèvres aux jours de grande fête et, je le crois, bien plutôt pour pouvoir le dire à leurs voisins, que par goût pour cette liqueur très vilaine et enivrante. Le reste de mes paroissiens a bu du vin par hasard. Je veux dire que les fermiers, en allant payer leur terme de Saint Jean

¹ *Archives de la Somme*, C. 67.

et de Noël à leurs propriétaires, sont reçus à dîner par celui-ci ou par son intendant, et, ces jours-là, on offre un verre de vin après le cidre. Moi-même, aux jours de grande fête, je me laisse aller à cette prodigalité. J'ai cru parfois être agréable à un petit fermier, qui m'avait fait quelque corvée très obligeamment et que je voulais récompenser, en lui offrant un verre de vin, je notai curieusement qu'il buvait toujours en faisant une grimace et en secouant la tête... ¹ »

O tempora ! O mores !!

Que sur les mille paroissiens du vieux curé, neuf cent cinquante n'aient jamais entendu parler du café, ce n'est pas surprenant, puisque Paris le connaissait à peine un siècle auparavant.

Une circonstance particulière l'avait mis à la mode sous Louis XIV. Le chef de l'ambassade de Mahomet IV au grand roi offrait le café dans les somptueuses réceptions qui éblouirent alors le « tout Paris » et les invités du turc prirent l'habitude d'user du café comme d'un objet de grand luxe.

Le café vint d'abord de l'Arabie ; on l'importa ensuite de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, de Saint-Domingue et, de toutes les denrées qui ne sont pas de nécessité première, il n'en est pas une dont le commerce se soit aussi rapidement développé. En 1750, la compagnie des Indes le vendait à Paris 45 sols — 5,85 — la livre. Plus tard, la guerre d'Amérique ayant fait

¹ D'HÉRICAUT, *Les Mémoires de mon Oncle*, p. 53.

considérablement augmenter le prix du sucre et le prix du café, la consommation diminua, même parmi les classes élevées. Legrand d'Aussy écrivait en 1761 « qu'il pensait qu'à la paix, la mode du café reprendrait son cours ».

Legrand d'Aussy ne s'est pas trompé. S'il ressuscitait, il verrait qu'il n'y a pas actuellement que *« les dames de la première qualité qui font arrêter leurs carrosses aux boutiques des cafés les plus fameux pour s'en faire servir à la portière sur des soucoupes d'argent¹ »*.

VI

Après qu'il a supporté le poids du travail et de la chaleur, est-il pour l'ouvrier des champs de plus grande jouissance que le plaisir de fumer une bonne pipe ?

Le paysan de l'ancien régime n'ignore pas cette jouissance et l'on peut même avancer sans exagération qu'à la faveur des franchises de leur province, le flamand et l'artésien consommaient alors beaucoup plus de tabac qu'aujourd'hui.

« C'est pour lui une denrée de première nécessité : la liberté de planter le tabac sans contrôle et la modicité du prix ayant fait contracter même aux enfants l'habitude de fumer, habitude devenue pour tous comme une seconde nature² ».

Dictionnaire du commerce, édition de 1744.

² *Archives du Pas-de-Calais, États d'Artois*, 3^e farde. *Tabacs*.

Quelle énergie dans les protestations qui s'élèvent ! quelle unanimité dans la revendication des privilèges reconnus à la Flandre, à l'Artois, à la Franche-Comté par l'arrêt du 29 décembre 1719 ! quelle insistance de la part des États, dès que les *fermiers généraux* parlent d'étendre le monopole au-delà des frontières de la Picardie ¹ !

Le tabac, mal cultivé, souvent mal récolté et encore plus mal préparé, est inférieur à celui que le Picard tient de la *Régie* d'alors, c'est possible, mais qu'importe la qualité ! le paysan s'en contente et d'ailleurs un habitant de Dunkerque, retour d'Amérique, convaincu que le tabac de Virginie ne doit sa supériorité qu'à la manière de « gouverner les feuilles », ne s'offre-t-il pas à mettre ses compatriotes en mesure de rivaliser avec « le tabac de la nouvelle Angleterre ² » !

¹ Lors de l'assemblée des États de 1678, l'intendant proposa de consentir à l'expédition d'un arrêt portant défense de cultiver le tabac dans la province, à moins de trois lieues de la frontière de Picardie. Les députés des États protestèrent contre cette mesure qui fut cependant appliquée.

Les tabacs d'Artois payaient à l'entrée du royaume comme les tabacs des Îles. Article 4 de l'arrêt du 29 décembre 1719 :

« Les tabacs en feuilles ne pourront entrer que par paquets pesant au moins cinq cents livres. Les tabacs du Brésil et ceux de Flandres, d'Artois et d'Alsace, payent à raison de 30 sols la livre. » *Ibidem*.

² *Ibidem*. 4 juillet 1788. La Flandre et l'Artois sont alors les seules provinces du royaume où le tabac est planté en toute franchise.

Les Picards envient l'heureux sort de leurs voisins qui fument tranquillement la pipe « de Saint-Omer, de Dunkerque ou d'Arras ¹, sans craindre de se la voir arracher de la bouche par quelque commis trop zélé, sous prétexte qu'elle contient de la contrebande ². »

« Nous savons bien, disent-ils, que le tabac n'est pas d'une nécessité aussi absolue que le sel, mais nous pouvons aussi assurer en vérité que nous trouvons dans son usage un de nos plus grands plaisirs. Il nous délasse, il nous récrée, il est notre dessert après nos frugals repas. Sommes-nous harassés de fatigue, il contribue à notre satisfaction. Le collecteur est-il venu, il soulage le désagrément que nous avons essuyé lorsque nous avons été obligés de lui demander grâce pour quelque temps. Son prix excessif nous oblige d'en modérer l'usage. Il faut nous ménager pour n'en user que 10 sols — 1 franc — par semaine. Ceux qui sont passablement à leur aise en usent pour 20 sols.

« Quel plaisir le Roy nous ferait s'il voulait nous accorder la liberté de ce délassement innocent ³ ! »

¹ *Le Patriote Artésien*, p. 270. — On importe aussi des pipes de Hollande et d'Allemagne.

² *Archives nationales*, G. 7.96 et G. 7.515.

³ *Archives de la Somme*, B. 315. *Cahiers des États généraux*. Paroisse de Forest-l'Abbaye.

CHAPITRE XII.

MISÈRE ET CHARITÉ.

Misère du paysan à certaines époques. — L'administration et la charité privée viennent à son secours. — Grands seigneurs charitables. — Détresse résultant des hivers très rigoureux. — Vagabonds, leurs excès ; la terreur qu'ils inspirent. — Patrouilles organisées en Artois. — Dépôts de mendicité. — Ateliers de charité. — Recherche des vrais indigents. — Châtiments réservés aux incorrigibles. — L'aisance reparaît. — Confréries de miséricorde et bureaux de charité.

Calamités publiques. — Incendie, grêle, inondations, sauterelles. — Secours délivrés aux victimes. — Souscription ouverte à Paris pour les grêlés de 1788.

Épidémies. — Médecins spéciaux nommés par l'intendant. — Insuffisance des chirurgiens de campagne. — Curés médecins. — Turgot se préoccupe d'organiser des secours. — Médecine gratuite. — Fondation du comte de Mailly à Louvrechy. — Boîtes de remèdes ; ce qu'elles contiennent ; qui les distribue. — Combien le gouvernement en délivre en 1769. — Bons de convalescence. — Tablettes de bouillon.

I

Combien d'écrivains qui, jugeant le paysan d'autrefois par cinq lignes de La Bruyère, le représentent comme une sorte de fauve grondant sourdement dans sa tanière et n'attendant que le moment de se jeter sur ses

opprimeurs ! A les entendre, la misère est la règle générale et l'aisance est l'exception.

Voltaire peut affirmer qu'il n'y a guère de son temps, « dans les villages où la terre est ingrate, où les impôts sont lourds, de colon qui n'ait un bon habit de drap et qui ne soit bien chaussé et bien nourri ». On ne le croit pas.

A certaines heures cependant, la misère s'appesantit sur l'habitant des campagnes. Victime des calamités qui sont de tout temps le partage de l'humanité, il gémira accablé sous le poids de son infortune momentanée, mais alors il trouvera, — ce n'est pas douteux, — des intendants qui, obéissant aux ordres du roi, lui apporteront les secours de l'administration ; il trouvera des personnes charitables pour consoler son âme dans la douleur et pour soulager son corps dans la pauvreté.

S'il se rencontre des seigneurs au cœur insensible et hautain qui repoussent le malheureux, ce sont de rares exceptions, contre lesquelles protestent tant de fondations charitables dont le souvenir est vivant dans les archives.

Nous pourrions nous étendre sur les bienfaits que répandent autour d'eux châtelains généreux et châtelaines compatissantes ; nous pourrions montrer les malades soulagés, les enfants instruits, les misères atténuées par des seigneurs pénétrés de l'idée que leurs droits imposent des devoirs. M. Taine en cite de nombreux exemples.

Mirabeau parle d'un homme de qualité qui donna le

pain et le couvert à mille pauvres pendant la disette de 1747 ¹, et le maréchal, duc de Croy, surnommé le *Penthièvre du Hainaut*, pour son immense bienfaisance, a droit à toute la reconnaissance de la postérité.

Qui donc a appelé le dix-huitième siècle, le siècle de la bienfaisance? Qui donc a dit aussi que jamais la misère ne s'est révélée plus affreuse que sous les règnes de Louis XV et de Louis XVI? De part et d'autre il y a exagération. Sans doute la détresse du paysan fut grande à certains moments; sans doute la mendicité prit en 1767 des proportions désolantes, mais il n'est point vrai d'avancer, avec Letrone, « qu'à la campagne la mendicité est de nécessité absolue pendant l'hiver », encore moins, avec Rousseau, « que les paysans sont nus et meurent de faim ».

On se rendrait coupable d'injustice si l'on prétendait que, ni le gouvernement, ni le clergé, ni la noblesse, ni la bourgeoisie ne songeaient à secourir les infortunés que les calamités publiques ou le besoin réduisaient à la mendicité.

Une grande misère succéda aux rigoureux hivers de 1709, 1740, 1767, 1771, 1776, 1784 et 1789. Pendant plusieurs mois et jusqu'au retour de l'abondance, la disette multipliait les vagabonds et les pauvres, que les documents du temps représentent sous de bien sombres couleurs. Momentanément réduits à se nourrir de pain

¹ *L'Ami des hommes*, I, 164.

fait de farine grossière ¹, chassés de leur demeure par le besoin, ils erraient en bandes sur les grands chemins, frappaient à la porte des monastères où l'aumône se pratiquait si largement que l'on cite telle abbaye d'Artois qui distribua, durant tout un hiver, pain et bois à plus de cinquante familles; telle autre qui donna, chaque semaine, cinquante pains de trois livres et qui, le jour du vendredi saint de l'année 1709, dépassa le chiffre à peine croyable de trois mille cinq cents pains ².

Malgré des prodiges de charité, et peut-être à cause de cette immense charité, le nombre des mendiants augmenta dans d'énormes proportions de 1767 à 1776.

Témoin des largesses qu'il voit se continuer même après les crises, Hennebert ne peut s'empêcher de regretter que le voisinage des abbayes soit toujours peuplé de gens nécessiteux, « charançons rassemblés autour d'elles pour les ronger..... L'aumône trop facile entretient la fainéantise ³ ! »

Les pauvres se rendent ordinairement le soir chez le fermier, lisons-nous dans un rapport officiel, exigent le logement, prennent la meilleure place au foyer et à la table, s'enivrent et vont cuver leur vin dans les étables, au risque d'y mettre le feu. Des Lorrains, des désér-

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 701, 702. — *du Pas-de-Calais*, C. 80, 117. — *Société d'émulation de Cambrai*, XXXIV, p. 430.

² Cf. *Histoires des abbayes de Picardie et d'Artois*, notamment celles de Dommartin et de Saint-André-au-Bois, de Saint-Vaast, de Saint-Bertin.

³ *Histoire d'Artois*, II, p. 75.

teurs amnistiés se joignent à ces brigands, dont l'audace ne connaît pas de bornes, qui rançonnent le cultivateur auquel ils font la loi. Tantôt c'est de l'argent qu'il leur faut ; tantôt ils exigent des vivres. Ils tuent les volailles ; ils volent les légumes sous les yeux du propriétaire qui n'ose rien dire dans la crainte d'être incendié ¹.

En 1766, les États d'Artois organisent des patrouilles de nuit afin d'empêcher « que les grains verts ne soient coupés ». Ces patrouilles, composées de quatre hommes dans les villages de 50 feux et au-dessous, avec un homme de plus par 10 feux dans les localités plus importantes, se réunissent à la chute du jour et fournissent pour le moins quatre rondes « par les rues et avenues du pays, veillant sur les propriétés et sur les personnes, arrêtant tous individus suspects ².

II

L'organisation de la charité publique date des années calamiteuses. *Les ateliers de charité* donnent du travail aux pauvres valides, hommes, femmes et enfants, pendant que *les dépôts de mendicité* fournissent des secours aux infirmes, aux vieillards, aux incapables ³.

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 701.

² *Archives du Pas-de-Calais*, C. 80, 117.

³ Dans les dépôts de mendicité, les pensionnaires sont nourris et vêtus gratuitement. Le trousseau se compose : pour les

Une instruction adressée par le roi recommande de s'inspirer constamment « des principes de la religion et de la justice, en distinguant le vrai nécessaire de l'imposteur, le vieillard épuisé de travail du fainéant, l'homme que l'infortune accable de celui que le dérèglement des mœurs a conduit à la misère ».

Les *galères* attendent les incorrigibles : ceux qui

hommes, d'un sarrot, d'une culotte et d'un bonnet de tiretaine grise, de guêtres de treillis et d'une chemise de toile bise. Pour les femmes, d'un juste, d'un jupon de tiretaine doublée de toile, d'une paire de bas, d'une cornette, d'un bonnet rond et d'un fichu. Celles-ci travaillent à filer et les hommes à des ouvrages variés. L'insolence est punie des fers et la désobéissance de la prison et de la privation de la soupe. Sur 460 hommes admis, en 1781, au dépôt de Soissons, il y a 30 mendiants de race et 250 ouvriers de l'agriculture.

Dans les ateliers de charité, les travaux se font à la tâche ou à la journée. Les hommes gagnent 10 sols, — 1,30 — ; les femmes, 6 sols — 0,78 — et les enfants de dix à quatorze ans, 4 sols par jour.

Les intendants chargent les curés et les notables de diriger les travaux afin de consacrer au soulagement des pauvres l'argent destiné au salaire des piqueurs.

Les paroisses sont groupées autour de chaque atelier et les ouvriers partagés par le curé en brigades de 10 à 12 au plus, de 5 à 6 au moins. Le plus intelligent et le plus honnête est nommé chef de brigade et comme les ouvriers sont des pauvres sans ressources, qui n'ont pas de quoi subsister pour attendre la fin de la semaine, le conducteur des travaux leur donne des acomptes qui assurent la subsistance quotidienne de la famille.

trompent le monde à l'aide de faux certificats par eux fabriqués ou extorqués à la bonne foi de leur curé, les gens de mauvaise vie, paresseux, ivrognes, imbus des vices les plus grossiers, « pour lesquels la mendicité constitue une véritable industrie, dont les moyens d'action sont la ruse, la menace et au besoin la violence ¹ ».

III

Les conséquences lamentables des années de disette s'effaçaient, Dieu merci, avec le temps, ce grand remède à tous les maux. Le meilleur, comme le plus sûr moyen de réprimer la mendicité et de faire disparaître le vagabondage, c'est le bienfait d'une récolte abondante. Les traces de la misère disparaissent alors : on oublie vite au village. Aussi bien imprudent serait l'historien qui jugerait de l'état ordinaire des classes rurales au dernier siècle, d'après les rapports que les intendants ont rédigés au cours des années calamiteuses dont nous venons de parler. Il encourrait le grave reproche d'établir en thèse générale le vagabondage qui n'apparaît que de loin en loin, exceptionnellement, et lorsque l'élévation du prix des denrées ou le manque de travail rendent les ressources de la charité absolument impuissantes.

¹ Cf. *Archives du Nord, de la Somme, de l'Aisne et du Pas-de-Calais*, les liasses qui concernent les dépôts de mendicité et les ateliers de charité.

Dans beaucoup de paroisses, les *confréries de miséricorde*, viennent au secours de la charité privée par des distributions de vivres et de vêtements faites en vertu de fondations souvent fort anciennes. Enfin les *bureaux de charité*, organisés sous la surveillance du curé et la présidence d'une personne notable, ont pour but de secourir les pauvres en procurant du travail aux valides et des soulagements aux invalides ¹.

Voici, pour ne citer qu'un exemple, ce qui se passe à Saint-Valery. Les dames de la miséricorde visitent les malades et distribuent chaque jour à douze pauvres « la soupe et le bouilli » qu'elles font préparer à tour de rôle, d'après un ordre réglé par la présidente, qui se nomme la *mère des pauvres* ².

L'auteur d'un mémoire, présenté à l'assemblée intermédiaire de Doullens, voulait qu'on obligeât les villages à nourrir leurs pauvres et qu'on dressât, dans les paroisses absolument sans ressources, un état détaillé des mendiants, signé du curé et des notables, état remis à l'administration provinciale qui aurait à y pourvoir ³.

Le pauvre des campagnes se contente de peu : ceux-ci ont leur retraite chez un parent, ceux-là dans le premier réduit venu. Ils n'ont donc besoin que de nourri-

¹ *Archives de la Somme*, C. 130, 131, 133.

² *Archives de la Somme*, dépôts de mendicité, rapport de 1750.

³ *Archives de la Somme*, C. 132.

ture et de vêtement. Ils trouvent la nourriture de ferme en ferme et les distributions de *tiretaine* qui se font dans beaucoup d'endroits à l'entrée de l'hiver leur procurent le vêtement.

Le pauvre est accueilli avec une bonhomie cordiale ; on l'invite à prendre place au foyer ; on lui donne une écuelle de soupe ; s'il a sa part des fêtes et des événements heureux, il paie sa dette de reconnaissance en prières. Rarement le paysan refuse le morceau de pain à qui le lui demande pour l'amour de Dieu, pas plus qu'il ne regarde à sa peine pour aider un voisin dans l'embarras. Par un sentiment de solidarité méritoire, il labourera et récoltera pour lui et, détail curieux, aux environs d'Hirson, chacun concourait à la construction de la chaumière que devaient habiter de nouveaux mariés.

IV

Si l'un des fléaux destructeurs tant redoutés du paysan exerce ses ravages, — incendie, gelée, grêle, inondations, — les victimes ne s'adressent point en vain à l'intendant.

Aux incendiés, il est d'usage d'accorder, durant deux, trois et quatre années, la réduction de la taille avec un secours soit en argent, soit en nature, pour aider à la reconstruction des bâtiments brûlés. Les grêlés et les inondés n'obtiennent que la réduction.

Dans l'un ou l'autre cas, demander aux municipalités de constater le dégât, c'était s'exposer à des évaluations exagérées que les assemblées provinciales voulaient éviter, en décidant qu'un député serait spécialement chargé de l'enquête ¹.

Le 20 mai 1789, un incendie épouvantable ayant détruit quatre-vingts maisons du village de Selincourt et plongé cent familles dans la misère, le vicomte de Selincourt s'empressa de mettre à la disposition des malheureuses victimes « ce qu'il avait en sa possession pour le moment ». La commission intermédiaire provinciale décida qu'elle enverrait d'urgence deux tonnes de riz, du sel, du beurre, afin de faire une soupe économique semblable à celle qu'on distribuait aux pauvres d'Amiens.

Le prieur de l'abbaye de Saint-Jean, qui présidait aux distributions de la ville, offrit d'aller à Selincourt pour apprendre aux habitants à préparer cette soupe et le bon moine partit « avec cuve, cuillers et autres instruments nécessaires.... ² »

Lors du rigoureux hiver de 1784, la fonte des neiges occasionna des inondations considérables ; les environs d'Hesdin, de Frévent, de Saint-Venant, de Merville, de La Gorgue eurent surtout à souffrir. Immédiatement le gouvernement prit des mesures pour venir au secours

¹ *Ibidem*, C. 131, 132, 133 et du Pas-de-Calais, C. 91. — *Conseil d'Artois*, farde 33.

² *Archives de la Somme*, C. 133. Selincourt, près d'Hornoy, Picardie,

des malheureux indigents, « la classe la plus intéressante pour le cœur du roi, » et, dans le royaume entier, s'ouvrit une vaste enquête destinée à révéler l'étendue du désastre. Outre les trois millions accordés pour les ateliers de charité, Sa Majesté décida que trois millions prélevés « sur les dépenses d'agrément » seraient répartis entre les plus nécessiteux, afin de leur procurer les denrées de première nécessité, de remplacer les bestiaux ou les instruments perdus et de contribuer au rétablissement des habitations enlevées par les eaux ¹.

Les ravages dus à la rigueur des saisons ne sont pas les seuls dont nos pères eurent à souffrir. Du 10 au 15 juillet 1735, un vent violent dessèche les campagnes et dégénère en une trombe qui vomit des nuées de sauterelles. « Il y en a de noires et de vertes ; elles ont huit ou douze pattes par le moyen desquelles elles sautent de plante en plante. Elles dévorent les foins, les pois, les fèves, sans cependant s'attaquer aux céréales, infestent l'air et corrompent l'eau des puits où elles tombent. On fait des prières publiques pour obtenir la délivrance du fléau ². »

Au mois de juillet 1788, une effroyable grêle, telle que de mémoire d'homme on n'en avait vu de pareille, ravageait les généralités de Soissons et d'Amiens au point de ruiner absolument toutes les espérances de la

¹ *Archives du Nord*. — Flandre Wallonne, intendance, C. 1. Lettre du baron de Breteuil, 14 mars 1784.

² *Société d'émulation de Cambrai*, t. XXXV, p. 432.

culture. Ce désastre sans précédent exigeant des secours exceptionnels, on ne pouvait se borner à solliciter de la bienfaisance du roi l'indemnité ordinaire. Tous les officiers municipaux des villes et des campagnes, les diverses communautés, furent invités à prendre l'initiative d'une vaste souscription en faveur des victimes du fléau et le *Journal de Paris* (numéro du 30 août) adressa un appel à la charité publique, tandis que la Société royale d'Agriculture s'empressait de répandre dans les campagnes deux mémoires indiquant le moyen de tirer le meilleur parti possible des récoltes ravagées par la grêle ¹ ».

V

Si une épidémie se déclare au village, le devoir de l'intendant est d'envoyer immédiatement un médecin spécial avec mission d'examiner les caractères de la contagion, de visiter les malades et de prescrire le meilleur traitement à suivre. Toujours choisi « au nombre des hommes jugés capables, par leurs lumières et leur désintéressement, de remplir les vues bienfaisantes du

¹ *Archives de la Somme*, C. 130; de l'*Aisne*, C. 976, 978, 980.

gouvernement ¹ ». Ce médecin n'est malheureusement pas secondé dans les campagnes, où les chirurgiens manquent le plus souvent d'expérience, bien que la loi exige d'eux certaines garanties d'études. Sur les états des médecins de telle ou telle généralité, nous lisons peu de noms suivis de la mention à peine satisfaisante : « assez instruits », et quelques-uns sont déclarés « propres à rien ². »

Bon nombre d'individus exercent publiquement la médecine sans avoir subi d'examen. Les populations souffrent d'être livrées à la merci d'ignorants ou d'empiriques contre lesquels les subdélégués ne cessent de réclamer les rigueurs de l'administration.

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 19, 20 ; — *du Pas-de-Calais*, C. 436 ; — *de la Somme*, C. 27, 130. — Lettre de Necker à l'intendant de Soissons.

« Paris le 1^{er} juin 1779.

« Le sieur Drin, médecin à Guise, vient de m'informer
« qu'il règne dans le village de Pain une maladie épidé-
« mique qui a déjà enlevé en peu de jours plusieurs habi-
« tants de cette paroisse. J'ai l'honneur de vous faire passer
« la lettre qu'il m'a écrite à ce sujet afin que vous puissiez
« donner les ordres que vous jugerez nécessaires pour secou-
« rir les malades indigents et arrêter les progrès de cette
« maladie.

« J'ai l'honneur....

NECKER. »

² *Ibidem*. Le 7 février 1788, Calonne écrit : « Que le roi
« pousse la sollicitude jusqu'à vouloir un tableau des méde-
« cins et des chirurgiens qui exercent leur art dans les
« différentes parties de son royaume. »

Certains curés passent maîtres ès arts de médecine et de chirurgie : témoin ce chanoine de l'abbaye de Saint-Jean-des-Vignes, desservant la petite paroisse de Branges au diocèse de Soissons, dont la mort fut un deuil public et dont la mémoire demeura longtemps bénie dans le pays. Il était la providence des pauvres, se faisait leur chirurgien, leur médecin, leur pharmacien ; non seulement il s'opposait à ce que la servante qui l'aidait dans ses opérations reçût un sou, mais il déchirait jusqu'à son propre linge pour le pansement des malades. De trente lieues à la ronde, on venait en foule le consulter ¹.

Chaque semestre, l'intendant reçoit un état détaillé qui répond aux questions posées par Turgot lui-même :

A quelle maladie les habitants du pays sont-ils sujets?

Quelles sont les maladies épidémiques?

A quelle cause faut-il les attribuer?

Quels sont les remèdes employés ²?

Le médecin des épidémies prend son rôle au sérieux. « Notre mission est noble, écrit l'un d'eux, elle est pénible, mais par nos travaux nous pouvons en abréger la durée. De quelle joie, de quelle satisfaction ne jouissons-nous pas lorsque nos soins conserveront des pères et des mères à de faibles enfants, des cultivateurs utiles à l'État ³. »

¹ *Mémoires de la Société Académique de Soissons*, 2^e série, IV, p. 170.

² *Archives de la Somme*, C. 25.

³ *Archives de l'Aisne*, C. 21.

VI

La médecine gratuite existe dans beaucoup de localités. Il n'est guère d'abbaye qui ne l'offre aux indigents de ses environs.

Le chirurgien de Dommartin visite les pauvres de toutes les paroisses voisines et leur fournit, aux frais des moines, bouillon, pain, viande, médicaments, linge, etc.

A Saint-Médard de Soissons, les malades reçoivent du potage, des œufs frais, du vin, du poisson, du pain blanc et « autres petites douceurs ¹ ».

Un médecin des épidémies, nommé par la Société royale de médecine, avertit les curés et les syndics de la subdélégation de Soissons que tout pauvre, ayant besoin de conseils et de remèdes pour sa santé, peut le venir trouver à Soissons, rue du Pot d'Étain; il administrera conseils et remèdes gratuitement et avec le plus grand zèle, pourvu qu'on se présente un jour de dimanche ou de fête, jours qu'il choisit de préférence pour les consultations, afin de ne point déranger les habitants des campagnes de leurs travaux ordinaires ².

Nulle part le service de la charité ne se trouve mieux

¹ *Histoire de l'abbaye de Dommartin*, p. 73. — *Mémoires de la Société Académique de Soissons*, IX, p. 106.

² *Archives de l'Aisne*, C. 23. Lettre du 21 février 1783.

organisé que dans le comté de Mailly. Là, non content de faire des distributions de blé à tous les indigents de ses terres, le comte de Mailly installe au château de Louvrechy un habile praticien chargé de remplir gratuitement les fonctions et les devoirs de son état auprès de tous les habitants, riches, pauvres ou mendiants. Il est obligé de se rendre auprès des malades, dès qu'il en est averti, afin de leur administrer ses soins assidus¹.

A tous ceux qui sont reconnus assez misérables pour ne pouvoir se procurer les secours nécessaires, bouillon, bœuf, pain, vin, bois, le médecin délivre un billet signé du curé que le malade n'a qu'à présenter au receveur du domaine.

Belle œuvre que celle du comte de Mailly ! Le roi ne peut manquer d'encourager une aussi généreuse initiative et il s'empresse d'accorder au médecin la permission de porter l'uniforme des chirurgiens militaires, en même temps qu'il fait remettre au château de Louvrechy un certain nombre de *boîtes de remèdes*.

¹ Le médecin est logé au château de Louvrechy. Le comte de Mailly lui donne 400 livres d'appointements, cinq septiers de blé, quatre cordes de bois, quatre cents fagots, deux barriques de cidre et une barrique de vin. — Il pouvait traiter en dehors du comté « quand sa présence n'était pas nécessaire » aux habitants de la terre qu'il soignera dans tous les cas « de préférence aux étrangers ». (Mémoire remis à MM. les curés du comté de Mailly sur l'établissement que M. le comte de Mailly vient de faire en faveur des pauvres et des habitants du comté — publié par DE BEAUVILLÉ. — *Recueil de documents inédits*, IV, p. 695.)

VII

La plupart des hôpitaux fondés au moyen âge sous le nom de *maladreries* n'existaient plus ; leurs biens avaient été réunis aux établissements hospitaliers des villes voisines où les communautés avaient acquis le droit, trop souvent contesté, d'envoyer un certain nombre de malades ; souvent ils avaient été confondus avec ceux des fabriques. Les malades n'étaient plus soignés comme par le passé. L'État dut intervenir.

Les *boîtes de remèdes*, dont l'invention date de l'année 1728, sont adressées chaque année par ordre de Sa Majesté « touchée de compassion pour les pauvres malades des campagnes » aux intendants qui les distribuent « aux sœurs grises, aux curés et autres personnes charitables ».

Le pauvre peut dès lors se procurer des drogues de bonne qualité sans avoir recours aux charlatans, qui vendaient au cher denier « des purgatifs incendiaires de nature à affaiblir et à brûler les meilleurs tempéraments, médecines qui laissoient croître le mal et ne guérissent que l'indigence de ceux qui en faisoient le commerce ¹ ».

Les remèdes appropriés aux maladies les plus ordinaires, préparés par les premiers médecins de la Cour,

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 19.

étaient étiquetés et dosés suivant l'âge, la force et le tempérament du malade. Il y avait de grandes boîtes et de petites boîtes, contenant des purgatifs, des fébrifuges, des vomitifs, du quinquina, des onguents de différentes espèces pour la guérison des plaies, des engelures, des brûlures, des clous et autres misères¹.

En 1769, le gouvernement distribua 952,130 de ces boîtes. Louis XVI en tripla le nombre².

Le curé était le dispensateur ordinaire des médicaments ainsi que des secours alimentaires. Comme il ne suffit pas toutefois de guérir le malheureux et qu'il faut l'aider à reprendre des forces, l'intendant donnait l'autorisation d'accorder des bons de viande et de bouillon aux convalescents, sous la seule condition de voir les secours répartis avec économie et limités aux véritables besoins³.

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 21 ; — *de la Somme*, C. 27.

² *Lettre du 12 février 1780*.

³ *Archives de l'Aisne*, C. 669. — La Société d'agriculture de Soissons fait fabriquer et distribuer aux pauvres malades des campagnes des *tablettes de bouillon* semblables à celles que Papin emploie en Auvergne.

CHAPITRE XIII.

MŒURS RURALES.

Le Picard et l'Artésien jugés par l'intendant Bignon. — Le Flamand jugé par l'intendant de Madrys. — L'épargne. — L'esprit de travail. — L'esprit religieux. — Formules chrétiennes des actes publics et des actes privés. — Pieuses coutumes — Respect de la religion et de ses ministres. — Le repos du dimanche. — La messe. — Le prône. — Le curé, son influence. — Opinion de Turgot et de Condorcet sur les curés. — Les veillées. — Superstitions et croyances populaires. — Sorciers — Sorts. — Sabbats et rondes de fées. — Diableries.

L'instruction primaire : son utilité reconnue et sa nécessité proclamée par les ordonnances royales et synodales. — Edits de 1698 et de 1725. — Sanction à l'obligation de l'instruction — La France couverte d'écoles primaires. — Les clercs. — Le programme : religion, lecture, écriture, calcul. — Enseignement professionnel. — Le manuel du paysan et le traité d'agriculture. — Projets du duc de Béthune-Charrost. — Ecoles d'agriculture, musées ruraux et bibliothèques.

I

Chacune de nos provinces a ses usages propres, une physionomie à part, et le voyageur qui les traverse successivement, peut croire qu'il franchit autant de royaumes différents. Toutefois, le caractère et les mœurs des gens du Nord offrent des analogies frappantes, dont l'intendant Bignon a esquissé les principaux traits. S'il

n'accorde guère d'activité, d'ardeur et « de savoir-faire » aux paysans, il se plaît à reconnaître que « la sincérité, la droiture et la fidélité distinguent ces hommes, peu susceptibles d'inquiétude pour acquérir les biens et les honneurs au-dessus de leur naissance, qui se contentent de la possession paisible de l'héritage paternel, qui soutiennent leurs familles ordinairement nombreuses¹ et qui, satisfaits de vivre au jour la journée, se montrent pleins de bon sens, mais nullement vifs, ni subtils bien qu'ils sachent d'ailleurs aller à leurs fins. »

Picard et Artésien se montrent « animés d'une parfaite confiance jusqu'à ce qu'ils aient été trompés ; alors leur éloignement est sans retour ». L'Artésien est particulièrement docile, soumis, ouvert et reconnaissant ; d'un abord froid, il est peu de caractères « dont on s'accommode davantage. Tranquille et exempt des agitations d'esprit qui mettent les autres hommes

¹ L'édit de novembre 1666 porte : « Informé de l'usage particulier de notre province de Bourgogne, suivant lequel tous homme et femme qui ont douze enfans vivans jouissent de l'exemption de toutes impositions, nous voulons que tout père de famille qui aura dix enfans vivans nés en légitime mariage non prêtres, religieux ni religieuses, soit exempt de collecte, taille, logemens des gens de guerre et autres charges publiques ; que ceux desdits enfans morts portant les armes pour notre service soient réputés vivans. »

Cet édit fut abrogé en 1663, à cause des abus résultant de ce que des pères de famille étaient maintenus exempts n'ayant plus dix enfans. Les intendants demandent qu'on le rétablisse. Il ne le fut pas.

en mouvement, il s'attache et il s'applique au genre de vie qu'il a embrassé. Exact à ses devoirs, mais avant tout fidèle à la religion et jaloux des privilèges de sa chère province et de ses vieilles coutumes, il repousse toute innovation ; tout établissement nouveau l'alarme et l'égare. Il n'y a rien au contraire qu'on n'obtienne de lui, pourvu qu'on s'accommode à ses mœurs et qu'on tempère l'autorité qui ferait, sinon, naître chez lui des sentiments d'impatience ¹ n.

L'intendant de Madrys reconnaît que les Flamands sont « de belle venue, gros et gras, d'un naturel assez pesant, bien que la lenteur de leurs allures n'exclue pas l'amour du travail. Personne n'entend mieux l'agriculture, le commerce et la manufacture. Grands amateurs de liberté, grands ennemis de la servitude, ils se laissent plus facilement gagner par la douceur que par la force. S'ils se fâchent aisément, ils se réconcilient de même, aimant et haïssant à leur manière. Ils se consolent sans peine de toutes les infortunes, disant qu'il pourrait leur arriver pire.

« Les Flamands ont de l'esprit et du bon sens ; si on les trouve grossiers et stupides dans la conversation, on doit reconnaître qu'ils sont habiles dans les affaires. Souvent ils trompent ceux qui s'imaginent être plus fins qu'eux. Ils aiment à boire en compagnie et font leurs marchés le verre à la main,

¹ *Mémoires sur les généralités de Picardie et d'Artois, cités par de Boulainvillers et de Boyer de Sainte-Suzanne, et Bulletin de la commission hist. du Nord, X, p. 459.*

« Fort attachés à la religion catholique et à toutes les dévotions, ils fréquentent les sacrements et sont exacts à entendre la messe et le sermon, mais cela sans préjudice du cabaret ».

En somme, l'amour du travail, la sobriété, l'économie, la persévérance, sont les qualités communes aux populations de nos provinces du Nord. Ajoutons qu'elles apportent « une opiniâtreté et une incroyable force d'inertie pour résister à ce qui sort de leurs habitudes. La conservation des anciens usages et l'éloignement de toute innovation semblent être des points de doctrine tacitement convenus qui n'admettent ni examen des choses actuelles, ni discussion des nouvelles idées¹ ».

Que dire de l'épargne, ce fondement de la vie économique du ménage, cette vertu domestique particulièrement chère au paysan ?

Nous la trouvons partout : dans la simplicité de l'habitation ; dans la modestie des vêtements ; dans la frugalité de l'alimentation ; dans l'absence des goûts de luxe, qui n'ont pas encore passé de la ville à la campagne. Le paysan consacre tous les fruits de son dur labeur à faire vivre et prospérer sa famille, prêt à considérer comme « empoisonneur quiconque lui proposerait de s'enrichir autrement que par l'épargne ». L'intérêt majeur, ne saurait être que la conservation du bien patrimonial transmis par les ancêtres. Il l'augmentera, s'il est possible, mais il le léguera

¹ *Archives de l'Aisne*, C. 894 ; — *de la Somme*, C. 49.

intact à son fils aîné, parce qu'à ses yeux, la famille est semblable à une ruche que les sauvages seuls détruisent pour en prendre le miel. De nouveaux essaims s'y forment et s'en envolent, mais la ruche ne peut pas, ne doit pas périr.

« Les mœurs, écrit l'historien du Valois ¹, sont analogues au climat, qui est doux et tempéré. Constamment occupée au labeur des champs, la population se révèle partout amie de l'ordre, observatrice des lois et inaccessible à toute cause d'agitation. La classe inférieure consacre le temps aux travaux dont dépend son existence, vivant sous l'influence des fermiers et des propriétaires qui jouissent d'une aisance plus ou moins grande et qui possèdent généralement une instruction appropriée à leur position sociale. »

Il y a peu de gens oisifs ; le travail est une sûre garantie du maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, en même temps que l'esprit profondément religieux qui domine, rend les crimes relativement rares, comparés au chiffre de la population.

Le villageois vit sans souci au milieu de ses instruments de travail, de ses bestiaux, de ses champs. Les traditions s'effacent si vite qu'il est peu probable que le paysan du règne de Louis XIV ait jamais songé aux maux terribles que ses ancêtres endurèrent pendant les guerres de religion et pendant la Fronde. Il apprécie son sort et il travaille avec courage et persistance, dans

¹ L'abbé CARLIER, III, p. 282.

la pensée instinctive que son labeur ne sera pas stérile malgré l'excès de la gabelle, malgré les redevances, malgré les banalités. La disette le surexcite ou l'abat momentanément, sans tarir les sources de son courage ; à la moindre apparence de récolte, il reprend l'espérance.

Doué d'une ténacité proverbiale, économe jusqu'à l'excès, vivant de peu et travaillant sans relâche, le manouvrier lui-même se crée facilement une honnête aisance. La preuve en est dans les inventaires après décès qui encombrement les dépôts d'archives et dans lesquels le mobilier des gens de journée est très suffisant ; elle est encore dans la division de la propriété, que nous avons signalée en traitant de l'état de l'agriculture.

II

L'esprit religieux remplit l'âme du paysan. Les mariages, les testaments se font au nom du Créateur, et les formules des moindres actes de la vie publique comme de la vie privée, s'inspirent souvent des croyances les plus élevées.

Si deux jeunes gens comparaissent devant le notaire afin d'arrêter leurs conventions matrimoniales, ils déclarent d'abord les souscrire en vue du mariage « lequel au plaisir de Dieu se fera et prendra perfection en face de la sainte église catholique, apostolique et romaine, dans le temps par elle ordonné ».

Si le malade dicte ses dernières volontés, il le fait en bon chrétien, « recommandant son âme à Dieu le père, à la sainte Vierge, à tous les saints et saintes du paradis, suppliant sa divine bonté et miséricorde par les mérites infinis de la mort et passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, de colloquer son âme au rang des bienheureux en son saint Paradis ».

Cette formule et d'autres du même genre se trouvent dans tous les testaments.

La foi, l'espérance, la charité veillent au chevet des mourants; la piété filiale met une couronne au front du père, si affaibli et affaîssi qu'il soit par la maladie ou par l'âge; et la famille s'unit autour de son chef qui ne veut pas quitter la terre sans bénir les enfants et les serviteurs.

Ce que les pères pratiquent avec tant de religion, comment les mères ne l'effectueraient elles pas avec les inspirations de leur piété? Sur leurs genoux, quand elles commencent leur angélique ministère au foyer, les enfants apprennent à aimer Dieu et le prochain et à s'aimer les uns les autres. Au lit de mort, de leurs lèvres expirantes, les mères les confirment une dernière fois dans cet amour, dans cet esprit de famille basé sur le respect de l'autorité de l'aîné, qui sera dans leur cœur un trésor pour tout le cours de leur existence.

Chez le peuple, comme dans les hauteurs sociales, se manifestent les sentiments nobles et délicats. Sur eux repose le culte des souvenirs et par eux la tradition qu'ont transmise les ancêtres devient une seconde religion.

M. de Ribbe parle de pieuses coutumes conservées au sein des populations des Vosges et des rites traditionnels qui les consacrent. Nous les retrouvons dans tout le nord de la France. Ainsi, avant d'aller à la messe où doit avoir lieu la cérémonie nuptiale, les époux et l'assistance s'agenouillent et récitent une prière que termine la bénédiction du père au nouveau couple. Dans le Laonnois, les fiançailles se font solennellement à l'église.

L'administration du sacrement d'extrême-onction à un malade est un événement dans la paroisse : parents, amis, voisins, escortent le prêtre qui va remplir ce pieux ministère.

Les *veillées* ou les *séries* de famille commencent par la prière du soir, les repas par le signe de la croix ¹.

Nombreux sont les legs faits à la paroisse « pour la rémission des péchés ».

Presque tous les moribonds stipulent des fondations en faveur de la fabrique ou des écoles, et la piété se manifeste encore par les nombreux services religieux qu'ils réclament de leur famille. Il est à remarquer que, lorsqu'il s'agit de messes ou de distributions à l'occasion des funérailles, le paysan, qui connaît si bien le prix de l'argent, donne sans marchander.

Le paysan accepte sans murmurer l'obligation « de rendre l'honneur et le respect dus à la religion dedans comme dehors l'église » ; il révere le prêtre et reçoit

¹ *Les Familles et la Société en France*, I, p. 169 et 242.

avec déférence les avis donnés en chaire afin d'obtenir le silence et la bonne tenue durant les offices ¹. Les rapports des doyens de chrétienté établissent que le devoir pascal est rigoureusement observé. Le curé de Benay, paroisse du Laonnois, n'est pas le seul à déclarer que les fidèles « n'entendent pas confondre le jubilé, accordé par le pape Pie VI, avec la communion pascale, attendu qu'ils veulent deux fois faire le *bon jour* ². »

L'assemblée des délégués des trois Ordres pour l'élection des députés aux États généraux de 1789, d'abord fixée au lundi 20 avril, dut être retardée, le duc de Guînes ayant observé que les cérémonies du temps pascal empêcheraient « les opérations dans un pays aussi dévot que l'Artois ³. »

Vainement le fabuliste se plaint de ce que M. le curé

De quelque nouveau saint charge toujours son prône,

Vainement Louis XIV obtient de l'église l'abolition d'un certain nombre de fêtes chomées ⁴, le paysan continue la plupart du temps à les observer dans la crainte de s'attirer la malédiction du saint. On raconte que les habitants du village de Longpré-lès-Amiens attribuèrent

¹ *Bulletin de la Société académique de Soissons*, III, p. 176.

² *Bulletin de la Société académique de Laon*, VII, p. 105.

³ LECESNE, *hist. de la Révolution à Arras*, t. I, p. 49.

⁴ *Archives de la Somme, fonds de l'évêché. Carton non inventorié. Délibération du 16 décembre 1666.*

le grand incendie qui désola cette localité, en 1663, à la suppression de la Saint-Laurent et qu'ils n'ont jamais cessé de la célébrer depuis.

On n'aurait garde de manquer à la messe du dimanche, même au temps de la récolte. En effet, dans le cas où la crainte des pluies obligerait à vaquer aux ouvrages de la moisson un jour de fête, on ne le fera ni pendant la messe, ni pendant les vêpres, et seulement pour le charriage des grains et des fourrages restés sur le champ et abattus avant la fête ¹.

L'abbé Fauchet ² représente les villageois se rendant de toutes parts à l'église, vêtus de costumes modestes dont la propreté et la grâce champêtre suppléent à l'élégance ; « ils arrivent en foule, dit-il, et se placent en ordre, ici les pères et les jeunes gens, là les mères et les vierges ; l'âge de la première innocence est admis plus près du sanctuaire. »

Le prône de la messe paroissiale n'est pas seulement une instruction religieuse, c'est une instruction administrative et parfois judiciaire. Il n'y avait jadis aucun des moyens de publicité que les progrès de l'imprimerie ont apportés. Les journaux étaient inconnus et les affiches ne furent employées qu'au XVI^e siècle. On notifiait les actes de l'autorité au prône du dimanche. Lorsque les affiches devinrent de mode, l'État, cédant

¹ DERODE, *histoire religieuse de la Flandre maritime*.

² *Discours sur les mœurs rurales*, 1788, p. 35.

aux réclamations des évêques, n'obligea plus les curés à lire les ordonnances. La coutume persista néanmoins.

Le plus humble paysan entendait au prône l'écho des grands événements qui intéressaient le pays. La prise des villes, les victoires, les traités de paix étaient connus par les mandements qui prescrivaient le *Te Deum*¹.

III

Le curé de campagne était un homme instruit, que l'intendant consultait souvent, et dont il sollicitait volontiers les bons offices. Nous avons vu que le curé recevait les publications agricoles et les boîtes de remèdes. L'évêque lui confiait aussi l'inspection des écoles et la rédaction des registres de paroisse sur lesquels s'inscrivaient les baptêmes, les mariages et les décès.

Comme les misères physiques et les infirmités morales lui étaient connues, l'intendant et les subdélégués lui accordaient la première place dans toutes les œuvres d'éducation et de charité. Le curé exerçait ainsi une autorité patriarcale que personne ne songeait à contester.

« Obligés de prêcher la morale, d'apaiser les querelles et de recommander la concorde et l'union, les curés étaient plus à même que personne de préparer l'esprit du peuple au bien qu'on veut lui faire. »

¹ *Le village sous l'ancien régime*, p. 106.

Cette réflexion est de Condorcet ¹.

Turgot entretenait, en conséquence, avec les curés une correspondance suivie, réclamant le concours de leur influence pour améliorer la situation des campagnes, développer l'industrie, organiser les bureaux de charité. « Il leur développait si clairement ses intentions, il prévenait et il résolvait si bien leurs objections, qu'il était impossible qu'ils ne rendissent pas justice à ses plans et à ses vues, qu'ils ne prissent pas la plus grande confiance en lui et qu'ils ne l'inspirassent pas à leurs paroissiens ² ».

IV

Les longues soirées d'hiver réunissent tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre, quelquefois dans les *muches*, vastes souterrains très communs en Picardie, les femmes et les filles du village. Le babil est le principal attrait de ces assemblées connues sous la dénomination de *séries* en Picardie, d'*écraignes* en Hainaut ; le travail n'en est que le prétexte.

Au milieu de la pièce pend une petite lampe, que chacun fournit à son tour, et tandis que les doigts agiles font tourner le fuseau, les conversations vont leur train. On

¹ *Mémoires sur Turgot*. Philadelphie, 1782 ; p. 63.

² DUPONT DE NEMOURS, t. 1^{er}, p. 72, cité par A. NEWMARCK, *Turgot et ses doctrines*, I, p. 100.

disserte sur les qualités et les propriétés de la filasse ; on rapporte les aventures récentes ; on s'élève parfois jusqu'aux nouvelles de la guerre et d'État ; on parle de l'apparition des esprits, de la puissance des sorciers ; on propose des devinettes. On se confie mutuellement le secret de ses affaires ; on mange « son saoul » des « rastons » faits sur place « en ung bon feu, de bure, œufs, farine et fourmaige ». On joue « à souffler au charbon » (petit bonhomme vit encore) ; et quelquefois on danse « à la cornemuse d'un bregier ¹ ».

Toutefois la *série* n'est pas sans inconvénients. L'abbé Tascher la dénonce comme une source assez ordinaire de désordres, et beaucoup d'évêques s'efforcèrent de faire disparaître cette coutume.

V

On doit s'étonner que de bizarres superstitions aient égaré les populations si profondément chrétiennes. Sans faire un crime aux paysans de nos provinces du nord de vider l'eau de la seille, dès qu'un malade a rendu le dernier soupir, parce que l'âme du défunt est venue s'y purifier avant de paraître devant Dieu, nous voudrions les voir moins effrayés d'entreprendre un voyage le vendredi ; moins obstinés à ne s'asseoir pas

¹ *Histoire de Jehan d'Avesnes*, citée par JOUANCoux, *Étude sur le patois picard*, p. 139.

treize convives à table. Nous voudrions surtout bannir les pratiques ridicules, les croyances absurdes qui règnent au village, pratiques et croyances qui concernent le soin des malades, le traitement des bestiaux, la culture de certaines plantes ; pratiques plus étranges les unes que les autres.

Les évêques recommandaient aux doyens, aux curés, aux confesseurs, à tous ceux qui avaient charge d'âme, de combattre la superstition. Evêques, doyens, curés, prêchaient dans le désert ; et vous voyez malgré tout les villageois des siècles passés se couvrir d'amulettes pour combattre l'influence de l'esprit malin et pour se préserver des maladies ¹.

La nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier avait une importance toute particulière. Tandis que les femmes filent et cousent en hâte afin de commencer le plus d'ouvrage possible, certaines du succès de toute entreprise inaugurée sous le patronage de saint Sylvestre, d'autres augureront bien ou mal de l'année qui commence suivant que les pains enfournés à minuit lèveront plus ou moins. Que si d'aventure on entendait le houhoulement de la chouette ou le hurlement nocturne d'un chien, que de malheurs n'aura-t-on point à redouter !

La croyance aux sorciers était presque générale.

¹ LE BRUN, *hist. critique des superstitions*, 2 vol. in-12, 1701 : « Il m'est venu, dit-il, des lettres du Dauphiné, de Picardie et de Flandre touchant l'usage d'une baguette magique qui fait découvrir les sources et retrouver les bornes perdues. »

Victor Derode énumère quelques-uns des sorts le plus redoutés des Flamands ¹, et les traditions que nous avons nous-même recueillies, nous montrent le paysan d'autrefois constamment préoccupé d'échapper au ténébreux empire de la sorcellerie.

Battre un cheval en disant : *que le diable l'emporte*, ou une vache en disant : *courez au diable !* — moyen infailible de les faire mourir sous deux jours !

Jeter une anguille vivante dans la cuve d'un brasseur. — procédé infailible pour faire aigrir la bière !

Frapper quelqu'un de la main gauche ; toucher son manteau, souffler sur une blessure ; offrir du pain ou des fruits en pensant une imprécation telle que : *mourez !.....* Pratiques pour faire mourir dans un délai qui varie de trois jours à dix ans !

Il n'était pour ainsi dire pas de coteaux arides, de fosses isolées qui ne fussent, dans l'esprit des populations, le théâtre de rondes de fées ou de sabbats. L'origine de ces traditions fantastiques remontait, à n'en pas douter, aux diableries du moyen âge : petites diableries représentées par deux personnages ; grandes diableries jouées par quatre personnages qui se livraient à toutes sortes de folies carnavalesques, poussant des hurlements sauvages, brandissant des torches enflammées et dansant des sarabandes échevelées : pâle reflet ou parodie des saturnales du paganisme. Le vol, le sacrilège, le libertinage, constituant le honteux programme de ces

¹ DERODE, *hist. religieuse de la Flandre maritime*, p. 202.

scènes grotesques, l'autorité ecclésiastique avait cru devoir les interdire, mais le souvenir s'en était perpétué au sein des populations, qui..... en frémissent encore !

VI

L'instruction figurait parmi les principaux moyens de moralisation. « La plus grande charité qu'on puisse exercer envers les pauvres, écrivait un évêque d'Arras¹, c'est de leur procurer les moyens de se faire instruire », parce que « la première teinture du bien ou du mal qu'on donne aux enfants s'attache ordinairement si fort à leur esprit, qu'elle passe comme en nature² ». Un autre prélat, Mathieu Moullard, ne peut « voir négliger les écoles dominicales où les enfants apprennent, avec les éléments des lettres humaines, les vérités de la foi ».

La collection des ordonnances royales et synodales, celle des actes et décisions des conciles, abondent en témoignages de la sollicitude et des efforts que la royauté française et le clergé déployaient de concert pour l'éducation du peuple.

¹ Ordonnance du diocèse d'Arras, publiée par Mgr Baglion de la Salle, 1740.

² Ordonnance du diocèse d'Amiens publiée par Mgr Lefebvre de Caumartin, 1648.

On consultera avec fruit les études consciencieuses de : FONTAINES DE RESBECQ, *hist. de l'enseignement dans le Nord* ; DARSY, *les écoles et collèges de la Somme* ; Cte DE HAUTECLOQUE, *l'enseignement dans le Pas-de-Calais*.

« L'ordonnance de 1698 exige l'établissement de maîtres et de maîtresses dans toutes les paroisses où il n'y en a point, pour instruire les enfants du catéchisme et des prières qui sont nécessaires; pour les conduire à la messe, tous les jours ouvriers; pour leur donner l'instruction comme aussi pour apprendre à lire et à écrire à ceux qui pourront en avoir besoin.... Dans les lieux où il n'y aura pas d'autres fonds, la somme de 150 livres — 492 fr. — pour les maîtres et de 100 livres — 268 fr. — pour les maîtresses » sera imposée sur tous les habitants.

La même ordonnance « enjoint : à tous pères, mères, tuteurs et autres personnes qui sont chargées de l'éducation des enfans, de les envoyer aux écoles et aux catéchismes jusqu'à l'âge de quatorze ans; aux curés de veiller avec une attention particulière sur l'instruction des enfans dans leurs paroisses ».

Vingt-six ans plus tard, une déclaration de Louis XV — 14 mars 1734 — renouvelle ces prescriptions et rend obligatoire l'imposition de 150 livres pour les maîtres et de 100 livres pour les maîtresses, toujours « dans les lieux où il n'y aura pas d'autres fonds ¹ ».

A la tentative d'instruction obligatoire essayée par Louis XIV et par Louis XV, se rattache l'article 41 d'un règlement de police de la vicomté d'Espiez, qui punit « d'une amende de 10 sols — 1,30 — annoncée à l'église, l'enfant âgé de moins de quatorze ans qui man-

¹ DECRUY, *L'instruction publique avant 1789*, p. 5.

quera d'assister, deux fois consécutives, au catéchisme, hors les cas de maladie ou d'infirmités, et d'une pareille amende de 10 sols, l'enfant qui s'absentera de l'école un mois durant ¹ ».

Les travaux de l'érudition moderne nous apprennent que la plupart des paroisses possédaient des écoles de garçons. L'évêque de Noyon, Mgr de Rochebonne, ne craint pas d'affirmer que toutes en sont pourvues dans son diocèse ² ; mais le recrutement des maîtresses se faisant plus difficilement, les filles sont moins favorisées, bien que déjà les religieuses de la Providence, les religieuses de la Sagesse, les religieuses de Saint-Vincent de Paul et d'autres encore, se dépensent pour l'instruction de la jeunesse ³.

Malgré son désir de voir les écoles de filles tenues par les femmes, l'évêque d'Amiens, Lefebvre de Caumartin, admet l'école mixte, à la condition qu'il n'y ait pas de communication « pouvant occasionner la corruptèle ⁴ ».

Les fondations assurent presque toujours aux pauvres le bénéfice de la gratuité.

. La France était donc couverte d'écoles créées par

¹ *Mémoires de la Société académique de Soissons*, t. III, p. 180.

² Lettre de Mgr de Rochebonne, 26 août 1784. — *Archives de la Somme*, C. 144.

³ TAINE. *Les origines de la France contemporaine*, I, p. 217.

⁴ DARSY, *loc. cit.*, p. 328 et 329.

l'action traditionnelle du clergé dans l'œuvre de l'enseignement et soutenues par d'innombrables fondations.

Ce passé scolaire qui honore tant l'Église et l'ancienne France n'est pas moins inconnu de nos contemporains que les monuments de la vie domestique de nos pères. Voici en effet ce qu'on osait affirmer il y a peu d'années : « Tandis que notre enseignement supérieur et secondaire remonte jusqu'au moyen-âge, et de là, par une tradition qui n'a jamais été complètement interrompue, jusqu'aux écoles romaines, l'organisation de notre enseignement primaire date d'hier..... Comment la France a-t-elle attendu si longtemps, et comment s'est-elle laissé devancer à ce point par les nations voisines ? Car il ne faudrait pas croire que dans toute l'Europe l'instruction primaire soit chose si récente. L'Allemagne, la Hollande, la Suède, depuis deux siècles, possèdent de nombreuses écoles ¹..... »

Et qui vous dit que l'ancienne France ne possédât pas autant d'écoles que les peuples dont vous parlez ? Pourquoi rabaisser notre nation et affirmer sans preuve son infériorité ². Concevrait-on qu'un grand pays, exerçant en Europe une telle suprématie par l'esprit autant que par les armes, eût si peu de souci de l'instruction du peuple ?

¹ MICHEL BRÉAL, *Quelques mots sur l'instruction publique en France*, p. 12.

² *Les familles et la société en France avant la Révolution*, I, p. 326.

VII

Après un examen subi devant une commission diocésaine, le *Clerc*, muni du « certificat d'approbation », se présente aux suffrages des habitants, qui l'agrément en cette qualité « à la charge d'aider à faire les fonctions de monsieur le curé, sonner l'angelus et tenir une bonne école ¹ ». Son logement est modeste ; modeste aussi est l'école dans laquelle il professera ; modeste enfin est son traitement,

Un opuscule, devenu extrêmement rare, composé et publié en 1778, trace le portrait du maître d'école d'Hallu en Santerre, maître d'école modèle, homme aux connaissances peu ordinaires, chez qui le sentiment du devoir se confond avec le dévouement. Commencée à six heures du matin en été et à sept heures en hiver, sa classe se prolonge, sauf quelques intervalles de récréation, jusqu'à neuf et dix heures du soir. Pendant ces longues séances, le maître ne cesse d'agir, de parler, de se multiplier, et il trouve encore moyen d'accorder des leçons particulières à des adultes dont l'instruction a été négligée ou à de jeunes magisters qui viennent se former et se perfec-

¹ *Archives de la Somme*, C. 172. Réception du clerc de Wiry-au-Mont, le 27 octobre 1786. — Procès-verbal signé de 34 habitants.

tionner à son école. Sincèrement désintéressé, il ne se propose d'autre but que l'accomplissement d'un devoir sacré : la bonne éducation de la jeunesse. Partant, son cœur est inaccessible à toute idée de spéculation et l'instruction, absolument gratuite, des pauvres est aussi bien suivie que celle des élèves les plus riches, ou que celle des pensionnaires auxquels il donne la soupe, le logement et le chauffage, moyennant la modique rétribution de trois livres — 8,04 — par mois.

Si le maître se voit obligé de recourir aux châtimens corporels indispensables pour assurer la discipline dans une classe nombreuse, pour réduire à l'obéissance certains sujets incorrigibles, il le fait à regret et très rarement, parce que, sous une direction non moins éclairée qu'énergique, l'ordre, la paix, l'application règnent à l'école. Ajoutons que dans le cas où l'instituteur instruit simultanément filles et garçons, sa vigilance, sa fermeté, sa prudence, maintiennent une grande retenue parmi les enfans.

Les reproches formulés contre certains clercs, donnent à penser qu'il n'était pas inutile d'écrire et de publier la vie du maître d'Hallu, afin de le proposer comme modèle « à ceux qui négligent leurs élèves, qui parlent mal le français, qui s'oublient dans les cabarets, ces lieux qui ne répandent pas bonne odeur et qui sont indignes d'hommes chargés d'instruire la jeunesse par les exemples plus encore que par les paroles ¹ ».

¹ *Mémoire en réponse au programme de l'Académie royale*

Voici le programme des études primaires :

1° L'enseignement religieux avec l'histoire sainte.

2° La lecture.

3° L'écriture, l'orthographe et le calcul.

4° Les travaux manuels pour les filles.

L'essai d'une école chrétienne consacre plusieurs chapitres à l'enseignement de la religion. Il recommande d'apprendre aux enfants deux demandes de catéchisme le matin et autant le soir ; de faire réciter la leçon plusieurs fois, d'en développer le texte en ayant soin d'enseigner les choses « par jugement plus que par mémoire ¹ ».

« C'est avant tout la morale chrétienne qu'il faut enseigner : elle seule inspire les mœurs pures sans lesquelles l'homme se dégrade, et se déprécie au dessous de la condition des animaux brutes ² ! »

L'enfant apprend à connaître les lettres dans l'alphabet de *la croix de Jésus*, sur la couverture duquel sont représentées les fins dernières. Il lit ensuite ou dans la *longuette*, petit volume de forme allongée qui contient les psaumes et l'office du dimanche, ou dans le *petit François*, recueil de pensées pieuses imprimé en caractères romains, avec syllabes séparées.

d'Arras : quelle seroit l'éducation la plus convenable au peuple de la campagne en Artois..... Bibliothèque de l'Académie d'Arras. — Le comte de Hauteclocque le résume, *loc. cit.*, p. 50.

¹ ALAIN, *L'instruction primaire avant la Révolution*, p. 169.

² *Mémoire précité*. Bibliothèque de l'Académie d'Arras.

Dès qu'il commence à écrire, on lui fait copier « des quittances, des marchés d'ouvriers, des contrats de notaires, des obligations, des procurations, des baux à ferme, des exploits, des procès-verbaux et autres actes qu'il lui sera utile de connaître plus tard ».

L'instruction nouvelle pour connaître les chiffres, imprimée à Lille en 1719, se borne à expliquer la numération et les trois premières règles.

Quant aux résultats obtenus, nous n'avons point encore, pour les départements qui composaient jadis la Picardie et l'Artois, de statistique semblable à celle que M. de Fontaines de Resbecq a dressée pour le Nord, statistique établissant que, de 1750 à 1790, le nombre des conjoints qui ont signé leur acte de mariage s'élève, chez les hommes, à 53,97 pour cent, chez les femmes, à 36,29 pour cent.

Mais nous devons croire que le développement de l'instruction n'était pas moindre dans des provinces où nous avons pu constater que les registres de catholicité d'une part, les procès-verbaux des doléances de 1789 d'autre part, sont revêtus d'un très grand nombre de signatures parfaitement lisibles.

VIII

La question de l'instruction professionnelle se pose pour la première fois sous Louis XVI. Les économistes proclament la nécessité d'enseigner aux enfants les éléments de la culture qu'ils voient chaque jour mettre en pratique sans penser à s'en rendre compte. Le prier de l'abbaye de Saint-Jean propose de mettre entre les mains des écoliers le *Manuel du paysan*, petit volume en forme de catéchisme qui contient, dans onze chapitres, l'abrégé des connaissances utiles pour la culture des champs, des jardins et des bois, la taille des arbres, la connaissance des plantes usuelles, le soin des bestiaux, des volailles et l'éducation des abeilles ¹.

Le mémoire sur l'éducation la plus convenable au peuple des campagnes de l'Artois, n'hésite pas à demander un *traité d'agriculture* conçu en termes simples et précis qui permettrait d'inculquer aux intelligences les plus bornées « une teinture de l'économie rurale ² ».

Tout art est enseigné : la culture doit l'être.

C'est le premier des arts ; il veut aussi son maître.

Le duc de Béthune-Charrost rêve en conséquence l'organisation d'un vaste système d'enseignement pro-

¹ *Archives de l'Aisne*, D. 13.

² *Vues générales sur l'organisation de l'instruction rurale en France*.

fessionnel qui s'étendrait à toutes les provinces du royaume et qui comprendrait :

1° Des *exploitations modèles* installées en vue de concentrer et de diriger les progrès de la science agricole ;

2° des *écoles rurales* pour en apprendre les détails ;

3° des *musées ruraux* annexés aux écoles afin d'offrir aux travailleurs la réunion des productions de la région, un herbier, des échantillons de pierres et de terres analysées, le modèle des instruments aratoires et tout ce qui concerne la science agricole ;

4° des *bibliothèques* contenant les traités généraux et spéciaux, les instructions données par le gouvernement, en un mot, ce qui a été et qui sera imprimé pour améliorer l'économie rurale.

Enseignement professionnel , musées ruraux , — appelons-les : musées scolaires, — bibliothèques dans les villages..... encore et toujours du *vieux neuf* !

CHAPITRE XIV.

FÊTES ET RÉJOUISSANCES.

Watteau et La Bruyère. — Simplicité et entrain des fêtes au village. — Scènes flamandes. — Danses. — Jeux d'adresse. — Archers, arbalétriers, paumiers. — Organisation des serments. — Tir au berceau. — Tir à l'oiseau. — Le roi de l'oiseau. — Les assauts. — Les dés et les cartes. — Le billard. — Prix de vertu. — La rosière de Salency. — Cérémonies des mariages. — Repas et danses. — Chansons de noces. — Fêtes symboliques. — Noël. — Les Noël's. — Pâques. — Le Béhourdis. — Le premier mai. — La quête de la reine Berthe. — Fêtes de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre. — Fêtes patronales. — Kermesses et ducasses. — Cordialité des fêtes d'autrefois.

I

Par une sorte de fiction convenue, la littérature et les arts se plaisent à faire de la vie champêtre, au dix-huitième siècle, un tableau véritablement enchanteur.

Entre les riantes peintures de Watteau ou les tapisseries des Melter, des Wernier, des Boucher, et les sombres descriptions de la Bruyère, quel contraste !

Si réelles qu'aient été les souffrances du peuple des campagnes à certaines époques, si impérieux qu'aient été ses besoins, les heures de récréation et de plaisir

sonnaient bien souvent pour lui, c'est incontestable. Nous affirmons même que la fête au village présentait un éclat et un caractère de franche gaieté qu'elle a perdu, depuis qu'à la simplicité des mœurs patriarcales a succédé le luxe des temps modernes.

Danser au son de la pochette, de la musette ou du tambourin, tantôt à l'ombre des grands ormes de l'avenue du château, tantôt sur la verte pelouse de la place publique, a toujours été la récréation favorite de la jeunesse. Des vieillards, en nous racontant les bals de leur enfance, riaient aux larmes au souvenir des salutations, des pirouettes, des pas plus ou moins savants, plus ou moins gracieux, de la *matelotte*, du *ballet*, de la *bourrée*, de la *gigue*, de la *course* surtout qui terminait la soirée, farandole échevelée dans laquelle plusieurs centaines de personnes, se donnant la main, couraient éperdument, chantant, frappant la terre du pied, sans pitié pour les malheureux qui se laissaient choir.

La fête au village a souvent inspiré le pinceau et le burin des maîtres les plus habiles. Les deux Van Ostade et Brauwer et Corneille Bêga et d'autres encore ont rendu les *bambochades* flamandes, mais Téniers excelle entre tous ; tandis que Van Ostade donne au paysan une attitude sérieuse, méditative, presque taciturne, Téniers prête à ses personnages ce sourire goguenard, cet air jovial qui enchantent.

Ici on joue aux dés et là au tric-trac : l'hôtesse assiste à la partie et lance le gros mot pour rire pendant

que l'aubergiste note à la craie, sur une planche, chacun des pots de bière qu'il remonte de la cave.

Ailleurs le paysan devise au fond des tavernes ou sur le pas de sa porte ; ailleurs il danse en plein air et toujours Téniers rend à merveille l'expression du visage, l'attitude enjouée, les postures plus ou moins comiques. Le paysan de Téniers a des allures à part ; il a une façon à lui d'allumer sa pipe ; une façon à lui de tenir les cartes ; une façon à lui de verser le faro et de le boire. Sous le pinceau de Téniers, la kermesse flamande est du plus parfait naturel avec la pipe, la pinte, la clarinette, la pochette :

Quelle foule d'objets à mes yeux vient s'offrir !

Ici la brillante jeunesse,

Les femmes, les enfants et même la vieillesse,
Inspirent la gaieté qu'on leur voit ressentir.

On y danse, on y boit, on y rit, on y chante,

Et plein d'une erreur qui enchante

Je crois d'un seul coup d'œil goûter tout à la fois
Ces plaisirs dispersés en différents endroits.

Malheureusement « la feste au village » tourne de temps en temps au tragique et de regrettables scènes de pugilat assombrissent à certains jours les plaisirs innocents :

Quand du Dieu des festins les utiles présents

Vous sont offerts en abondance

Et que tous les plaisirs viennent flatter vos sens,

Pourquoi n'en pas user avec prudence ?

Quelle fureur ! Je vois de criminels couteaux .
Se tirer avec violence !
Toujours l'homme insensé changera-t-il en maux
Les biens qu'en sa faveur répand la Providence ¹ ?

II

Les jeux d'adresse et les exercices, dans lesquels triomphent la force et l'agilité, sont particulièrement en honneur : jeu de billon, jeu de cholle ou de crosse, jeu de paume, jeu de javelots, tir à l'arc, à l'arbalète, à l'arquebuse, etc..... On joue aux barres, au Colin-Maillard et aux quatre coins.

Les archers, les arbalétriers, les paumiers, forment autant de corporations obéissant à des règlements souvent fort anciens.

Qui veut être admis dans une de ces sociétés, doit avant tout pratiquer la religion catholique et jouir d'une excellente moralité. Le serment par lequel on s'engageait à observer les statuts de la confrérie avait une importance si grande que la plupart des compagnies d'archers et d'arbalétriers se sont appelées des *serments*. Or, les statuts exigeaient que l'on fût muni des armes nécessaires ; que l'on contribuât aux dépenses de la corporation, que l'on obéît aux chefs élus et que l'on

¹ Ces vers servent de suscriptions aux deux gravures de Le Bas qui représentent « la feste du village » tirée du cabinet du marquis d'Argenson.

maintint « son état sans faire acte de répréhension ni blâme ».

Blasphémer le nom du Seigneur, proférer des injures, prononcer des paroles déshonnêtes, boire avec excès, troubler les exercices de tir, jouer pendant les offices divins, sont autant de délits sévèrement punis par une amende d'abord et par l'expulsion, en cas de double récidive, quel que soit le grade du coupable.

Les serments s'exercent au tir les dimanches et jours de fête dans l'intervalle des offices. Le *tir au berceau*, ainsi nommé du berceau de verdure qui abrite la cible dans le tir horizontal, est particulièrement en honneur dans le Cambrésis, en Picardie et en Artois. Le Hainaut, les Flandres et le Brabant préférèrent le *tir à l'oiseau* ou le *tir à la perche*.

De tous les tirs, le plus important est celui qui décerne la royauté et qui a lieu le dimanche du Béhourdis, à la Mi-Carême ou le 1^{er} mai. Ce n'est pas chose aisée d'abattre l'oiseau et l'on voit des *serments*, composés de gens fort habiles, s'essayer, pendant une journée entière et quelquefois pendant plus longtemps, avant de réussir, car il ne suffit pas de l'atteindre à l'aile, au col, à la tête ou à la queue, il faut le jeter à terre.

Les acclamations bruyantes de l'assistance saluent le vainqueur que la compagnie reconduit triomphalement au jardin où la fête se termine, d'ordinaire, par un banquet plantureux arrosé de fortes libations en l'honneur du *roi de l'oiseau*.

La royauté de l'oiseau confère pendant l'année des

privilèges importants : l'exemption des impôts et du logement des gens de guerre, l'affranchissement des droits sur les boissons.

L'heureux tireur qui abat l'oiseau deux années de suite est proclamé *connétable* et les statuts de certaines compagnies accordent le titre d'*empereur* à qui réussirait trois années consécutives. Alors, les faveurs accordées au roi sont octroyées pour la vie.

Attachés à leurs bannières, archers, arbalétriers, arquebusiers s'efforcent de maintenir dans les assauts qui se donnent à l'occasion des fêtes patronales, les traditions de succès, parfois légendaires à vingt lieues à la ronde. Des *assauts* réunissent jusqu'à plus de cent *compagnies* ; celles du Santerre et des environs de Montdidier jouissent d'une réputation justement méritée. Les seigneurs ne dédaignent pas de descendre dans l'arène et de disputer à leurs vassaux l'« éteuf d'argent » décerné en prix au plus habile.

Les hommes âgés applaudissent les champions, jugent les coups et décernent les récompenses, si mieux ils n'aiment passer l'après-midi du dimanche à jouer aux dés, au tric-trac, aux dames, aux échecs et autres « jeux de table ». Les cartes remplacent, presque partout, les dés sous le règne de Louis XV et ce n'est pas un progrès pour la moralité publique : l'attrait du *pharaon* et du *lansquenet* est perfide.

M. de Beauvillé signale l'arrivée du *billard*, vers la même époque : il n'est presque pas de village où il ne s'en trouve et pour prévenir les pertes de temps et d'ar-

gent que ce jeu occasionnait, la municipalité de Montdidier dut en interdire l'usage dans la ville et dans les faubourgs ¹.

III

« Chez toutes les nations on sait punir le crime, seuls les Chinois ont des prix pour la vertu. La Picardie paraît disputer à la Chine une faible lueur de cet avantage en couronnant la modestie et la sagesse dans le village de Salency. »

C'est ainsi que Devérité ² commence la description d'une solennité dont la réputation a depuis longtemps franchi les limites de la province.

Le 8 juin de chaque année, les habitants de Salency présentent trois jeunes filles au choix du seigneur; ces filles doivent être nées de parents honnêtes et la moindre tache entraîne l'exclusion. Le choix fait, le seigneur ou son bailli conduit la *Rosière* à l'église; douze jeunes filles vêtues de blanc « avec un ruban bleu en baudrier sur l'épaule » l'accompagnent, en donnant modestement la main à douze jeunes gens. Après quelques mots d'éloge, le curé lui remet le chapeau de roses entouré de rubans bleus et l'anneau béni, symboles et prix de la vertu. Le cortège reprend alors le chemin du château pour s'asseoir à un joyeux banquet.

¹ *Histoire de Montdidier*, t. II, p. 402.

² *Essai sur l'histoire générale de Picardie*, t. II, p. 113.

En 1777, le maréchal et la maréchale de Broglie se trouvent à Salency le jour du couronnement de la rosière. Le maréchal veut qu'on le présente à la reine du jour, et il la reçoit à sa table ainsi que son père et sa mère.

« C'était un spectacle touchant de voir ces bonnes gens ne sachant trop quelle situation tenir et les seigneurs se plaisant à les rassurer, leur offrant de tout, buvant à leur santé avec cette bonté, cette affabilité qui leur sont ordinaires. Une danse dans la charmille termine la fête et le maréchal prince de Broglie daigne danser avec la rosière ¹. »

L'exemple du couronnement de la rosière de Salency suggéra au curé de Benay, village des environs de Saint-Quentin, l'idée de récompenser la vertu de ses jeunes paroissiennes. Voyant qu'il ne peut les empêcher d'aller au cabaret, malgré les graves inconvénients qui en résultaient, et pour les engager à une conduite plus chrétienne, il proposa un louis d'or de 24 livres — 64,32 — à celle de toutes qui remplirait le mieux ses devoirs. Pour condition il exigeait qu'elle s'approchât des sacrements au moins trois fois dans l'année, qu'elle ne fût point allée au cabaret et qu'elle eût obtenu le bon témoignage de toute la paroisse.

La première année, personne ne fut digne de la récompense ; mais jugez de l'embarras du bon curé lorsque neuf jeunes filles se trouvèrent sur les rangs en 1774. Il

¹ *Petites affiches*, numéro du 17 juillet 1779.

fallut tirer au sort. Le prix échet à Marianne Beaufort, qui reçut une croix d'or de la valeur du louis, tandis que ses compagnes moins fortunées se consolèrent avec un bouquet de fleurs artificielles ¹.

IV

Comme le couronnement d'une rosière, la célébration des noces donne lieu à des fêtes dont le cérémonial antique varie peu.

Au jour fixé, les invités se rendent, vers neuf heures du matin, chez l'épousée qu'ils trouvent vêtue de noir : la jupe rouge et le tablier bleu sont aussi de mode pour la circonstance. Le parrain ou son plus proche parent lui offre le bras et, tenant l'un des coins du mouchoir blanc qu'elle porte à la main, il la conduit à l'église, suivi des gens de la noce que précède le ménétrier.

Salves de mousqueterie à l'arrivée, salves de mousqueterie à la sortie de l'église, présentation de bouquets par la jeunesse de la paroisse. Le retour au domicile s'effectuait dans le même ordre, avec cette différence que c'est le parrain de l'époux qui a le privilège d'accompagner la mariée.

Au jour des noces, chacun dénoue les cordons de sa bourse. On est rasé de frais, on s'est fait beau, on s'abandonne au bonheur de vivre. A demain les affaires

¹ *Mémoires de la Société académique de Laon*, VII.

sérieuses ! Et on rit..... et les pétarades vont leur train...., les violons grincent, les cornemuses ronflent, les lazzis éclatent, on boit, on mange. Nous avons parlé des repas qui se prolongent trois et quatre heures et pendant lesquels on met à profit tous les raffinements de la cuisine villageoise.

Le nouveau couple ouvre le bal, après que les demoiselles ont décoré la boutonnière de leurs cavaliers d'énormes cocardes de rubans, et les danses ; un instant interrompues dans la soirée par le chant des épithalames, se continuent jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Le lendemain matin, arrivent les cadeaux : nappes, serviettes, toiles, volailles, etc..... A midi, repas payé par les époux, danses, puis souper.

Le troisième jour, voyage du *balotiau* : les invités apportent au mari des chaussons et une hotte et assistent au départ pour la ville où l'on va acheter le mobilier et monter son ménage.

Puis, le débordement de joie prend fin ; adieu, fêtes !! Voilà qu'apparaît, dans son âpreté farouche, la vie de privations et de labeur qui sera désormais celle de l'épousée. Jusque-là l'illusion était permise. Sans doute il fallait durement peiner ; mais un rayon d'espoir et de jeunesse était sur toute chose : « l'épine blanche florissait, le rossignol chantait, le soleil était d'argent. » Maintenant tout va-t-il s'assombrir ? Plus de bals, plus d'assemblées, plus de ces beaux rires sans motif qui réjouissaient les veillées.

Le moment est venu de se prendre corps à corps avec les réalités de la vie. Il faut gagner le pain quotidien à la sueur de son front.

Je ne sais rien de navrant, écrit Gabriel Vicaire, comme les chansons de noces qui naguère accueillaien la jeune épouse à son entrée dans la vie sérieuse.

Les cloches ont beau sonner joyeusement, les crin-crins ont beau faire tapage ; au milieu de la joie bruyante, entendez les commères de l'endroit, oiseaux de mauvais augure, qui entonnent une prophétique complainte :

Vous v' s'êt' enchargé d'un mari.
C'est un' grand' charg' qu'v' s'avez pris !

Elles énumèrent complaisamment les futures exigences du tyran domestique :

I v'dra trouver son pot bouilli,
I v'dra trouver sa soup' trempée,
I faudra aller à la cave
Que ça soit de jour, que ça soit de nuit.
Et vous fil'rez vot' quenouillette
Jusqu'à onz' heures, jusqu'a minuit.

De tout temps notre littérature gauloise s'est égayée aux dépens du lien conjugal, principalement au village.

Nos poètes populaires ont dépassé, dans l'amertume satirique, les moralistes les plus attristés comme les plus facétieux :

Tout autour de la cuisine
On voit le bâton rouler
Et l'on voit la jeun' femme
Qui pleur' dessous la ch'minée,

Sa voisine lui vient dire :
Qu'avez-vous donc à pleurer ?
— Je peux bien pleurer, dit-elle,
Le beau temps que j'ai passé.

Quand j'étais fill' chez mon père,
J'avais de la blanch' monnaie,
Et des louis d'or à changer.
A présent, dans mon ménage,
Je n'ai pas un sou marqué.

Et le chœur des vieilles commères vient à la res-
cousse :

La pauvre fille pleure.
All' en a ben raison,
Son mari la caresse
A grands coups de bâton.

Le plus souvent le mari apparaît comme une sorte
de tyran domestique, mais parfois les rôles changent
et la femme donne de sérieux sujets de plainte :

All' m'envoie aux vignes
Sans boire ni manger.
Quand je reviens des vignes
Après soleil couché.

Moi je reste à la porte
Je n'oserais entrer.
« — Entreras-tu gross' bête,
Entreras-tu souper ?

Allons, tiens, soupe, soupe, soupe,
Moi, j'ai très bien soupé.
J'ai mangé un' bonn' poule,
Un chapon bien lardé.

Les os sont sur la table
Si tu veux les ronger.
Je me mets sur mon lit,
Je me mets à pleurer.

All' me dit : pleure, pleure
Tu pleurras ben d'aut'fois.....

V

Les cérémonies symboliques offertes aux âmes naïves ne manquent pas.

A Noël, représentation, facile à la campagne, de la crèche avec ses accessoires antiques et, dans certaines paroisses, défilé des bergers qui se rendent à la messe de minuit, revêtus de grands manteaux, portant un agneau qu'ils font bénir et exécutant les plus jolis airs de leur répertoire.

A l'Epiphanie, repas des rois.

A Pâques, offrande d'une grande hostie que les habitants fixent à l'endroit le plus apparent de leur demeure, en souvenir de la croix qui fut tracée de la main des anges sur les maisons des hébreux.

Le jour de Noël, le premier dimanche de Carême, le premier mai, la Saint-Jean et la Saint-Pierre donnent lieu à des réjouissances particulières.

A Noël, les ménagères font une grande quantité de tartes, de gâteaux, de *cuignoles*, sorte de pâtisserie de circonstance. Les parents, les amis, échangent les friandises et les enfants vont en recevoir de porte en porte. On disait alors *aller à cuignoles*, comme on dit encore *aller à flans*.

Noël est le jour gai par excellence. D'un bout à l'autre du monde chrétien retentit le vieil *auguinel*, l'*au qui l'an neuf* et le *Noël, Noël*, devenu synonyme de joie, accueillait jadis tous les événements heureux.

Les *Noëls* qui retraçaient la naissance de Jésus, l'adoration des bergers, l'adoration des mages, circulaient dans les chaumières. « Les *Noëls*, dit Chateaubriand, avaient un tour plein de grâce dans la bouche de la paysanne. Lorsque le bruit du fuseau accompagnait ses chants, que ses enfants appuyés sur ses genoux écoutaient avec une grande attention l'histoire de l'enfant Jésus, on aurait en vain cherché des airs plus doux et une religion plus convenable à une mère. ¹ »

Le jour des *brandons* ou du *béhourdis*, — premier dimanche de Carême, — la jeunesse en délire parcourt en chantant les rues du village, les prairies, les bois et les champs. Armés de *bouhours* ou torches de filasse enduites de résine, les enfants se réunissent aux principaux carrefours et allument de grands feux de paille et

¹ *Génie du christianisme*, III, 56.

d'herbe sèche qui flambent et pétillent jusqu'à la nuit close.

Aux environs de Montreuil-sur-Mer, le premier dimanche de carême voit s'établir, à tous les coins du village, nombre de petites chapelles bien misérables : sur une chaise renversée, un linge plus ou moins blanc et quelques statuette. Les enfants qui ont installé le petit oratoire, poursuivent les passants, une sébile à la main, invoquant par une complainte le souvenir de l'infortunée reine Berthe qui, reléguée au château de Montreuil par Philippe I^{er} et réduite à la plus grande misère, vécut pendant plusieurs années de la charité publique ¹.

Ainsi que le *behourdis*, les fêtes de mai sont comme un lointain écho des coutumes païennes. Avec quelle

¹ Voici les couplets huit fois séculaires :

Donnez, donnez à notre rane
 Qu'al est si boine et si divane
 Qu'al fait honneur à tous ches gins !
 Pour Diu, donnez nous du fu ;
 Pour Diu, donnez nous l'part à Diu.
 N'nous fouët' pas tant z'attendre
 Car y fouët si grand froit
 Ecq min camarade il tremble !
 Pour Diu, donnez nous du fu
 Pour Diu, donnez nous l'part à Diu.

Merci, merci, em'cher' dame,
 D'ici z'un an incore autant,
 Ecq' Diu vous mette in Paradis
 Entre les bras ed' Jésus-Christ.

impatience on attend au village le retour du joli mois qui convie la jeunesse aux rondes joyeuses, aux chansons traditionnelles ! A l'approche du premier mai, que d'impatience et souvent au lendemain que de déceptions ! La plantation du *mai*, c'est tout un évènement....

La branche enrubannée, à laquelle se balancent les plus fraîches fleurs printanières, en dit long dans son symbolisme. On voit à bien des portes le lilas parfumé, emblème de jeunesse et d'innocence. Il en est où s'étaient le fagot d'épines, emblème des caractères difficiles, et la branche de charme, compliment public des plus flatteurs qui signifie : *tu me charmes !*

Il en est enfin où les rires moqueurs saluent la ronce : *je te renonce !*

L'usage des feux de la Saint-Jean — 24 juin — et de la Saint-Pierre — 27 juin — paraît être aussi ancien que la civilisation. Toutes les nations ont fêté, avec le solstice de juin, l'astre qui va mûrir les céréales et colorer les fruits.

De grand matin et pendant tout le jour, les enfants quêtent de porte en porte, criant à tue-tête :

Saint Jean est queu (tombé) dans l'iau
Saint Pierre l'a rassaqué (retiré).
Un tiot peu d'bos pour l'récaufer
Y tranne (tremble).

Chacun vide le trop plein de son grenier : meubles brisés, grabats hors de service. Menuisiers, charrons,

tonneliers livrent les déchets de leurs ateliers ; fermiers et cultivateurs offrent les naftas — tiges de colza — et les callots — plantes d'œillette.

Le soir venu, la population entière travaille à dresser le bûcher sur lequel il est d'usage de fixer un mannequin représentant un homme, le jour de la Saint-Jean, et une femme, le jour de la Saint-Pierre. Le mannequin prend souvent un caractère épigrammatique : les lazzis et les hurras désignent alors, à n'en pas douter, celui ou celle que l'on veut couvrir de ridicule.

Après que le curé est venu solennellement allumer le feu au chant des cantiques, les rondes commencent autour du brasier et se prolongent bien tard : soudain la danse est interrompue par des détonations de pétards ; chacun de s'enfuir en jetant des cris de joie ou de frayeur, et, bientôt reformée, la ronde tournoie de nouveau au bruit des artifices chantant avec un merveilleux entrain les plus jolis airs du répertoire :

Entrez, monsieur l'avocat.

Dodinette, dodinon.

Mon père avait un petit bois.

Les jeunes garçons d'à présent.

Sur le pont d'Avignon.

Giroflé, girofla.

Savez-vous planter des choux ¹.

Pieusement recueillis, les charbons doivent conserver la vigueur aux jeunes et rendre aux vieillards

¹ Cf. DURIEUX et BRUYELLE, *Chants et chansons populaires du Cambrésis*.

les forces perdues. Plusieurs cueillent dès l'aurore les *herbes de la Saint-Jean*, surtout le mélilot odorant qui, porté à la ceinture, les préservera de tout maléfice ou qui, placé dans les granges, en éloignera infailliblement les risques d'incendie, les rats et les souris. D'autres ont récolté le plantin dont la vertu magique garantira de la peste, de la foudre et du charbon.

En Picardie, on jetait dans le bûcher des os d'animaux. La fumée nauséabonde qui s'en échappait devait éloigner le dragon malfaisant dont l'approche aurait pu corrompre les fontaines et engendrer la mortalité des bestiaux. C'est pour cela qu'on désignait les feux de la Saint-Jean sous le nom de *feux d'os*.

VI

Les fêtes patronales de chacune des corporations se célèbrent avec toute la solennité possible, à commencer par le grand Saint-Éloi des laboureurs et des maréchaux et le grand Saint-Vincent des vigneron. Viennent ensuite la Sainte-Catherine, puis la Saint-Nicolas, puis le *Reinage*, fête des jeunes filles les plus vertueuses chargées du soin des autels, puis la fête du *prince de la jeunesse* élu par ses camarades pour présider aux plaisirs de l'année, « jolis garçons, poudrés à blanc, le chapeau, la veste et la canne enrubannés qui ont le privilège alors très recherché d'ouvrir le bal et

de choisir les danseuses ». De l'un de ces *princes* M. Gazier disait :

Il danse si légèr'ment
Qu'il n'tient pas son pié à terre.

Vient enfin la *ducasse* ou la *kermesse*, fête du patron de la paroisse, jour de régal pour tous, jour de réjouissances publiques primitivement instituées en mémoire de la dédicace de l'église. La fête religieuse a perdu de son importance, même dans les paroisses de Flandre, où il est d'usage de l'inaugurer par la procession du Saint-Sacrement. Les distractions profanes laisseraient peu de place aux pratiques religieuses, si une pieuse coutume n'invitait jeunes et vieux au service célébré, le lundi, pour les fidèles défunts, service généralement suivi de prières solennelles au champ du repos où se trouve, marquée par des monticules de gazon, la tombe des ancêtres.

VII

Remarquons en finissant que dans la plupart de ces fêtes, les classes ne sont pas isolées. On est frappé de voir jusqu'à quel point elles se mêlent alors les unes aux autres. C'est un des traits que l'historien moraliste doit noter, trait caractéristique de bons rapports sociaux qui s'est maintenu en Angleterre.

Il est curieux de voir, à quel point, même dans ses jeux populaires, l'Angleterre se retrouve fidèle aux

traditions anciennes : l'énergie, la discipline, l'union des classes entre elles... Il n'y a peut-être pas au monde de pays où les rangs soient plus distincts, et où cependant les individus aient plus d'occasion de se rencontrer et de se fondre.

D'ordinaire si froid, si compassé, l'anglais multiplie les occasions de fêtes et de réunions joyeuses, tandis que dans notre France, au tempérament si naturellement enjoué, presque toutes les fêtes, qui réunissaient nos pères et jetaient un si grand charme dans la vie, ont disparu les unes après les autres ¹.

Des réjouissances individuelles, solitaires, égoïstes, ont remplacé chez nous, même au village, les plaisirs en commun, et cela au grand préjudice peut-être du bien social et certainement du bonheur de tous.

¹ *La vie de village en Angleterre*, Paris, Didier, 1862, p. 270.

CONCLUSION

Le tableau de la vie des populations agricoles du Nord de la France sous l'ancien régime est terminé.

Au cours de cette étude bien imparfaite, que de rapprochements économiques nous pouvions établir entre le passé et le présent ! Que d'enseignements précieux nous pouvions recueillir ! Que de malentendus nous pouvions dissiper ! Que de préjugés nous pouvions détruire !

Il semble, en effet, d'une part, que la France ait eu constamment à lutter, depuis deux siècles, avec les mêmes difficultés ; d'autre part, que l'ancien régime soit de plus en plus méconnu, dénaturé, calomnié. Toutefois, nous avons promis, en commençant, une enquête consciencieuse basée sur des documents officiels et nous la livrons dans son éloquente simplicité.

Au lecteur qui daignera se transporter à cent années en arrière afin de parcourir avec nous les campagnes au temps de Louis XIV, de Louis XV et de Louis XVI, de déduire les conclusions qui s'imposent. Il devra reconnaître que les paysans de notre *Vie agricole* ne sont pas les « animaux farouches » que La Bruyère

entrevoyait du fond de son cabinet, dans un accès de misanthropie.

Ce ne sont peut-être ni des lettrés, ni des encyclopédistes, mais ce sont des sages qui entendent au mieux la valeur de l'argent, et dont le bon sens est devenu proverbial ; ce sont avant tout des hommes qui conservent la gaité franche, les fortes vertus de famille, les sentiments profondément religieux qui distinguaient leurs pères ; des hommes ayant conscience de leurs droits, de leurs devoirs ; sachant exercer les uns et accomplir les autres.

Les témoignages affligeants qui concernent les années de disette ou les années qui subirent les maux déchaînés par la guerre ne peuvent être niés. Ils dépeignent la situation du paysan de l'ancien régime comme pire que ne l'est la situation du paysan d'aujourd'hui, mais, outre qu'on ne saurait présenter les symptômes d'un état exceptionnel, comme les manifestations d'un état normal, il serait injuste d'oublier les périodes heureuses et prospères pendant lesquelles l'essor des campagnes se développait et s'épanouissait.

A vrai dire les agents d'un gouvernement en reflètent toujours la physionomie et jamais gouvernement ne fut plus soucieux des intérêts ruraux que celui de nos rois. Il y eut même au XVIII^e siècle, une sorte d'engouement pour la vie des champs. Sous Louis XVI la mode était aux choses des champs. Partout des bergeries dans la peinture et dans les lettres ; en prose et en vers on célèbre les « délices de la vie champêtre ».

On les édite, on les réédite, on les peint ; on adopte la toilette et le chapeau des bergères ; on applaudit Greuze et ses émules qui tracent le tableau du bonheur des champs et la Reine s'en va, elle aussi, se bercer de rustiques illusions sous les ombrages de Trianon.

Il est donc indiscutable que le XVIII^e siècle avait inauguré les améliorations agricoles que le XIX^e siècle a perfectionnées grâce aux merveilleux progrès de la science et au développement incomparable de l'industrie. La plupart des institutions destinées à encourager l'agriculture ainsi que les principales inventions datent du temps de Louis XV et de Louis XVI : il n'y a rien de nouveau sous le soleil et Tocqueville a cent fois raison de dire que *l'histoire est une galerie de tableaux dans laquelle il y a peu d'originaux et beaucoup de copies.*

APPENDICE

ET

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

STATISTIQUE AGRICOLE.

MÉMOIRE CONCERNANT L'ÉLECTION DE CLERMONT, 1765.

L'élection de Clermont est composée de 95 paroisses, 3 hameaux et 6 feux qui payent taille séparée des paroisses. Feux, 9,688. Habitans communians, 26,465. Enfans, depuis le premier âge jusqu'à douze ans, 10,000. Total : 36,465.

Terres en labour, 76,665 arpens. Cultivées à la bêche, 1,850. Maisons et héritages, 1,630. Total : 80,145 arpens. Ces 80,145 arpens forment 1,013 charrues à raison de 75 arpens. Toutes les terres sont cultivées par des laboureurs à corps de ferme, des haricotiers et des accoupleurs. Laboureurs à corps de ferme, 175. Laboureurs sans corps de ferme, 145. Haricotiers, 334. Accoupleurs, 681. Total : 1,335. Des 1,013 charrues, les laboureurs à corps de ferme en font valoir 480,

scavoir quinze laboureurs qui ont le labours de cinq charrues jusqu'à dix et douze, ci 90 charrues, exigeant 270 chevaux ; quarante-trois laboureurs qui ne possèdent pas quatre charrues, 140 charrues, 450 chevaux ; soixante-cinq laboureurs ayant depuis deux jusqu'à trois charrues, 170 charrues exigeant 480 chevaux. Cinquante-deux laboureurs qui n'ont pas plus de deux charrues, 80 charrues exigeant 220 chevaux.

Pour compléter le nombre des 1013 charrues, il reste 533 charrues qui se répartissent ainsi : laboureurs sans corps de ferme, 203 charrues, 700 chevaux. Haricotiers, 192 charrues, 670 chevaux. Accoupleurs, 138 charrues, 681 chevaux. Total : 1,013 charrues et 3,471 chevaux. Chevaux de vigneron, 600. Mulets, 160. Bêtes asines, 450. Total général des bêtes de trait : 4,681.

Vignes en bonne valeur, 1,874 arpens. Vignes et terres, 240 arpens. Bois, 14,818 arpens : savoir : en futaye, 2,400 ; en taillis, 10,868 ; en réservé ecclésiastique, 350 ; en jeunes bois, 1,200. Total : 14,818 arpens. Prés, 5,594 arpens. Marais communs, 3,565 arpens. Communes louées, 302 arpens. Savarts et larris, 6,657 arpens.

QUALITÉ ET PRODUIT DES TERRES.

On commencera par les 1,850 arpens cultivés à la bêche, et qui, sans pour cela être des meilleures terres, sont néanmoins celles dont on tire les productions les plus profitables aux cultivateurs. Ces terres sont les enclos, les chanvrières, des parties qui, se trouvant au milieu des vignobles, ont été en vignes, et qu'on laisse

reposer avant de les replanter. La plupart de ces terres ne sont que des sables à mi-côte, qui ne rapportent pas de blé, mais produisent, tous les ans, tantôt du seigle, tantôt des fèves, pois ou autres grains de mars ; il y en a aussi dans les fonds, et qui, étant d'une qualité plus forte, produisent des chanvres, et la plupart de toutes ces terres sont, au pardessus, plantées en noyers, pommiers, poiriers ou cerisiers et autres fruits rouges. Elles se louent environ 40 l. l'arpent et se vendent 1000 livres.

On présume qu'il peut y avoir 500 arpens de première qualité en enclos ou vergers, dont partie plantée en pommiers ; ils sont loués communément 60 l. l'arpent et vendus 1,500 livres. Ces enclos produisent des légumes qui sont consommés dans le pays et des grains de différentes espèces.

On compte environ 800 arpens de seconde qualité qui sont dans les vignobles et peuvent être replantés. Loyer, 30 l., prix 800 livres

Reste 550 arpens de troisième qualité, dans les fonds, bien plantés en arbres fruitiers, et qui rapportent annuellement des chanvres et grains de toute espèce. Loyer, 40 l., prix, 1000 livres.

Ces 1850 arpens de terre produisent aux propriétaires, toutes façons de culture déduites, 76,000 livres.

MAISONS ET HÉRITAGES CONTIGUS.

Il n'y a pas de maison de campagne qui n'ait son petit héritage, depuis trois ou quatre verges jusqu'à quarante et cinquante, même quelque'une plus ; ces maisons, avec les héritages qui en dépendent, ont été regardées comme pouvant faire un objet de 1,630 arpens. Il est assez difficile d'estimer le produit de ces

héritages. Il s'en trouve cependant d'un assez bon rapport à cause des fruits qui s'y récoltent, mais plus communément les habitans ne tirent de ces jardins que de petites douceurs en légumes, pourquoi l'on n'estime ces héritages, avec les maisons qui en dépendent, que pour les loyers que les propriétaires pourroient tirer de ces maisons, déduction faite des réparations.

Il n'y a pas de maisons, dans les villages, louées moins de 12 l. et peu qui passent 30 livres. On peut les estimer toutes avec les héritages qui en dépendent, sur le pied de 15 liv. de loyer et de 400 l., prix de vente. On en compte suivant les feux — les maisons de ville comprises — 9,688; mais, en exceptant celles des villes et corps de fermes, il n'en restera plus que 8,500 estimées sur le pied de 15 l. de loyer. 127,500.

TERRES LABOURABLES, 76,665 ARPENS.

Très bonnes terres, 10,000 arpens. Bonnes, 25,000. Médiocres, 20,000. Mauvaises, 10,000. Très mauvaises, 11,665. Total, 76,665 arpens. Presque toutes ces terres sont assolées.

Les très bonnes terres produisent 250 gerbes à l'arpent. Les trente gerbes rendent douze boisseaux, faisant le sac de Paris; ainsi l'arpent produit environ 9 septiers. C'est, pour le tiers des 10,000 arpens, 30,000 septiers. Loyer de l'arpent, 25 livres, prix, 700 livres.

Les bonnes terres rapportent 200 gerbes, qui, à raison de 7 septiers par arpent, produisent, pour le tiers des 25,000 arpens, 55.000 septiers. Loyer de l'arpent, 20 l., prix, 600 livres.

Les terres médiocres rapportent 150 gerbes, qui rendent près de 5 septiers; c'est, pour le tiers des

20,000 arpens, environ 30,000 septiers. Loyer de l'arpent, 12 l., prix, 300 livres.

Les mauvaises terres rapportent 75 gerbes ; c'est, à raison que dessus, pour le tiers des 10,000 arpens, 8,000 septiers. Loyer de l'arpent, 6 l., prix, 150 livres.

Les très mauvaises terres rapportent 40 gerbes, qui produisent, pour le tiers environ, 5,000 septiers. Loyer de l'arpent, 3 l., prix, 80 livres.

Total du blé récolté : 128,000 septiers.

Il faut ajouter, au produit de la sole en blé, ce qui se récolte en seigle des 1,850 arpens cultivés à la bêche. On en compte environ le tiers en seigle et les deux autres tiers en fèves, pois ou chanvre ; c'est environ 600 arpens, qui peuvent produire 150 gerbes rapportant six sacs, mesure de Paris, ce qui fait, pour les 600 arpens, 3,600 septiers.

Total général : 131,600 septiers.

Si l'on emploie pour la semence un douzième, qui est de 11,000 septiers, reste 120,600 septiers.

Il s'en consomme dans la province, à raison de trois sacs par homme et par femme, et un demi sac par enfant, 94,395 septiers ; donc il en est exporté 26,205 septiers. Ces 26,205 septiers, à raison de 12 livres le septier, font entrer dans la province 314,460 livres.

Pour connaître ce qui reste aux laboureurs, de tous ces blés, tant pur froment que méteil et seigle, il faut ôter, outre la semence, les salaires des moissonneurs ainsi que ceux des batteurs. La semence est, comme il est dit cy dessus, pour le douzième, de 11,000 septiers ; le vingt-quatrième, pour les batteurs, de 5,500 septiers ; et pour les moissonneurs, à raison de cinq boisseaux par arpent, de 10,000 septiers. Total : 26,500 septiers.

Ainsi, sur les 131,600 septiers récoltés, ôtez 26,500,

reste 105,400 septiers à exporter ou pour être consommés dans la province ; et, comme de cette quantité il ne paroît y avoir lieu à l'exportation que pour 26,500 septiers, il reste 78,895 septiers, consommés par les habitants, et, s'il en est exporté une plus forte quantité que celle cy dessus, c'est qu'alors il en rentre des provinces voisines.

On compte que, des 78,895 septiers qui se consomment dans la province, il en faut pour les haricotiers et les accoupleurs, 12,000 septiers, et pour les laboureurs, tant à corps de ferme qu'autres, 9.000 septiers. Total 21,000 septiers. Ces 21,000 septiers ôtés des 78,895 septiers, reste 57,895 septiers, qui sont vendus dans la province par les laboureurs, pour la nourriture des habitans.

Pour faire connaître ce que les laboureurs peuvent tirer de leurs blés, il faut ôter de la totalité le seizième pour la dîme ; mais ces grains ne rapportent pas moins à la province, et, si les laboureurs n'en ont pas le produit, ce sont les fermiers des dîmes qui payent leur imposition, à l'exception du vingtième, dont jouissent les curés qui en sont exempts. On pourroit encore ôter une petite partie pour les censives et champarts ; mais si un fermier paye, l'autre reçoit, et cela devient égal.

Il résulte de tout ce que dessus qu'il peut y avoir d'exportés 26,205 sacs de blé, estimés à raison de 12 livres le sac, 314,460 livres ; et 42,070 sacs vendus par les laboureurs aux habitans, lesquels ne sont estimés que 10 livres le sac, attendu qu'ils ne sont pas aussi pur froment que les exportés ; ainsi ces 42.070 sacs ne produisent aux fermiers que 420,700 livres. Total : 735,160 livres.

L'on n'a pas fait connaître ce que l'on récoltoit en pur

froment, méteil et blé, attendu que ces deux derniers se consomment dans la province. On peut regarder qu'il se récolte un huitième de seigle, deux de petits méteils, deux de bons méteils et trois de pur froment. Le seigle vaut, année commune, 8 livres. Le petit méteil, 10 livres ; le bon méteil, 12 livres, et le pur froment 14 livres. C'est en opérant sur ce pied, que l'on a trouvé que le produit étoit, pour le laboureur, de 735,160 liv.

MARS.

Suivant l'état, il y a 76,665 arpens de terre labourés et 1,850 arpens cultivés à la bêche ; ces 78,515 arpens font par sole 26,172 arpens.

Comme il y a un peu de dessolement et que les 1,850 arpens rapportent tous les ans, la sole des jachères, au lieu d'être de 26,172 arpens, n'est que d'environ 23,205 arpens, celle des mars de 29,085 arpens et celle des blés ne change pas. De ces 29,085 arpens semés en mars, il y en a en avoine, 12,000 ; en orge 4,000 ; en chanvres, 2,000 ; en hivernaches, bucailles, luzernes, bourgognes, vesces de couvraines et de mars, etc., 7,000 ; en fèves 3,500 ; en pois, 400 ; en asperges, 100 ; en lin, 25 à 30 ; en chardons, 55. Total : 29,085 arpens.

AVOINE.

Des 12,000 arpens d'avoine, il y en a en bonnes terres, 4,000 ; en moyennes, 3,000 ; en médiocres, 3,000, et en très mauvaises, 2,000. Total : 12,000 arpens.

On assure qu'il n'en est pas des avoines comme des blés, qu'elles viennent souvent mieux dans les moyennes terres que dans les plus naturelles. L'on ne fera qu'une classe des bonnes et moyennes terres, que l'on estime produire dix dizeaux et chaque gerbe rapporter le

boisseau de Paris ; ainsi c'est, pour les 7,000 arpens, sept cent mille gerbes rapportant sept cent mille boisseaux qui forment 30,833 sacs de douze boisseaux.

Les terres médiocres rapportent six dizeaux, qui produisent, au même rapport que dessus, cinq sacs par arpent ; ainsi, pour les 3,000 arpens, 15,000 sacs.

Les mauvaises terres rapportent quatre dizeaux, faisant pour les 2,000 arpens, à raison de trois sacs un tiers par arpent, 6,666 sacs.

Des 6,657 arpens de larris il peut y en avoir environ 2,000 qui sont semés en avoine, de quatre années l'une ; c'est 500 arpens par année, qui, produisant vingt-quatre gerbes, font mille sacs. Total : 73,499 sacs.

Sur quoi, en ôtant pour la dîme un seizième de 4,593 sacs, et pour la semence 7,350 sacs, il reste 61,556 sacs.

De ces 61,556 sacs, différens seigneurs en tirent environ 3,000 de leurs terres ; restent 58,556 sacs, dont 45,000 sacs sont consommés par environ cinq mille tant chevaux que mulets et bêtes asines. Restent d'exportés 13,550 sacs qui produisent, à raison de 5 livres le sac, 67,750 livres.

L'on a diminué, sur le produit de la récolte en blé, les frais de sciage et battage qui se payent en nature. Il faut, pour la même raison, ôter du produit de l'avoine ces mêmes frais, qui se payent en argent.

L'on donne pour faucher l'avoine 1 livre l'arpent ; c'est pour les 12,000 arpens 12,000 livres ; et pour battre 5 sols du sac, ce qui fait pour les 73,499 sacs, 18,475 livres. Total : 30,475 livres. Reste en produit de l'exportation 37,275 livres. A quoi il faut ajouter le produit de 4,593 sacs de dîme, attendu que la consommation de la province est prise sur le reste, et ces

4,593 sacs font encore, à 5 livres le sac, un produit réel de 22,980 livres.

Total du produit de l'exportation, toutes déductions faites : 59,355 livres.

ORGE.

L'orge est encore très nécessaire, mais beaucoup moins que l'avoine, et il ne s'en sème pas autant, par la raison que c'est un grain qui ne vient bien que dans les bonnes terres, et qu'il les altère beaucoup. On en sème cependant un peu dans les terres médiocres, mais point du tout dans les mauvaises. Ce grain est principalement nécessaire pour l'engrais des porcs et la nourriture des volailles.

On compte qu'il s'en cultive 4,000 arpens; que la bonne terre produit 150 gerbes, la moyenne 120 gerbes, la moindre cent et le tout est estimé cent vingt; ce qui fait pour les 4,000 arpens 480,000 gerbes qui, à raison de deux pour le boisseau de Paris, font 240,000 boisseaux, lesquels, réduits en sacs, en fournissent 20,000. Sur quoi ôté pour dime et semence 2,500 sacs, reste 17,500 sacs estimés à 6 livres le sac. Total : 87,500 livres.

HIVERNACHES, LENTILLONS, TRÈFLES, BUCAILLES, BOURGOGNES, VESCES DE COUVRAINES ET DE MARS.

On compte environ 7,000 arpens de ces différentes espèces, qui sont pour la plupart dans des terres médiocres et très mauvaises, surtout les bourgognes et bucailles. Il peut y avoir 5,000 arpens en hivernaches, lentillons, vesces de couvraines et de mars et chaque arpent est estimé produire cent cinquante bottes qui sont consommées par les chevaux, vaches, moutons

avec leur graine, hors celle que l'on en tire pour semence. Ces fourrages sont estimés, année commune, 20 livres le cent, ce qui fait pour les 5,000 arpens, 150,000 livres.

Sur 2,000 arpens, il y en a au moins les trois quarts en bourgognes et chaque arpent peut produire 200 bottes estimées 10 livres le cent. Donc pour les 15,000 arpens cela donne 30,000 livres.

La bucaille se sème dans les plus mauvaises terres; cette production est un faible objet. Le graine en est principalement pour les pigeons. On compte que chaque arpent ne produit pas plus de quatre dizeaux et que le dizeau peut valoir six livres; c'est pour les 500 arpens, 12,000 livres.

Sur quoi ôté pour la dime 12,000 livres, et pour les faucheurs, à raison de 1 livre par arpent, 7,000 livres et pour les autres façons, 9,000 livres. total : 28,000 livres; reste pour le cultivateur, 164,000.

CHANVRIÈRES.

Arpens, 2,000. Cette production fait un objet dans quinze paroisses. Il y en a particulièrement trois où elle est très considérable, et qui sont Chevières, Bazicourt et Houdancourt. On compte que, dans ces trois paroisses, on en cultive huit à neuf cents arpens. Le surplus se trouve dans les autres paroisses où les habitants en cultivent pour leur usage et peu au delà. Il est très difficile d'en faire connaître le produit net, à cause des frais de récolte, culture et façon. On peut bien estimer une ou plusieurs façons, mais il y en a tant, et qui se font par les cultivateurs mêmes, qu'il est presque impossible de donner une estimation certaine.

Les chanvres ne se mettent que dans de très bonnes

terres, qui, pour la plupart seraient louées 30 livres l'arpent. On compte qu'un arpent peut produire 400 livres de chanvre et deux sacs de chénevis au pardessus de la semence.

Les quatre cents livres à 8 l. font 160 livres et les deux sacs de chénevis à 10 l. font 20 livres. Total : 180 livres. Sur quoi l'on pense qu'il en faut ôter au moins la moitié pour les différentes façons, sans y comprendre les fumiers qui doivent être de bonne nature et réduits en terreau. La moitié pour les façons, 90 l. et pour les fumiers, 20 l. Total : 110 livres. Reste pour le cultivateur 70 livres.

On est informé que deux arpens ont rapporté jusqu'à 300 livres; mais, comme il arrive souvent qu'ils produisent beaucoup moins, et que le tout dépend des circonstances, l'on a fait l'estimation sur le pied d'une année commune et suivant le rapport de personnes qui en cultivent abondamment. Les 2,000 arpens, à raison de 180 livres de produit par arpent. font 360,000 livres. Sur quoi, ôté pour la façon 220,000 livres et pour la dîme 22,500 l., reste 117,500 livres.

On observera que, de ces chanvres, il n'en est pas employé plus de la moitié dans la province et que l'autre en est exportée, principalement ce qu'on en récolte aux trois villages susnommés, d'où les habitants les portent à Compiègne.

FÈVES.

Il n'est pas de culture plus avantageuse que celle des fèves : on en juge par l'état des campagnes qui ont des terres propres pour cette production; les habitants vivent beaucoup mieux que ceux des autres paroisses; il y a peu de pauvres. Les fèves ne se plaisent que

dans les terres légères et sablonneuses, pourquoi c'est principalement dans les pays de vignobles où on en cultive. Les paroisses où l'on s'applique plus particulièrement à cette culture sont : Liancourt, Verderonne, Angicourt, Cinqueux, Rozoy, Bailleval, Béthencourt, Mogneville, Labruyère, Rantigny, Breuil-le-Sec, Breuil-le-Vert et Cauffry. Sur 3,500 arpens, on en compte 3,000 pour les paroisses dénommées et le surplus dans d'autres paroisses, où les habitants n'en font venir que pour leur provision.

Le produit de l'arpent est évalué à cent bottes qui rendent cinq sacs de douze boisseaux, ce qui fait 17,500 sacs. Il y en a de larges et de petites. Les larges se vendent communément 20 l. le sac et les petites 14 livres. C'est le tout sur pied de 17 l. le sac, soit, pour les 17,500 sacs, la somme de 297,500 livres. Sur quoi, ôté pour la semence environ un dixième, qui est de 30,000 l., il reste 267,500 livres.

La dîme n'a pas été diminuée. Elle n'est que d'un vingt-cinquième, attendu qu'il y a moitié de larges fèves, qui, étant éparses dans des pièces de vignes, ne doivent pas de dîmes, celle du vin en étant payée; il y a aussi des paroisses où cette dîme est insolite. Les fèves se vendent au marché de Clermont, Pont-Sainte-Maxence et Liancourt. Ce dernier est le plus fort. Il y vient beaucoup de marchands qui les enlèvent pour Paris et Amiens, et on compte qu'il en est exporté pour 200,000 livres.

POIS.

Arpens, 400. Quoique la culture des pois ne soit qu'un diminutif de celle des fèves, elle n'en est pas moins avantageuse aux habitans des paroisses qui s'en

occupent. Les paroisses où l'on en plante une certaine quantité sont principalement Sacy-le-Grand, Labruyère et Catenoy. Il paroît que cette culture est aussi augmentée depuis quelques années ; on la regarde comme une espèce de commerce, d'autant plus profitable pour ceux qui le font qu'ils se procurent un secours très utile, dans une saison où il n'y a plus que le gros laboureur qui puisse faire de l'argent.

Tous les pois se vendent verts en mai et juin et l'on n'en recueille en sec que pour la semence. On compte qu'un arpent planté en pois peut produire cent vingt douzaines de bouquets, qui se vendent depuis 1 l. 10 s. la douzaine, jusqu'à 3 livres. Les cent vingt douzaines font 240 livres par arpent, sur le pied de 2 l. par douzaine.

Il n'est pas possible d'estimer les frais de cette culture ; elle ne regarde que des particuliers qui, pour la plupart, la font par eux-mêmes et avec des journaliers qu'ils emploient en même temps à différens autres ouvrages. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il en coûte environ 5 s. par douzaine de bouquets pour les faire cueillir, et on pense qu'en faisant faire toutes les façons par des journaliers qui ne seroient occupés qu'à cette partie, la dépense seroit encore de 10 s. par douzaine de bouquets, sans y comprendre les fumiers et ramées au moyen de quoi on estime que le cultivateur a moitié pour ses peines et soins ; c'est 120 livres par arpent et pour les 400 arpens, 48,000 livres.

Les pois récoltés en vert sont pour les trois quarts exportés, depuis le 15 mai jusqu'à la fin de juin, à Beauvais, Amiens, Montdidier, Senlis et Compiègne. On ne croit pas exagérer en disant que cette partie fait entrer dans la province 60,000 livres.

ASPERGES.

Il en est des asperges comme des pois ; elles se cultivent dans les mêmes paroisses et s'enlèvent pour les mêmes endroits ; c'est par les asperges un commerce à venir dans la province aux petits cultivateurs. Cette production paroît avantageuse ; elle ne l'est cependant pas autant que celle des pois, par la raison qu'elle n'est pas aussi abondante et plus dispendieuse, en ce qu'il faut continuer pendant quatre années avant de commencer à tirer un produit, qui est faible les premières années ; il faut donc être propriétaire pour faire les frais de cette plantation, qui peut durer vingt ans ensuite et même plus.

Les terres propres aux asperges, quoique légères et sablonneuses, sont néanmoins d'une qualité supérieure à celles de la première classe pour la production du froment. On peut cueillir dans un arpent, depuis le 15 avril jusqu'au 15 juin, six cents bottes qui se vendent communément 7 sols ; ainsi l'on retire de chaque arpent 210 l. et pour les 100 arpents, cultivés en asperges, 21.000 livres. Il en coûte environ 80 l. par arpent pour toutes les façons. Ainsi l'arpent en valeur rapporte toujours au propriétaire 120 à 130 livres. Il n'est pas dû de dime, et il en est exporté les trois quarts à Amiens, Beauvais, Montdidier, Senlis et Compiègne. On compte que cette production fait entrer dans la province environ 15,000 livres.

LIN.

Cette partie a été autrefois des plus considérables pour la ville de Bulles, où on en récoltoit, comme on pourroit encore le faire aujourd'hui, une très grande

quantité. Ces lins ont toujours été reconnus pour être d'une qualité supérieure à tous les autres, mais bien des personnes prétendent que la diminution de cette culture vient de ce que la terre n'est plus aujourd'hui la même, depuis que les eaux sauvages ont inondé le terrain qui se trouve actuellement changé de nature, étant couvert de gravier et mauvaise terre que ces eaux y ont charriés ; d'autres pensent que ce n'est point là la véritable cause de l'abandon de ces linières, mais plutôt de ce que la dépense pour la culture excède le bénéfice.

Tous les ouvriers conviennent que le lin de Bulles est le meilleur de tous ceux qu'ils emploient, mais comme il seroit beaucoup plus cher que celui de Flandre, si on le payoit à proportion de ce qu'il en coûte pour le faire venir, et qu'avec ce dernier on fait des toiles aussi apparentes, on le préfère à cause du prix.

On ne compte, pour la présente année 1763, qu'environ cinquante mines de terre mises en lin à Bulles, dont quarante sont cultivées aux dépens de la société d'agriculture de Beauvais. On fait encore venir des lins à Etouy et à Ronquerolles, hameau de la paroisse d'Agnès. On en compte deux cents mines à Etouy et quatre-vingts à Ronquerolles, ce qui fait pour les trois, 330 mines revenant, à raison de douze verges la mine, à vingt-sept arpens et demi.

Chaque mine peut produire quarante livres de lin, qui se trouve réduit à vingt livres lorsqu'il se trouve en état d'être filé ; de ces vingt livres on fait environ quatre pièces de toile. Ainsi on tire de ces 230 mines la matière pour faire 1,320 pièces. Le lin en branche se vend communément 1 l. 1 s. et lorsqu'il est prêt à filer, il revient à 2 l. 10 s. et même 3 livres, et les étoupes,

lingettes et brossures qui en sortent, payent la façon.

On compte qu'il peut y avoir tant à Bulles que dans quinze paroisses voisines, quatre cents ouvriers, et que chaque ouvrier fait dix pièces de toile par an. C'est en tout quatre mille pièces de quinze aunes. Il ne se dépouille de lin dans le pays que pour treize cent vingt pièces. Ainsi l'on en tire de Flandre pour faire deux mille six cent quatre-vingt pièces.

Les 4,000 pièces de toile sont presque toutes exportées et se vendent 50 livres. Ainsi c'est pour les 4,000 pièces, 200,000 livres. Sur quoi ôtant le prix des lins apportés, qui est de 40,200 livres, il reste dans la province 159,800 livres.

Ce produit se partage entre les cultivateurs des linières, les ouvriers, les fileuses et les maîtres. Pour les maîtres, un dixième; pour les cultivateurs, trois dixièmes; pour les quatre cents ouvriers, deux dixièmes et pour les douze cents fileuses, quatre dixièmes.

CHARDONS.

Cette production est un très petit objet; il ne s'en cultive qu'au Grand-Frénoy, et si peu dans deux ou trois paroisses voisines qu'on peut se dispenser d'en parler. De 55 arpens il y en a 50 à Frénoy. L'on compte que chaque arpent produit, sans accident, cinquante mille, qui se vendent depuis 1 l. jusqu'à 3 l. 10 s. le mille, pourquoi l'on estime que chaque arpent peut produire 120 livres. Mais leurs façons en sont d'autant plus considérables que ces chardons demandent à être cultivés pendant dix-huit mois. On a quelquefois vu des récoltes abondantes et cependant les chardons sont chers; il est aussi arrivé que l'on n'a eu ni récolte, ni

débit. Tous ces chardons s'exportent principalement à Beauvais, et l'on pense que cette partie peut faire entrer dans la province environ 6,000 livres.

VIGNES.

On compte 1,874 arpens en bonne culture et qui rapportent, année commune, quatre muids, ce qui fait 7,496 muids. Loyer, 30 l., prix, 800 livres. Vins de treilles et de ceps que l'on fait monter sur les arbres, 500 muids.

Outre les vignes en bon état et les treilles, qui sont un objet de ressource pour les habitans des campagnes, on pense qu'il peut encore y avoir 600 arpens tant en jeunes vignes qui ne produisent pas ou ne font que commencer, qu'en vieilles sur le point d'être arrachées, et en terres prêtes à être replantées. Ces 600 arpens loués 24 l. valent 700 l., ils rapportent des fèves et différents grains et produisent encore environ 900 muids. Total : 8,896 muids.

Le prix commun est de 35 l. le muid ; c'est, pour les quatre muids à l'arpent, 140 l. sur quoi il faut diminuer les frais qui sont, scavoir pour la façon 50 l., échalats, 18 l., fumier, 10 l., futailles, 12 l., frais de vendanges, 10 l., droit d'aydes, 10 l. Total, 110 livres. Reste pour le propriétaire, 30 livres.

Suivant ce qui est démontré ci-dessus, les 1,874 arpens rapportent net, à raison de 30 l. par arpent, 56,220 livres. Les 600 arpens, tant en vieilles que nouvelles vignes et terres prêtes à être plantées, font presque le même bénéfice au propriétaire, quoique produisant moins de vin, par la raison que les grains, récoltés dans les parties qui ne sont pas garnies de ceps, payent la façon des vignes ; il ne faut donc plus déduire que les

frais de vendanges, de futailles et droits d'aydes, cela fait que l'on estime qu'il reste de bénéfice par arpent 25 l. C'est, pour les 600 arpens, 15,000 livres.

Quant aux 500 muids de treilles et ceps sur les arbres, il n'y a d'autres frais que ceux de futailles et de récolte. Ces vins sont d'une qualité médiocre; il s'en vend peu; étant consommés par les habitans des campagnes, qui s'appliquent à se procurer ce secours. On ne les estime, déduction faite des frais de récolte et de futailles, que 10 l. et pour les 500 muids, 5,000 livres.

La dîme du vin est communément d'une velte par muid, ce qui fait le trente-sixième, et comme on ne la paye ni du pressoir, ni des treilles, et qu'il y a un trentième de vignes de bénéfice qui en sont exemptées, on compte que la dîme n'est que le cinquantième. C'est pour 8,896 muids environ 180 muids.

CIDRE.

Il y a environ quatre-vingts ans que l'on a planté, dans la province, les premiers arbres à cidre; mais depuis ce temps les plantations ont augmenté au point qu'il se récolte actuellement presque autant de cidre que de vin.

Il paroît, par les inventaires des aydes, que depuis dix ans il s'en dépouille 7,000 muids, que l'on estime 20 livres le muid; et dont les frais sont d'environ 10 l., savoir: pour la façon, 31 l., la futaille, 2 l., les droits d'ayde, 1 l. 10 s., pour ramasser et voiturier les fruits. 1 l. 10 s. et pour l'entretien et renouvellement, 2 l. Total, 10 livres. Reste net 10 l. par muid. Ainsi pour les 700 muids, 70,000 livres. On n'a pas fait la déduction de la dîme, qui n'a lieu que dans très peu de paroisses.

Il en est des cidres comme des vins, ils se consomment

tous dans la province. On estime même qu'il y entre au moins 2,000 muids de cidre qui viennent tant de la Normandie que de l'élection de Beauvais, et 800 muids de vin qui viennent en grande partie d'Orléans et de la Champagne.

PRÉS.

Arpens, 5,594. La moitié est louée 35 l. et est vendue mille livres ; l'autre moitié est louée 20 l. et est vendue 500 livres. L'arpent de pré rapporte communément 400 bottes de foin, la dîme payée, qui est du quatorzième et qu'on n'évalue qu'au vingtième, attendu qu'il y a plusieurs paroisses où elle n'a pas lieu, et ces foins sont estimés depuis 6 l. jusqu'à 16 livres le cent, ce qui revient en moyenne à 11 livres ; sur quoi il faut ôter 3 l. pour toutes les façons, reste 8 livres pour cent bottes. Chaque arpent en produisant 400, c'est un revenu de 32 livres par arpent, et pour les 5,594 arpens une somme de 179,008 livres.

Tous ces foins sont consommés dans les pays, tant pour la nourriture des chevaux, vaches qu'autres bestiaux, et il en est exporté environ cinquante mille bottes que les fermiers tirent de leurs terres, et comme ces cinquante mille bottes sont les meilleures, on les estime 14 l. le cent, ce qui fait 7,000 livres à déduire sur la consommation faite dans la province ; en ôtant ces 7,000 l. des 179,008 l. on a pour le produit général des prés 172,008 livres.

Il n'y a pas de meilleur lieu que les prés, leur production est certaine et bien moins sujette que celle des terres et des vignes à différens évènements. Des 5,594 arpens, il y en a moitié de très bons, bien entretenus, plantés même d'arbres fruitiers. Ces prés produisent

d'excellents foins. Les autres sont dans des terrains aquatiques et n'en produisent que de médiocres et mauvais; la plupart de ces derniers sont plus négligés et seroient susceptibles d'amélioration, ils demandent à être desséchés, ce qu'on pourroit faire en y multipliant les fossés; les foins en seroient meilleurs et les récoltes plus abondantes, et en y plantant beaucoup d'arbres sur les revers des fossés, en peu de temps le produit en doubleroit.

MARAI S ET PATURES COMMUNES.

Arpens, 3,565. Il n'y a pas de partie plus susceptible d'amélioration et plus mal entretenue. La plupart de ces marais sont très aquatiques et impraticables dans bien des parties. Pour les rendre profitables, il ne faudroit que les diviser en plusieurs parties par de très grands fossés qui les dessécheroient. Cela fait, on y cantonneroit des bestiaux, et, après les avoir laissés pendant quelques jours dans une première partie, on les feroit passer dans la seconde, et ainsi successivement dans les autres, où ils trouveroient toujours une nourriture abondante, qu'ils n'auroient pas empêché de profiter, comme ils le font aujourd'hui qu'ils sont abandonnés au milieu de ces marais, dont l'herbe naissante qu'ils foulent aux pieds ne peut profiter.

Cela fait, on planteroit les revers des fossés, et par la suite, les paroisses en tireroient un double avantage, en ce qu'il pourroit arriver qu'ayant plus de pâturage qu'il ne faudroit pour leurs bestiaux, ils ne les feroient pas passer dans toutes les parties, mais en conserveroient plusieurs pour être mises en nature des prés.

Le plus grand avantage que les habitans des campagnes tirent de leurs marais, c'est que chaque parti-

culier qui a une vache n'est pas obligé de passer une partie de la journée pour la garder ; mais aussi, ces pâturages mal entretenus ne produisent que de la mauvaise herbe et en petite quantité. Les vaches fournissent beaucoup moins de beurre et on est assuré que si tous ces marais étoient arrangés comme on le propose, la moitié fourniroit plus de pâturage que la totalité, et qu'avant vingt ans ce qui seroit mis en nature de prés avec ce que l'on tireroit des plantations feroit un produit annuel de plus de 20,000 livres.

MARAIS OU COMMUNES LOUÉES.

Arpens, 302 qui produisent 1,335 livres. Il en est de ces marais comme des mauvais prés et pâtures communes, le produit en augmenteroit s'ils étoient mieux entretenus.

LARRIS ET FRICHES

Arpens, 6,657 ; on peut dire qu'il n'y a pas, dans la province, de terre susceptible de production qui ne soit cultivée. Les 6,657 arpens ne sont que des carrières, côtes et terres arides dont on tire néanmoins un petit bénéfice, en ce que ces larris servent un peu au pâturage des moutons. La culture est actuellement poussée au point que l'on réduit les chemins de communication de village à autre en petits sentiers ; et, s'il étoit possible de défricher les larris pour leur faire produire du grain, il est certain qu'il n'en resteroit pas qui ne fût cultivé. Tout ce que l'on pourroit faire de mieux d'une partie de ces larris, ce seroit de les planter en bois ; mais des particuliers ne sont pas en état d'en faire la dépense, il n'y a que des personnes fort riches

qui puissent faire de ces entreprises qui ne profiteront qu'à leurs descendants.

Les meilleurs de ces larris ne valent pas 10 livres l'arpent. Pour les planter en bois et les entretenir, c'est une dépense de 1,000 livres; l'on sera ensuite vingt ans avant de faire une première coupe; en comptant l'intérêt de la mise, l'arpent reviendra alors à 200 livres. S'il réussit, il pourra faire un produit annuel de 6 livres et il ne sera vendu que 80 livres, d'où 120 livres de perte; mais l'État y trouvera toujours un bénéfice, en ce que une terre qui ne produisoit rien et qui étoit d'une très petite ressource pour le pâturage vaudra 80 livres au lieu de 10 livres.

Il y a des parties de ces larris labourées tous les quatre ou cinq ans pour être semées en avoine; mais il arrive souvent qu'on n'y en récolte que pour les frais; jamais on ne les fume, le laboureur ne le pouvant faire qu'en diminuant les engrais ordinaires et nécessaires à ses bonnes terres; et si pour fumer un arpent de larris, il ne mettoit plus qu'une demi-fumure sur un arpent de bonne terre, il arriveroit de là que cette bonne terre qui, bien fumée, doit produire vingt à vingt-cinq dizeaux, n'en rapporteroit plus que quinze à vingt; l'arpent de larris en rapporteroit peut-être quatre, et il y auroit un dizeau de perte au pardessus des labours et semences.

MOULINS.

Moulins à eau, 34, produisant 30,800 l.; moulins à vent, 49, produisant 20,440 l.; moulins à huile et à draps, 10, produisant 2,240 livres. Total 93 moulins rapportant 53,480 livres

FRUITS, NOIX, LÉGUMES.

On ne convertit pas en cidres tous les fruits ; il s'en consomme une certaine partie de ceux à manger, notamment des pommes. Il y a vingt paroisses où il s'en dépouille assez considérablement et d'où il s'en exporte beaucoup pour Amiens, Montdidier, Compiègne et Senlis. On compte qu'il s'exporte annuellement de ces paroisses quinze mille hottes de pommes qui se vendent communément 15 sols la hotte ; c'est pour les quinze mille hottes, 11,250 livres.

Il se vend aussi au moins autant de noix venant des mêmes paroisses et exportées pour les mêmes endroits, et, année commune, le prix est de 1 l. 5 s. la hotte. C'est pour les quinze mille hottes, 18,750 livres.

Les fruits rouges font encore un objet très considérable, et l'on compte qu'il en est exporté annuellement, et pour les mêmes endroits, trente mille paniers, qui sont communément vendus 15 sols. C'est pour les trente mille, 22,500 livres.

Total : 52,500 livres.

On n'a pas diminué les frais pour cueillir ces fruits, mais on n'a pas non plus compris la consommation que l'on fait dans la province, et l'on pense que cette consommation, estimée au quart, peut être égale aux frais.

Il n'y a pas d'exportation de légumes autres que des pois, asperges et fèves ; tout ce que les jardiniers en font venir de plus est consommé dans la province, comme oignons, artichauts etc... et cette partie fait vivre un petit nombre de jardiniers avec leur famille.

.

BASSE-COUR.

Il n'est pas possible d'en connoître le produit ; tout ce que l'on en peut dire, c'est qu'il y a environ quatre vaches pour le labour de chaque charrue et que chaque vache est estimée rapporter, tous frais faits, 20 livres par an. Il y a environ 1,000 charrues, c'est quatre mille vaches, et on peut encore ajouter à ce même nombre celles des vigneronns et autres habitants des campagnes, dont la plupart en ont une ; c'est en tout huit mille vaches dont le bénéfice, à raison de 20 livres par vache, est de 160,000 livres. On compte environ cinquante mille moutons, et le bénéfice est d'une livre par tête, 50,000 livres.

Le surplus des produits de basse-cour est en porcs, volailles et pigeons ; mais il n'est pas possible d'en faire l'estimation. A l'égard des porcs, il y a quelques fermiers qui en élèvent, mais beaucoup plus qui en achètent lorsqu'ils en ont besoin pour les engraisser et ces derniers pensent que les porcs sont plus nuisibles que profitables parce qu'ils gâtent les fumiers.

FRAIS DE CULTURE DES TERRES.

On estime qu'il en coûte 1,200 l. pour faire cultiver une charrue, mais la terre produit la nourriture des chevaux et on n'a pas estimé les pailles et fourrages qui sont consommés. On pense, les chevaux nourris, que la dépense n'est plus que de 400 livres par charrue, ce qui fait, pour les mille charrues ou environ, 400,000 livres.

(DE BEAUVILLÉ, *Recueil de documents inédits concernant la Picardie*, II, p. 398.)

II

Tableau du produit moyen des terres divisées en trois catégories afin d'établir le plus justement possible l'impôt du vingtième. La paroisse d'Outremencourt, située dans la subdélégation de Marles, est dans une région agricole et riche. Le même travail est fait pour toutes les paroisses. — 1786. —

1°

PRODUIT ET FRAIS DE CULTURE D'UN ARPENT DE PREMIÈRE QUALITÉ.

Produit.

- 1^{re} année : 12 moyes de 20 gerbes qui
rendent chacune un jalo^y¹
de froment ce qui donne 12
jaloy^s évalués à 4 l. 16 s. 3 d. = 57 l. 15 s.
- 2^e année : 6 dizeaux d'avoine qui ren-
dent chacun 2 jaloy^s à 2 l.
8 s. 3 d. = 28 l. 19 s.
- 3^e année : la terre se repose.

¹ Le jalois équivaut à 3 décalitres 7617.

Frais.

1 ^{re} année : 3 labours et couverture.	10 l.	16 s.	
Semence, 1 jaloy 1½ de froment à 4 l. 16 s. 3 d.	7 l.		3 d.
Faucillage, 1 jaloy fro- ment		16 s.	3 d.
Charroy à 3 s. la moye .	4 l.	16 s.	
Battage au vingtième. .	2 l.	17 s.	9 d.
	<hr/>		
	27 l.	10 s.	3 d.

2 ^e année : 2 labours, semage, her- sage, roulage.	5 l.	8 s.	
Semence, 1 jaloy 1¼ d'a- voine à 2 l. 8 s. 3 d. .	3 l.		3 d.
Fauchage	4 l.		
Ramassage		12 s.	
Charroy à 4 l. 6 d. le di- zeau.			9 s.
Battage au vingtième . .	4 l.	9 s.	
	<hr/>		
	41 l.	18 s.	3 d.

Produits : 86 l. 14 s.
 Frais : 39 l. 8 s. 6 d. } produit net : 47 l. 5 s. 6 d.

La troisième année ne produisant rien, il faut calculer le produit moyen d'un arpent sur trois années à 15 livres 15 sols 2 deniers.

2^oPRODUIT ET FRAIS DE CULTURE D'UN ARPENT
DE DEUXIÈME QUALITÉ.*Produit.*

- 1^{re} année : 12 moyes de bled méteil
qui rendent chacune 2
quartels ¹ à 3 l. 16 s. 8 d.
l'un pour 12 jaloys . . = 46 l.
- 2^e année : 5 dizeaux avoine qui ren-
dent chacun 3 quartels
ce qui donne 15 quar-
tels à 1 l. 4 s. 1 d. l'un. = 18 l. 1 s. 5 d.
- 3^e année : La terre se repose.

Frais.

- 1^{re} année : 3 labours et couverture . 10 l. 16 s.
Semence, 1 jaloys 12 mé-
teil à 3 l. 16 s. 8 d. . . 5 l. 15 s.
Fauchillage, 1 jaloys mé-
teil 3 l. 16 s. 8 d.
Charroy à 3 s. la moye . 1 l. 16 s.
Battage au vingtième . . 2 l. 6 s.
- 2^e année : 2 labours, semage, her-

¹ Le quartel est la moitié du jalois.

sage, roulage et plau-		
trage	5 l.	8 s.
Semence , 1 jaloys 1½		
avoine	3 l.	3 d.
Fauchillage	1 l.	
Ramassage		12 s.
Charroy		7 s. 6 d.
Battage		18 s.

Produit : 64 l. 4 s. 3 d. }
 Frais : 35 l. 15 s. 5 d. } produit net : 28 l. 5 s. 10 d.

La troisième année ne produisant rien, il faut calculer le produit moyen d'un arpent sur trois années à : 9 livres, 8 sols, 7 deniers.

3°

PRODUIT ET FRAIS DE CULTURE D'UN ARPENT
DE TROISIÈME QUALITÉ.

Produit.

1^{re} année : Ensemencé en seigle ,
 produit 11 moyes qui
 rendent chacune 1 ja-
 loys, mesure de Marle,
 ce qui donne 11 jaloys
 estimés à 2 l. 16 s. l'un :
 pour onze = 30 l. 16 s.

2^e année : Ensemencé en avoine ,
 rapporte 4 dizeaux 1½

qui rendent chacun 3
 quartels, ce qui fait 13
 quartels à 1 l. 4 s. 1 d.
 l'un = 16 l. 5 s.

3^e année : La terre se repose.

Frais.

1^{re} année : 2 labours et couverture. 8 l. 11 s.
 Semence, 1 jaloy 1½ sei-
 gle à 2 l. 16 s. . . . 4 l. 4 s.
 Fauchillage, 1 jalōy sei-
 gle 2 l. 16 s.
 Charroy à 3 s. la moye. . 1 l. 13 s.
 Battage au vingtième . . 1 l. 10 s. 9 d.

 18 l. 14 s. 9 d.

2^e année : 2 labours, semage, her-
 sage, roulage et plau-
 trage. 3 l. 8 s.
 Semence, 1 jaloy 1¼ . . 3 l. 3 d.
 Fauchage 1 l.
 Ramassage 12 s.
 Charroy à 1 s. 6 d. du di-
 zeau 6 s. 9 d.
 Battage au vingtième . . 16 s. 9 d.

 11 l. 3 s. 3 d.

Produit : 47 l. 1 s. }
 Frais : 29 l. 18 s. } produit net : 17 l. 3 s. 1 d.

La troisième année ne produisant rien, il faut cal-

culer le produit moyen d'un arpent sur trois années à : 5 livres 14 sols 4 deniers.

Le prix moyen de location d'un arpent de terre est de 8 livres 6 sols qui, étant augmenté de moitié pour la bonne qualité et diminué d'autant pour la mauvaise, présentera avec autant de certitude que possible le tarif des locations dans cette paroisse.

(Archives de l'Aisne, C. 892.)

III

PROPORTION DÉSIRABLE ENTRE LE NOMBRE DE BESTIAUX ET L'ÉTENDUE DES PATURAGES EN ARTOIS.

Il faut d'engrais pour chaque arpent de terre de 48,400 pieds carrés : 35,434 livres.

Chaque tête de bétail, d'après le principe qui règle en Artois la distribution des impositions entre les contribuables à savoir que un cheval, un bœuf, une vache forment une tête, trois poulains, trois veaux, trois cochons, six brebis forment aussi une tête, chaque tête de bétail fournit d'engrais 22,415 livres.

La durée de l'engrais est de . . . 3 années.

Il faut pour fournir cet engrais par arpent 1½ tête.

La quotité moyenne de chaque exploitation étant de 193 arpents.

Il faut de têtes pour fournir l'engrais nécessaire 96 ½.

Il n'y a dans l'état actuel que . . . 53 têtes.

Donc le déficit en bestiaux sur chaque exploitation est de . . . 43 têtes.

Ou de près de la moitié.

Chaque tête de bétail consomme
en fourrage. 4,107 livres.

C'est pour les 53 têtes de chaque
exploitation 217,671 livres.

Chaque arpent de paturage pro-
duit en fourrage 2,475 livres.

Il en faut pour produire 217,671 l. 88 arpents.

Il n'en existe sur chaque exploita-
tion que. 38 arpents.

Le déficit est de 50 arpents.

Donc il s'en faut des 315 qu'il y
ait en Artois assez de paturage pour
nourrir les bestiaux qui y existent.

Mais il s'en faut de 43 têtes que
ces bestiaux qui y existent soient
suffisants et il faut pour fournir la
nourriture de ce supplément de bes-
tiaux. 71 arpents.

Donc une exploitation dans la-
quelle 193 arpents sont employés en
culture doit avoir de paturages. . 76 arpents.

Donc en général les exploitations
d'Artois doivent être distribuées de
manière que les 215 au moins soient
employés en paturages naturels ou
artificiels.

(GILBERT, *Mémoire inédit sur la province
d'Artois.*)

IV

STATISTIQUE AGRICOLE.

Les cultivateurs demandent que le roi n'autorise la libre circulation des grains que si le blé se vend 11 livres — 29,48 — le quintal en moyenne. Si le blé se vend 8 livres — 20,44 — ils ne gagnent pas et ils le prouvent :

On sait qu'une bonne charrue laboure tout au plus 90 journaux de terre, c'est-à-dire 30 journaux à la solle ; que les terres médiocres ne rapportent que 100 gerbes de bled par journal et que le bled, année commune, donne environ un quintal par dizeau. Sur ces connoissances j'établis mon calcul :

— 30 journaux en bled à 100 gerbes par journal donnent.	3000 gerbes.	3000
— Sur quoy il faut déduire pour les moissonneurs à raison de 8 pour cent	240 gerbes.	} 540
— Item pour dixme et champart ou censive à raison de 10 pour cent.	300 gerbes.	
Reste.		<hr/> 2460

Ce sont 246 dizeaux quy rapportent de bled battu, à raison d'un quintal par dizeau. 246 q.

Sur quoy il faut déduire :

— Pour le batteur la 20 ^e partie ce quy fait	12 q. 3/10	} 56 q. 9/10
— Pour nourrir un char- tier et une servante pendant l'année, chacun à raison de 2 liv. par jour ce quy fait . .	14 q. 3/5	
— Pour ensemen- cer 30 journaux de terre, à raison d'un quintal par journal . .	30	
Reste.	189 q. 1/10	

Les 189 quintaux 1/10 à 8 fr. le quintal font 1512 l. 16 s.

Sur quoy sont à déduire les sommes suivantes :

Pour fermage de 90 journaux à 10 liv. le journal	900 liv.
Pour gages du charretier	90
Pour gages de la servante.	45
Pour taille et capitation	45
Pour vingtiesme.	108
Pour maréchal, charron, bourrelier, etc.	200
Pour pertes, accidents sur les chevaux.	100
Pour faux frais en conduisant le bled au marché à raison de 2 s. 6 d. par quintal environ	20
	<hr/> 1508 liv.

Ce calcul prouve que le bénéfice est absorbé par la dépense, encore ne met-on pas en ligne de compte la

nourriture des chevaux ; on suppose qu'ils se nourrissent des pailles de grains de mars. On suppose aussi que le laboureur et sa famille trouvent dans le bénéfice de la basse-cour et de quelque'autre industrie de quoi se nourrir, se loger, se vêtir et de quoy fournir aux domestiques ce qu'il faut ajouter au pain pour vivre.

V

Etat de la dépense à faire pour l'achat des bestiaux, leurs nourritures pendant la première année de culture et autres frais indispensables à faire pour un propriétaire ou fermier qui entreprend de faire l'exploitation de 30 journaux de terre à la solle, mesure de Péronne, laquelle quantité de 30 journaux de terre forme le labour d'une charrue, — la livre équivaut à 2,68 de notre monnaie.

Pour les gages et nourriture d'un valet de charrue	200liv.
--	---------

Pour les gages et nourriture d'une servante	180
---	-----

Il faut acheter 4 chevaux qui coûteront 200 liv. pièce.	800
---	-----

Colliers et autres harnais pour les harnacher	60
---	----

Pour la nourriture des dits chevaux pendant une année à raison de 20 sols par jour.	1460
---	------

Pour l'achat de quatre vaches à 60 liv. pièce	240
---	-----

Le produit des dites vaches servira à payer leur nourriture.

Pour l'achat de 50 bêtes à laine qui l'une parmy l'autre coûteront 8 livres pièce. . .	400
--	-----

Pour leur nourriture, il faut compter au
moins 150

Le produit des laines paiera le berger.

Il faut acheter une charue qui toute ferrée
coûtera 24

Il faut une herse qui coûtera 7

Il faut un rouleau qui coûtera au moins 12

Il faut un chariot qui coûtera tout ferré 200

On peut bien compter 267 fr. tant pour au-
tres ustensiles de labour que pour les appro-
visionnements de la maison et pour achats
de pailles pour faire des fumiers. 267

4000liv.

(Archives de la Somme, C. 33).

VI

CENDRES NOIRES (*terres pyriteuses*) DE SUZY.

Etienne-Antoine-François Degouge, avocat à Laon, découvrit, en 1758, les propriétés des cendres noires de Suzy. Ce savant ayant pensé qu'elles pouvaient activer la végétation, fit établir dans son jardin, vers la fin du mois de février 1759, deux couches d'un pied et quelques pouces de profondeur. La première fut composée de six lits ainsi superposés : cinq pouces de long fumier de cheval, trois pouces de cendres noires sortant de la mine, quatre pouces de fumier court, quatre pouces de vieux terreau. La deuxième fut formée de lits de terre, de fumier et de terreau alternés.

On sema sur ces couches, à la même heure, des graines de la même espèce. Elles levèrent, sur la première, du neuvième au douzième jour ; sur la deuxième, le quinzième jour seulement.

Au mois de novembre suivant, on défit les deux couches. On ne vit, dans celle où on avait placé des cendres noires, ni vers de terre, ni mulots ; l'autre en était remplie.

Degouge fit part de ses expériences à Charles Blaise de Méliand, intendant de la généralité de Soissons, qui

l'engagea à les renouveler. Un jour, il établit, dans un grand pot à fleurs, des lits de fumier, de cendres noires et de terreau, comme il l'avait fait dans son jardin, et plaça, entre le dernier lit de cendres noires et le lit de terreau, huit mulots. Il en trouva, quelque temps après, trois au fond du pot où était placé le premier lit de fumier ; les cinq autres avaient péri dans l'endroit où il les avait mis.

M. Méliand, intendant de la généralité, émerveillé de ces résultats, se demandait si les cendres noires ne porteraient pas préjudice à la santé des bestiaux. Ce fut pour éclairer cette importante question, qu'il autorisa Degouge, le 26 septembre 1761, à louer, pour sept ans, la petite ferme de Brunehaut, située sous les murs de Laon, et pour six ans, quelques terres de mauvaise nature, afin que le public ne pût attribuer le succès des nouvelles expériences à la bonne qualité du sol.

Degouge fit répandre chaque année une assez grande quantité de cendres noires sur ces terres. Les fourrages et les grains qu'il en retira servirent uniquement à la nourriture des bestiaux de la ferme. Ils n'en éprouvèrent, pendant trois années consécutives, aucun accident. On avait jusqu'alors pensé que les animaux qui mangeraient des fourrages provenant des terrains où l'on avait semé des cendres noires, seraient sujets à la cécité, mais cette heureuse expérience dissipa ces craintes.

(MATTON, *la Généralité de Soissons*, p. 18.)

VII

PROJET DE CIRCULAIRE A ADRESSER AUX CORRESPONDANTS DU COMITÉ D'ADMINISTRATION DE L'AGRICULTURE.

« Le temps de la récolte des grains s'avance. Elle ne se fait pas de la même manière dans tous les cantons. Chaque pays, chaque usage. Il n'y en a point sur laquelle on soit moins d'accord que sur celle de l'avoine. La faux et la faucille ont chacune leurs partisans même parmi les fermiers : mais la question la plus importante, sur laquelle l'administration désire des renseignements multipliés, concerne directement le javelage, parce qu'elle est celle qui divise plus particulièrement, non seulement les fermiers et les cultivateurs, mais même les membres des sociétés d'agriculture. L'expérience peut seule fixer les idées de ceux-ci, et déterminer les premiers à préférer une méthode à une autre.

Je vous engage donc, au nom de l'administration, à me faire passer votre avis et vos connaissances, ainsi que les avis et les connaissances de MM. les curés de votre voisinage, des fermiers, laboureurs, cultivateurs et propriétaires de votre canton sur les questions suivantes :

1° Se sert-on de la faux ou de la faucille pour récolter

l'avoine dans le canton ? Quelles raisons peut-on avoir de préférer l'un à l'autre instrument ?

2° Si on préfère la faux, est-elle différemment armée pour la récolte de l'avoine que pour celle des foin ? En quoi consiste la différence de sa constitution ? Quels sont ses avantages ?

3° Récolte-t-on l'avoine dans le degré de sa maturité parfaite ou bien avant qu'elle soit parvenue à ce degré de maturité ? Quelles sont les raisons et les avantages qui déterminent à récolter l'avoine dans un degré de maturité plutôt que dans l'autre ?

4° Est-ce l'usage dans ce canton de javeler les avoines, c'est-à-dire de les laisser pendant quelque temps couchées sur la terre, de laisser le grain s'y gonfler à l'humidité et à la pluie, de ne l'engranger que lorsqu'il a éprouvé ce gonflement ; ou bien est-on dans l'usage de récolter l'avoine sèche comme on récolte les autres grains ? Quels sont les raisons et les avantages qui déterminent à donner la préférence plutôt à l'une qu'à l'autre méthode ? Ces raisons sont-elles fondées sur une longue expérience ?

Je vous prie de me donner sur ces questions des connaissances qui puissent fixer les idées incertaines jusqu'à ce jour particulièrement sur le javelage... »

(*Archives nationales*, F. 101 bis, fo 153.)

VIII

UN MOBILIER DE LABOUREUR EN 1754 ¹.

Inventaire fait au village d'Hargicourt, le dix-sept du mois de janvier mil sept cent cinquante-quatre, deux heures de relevée, en la maison mortuaire du défunt Jean Mareschal, vivant, laboureur demeurant audit Hargicourt et Marie-Anne Duacheux, son épouse, par nous François Plebeaux greffier de la justice, terre et seigneurie d'Hargicourt et Pierre Tonnelier sergent commis présent et vendeur... à la requête de François Duacheux tuteur créé par justice à Jean, François, Marie, Marguerite et Geneviève Mareschal, enfants mineurs desdits défunts. Lesquels meubles ont été recherchés et prisés par moi sergent commis sus-nommé et rédigés par écrit par moi greffier aussi sus-nommé, en présence dudit Duacheux tuteur, en la forme et manière qui suit :

¹ Dans cet inventaire, donné à titre de spécimen du grand nombre de « prisées » que nous avons eues sous les yeux, nous avons cru devoir corriger l'orthographe très défectueuse du greffier, afin d'en rendre la lecture plus courante.

La livre vaut 2 fr. 68 et le sol, 0,13 centimes de notre monnaie.

Premièrement.

Une « cramelies » et une paire de chenets de fer prisés ensemble.	20 s.
Une pelle à feu, une truelle et un gril.	18 s.
Une poêle à « chèque » et une écumette de cuivre.	15 s.
Deux marmites de fer avec les couverts.	3 l.
Deux chaudrons d'airain et un petit pas-soir aussi d'airain.	3 l.
Une « chraïne » à battre beurre.	2 l.
Un fer à repasser linge et une lanterne telle que.	15 s.
Trois assiettes de faïence telles que.	6 s.
Deux plats de terre et trois assiettes de terre.	8 s.
Deux bouteilles de verre et une de terre.	41 l. 10 s.
Une paire de balances en bois et deux cuillers de bois.	5 s.
Deux cuillers d'étain et six fourchettes de fer.	4 l. 5 s.
Un chaudron de fer.	4 l.
Une serpe, une cognée, un hoyau, un marteau, le tout de fer.	2 l.
Trois paires de souliers.	4 l. 10 s.
Un lardier et une volée ?	1 l. 10 s.
Sept jattes de terre et deux pots de terre.	4 l. 2 s.
Quatre faucilles.	4 l.
Un seau ferré.	2 l.
Deux paniers d'osier.	10 s.

Trois chaises ferrées de paille.	15 s.
Une bouteille où il y a encore deux lots d'huile à brûler.	1 l. 2 s.
Une lampe.	3 s.
Deux tables, une ferme et l'autre à un pied.	3 l.
Environ six livres de chanvre	1 l. 10 s.
Un jupon de siamoise et cotillon de molleton.	2 l.
Deux plats, trois assiettes, une écuelle, le tout d'étain.	6 l.
Une croix et un brillant d'argent.	1 l. 10 s.
Trois tabliers à l'usage de la défunte, un de soie, deux d'étamine.	6 l.
Deux jupes de serge noire.	2 l. 10 s.
Un juste et un « ahotoire » de serge noire.	2 l. 5 s.
Deux justes, un de serge et l'autre de basin.	4 l. 10 s.
Une jupe de serge rouge.	12 l.
Un « corps » avec des manches de serge rouge et une pièce de serge rouge.	3 l.
Un habit, une veste et une culotte de serge marron.	18 l.
Deux surtouts de serge bleue.	8 l.
Deux petites vestes croisées de serge blanche.	3 l. 10 s.
Deux corps, un avec manches, l'autre sans manches et une veste, le tout à usage de femme.	1 l. 15 s.
Deux paires et demie de draps de toile de gros,	7 l.

Deux coiffes à dentelles et trois bonnettes
à usage de femme avec deux mouchoirs. 5 l.

Un juste d'étamine à usage de la défunte. 15 s.

Quatre chemises à usage de femme. 4 l.

Quatre autres chemises à usage de femme. 4 l.

Etant l'heure de nous retirer, nous avons arrêté le présent inventaire et laissé les autres meubles à la charge dudit Duacheux, tuteur, qui a signé avec nous, greffier et sergent, sus-nommés, les jours et ans que dessus. — Signé : François Duacheux, Pierre Tonnelier et Plebeaux.

Le dix-huit dudit mois de janvier de ladite année mil sept cent cinquante-quatre, nous, François Plebeaux, greffier, et Pierre Tonnelier, sergent commis de la justice, terre et seigneurie d'Hargicourt, en la présence dudit François Duacheux, tuteur, continuons le présent inventaire en la forme et manière qui suit :

Premièrement.

Sept chemises à usage de femme. 7 l.

Une pièce de toile de gros. 1 l. 10 s.

Quatre chemises à l'usage du défunt. 7 l.

Quatre autres chemises à l'usage du défunt. 7 l.

Cinq autres chemises à l'usage dudit défunt. 6 l.

Deux paires de bas à usage d'homme, avec une paire de bas de laine à usage de femme. 1 l. 4 s.

Un bonnet de toile de gros avec une paire de manche à chemise.	4 l. 15 s.
Un bout de toile fine.	7 l.
Un « landier » de toile rouge.	5 s
Un grand cuvier avec une petite tinette.	2 l.
Un coffre de bois de chêne.	8 l.
Deux « trois-pieds » de bois.	4 l.
Une maie à faire le pain avec son cou- vercle.	4 l.
Une veste de basin et trois cols à usage d'homme et un mouchoir de toile des Indes.	3 l.
Un banc avec une planche de bois de chêne.	4 s.
Une « huette », un « cazeret », une sou- ricière.	5 s.
Un bois de lit.	1 l.
Une veste de serge rouge avec une jupe de toile.	4 l.
Une jupe de serge de Mouy rouge ; un tablier de siamoise.	6 l.
Deux fourchets et une petite bêche.	4 l. 10 s.
Une paire de roues avec une petite char- rette.	10 l.
Une charrue toute équipée avec une herse telle quelle.	8 l.
Une grande charrette telle quelle.	2 l.
Un muid, deux barriques.	4 l.
Quatre petits arbres de chêne et plusieurs pièces de saule.	4 l.
Cinq fagots, quinze perches et un petit tas de choques.	4 l.
Un saloir.	1 l.

Une torche avec des étriers.	1 l. 15 s.
Une paire de traits et une bride.	4 l.
Une sellette avec une dossière et des avalloirs.	3 l. 10 s.
Un comble avec deux paires de traits.	2 l. 10 s.
Un crochet à fumier.	10 s.
Un petit tas de tourbes.	4 l.
Un cheval hongre sous poil rouge.	60 l.
Une jument sous poil rouge.	20 l.
Une vache sous poil noir.	25 l.
Une genisse sous poil rouge.	12 l.
Une fourche.	6 s.
Un rouet à filer.	1 l. 5 s.
Quarante-huit poires romaines.	15 s.
Deux pelles à four.	12 s.
Cinq poules.	1 l. 15 s.
Une potière contenant trois planches.	1 l.
L'heure de nous retirer étant arrivée.....	

avons arrêté la présente prisée et avons..... (*comme ci-dessus*).....

Le dit jour dix-huit dudit mois de janvier, mil sept cent cinquante-quatre, deux heures de relevé, nous.... avons procédé en continuant audit inventaire :

Dans le grenier de ladite maison a été trouvé douze septiers d'avoine ou environ prisés le septier, soixante sols.

36 l.

Un septier de vêche prisé.

5 l.

Un septier de chanvre prisé.

2 l. 15 s.

Dans la grange ont été trouvés les meubles qui suivent :

Deux cent et demi de blé non battu prisé le cent,
35 livres.

87 l. 15 s.

Un cent d'orge,

25 l.

Douze dizeaux de bisaille.	26 l.	
Un dizeau de gluies et une quinzaine de feurres d'avoine.	1 l.	10 s.
Un quartier à mesurer blé.		8 s.
Vingt-trois poignées de chanvre.	8 l.	
Un petit tas de foin.	10 l.	
Une auge de bois d'orme, un bridon et un fouet de charretier.	1 l.	
Un berceau.		15 s.
Un petit tas de cendre de tourbe.	2 l.	
Cinq paires de draps de toile de gros.	10 l.	
Quatorze chemises d'hommes.	9 l.	
Trois chemises de femme, deux serviettes de toile et un bonnet de basin.	2 l.	
Deux culottes de toile, deux paires de guêtres.	2 l.	
Le fumier qui est dans la cour.	6 l.	
Sensuit la déclaration des titres et papiers apparte- nant auxdits mineurs.		

(Archives de la Somme, B. 1289.
Bailliage d'Hargicourt.)

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5 à 9
------------------------	-------

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT DE L'AGRICULTURE.

Colbert protecteur de l'Agriculture. — L'agriculture sous Louis XV. — Le cardinal de Fleury. — Opinion de Lady Montague et de Horace Walpole. — L'abbé Terray, Necker, Turgot. — Opinion de Voltaire. — L'agriculture aux environs de Soissons, en Artois, en Picardie, dans les Flandres. — Opinion de Young. — Crises agricoles. — Avant et après la guerre. — Statistiques. — Renseignements sur les récoltes. — Rapport entre la production et la consommation. — Prix de vente et prix de revient. — Nécessité d'un prix rémunérateur. — Hier et aujourd'hui. — Libre échange, prohibition. — Exportation et importation. — Arrêts de 1763 et de 1787. — Echelle mobile.

Émigration des campagnes vers les villes. — La noblesse en donne l'exemple. — Mense abbatiale et mense monacale. — Opinion de M. de Tocqueville. — Le laboureur devenu un *monsieur*. — Gentils-hommes cultivateurs.

Charges de l'agriculture. — Dîme, taille, capitation, vingtièmes et centièmes. — Corvée. — Origine de la corvée royale. — Corvée ou prestation en nature. — Abus dans l'organisation des corvées. —

Turgot veut la remplacer par un impôt. — Opposition des paysans. — Assemblée des intendants. — Arrêt de 1767. — Impôts indirects. — Aides, gabelles, tabacs. — Pays d'États et pays d'Élection. — Milice. — Tirage au sort. — Recrutement en Artois et en Boulonnais. — Exemptions en faveur de l'agriculture. — Les droits féodaux. 44 à 40

CHAPITRE II.

ENCOURAGEMENTS A L'AGRICULTURE.

Création des sociétés d'agriculture. — Amiens, Arras, Laon, Cambrai. — But de ces sociétés, leurs travaux. — Comment elles se recrutent. — Procès-verbaux des séances. — Abbés et grands seigneurs. — L'homme pratique se tient à l'écart. — Résultats obtenus. — Elles préparent les perfectionnements et ne les réalisent guère. — La routine est un obstacle au progrès. — Concours académiques. — Traités de Gilbert. — Le duc de Charrost. — Cours d'agriculture. — Ecole d'agriculture. — Annel-les-Bertinval. — Ferme modèle de Liancourt. — Gilbert réclame des faveurs et des distinctions pour le cultivateur. — Comité consultatif d'agriculture. — Ses correspondants. — Le duc de La Rochefoucauld-Liancourt. — Gazette agricole. — Journal d'agriculture et cours d'agriculture. — Cours publics de botanique. — Dom Robbe. — Agronomes ambulants et inspecteurs de l'agriculture. — Les assemblées provinciales. 41 à 56

CHAPITRE III.

PROPRIÉTAIRES ET FERMIERS.

Morcellement de la propriété et de la culture. — Les sociétés d'agriculture le déplorent et Young s'en étonne. — Le paysan propriétaire

d'une grande partie du sol. — Les terres se vendent au-delà de leur valeur. — Fermiers et ménagers. — Grande et moyenne culture. — Régime adopté dans le Hainaut. — On propose de l'imiter en Artois.

Métayage. — Bail à ferme. — Clauses ordinaires des baux. — Garanties nécessaires pour le propriétaire et pour le fermier. — Instabilité des baux des bénéficiers. — Durée des baux. — Baux de trois, de six, de neuf ans. — On réclame de plus longs baux. — M. le Sergeant d'Isbergue. — Baux de 27 ans en Calaisis. — Droit de marché ou de mauvais gré. — Dépointeur. — Impuissance de la justice. — Arrêts royaux.

Redevance en nature. — La redevance en espèce devient en usage. — Termes de paiements. — Obligations diverses. — Prix moyen des locations. — Progression des loyers. — L'accroissement des loyers prouve la fortune du fermier.

57 à 77

CHAPITRE IV.

MÉTHODES DE CULTURE.

Agriculture française et agriculture flamande. — Assolements picard et artésien. — Jachère. — Parallèle établi par Young. — Sainfoin, trèfle rouge, luzerne, minette. — Chanvres, lins, colzas. — Proportion nécessaire entre les herbages et les terres labourables. — Prés hauts et prés bas. — Concours des académies en vue d'encourager la création des prairies artificielles. — Gilbert trois fois lauréat. — La jachère est abandonnée dans certains pays. — Extension donnée à la culture des plantes fourragères et des légumes. — La betterave champêtre, le turneps. — La pomme de terre. — Parmentier la fait connaître. — Une fête à la cour. — Un dîner composé par Parmentier. — M. Dottin propage la pomme de terre.

Manque d'engrais. — Engrais animal, engrais minéral; marnage. — Les cendres pyriteuses; un moment en faveur, puis abandonnées. —

- Labours et façons. — Les chevaux et les bœufs. — Le maréchal d'Estrée et M. Quarré emploient les bœufs. — Laboureurs à bras. — Laboureurs à *chuchon*.
 La carie du blé. — Chaulage. — Semoirs de Valioud et de Thul. — Le semeur. — La moisson. — Faux, pique ou faucille. — Arrêts du parlement pour ou contre l'usage de la faux. — Javelles. — Engrangement des récoltes. — Ducarne de Blangy enseigne la méthode des moyettes. — Le carillon du fléau. — Machine à battre. — Machines agricoles. — Routine.
 Culture de la vigne. — Elle disparaît. — Le haricot, le pois, l'asperge. — Le tabac, le houblon, la garance. 79 à 402

CHAPITRE V.

PRODUITS DE LA CULTURE. — MARCHÉS.

- Les prix d'autrefois et les prix d'aujourd'hui. — Avilissement de l'argent. — Prix moyen des denrées. — Le pouvoir de l'argent. — Comment l'établir. — MM. Leber, de Foville. — La livre du XVIII^e siècle et le franc de 1885. — Diversité des mesures agraires et des mesures de capacité. — Origine de cette diversité de mesures. — Louis XV veut un tarif comparé des poids et mesures du royaume. — Le système métrique. — Mémoire de l'intendant Méliand. — Produit moyen des terres bonnes, médiocres, mauvaises. — La France exporte plus qu'aucune autre nation.
 Marchés. — Police des marchés. — Ordonnance de 1723. — Défense de trafiquer des grains ailleurs que sur le marché. — Blattiers. — Approvisionnement des marchés. — Droits d'octroi et de place. — Le roi voudrait abolir les droits de mesurage. — Révision des titres. — Mercuriales. — Les marchés aux époques de disette. — Scènes de révolution. 403 à 446

CHAPITRE VI.

TRAVAILLEURS AGRICOLES:

Ordonnance de Charles IX. — Infidélité des domestiques sous Louis XV.
 — Règlement du 25 juin 1751. — Salaire des serviteurs en nature ou en argent. — Salaires au XVIII^e siècle et au XIX^e. — Valets de charrue, servantes, bergers, journaliers, ouvriers d'état, manouvrières. — Moissonneurs et batteurs. — Projet d'une caisse de retraite pour les vieux serviteurs.
 L'industrie menace de dépeupler les campagnes. — Arrêt de 1762. — Remontrances des économistes. — Parallèle entre les travaux des champs et la manufacture. — Les grands seigneurs créent des fabriques dans leurs terres. — L'Artois et les Flandres résistent à l'entraînement. — Plus de moissonneurs. — Young juge l'agriculture des pays industriels. — Les domestiques au XVI^e siècle. — Le rouet. — Une page de M. Baudrillart. 117 à 135

CHAPITRE VII.

PATURAGES. — BESTIAUX. — ÉPIZOOTIES.

PATURAGES. — Rareté du bétail résultant du manque de pâturages. — Les Flandres font exception. — La France tributaire de l'étranger. — Les communaux. — Partage des communaux. — Défrichements ; leurs résultats. — Peu de prairies vraiment dignes de ce nom. — Prés flottés. — Dessèchement des marais. — Essais imparfaits. — Les Moères. — M. de Lormoy dans le Marquenterre ; avantages qui lui sont accordés. — Vaine pâture et parcours ; leur origine. — Comment s'exerce la vaine pâture. — Pâtre commun.

- BESTIAUX.** — Le cheval employé seul aux travaux de la culture. — La race boulonnaise. — Pays de production. — Furnes et Bourbourg. — Commerce de chevaux. — Le poulain boulonnais dans le Vimeu. — Les haras de Colbert. — Le garde étalon. — Étalons danois. — M. de Maurepas. — Concours institués à Arras. — Système proposé par l'Assemblée provinciale. — Espèces et nombre de vaches. — L'importation des bestiaux étrangers entravée par Colbert, pourquoi. — Beurres et fromages. — L'élevage. — Bêtes à laine. — On n'élève pas d'agneaux en Artois. — Infériorité de la laine de France. — Raisons de cette infériorité. — Race flandrine. — Races santerienne, artésienne, picarde, du Vexin, du Vermandois. — Colbert et Bertin veulent améliorer les races. — Essais infructueux. — Parcs à l'anglaise. — Parc de Boves, comment il est peuplé. — Le prince de Croy achète des reproducteurs anglais ; à quel prix. — Insuffisance des moyens employés. — Anes, mulets, porcs, volaille.
- EPIZOOTIES.** — Maladie des bêtes à cornes. — Fièvre maligne ou pourpreuse. — Précautions édictées par les intendants. — Visite du vétérinaire. — Isolement des bêtes contaminées. Punitions réservées aux contraventions. — Cordons sanitaires. — Ordonnances de salubrité. — Sollicitude du Gouvernement. — Consultations envoyées dans les campagnes. — Mêmes mesures prises contre les autres contagions. 437 à 466

CHAPITRE VIII.

POLICE RURALE.

- Origine du droit de police. — *Ban de mars*. — Commerce des denrées alimentaires. — Salubrité et sécurité publiques. — Précautions contre l'incendie. Police des cabarets, elle n'est pas observée. — Protection des propriétés. — Fausse voie. — Destruction des animaux et des insectes nuisibles. — Divagation des chiens. — Voirie. — Alignements sur la voie publique.

Ban d'août. — Glanage. — Le messier ou blavier, ses fonctions, ses gages. — Banalités. — Droits de travers et de péage. — Leur origine, comment ils sont réglementés. — Révision des titres. — Dégâts dans les terres ensemencées. — Police de la chasse au moyen âge et au dix-huitième siècle. 467 à 487

CHAPITRE IX.

LES HABITATIONS RURALES.

Aspect du village. — L'église. — L'esprit de clocher. — Les cloches. — Difficultés des communications. — Matériaux employés pour les constructions. — Essais de pisé. — Châteaux, fermes, presbytères, fermes d'abbayes. — Toits de chaume. — Incendies fréquents. — Ordonnance de 1786 prescrivant les couvertures en tuiles. — La panne. — Panneteries d'Hesdin et de Villers-sur-Authie. — L'art des constructions rurales. — Bâtiments insalubres. — L'intérieur de la chaumière. — La cheminée et ses accessoires. — Ustensiles de cuisine. — Ameublement. — Le fauteuil du père de famille. — Potières et bahut. — Faïences de luxe. — Le lit. — Les outils. — Le paysan propriétaire de sa maison. — Les feux. 489 à 201

CHAPITRE X.

LE COSTUME.

Habits de fête. — Costumes des femmes. — Bonnet rond et coiffe. — Bavolettes. — Bonnets de mousseline. — La mode. — Juste, jupe, tabliers, pelices, mantelets, fraises. — Poêle, faille et ahotoir. — Étoffes et couleurs en vogue. — Bijoux. — Les villageoises de Téniers et de Van der Meulen. — Habits de travail. — Costume des hommes.

— Habit, veste, culotte, manteau, chapeau. — La coiffure. — La blouse et son histoire. 203 à 240

CHAPITRE XI.

L'ALIMENTATION.

Le souper au village. — Maîtres et valets à la même table. — Frugalité des uns et des autres. — L'ordinaire. — Le pain. — Parmentier introduit de nouvelles méthodes. — Beurre, fromages. — Beurre de Flandres. — Régat des grands jours. — Boissons diverses. — Bouillie et piquette. — La vigne disparaît et le pommier la remplace. — Cidre picard et cidre normand. — Bières de Flandres. — Fabrication de la bière. — Chaudières ambulantes. — Le café.

Usage du tabac. — Différence entre les pays d'Etat et les pays d'Élection. — Le tabac devenu seconde nature. — Doléances des picards. 244 à 225

CHAPITRE XII.

MISÈRE ET CHARITÉ.

Misère du paysan à certaines époques. — L'administration et la charité privée viennent à son secours. — Grands seigneurs charitables. — Détresse résultant des hivers très rigoureux. — Vagabonds, leurs excès ; la terreur qu'ils inspirent. — Patrouilles organisées en Artois. — Dépôts de mendicité. — Ateliers de charité. — Recherche des vrais indigents. — Châtiments réservés aux incorrigibles. — L'aisance reparaît. — Confréries de miséricorde et bureaux de charité.

Calamités publiques. — Incendie, grêle, inondations, sauterelles. — Secours délivrés aux victimes. — Souscription ouverte à Paris pour les grêlés de 1788.

Épidémies. — Médecins spéciaux nommés par l'intendant. — Insuffisance des chirurgiens de campagne. — Curés médecins. — Turgot se préoccupe d'organiser des secours. — Médecine gratuite. — Fondation du comte de Mailly à Louvrechy. — Boîtes de remèdes; ce qu'elles contiennent; qui les distribue. — Combien le gouvernement en délivre en 1769. — Bons de convalescence. — Tablettes de bouillon. 227 à 244

CHAPITRE XIII.

MŒURS RURALES.

Le Picard et l'Artésien jugés par l'intendant Bignon. — Le Flamand jugé par l'intendant de Madrys. — L'épargne. — L'esprit de travail. — L'esprit religieux. — Formules chrétiennes des actes publics et des actes privés. — Pieuses coutumes. — Respect de la religion et de ses ministres. — Le repos du dimanche. — La messe. — Le prône. — Le curé, son influence. — Opinion de Turgot et de Condorcet sur les curés. — Les veillées. — Superstitions et croyances populaires. — Sorciers. — Sorts. — Sabbats et rondes de fées. — Diableries.

L'instruction primaire : son utilité reconnue et sa nécessité proclamée par les ordonnances royales et synodales. — Edits de 1698 et de 1725. — Sanction à l'obligation de l'instruction — La France couverte d'écoles primaires. — Les clercs. — Le programme : religion, lecture, écriture, calcul. — Enseignement professionnel. — Le manuel du paysan et le traité d'agriculture. — Projets du duc de Béthune-Charrost. — Ecoles d'agriculture, musées ruraux et bibliothèques. 245 à 269

CHAPITRE XIV.

FÊTES ET RÉJOUISSANCES.

Watteau et La Bruyère. — Simplicité et entrain des fêtes au village. — Scènes flamandes. — Danses. — Jeux d'adresse. — Archers, arbalétriers, paumiers. — Organisation des serments. — Tir au berceau. — Tir à l'oiseau. — Le roi de l'oiseau. — Les assauts. — Les dés et les cartes. — Le billard. — Prix de vertu. — La rosière de Salency. — Cérémonies des mariages. — Repas et danses. — Chansons de noces. — Fêtes symboliques. — Noël. — Les Noël's. — Pâques. — Le Béhourdis. — Le premier mai. — La quête de la reine Berthe. — Fêtes de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre. — Fêtes patronales. — Kermesses et ducasses. — Cordialité des fêtes d'autrefois. 271 à 293

APPENDICE ET PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.	Mémoire concernant l'élection de Clermont	197
II.	État du produit moyen des terres en vue de répartir équitablement l'impôt.	321
III.	Proportion désirable entre le nombre de bestiaux et l'étendue des pâturages en Artois	327
IV.	Statistique agricole.	329
V.	État de la dépense à faire pour l'achat des bestiaux.	333
VI.	Cendres noires (<i>terres pyriteuses</i>) de Suzy	335
VII.	Projet de circulaire à adresser aux correspondants du comité d'administration de l'agriculture.	337
VIII.	Un mobilier de laboureur en 1754	339

Arras, imp. de la Société du *Pas-de-Calais*,

P.-M. LAROCHE, DIRECTEUR.

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

HD
644
C3
1885

Calonne d'Avesne, Albéric,
La vie agricole, sous
l'ancien régime dans le
nord de la France